

L'Économie : le Plan retrouvé

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 18001 - 7 F

MARDI 20 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Conformément au cessez-le-feu observé dans l'enclave bosniaque

Les « casques bleus » vont superviser la reddition des Musulmans à Srebrenica

Une impuissance consternante

COMBIEN de fois, au cours de la guerre, n'a-t-on pas entendu un chef de milice serbe stopper un convoi humanitaire en Bosnie, lui demander de patienter une heure, deux heures, vingt-quatre heures - le temps que ses hommes se réveillent pour contrôler les camions, prétextant, par exemple, un lendemain de fête serbe?

Dimanche 18 avril, c'était la Pâque orthodoxe. Elle a donc été célébrée, et l'on a pu voir Radovan Karadzic et ses amis serbes bosniaques faire ripaille dans leur fief de Pale, autour d'une longue table. La nourriture était abondante, les verres et les assiettes étaient pleins, l'atmosphère se faisait sur les visages. Et qui figurait parmi les invités, aux côtés du docteur Karadzic? Le général Philippe Morillon et quelques officiers de la FORPRONU.

ON peut comprendre les contraintes, les politesses forcées et les sourires peu dupes de la diplomatie, mais la scène avait quelque chose de tarifiant et résumait bien les événements consternants du week-end, et l'impuissance des Occidentaux. Car, de l'hôpital de Tuzla, le monde recevait une autre image: celle d'une mère tenant dans ses bras un de ses deux fils, un bébé ensanglanté sur les yeux; l'enfant jouait au football à Srebrenica, quand un obus est tombé...

Une fois de plus, les Serbes ont dicté leur loi, obtenu, « grosso modo », ce qu'ils voulaient. Les défenseurs musulmans de Srebrenica se sont rendus.

En croire la résolution 819 du Conseil de sécurité, l'enclave est aujourd'hui une « zone protégée » par l'ONU. Étrange statut, quand on sait que les forces serbes, elles, maintiennent tranquillement leur étau, encerclent Srebrenica et gardent chars et canons, intégralement! Les Serbes se moquent de la communauté internationale, clamait, samedi, Alain Juppé. Bill Clinton est, lui, « indigné ». Londres s'alarme. Mais personne ne bouge, et c'est sans doute trop tard, car les Occidentaux semblent désormais résignés à la victoire des Serbes - quitte à leur promettre un tribunal international pour la suite. On explique alors - avec raison - aux opinions publiques qu'une intervention militaire à grande échelle mettrait en danger la vie de quelque 15 000 « casques bleus » sur le terrain dans l'ex-Yugoslavie.

Mais, à force de ne pas bouger et de ne pas proposer de solution pour l'avenir des Musulmans dans un pays que Serbes et Croates sont sur le point de se partager, les dirigeants occidentaux se déconsolent. On se contente donc d'admonestations, de mises en garde et d'une nouvelle résolution, la 820, qui menace d'isoler totalement la Serbie et la Monténégro... à compter du 26 avril. Une date choisie à dessein pour ne pas gêner Boris Eltsine face aux conservateurs, alliés de Belgrade, avant son référendum, qui aura lieu le veille. Coprésident de la Conférence de paix, Lord Owen préconise, lui, des bombardements sélectifs des routes et des ponts qui permettent à la Serbie d'acheminer depuis un an renforts et équipements à ses amis de Bosnie. C'est été une bien bonne idée... avant Pâques 1992.

M0147 - 0420 0 - 7.00 F



Des hélicoptères de la FORPRONU poursuivaient, lundi 19 avril, les opérations d'évacuation des blessés de Srebrenica vers la ville de Tuzla, mais les autorités locales continuent de s'opposer au départ des civils. Au lendemain de l'arrivée d'une compagnie de « casques bleus » canadiens, qui superviseront la reddition de l'enclave, l'accord de cessez-le-feu paraissait observé. Après le vote de la résolution 820 du Conseil de sécurité, renforçant les sanctions contre Belgrade à compter du 26 avril, Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, a menacé de quitter les négociations de New-York, mais il a aussi annoncé pour les prochains jours une « initiative » comprenant une trêve totale sur tous les fronts.

BELGRADE

de notre correspondante

Quelque cent-quarante « casques bleus » canadiens ont finalement été déployés, dimanche 18 avril, dans l'enclave de Srebrenica. En vertu d'un accord conclu au cours de la nuit précédente entre les chefs militaires serbe et musulman de Bosnie, les forces de l'ONU devaient désarmer dans les soixante-douze heures suivantes les Musulmans de Srebrenica et superviser l'évacuation des blessés.

Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, a qualifié cet accord de « victoire de la négociation et de l'habileté de nos généraux ». Le général Morillon, qui commande les forces de l'ONU (FORPRONU) en Bosnie et qui s'était engagé corps et âme pour « sauver » l'enclave, estime pour sa part que « le bain de sang a été évité ». Mais, ce dimanche, voici à peine trois semaines, que

« la chute de Srebrenica serait un crime contre l'humanité »? Tous jours est-il que l'ONU s'efforce aujourd'hui la reddition des Musulmans au profit de l'agresseur - qui, lui, ne sera pas désarmé.

En dépit des menaces de blocus total contre la Serbie et de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de déclarer Srebrenica « zone de sécurité » et d'exiger que soit mis fin au siège de l'enclave, les Serbes de Bosnie n'ont pas changé d'un pouce leurs objectifs, maintes fois annoncés. Le 26 mars dernier, alors qu'il venait de rencontrer les commandants de la FORPRONU, le général Mladic, chef des forces serbes de Bosnie, avait suggéré lors d'une conférence de presse à Belgrade (le Monde daté 28-29 mars) la reddition des forces musulmanes de Srebrenica en appelant les combattants à déposer les armes et à les rendre à la FORPRONU.

Deux semaines plus tard, à Belgrade toujours, il réitérait sa proposition et demandait à la FORPRONU d'organiser une rencontre avec le commandant en chef des forces bosniaques (majoritairement musulmanes), le général Sefer Halilovic. Ce dernier refusa de s'entretenir avec son homologue serbe jusqu'à vendredi dernier, lorsque les forces serbes, qui sont alors à moins de 1 kilomètre du centre de la ville, annoncent la chute imminente de Srebrenica. La rencontre entre les deux chefs militaires est fixée au lendemain, samedi 17 avril, à l'aéroport de Sarajevo, en terrain neutre. A l'issue de onze heures de négociations, le général Halilovic signe la reddition des forces musulmanes de l'enclave.

L'accord prévoyait un cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur dimanche 18 avril, à 5 heures du matin.

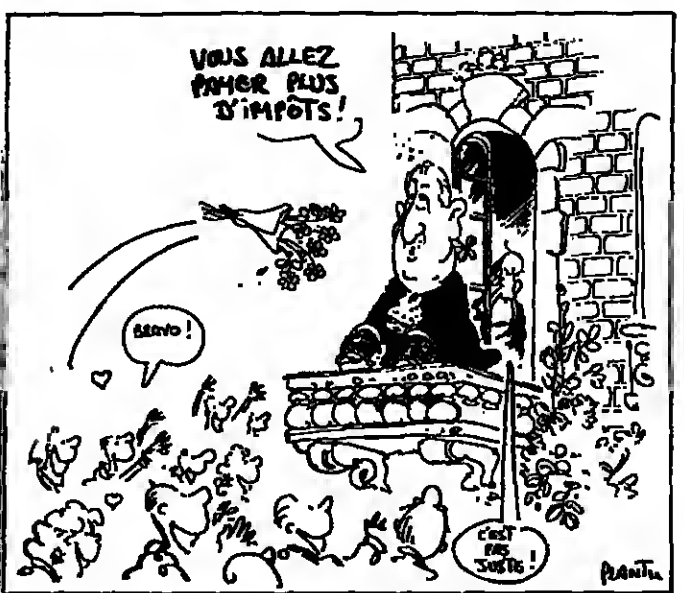
FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 3

Alors que des hausses fiscales sont attendues

La Banque de France baisse ses taux directeurs

La Banque de France a annoncé, lundi 19 avril, la baisse de deux de ses taux directeurs (appel d'offres et prises en pension), ramené respectivement de 9,10 % à 8,75 % et de 10 % à 9,75 %. Edouard Balladur, qui lance mardi au cours d'une réunion à Matignon le processus de réforme de l'institut d'émission vers l'autonomie, a confirmé sur TF1, dimanche soir, l'annonce pour le 5 mai de « sacrifices », les augmentations fiscales devant être « équitables » et « bien réparties ».



Lire page 17 les articles de FRANÇOISE LAZARE, ERIC LE BOUCHER et ERIC LESER

Edouard Balladur, après le velours

La volonté de cohabitation consensuelle s'accompagne d'une mise en garde contre les querelles d'apparence

par Patrick Jarreau

Edouard Balladur, plus populaire, disent les sondages, qu'aucun autre premier ministre de la V^e République ou l'avait jamais été, avait lui, à son entrée en fonctions, « clois, dimanche, lors de son passage à l'émission de TF1 « Sept sur sept », la phase d'installation de son gouvernement. Quinze jours, a-t-il souligné, c'est peu pour mettre en

place l'exécutif issu d'une majorité aussi large, aussi diverse en fait. C'est assez pour qu'après avoir donné, en composant son équipe, la preuve de sa capacité à percevoir les attentes des Français et à y répondre, il fasse sentir, avec courtoisie bien sûr, la « main de fer dans un gant de velours » dont a parlé Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Le premier ministre s'est adressé, tantôt

simultanément, tantôt alternativement, à sa majorité et au président de la République.

A l'une, il a rappelé que « le système institutionnel » prévoit qu'il en est le chef; à l'autre, que les Français ont « voulu la rupture » avec les idées de la majorité précédente, qui sont aussi celles du chef de l'Etat. A l'une et à l'autre, faisant écho à l'insolence exprimée par Charles Millon la semaine dernière, il a adressé

cette mise en garde: « Si nous ne réussissons pas, vers qui les Français se tourneront-ils et en qui croiront-ils? » Pour M. Balladur, personne ne doit s'y tromper: après dix ans de gouvernement de la gauche, conduits par sa réputation brutale les 21 et 28 mars, la seule « alternative » potentielle, si cette droite échoue, sera à l'extrême droite.

Lire la suite page 9

Le Monde

HORS-SÉRIE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La droite sans partage

LES RESULTATS COMPLETS

1988 - 1993 :

BILAN DE LA LÉGISLATURE

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Turquie : la mort du président Turgut Ozal

Un autocrate réformateur

Lire page 6

l'article de NICOLE POPE

Pakistan : coup d'Etat constitutionnel

Le président Khan a révoqué le premier ministre et dissous l'Assemblée nationale

Lire page 8

l'article de BRUNO PHILIP

L'ÉCONOMIE

Le Plan retrouvé

Enterré par la gauche, le Plan va-t-il retrouver avec la droite une seconde jeunesse? Le programme de réformes à cinq ans énoncé par Edouard Balladur s'inspire très largement des travaux préparatoires du XI^e Plan.

Lire aussi « Les sept crises de la chimie », les pages Perspectives, Opinions, Conjoncture et Mode d'emploi.

pages 25 à 34

Vingt mille lieues sur les mers

Le navigateur Bruno Peyron arrive au terme d'un tour du monde en quatre-vingts jours

par Gérard Albouy

Lorsque Jules Verne a écrit le Tour du monde en quatre-vingts jours, en 1873, Cutty Sark, l'un des plus fameux clipper du dix-neuvième siècle, avait, la même année, parcouru les 14 000 milles de la « route de la laine », entre Plymouth et Sydney en soixante-dix jours. Comme ses contemporains, le romancier a, sans doute, été impressionné par les performances de ces grands voiliers menés par des équipages de plusieurs dizaines d'hommes, dont les records établis pour la rude vers l'or entre New-York et San-Francisco au sur les routes du thé ou de la laine entre l'Asie ou l'Australie et l'Angleterre, pour livrer leurs cargaisons au meilleur prix, allaient tenir plus d'un siècle.

Même un visionnaire comme l'écrivain n'aurait pu imaginer que, cent vingt ans plus

tard, un Baulois embarqué avec quatre équipiers sur un drôle de voilier à deux coques, irait presque deux fois plus vite et serait capable de réussir un tour du monde océanique dans le même temps que son héros Phileas Fogg? « Si Jules Verne avait écrit le Tour du monde en cinquante jours ou paré avec Phileas Fogg d'accomplir le tour du monde en cent jours, l'œuvre de l'écrivain ne croquerait pas actuellement le sillage de la course au large, répond Titouan Lamazou (1). Les quatre-vingts jours étaient un excellent prétexte, élégant et médiatique, tombant à point nommé dans l'évolution naturelle des défis lancés depuis trente ans par les épreuves et les voiliers de course au large. »

Lire la suite page 14

(1) Vainqueur du premier Vendée Globe et détenteur de la meilleure performance autour du monde en 109 jours 8 heures 48 minutes.

DÉBATS

Un entretien avec Pierre Sané

« La vocation d'Amnesty International est de faire honte aux Etats »

« Les Nations unies sont souvent impuissantes à empêcher les violations des droits de l'homme. N'est-ce pas d'abord un constat d'échec qui devrait être dressé lors de cette conférence mondiale ? »

— Depuis 1948, la conscience du monde en ce qui concerne les droits de l'homme a fait des progrès remarquables. On ne peut parler d'échec que si on compare l'efficacité des Nations unies à cette attente nouvelle. Ce sont ces pressions de plus en plus fortes qui poussent l'ONU à intervenir et donc à réduire l'espace de souveraineté nationale des Etats. Et c'est en réduisant encore cet espace que l'on pourra aller vers une plus grande efficacité du système des Nations unies. Si on compare celle-ci aux faibles ressources qui ont été mises à la disposition des mécanismes de surveillance, d'observation et de protection des droits de l'homme de l'ONU, on ne peut pas vraiment parler d'échec.

— Pour Amnesty, cette réunion de Vienne est historique. D'abord, parce que c'est la première conférence mondiale d'après la guerre froide, ce qui signifie que la bipolarité Est-Ouest aura disparu. Ensuite, parce qu'elle va marquer le début de la disparition du tiers-monde, qui, en quelque sorte, ne se justifie plus politiquement, puis qu'il n'y a plus de troisième bloc. Le monde aujourd'hui se divise de plus en plus entre riches et pauvres, et le tiers-monde se situe maintenant à l'intérieur des Etats. Je crois donc que la solidarité tiers-mondiste sera mise à rude épreuve lors de la conférence.

— Quelques 180 pays vont se retrouver, avec chacun une approche différente des droits de l'homme. Est-ce que ce cri d'alarme ne va pas se transformer en cacophonie ?

— Les organisations non-gouvernementales vont pousser un cri d'alarme, et les gouvernements vont plutôt discuter des ressources, souveraineté culturelle et nationale... Mais toutes les ONG, quel que soit leur pays d'origine, articulent le même langage en ce qui concerne l'universalité des droits de l'homme et certains droits fondamentaux : dans toutes les cultures et les religions, le droit à la vie, à l'intégrité physique, au minimum vital, sont reconnus. Ce qui est vrai c'est que les droits de l'homme interfèrent avec le développement économique et avec la gestion politique des sociétés, et que les différents régimes du monde ont des priorités et des agendas différents. L'Asie va insister sur la souveraineté nationale et sur la primauté du développement économique, comme l'Afrique, comme l'Amérique du Nord, comme l'Amérique latine, qui aspire à redevenir fréquentable, en faisant oublier les dictatures et en masquant des réalités sociales injustes, aura des positions très proches de celles de l'Europe et de l'Amérique du Nord. L'Afrique continuera à être marginalisée, tout en disant qu'elle est prête à mettre en place les différents mécanismes de protection des droits de l'homme, pourvu que l'aide financière soit accrue. Les pays européens et le Japon, sous la pression de leurs opinions publiques, veulent faire un geste en faveur des droits de l'homme, comme ils ont fait un geste en faveur de la démocratisation dans les pays pauvres, mais à condition que cela ne se traduise pas par un supplément de contributions.

— Les grandes organisations internationales qui accordent des aides économiques au tiers-monde, comme le FMI et la Banque mondiale, ne semblent pas se soucier beaucoup des droits de l'homme.

— Beaucoup de stratégies de développement, qui sous-tendent les prêts et les politiques d'ajustement structurel, sont à l'origine de violations de droits sociaux, civils et politiques. La transformation des économies qui est imposée par la Banque mondiale et le FMI ne s'accompagne pas d'une politique et des ressources visant à mitiguer les effets de cette transformation. Les Etats sont donc obligés de faire des coupes claires dans les budgets d'éducation et de protection sociale, qui ne sont pas acceptées facilement par la population. Les fautes étonnantes de la faim du FMI l'attendent. Mais la responsabilité principale, c'est celle des gouvernements. Il ne peut y avoir de confusion à cet égard. C'est le gou-

Pierre Sané est secrétaire général d'Amnesty International depuis octobre 1992. A ce titre, il s'exprime pour la première fois sur sa conception de la défense des droits de l'homme. Ses réflexions permettent d'anticiper le ton des débats de la conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui se tiendra à Vienne, du 14 au 25 juin, première manifestation du genre depuis vingt-cinq ans.

Pierre Sané, Sénégalais âgé de quarante-quatre ans, est docteur en sciences politiques de l'université de Carleton (Canada) et titulaire d'une maîtrise en administration publique de la London School of Economics de Londres. Membre d'Amnesty International depuis 1988, il anime une organisation non gouvernementale internationale dont le but est de promouvoir l'intégration régionale et la démocratie en Afrique. Pendant douze ans, il a, d'autre part, été le directeur d'une organisation canadienne d'aide au développement en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.



gouvernements occidentaux sont-ils pour autant plus vertueux s'agissant des droits de l'homme ?

— Non, parce que justement il ne faut pas comparer la situation des droits de l'homme d'un pays à l'autre. Qu'il y ait une succession de bavures policières en France ou puissent être liées à un comportement raciste, est tout aussi inacceptable, dans le contexte français, que des exécutions sommaires dans un pays comme le Tchad, où il y a eu des conflits armés entre clans pendant trente ans. C'est le même degré de gravité.

— Êtes-vous inquiet de la politique d'immigration de plus en plus draconienne mise en place par les gouvernements occidentaux ?

— Oui, d'autant plus que le principe même de l'asile politique est en danger. Dans beaucoup de pays européens, les procédures d'accueil et de filtrage sont devenues tellement expéditives que l'on ne prend plus la peine de vérifier si les demandeurs d'asile courent des risques en étant renvoyés chez eux. Cela nous inquiète d'autant plus que la manipulation politique des opinions publiques a fait de la politique d'immigration un enjeu électoral important, consistant à présenter le problème de l'immigration de manière extrêmement simpliste.

La défense des droits de l'homme est fortement dépendante des concours financiers qu'elle peut mobiliser.

— En démantelant les structures de répression on peut faire des économies. Il coûte plus cher de violer les droits de l'homme que de les respecter. Lorsqu'un Etat démantèle le système d'apartheid, l'Etat sud-africain fera des économies considérables : cela demande beaucoup d'argent de mettre sur pied un système de surveillance et de répression.

— Lorsque les violations des droits de l'homme atteignent une ampleur considérable, comme dans le cas de la Yougoslavie, que pouvez-vous faire ?

— Pas grand-chose. Le symbole d'Amnesty c'est la bougie, pour éclairer les endroits sombres de la planète où les Etats tuent en silence. Lorsque les crises sont sous les feux des projecteurs, Amnesty ne peut que continuer à articuler sa rage morale et sa dénonciation de l'inefficacité des systèmes internationaux, mais elle peut difficilement faire pression sur les Etats. Ce que nous n'avons pas encore fait suffisamment, c'est de travailler plus étroitement avec les organisations de la société civile en Bosnie, les ONG, les journaux, les associations ou les syndicats, qui essaient de travailler en faveur de la paix sans tenir un discours de propagande.

— Lorsque Peter Benenson a créé Amnesty en 1960, il voulait qu'elle soit une organisation apolitique, autonome et indépendante. Trente-deux ans après, l'est-elle encore ?

— Oui, à condition que «apolitique» signifie seulement «ne prenant pas part à la politique politique». Si la politique est définie comme la gestion de la cité et le renforcement de la société civile vis-à-vis des gouvernements, quel qu'ils soient, alors Amnesty est une organisation politique.

— D'autant plus que dans certains pays du tiers-monde, son action tend à remettre en cause l'ordre établi.

— Si c'est un ordre oppressif, qui ne respecte pas les libertés fondamentales, absolument. Nous ne prêcherons jamais pour le renversement d'un gouvernement, mais pour que ceux qui sont en prison soient libérés. Il leur appartient à eux de renverser ces gouvernements oppressifs. Nous voulons nous assurer que la société puisse exercer des choix et fonction d'alternatives qui sont proposées par les différents protagonistes sociaux.

— Vous avez donc de facto une fonction déstabilisante, au sens politique du terme ?

— Oui, et je crois que c'est ce qui est recherché, dans la mesure où si c'est l'ordre des cimetières et l'ordre des prisons qui est en cause, Amnesty a été mise sur pied pour déstabiliser cet ordre-là.

— Aux yeux des régimes totalitaires, Amnesty est une organisation «révolutionnaire».

— Pour tous les Etats qui ne sont pas respectueux de l'éthique des droits de l'homme et de leurs propres engagements, en effet.

Propos recueillis par LAURENT ZECCHINI

vernement d'un pays pauvre qui, en fin de compte, procède à certains choix dans l'allocation des ressources : est-ce que l'armée va recevoir 25 % du budget et la santé 2 % ?

— Si les gouvernements transfèrent cette responsabilité et leur souveraineté à des organisations multilatérales telles que la Banque mondiale et le FMI, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Quand ils empruntent à la Banque mondiale, ils ont la possibilité de refuser certaines conditions.

« La surmédiation peut conduire à une acceptation, par l'opinion, des violations des droits de la personne, comme c'est le cas pour la pauvreté »

— La liste des violations des droits de l'homme dressée chaque année par Amnesty semble être immuable depuis vingt-cinq ans.

— Je crois au contraire que la légitimité de l'Etat-nation est davantage remise en question aujourd'hui qu'il y a un quart de siècle. La globalisation économique fait que les Etats n'ont plus le contrôle des flux financiers et en sont à gérer les conséquences de décisions prises par des spéculateurs. En même temps, il y a ce vent de démocratisation et de particularisme. Il y a vingt-cinq ans, pour beaucoup de pays qui sortaient de l'ère coloniale, la priorité était de bâtir la nation, celle-ci étant ressentie comme une étape indispensable dans le développement économique et social. Or, on se rend compte que l'on a fait fausse route et que le mythe même de la nation homogène, gouvernée par un Etat qui est capable de mettre en œuvre des politiques à long terme, a été détruit. C'est cette perte de légitimité qui a entraîné la multiplication de tous ces conflits locaux.

— Les droits de l'homme sont donc davantage menacés aujourd'hui ?

— Oui, bien plus, parce que l'Etat n'est plus le seul acteur. Dans beaucoup de pays, le contrôle exercé par l'Etat, ainsi que la sécurité que fournissait l'Etat, même dans le cas d'un régime totalitaire, se sont considérablement réduits. Vous avez beaucoup plus de groupes armés à l'œuvre aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans et ceux-ci se comportent dans leur territoire ou leur zone d'influence, aux yeux des victimes en tous cas, de façon totalitaire. Donc le nom-

bre des acteurs qui violent les droits de la personne a augmenté. Or, si on peut considérer l'Etat comme responsable devant la communauté internationale, il est difficile d'en faire autant pour les groupes armés.

— Les violations des droits de l'homme étant davantage médiatisées, ces droits devraient être mieux protégés.

— Elles sont mieux médiatisées, bien que de manière assez sélective. La médiatisation est d'autant plus importante lorsque les violations ont lieu dans des régions proches du public concerné, comme en Bosnie pour les Européens, et lorsque les effets sont spectaculaires, comme la famine ou les conflits ethniques. Mais il y a un risque que la surmédiation mène à la banalisation et à une acceptation par l'opinion publique, comme c'est le cas pour la pauvreté.

— Le succès d'Amnesty depuis trente-deux ans est indéniable : vous avez plus de 1,1 million de membres, un budget qui dépasse 120 millions de francs. Mais ne risquez-vous pas de vous scléroser, en devenant, vous aussi, une institution ?

— C'est le défi principal auquel l'organisation est confrontée : les conséquences de son propre succès. La pression sur les gouvernements fait que les régimes répressifs ont besoin de moins en moins leurs opposants en prison, parce que cela déclenche une réaction en masse de l'opinion publique. Mais on prend contre eux des mesures radicales, comme l'exécution sommaire, ou plus subtiles, comme les mesures administratives arbitraires, qui rendent difficile la mobilisation. Nous devons donc constamment nous adapter à ces contre-stratégies gouvernementales. Celles-ci s'exercent dans les techniques de répression, mais aussi par un système de relations publiques dans le domaine des droits de l'homme : les gouvernements créent des commissions et déploient une diplomatie des droits de l'homme.

— Il y a aussi le risque de faire partie de l'establishment ou d'être perçus comme tels par les victimes. C'est là une des priorités que je me suis fixées après mes six premiers mois de « voyage » au sein de l'organisation : réviser le militantisme et m'assurer qu'Amnesty a les pieds bien enfoncés dans la société civile.

— Vous proposez la création d'un poste de commissaire spécial des Nations unies chargé des droits de l'homme. En s'associant à l'ONU, Amnesty ne risque-t-elle pas de perdre son indépendance ?

— Nous travaillons avec les Nations unies depuis plus de vingt ans, mais nous ne pouvons en aucun cas être tenus pour responsables de l'inefficacité du système de l'ONU. Nous nous associons avec une approche de défi plutôt qu'avec une approche de collaboration. Nous mettons les gouvernements au défi d'accepter cette proposition. Nous leur disons que si, à l'aube du troisième millénaire, ils veulent vraiment améliorer la capacité du système international à

protéger les droits de l'humanité, il y a des mesures concrètes que l'on peut prendre. Mais le premier rempart contre les violations, c'est l'information. Il faut que le public soit informé chaque fois que des violations des droits de l'homme se produisent, dans quelque coin du monde que ce soit. Bien sûr il y a des risques de sélectivité, de sensationnalisme, de déformation, mais je préfère que l'on court ces risques-là plutôt que de ne pas donner l'information.

— Les groupes d'opposition sont souvent tout autant responsables de violences que les gouvernements établis. Amnesty est-elle prête à s'intéresser davantage aux seconds ?

— Les gouvernements ont la responsabilité internationale de la protection des droits de leurs citoyens. Il leur appartient de faire en sorte que les forces de sécurité, que le système juridique, que tout l'appareil d'Etat travaille à promouvoir et à protéger ces droits. Il est vrai que les groupes armés commettent des abus, mais nous ne chercherons jamais à établir une balance entre un Etat et un groupe armé. Ce n'est pas parce que ces groupes commettent des crimes que l'Etat peut en faire autant, parce que c'est à lui qu'il appartient de faire respecter la loi.

— Parfois vous ne pouvez rien contre le violon de l'Etat. Je pense aux événements de la place Tiananmen, à Pékin, et aux arrestations qui ont suivi.

— Il y a des libertés de dénonciation politiques en Chine. Parfois, même si notre influence n'est pas reconnue ou acceptée, elle est cependant réelle. Ce que nous cherchons à faire c'est à faire honte aux Etats, en nous basant sur les principes de moralité, sur les instruments et traités internationaux que ces Etats ont signés, en montrant qu'ils ne respectent pas leurs propres engagements, et qu'il y a une moralité de la civilisation internationale, en 1993, qui fait que certains actes ne sont plus acceptables. Mais s'ils se sentent obligés d'avoir une politique des droits de l'homme, c'est bien qu'ils reconnaissent la légitimité de l'action d'organisations comme Amnesty, et le fait que pour faire partie de la communauté internationale, ils doivent être perçus comme respectueux des droits de l'homme. C'est un début.

— Les militants des droits de l'homme peuvent aussi être complices malgré eux. A Kaboul, en Afghanistan, des milliers de prisonniers étaient détenus dans la prison de Pul-i-Cherkid. La Croix-Rouge pouvait rendre visite à ces prisonniers à condition de n'en jamais parler à l'extérieur.

— L'approche de la Croix-Rouge et celle d'Amnesty sont différentes tout en pouvant être complémentaires. La Croix-Rouge a choisi le principe de la confidentialité. Elle essaie d'améliorer la situation des prisonniers par un dialogue avec le gouvernement. Amnesty a adopté une approche de défi et de confrontation, qui expose publiquement les gouvernements. Il n'y a pas de stratégie commune, et il faut que chaque organisation continue de travailler de manière indé-

pendante et soit perçue comme telle. C'est ce qui permet à la Croix-Rouge de maintenir son efficacité : il ne faut pas qu'elle soit considérée comme une source potentielle d'informations pour Amnesty. Quant à nous, notre efficacité réside dans le fait que nous ne gardons aucune information confidentielle, sauf si cela peut mettre des vies en danger.

— Autre exemple, le Tchad : pendant des années, il y avait une prison située dans les locaux de la présidence de la République. Les troupes françaises stationnées à N'Djamena le savaient fort bien. Il y a donc des pays qui se veulent exemplaires, chez eux, mais qui admettent des violations des droits de l'homme dans des pays où ils exercent une réelle influence.

— Un rapport d'Amnesty va prochainement analyser la complicité des forces de sécurité françaises et américaines dans les violations qui sont commises par les services de sécurité tchadiens. D'un autre côté, la France que nous-ici évaluons, parce que nous-ci évaluons difficilement les double-standards, en mettant en avant des intérêts qu'ils estiment prioritaires, souvent économiques. Effectivement, lorsque les luttes pour la démocratisation en Afrique coulent la vie à des centaines de militants, des hommes politiques français se sont permis de dire que l'Afrique n'était pas mûre pour le multipartisme ! Pour eux, le respect des droits de l'homme dans certaines régions du monde n'est pas aussi important que chez eux.

« La manipulation des opinions publiques a fait de la politique d'immigration un enjeu électoral important »

— Cela revient à diviser la race humaine entre catégories, et c'est tout simplement du racisme. Nous pensons au contraire que les mêmes standards doivent être utilisés dans toutes les parties du monde, quel que soit le niveau de développement économique. L'argument de la spécificité culturelle ne tient pas. Il y a des valeurs universelles, comme les droits de l'homme, qui sont contenues dans toutes les grandes religions traditionnelles. Mais il y a une manipulation qui consiste à utiliser divers arguments, comme celui de la spécificité culturelle ou de la priorité du développement économique.

— Par comparaison, certaines atteintes aux droits de l'homme dans les pays occidentaux apparaissent presque bénignes : les méthodes de l'armée britannique en Irlande du Nord, celles utilisées dans certains comités de police en France. Les

ÉTRANGER

• La Monde • Mardi 20 avril 1993 3

La guerre en Bosnie

Le président américain Bill Clinton et le premier ministre britannique John Major ont envisagé dimanche 18 avril, lors d'une conversation téléphonique, « d'autres options » contre Belgrade au cas où le renforcement des sanctions décidé la veille par le Conseil de sécurité de l'ONU se révélerait insuffisant. Les États-Unis affirment toujours « n'exclure aucune option » en Bosnie, sauf l'envoi de troupes au sol.

MM. Clinton et Major ont souligné la nécessité de faire savoir aux dirigeants et au peuple serbes qu'ils allaient être confrontés « à l'isolement et aux privations ». Le premier ministre britannique a souhaité que les sanctions anti-serbes soient maintenues jusqu'à ce que les territoires gagnés par la guerre aient été rendus.

De son côté, Lord Owen, co-président de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, a estimé samedi qu'il était temps pour la communauté internationale de « faire face » et « d'assumer l'agression » (contre Srebrenica) « beaucoup plus directement que cela n'a été le cas jusqu'à présent ». Il a souligné que les nouvelles sanctions ne seraient « pas suffisantes » pour obtenir la fin des combats en Bosnie.

M. Owen a suggéré la mise en œuvre de mesures militaires, visant notamment à la destruction des lignes d'approvisionnement aérobus. « Les Serbes de Bosnie », a-t-il dit, « sont approvisionnés à travers les frontières de la Serbie et du Monténégro. Cela doit cesser ».

Le vice-président américain, Al Gore, a fait un rapprochement entre les tueries en Bosnie et les atrocités commises par les nazis. « Des dictateurs », a-t-il dit dimanche à New-York, refusent de tirer les amères leçons de l'Histoire. Cinq-vingt ans après le soulèvement du ghetto de Varsovie, des tyrans oppriment leur peuple et cherchent à le tromper par de grossiers mensonges. M. Gore s'est dit hanté par la photo d'un jeune garçon détenu dans un camp nazi de même que par une image récente montrant un enfant de dix ans tué à Sarajevo.

Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a prononcé « un retrait de tous les diplomates de Belgrade ». « Les politiciens serbes ne veulent pas la paix », a-t-il ajouté. Ils ont mené

la communauté internationale par le bout du nez. Le chef de la diplomatie belge, Willy Claes, a évoqué l'éventualité de « raids aériens limités ». Le ministre des affaires étrangères turc, Hikmet Catin, a demandé que les Bosniaques puissent s'armer et se défendre.

Hans Van den Broek, commissaire européen aux relations internationales, est allé plus loin en préconisant d'étudier dans quelles conditions une intervention militaire forte peut en définitive permettre de forcer les Serbes à déposer les armes. Enfin, Jean-Paul II a lancé dimanche un nouvel appel à la paix en Bosnie devant 50 000 pèlerins rassemblés place Saint-Pierre pour une cérémonie de béatification. — (AFP, Reuters.)

La nouvelle résolution de l'ONU

Le renforcement des sanctions contre Belgrade n'entrera en vigueur que le 26 avril

WASHINGTON et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

En principe un peu plus isolée par de nouvelles sanctions économiques votées ces derniers jours, la République de Serbie est accusée par les services de renseignement américains d'intervenir directement aux côtés des milices serbes qui mènent l'offensive contre les populations musulmanes de Bosnie.

L'armée yougoslave, celle du régime du président Slobodan Milosevic, est venue appuyer les assauts lancés par les milices serbes contre la ville de Srebrenica, en Bosnie orientale, confirmant, dimanche 18 avril, le New York Times, citant un rapport des services de renseignement. Elle l'a fait de deux manières : avec des batteries d'artillerie lourde sur Srebrenica, depuis le côté « yougoslave » de la frontière ; et, d'autre part, en envoyant des unités de chars participer au combat avec les milices.

Le secrétaire d'État américain, le sénateur démocrate Joseph Biden (Delaware) a déclaré : « Durant mon séjour, j'ai été informé de vive voix par des

officiers des forces de l'ONU et par des responsables militaires américains que des unités d'artillerie, opérant depuis la République de Serbie, étaient entrées en action contre la Bosnie orientale et que des unités de l'armée yougoslave avaient franchi la frontière pour participer en territoire bosniaque à la destruction sauvage de Srebrenica ».

On savait déjà que l'armée yougoslave était équipée et dirigée par les milices serbes de Bosnie. Mais la confirmation, aux États-Unis du moins, de la participation directe de Belgrade aux combats dans ce pays pourrait peser dans les décisions du président Bill Clinton pour tenter d'enrayer la campagne d'épuration ethnique menée par les Serbes. « Si les États-Unis et leurs alliés devaient décider d'utiliser la force », écrit le grand quotidien new-yorkais, ces informations (sur l'implication de l'armée yougoslave) pourraient être utilisées afin de pousser les Serbes à accepter des négociations de paix.

Pour l'instant, la communauté internationale s'est contentée de renforcer les sanctions commerciales dont cette République fait l'objet. Il s'agit à la fois de forcer

Belgrade à faire pression sur les milices et de signaler à M. Milosevic que la réalisation de son rêve d'une Grande Serbie se traduira par un isolement accru de son pays.

L'abstention russe

Jusqu'à présent, aucune des sanctions économiques et commerciales déjà prises n'a eu le moindre effet sur l'évolution de la guerre, et tous les spécialistes, à commencer par M. David Owen, un des médiateurs mandatés par la communauté internationale, estiment qu'il en ira de même avec la nouvelle série de mesures votées durant la nuit de samedi à dimanche par le Conseil de sécurité de l'ONU.

A la demande de la France, le Conseil était saisi d'un projet de résolution visant à accroître immédiatement les sanctions contre Belgrade. Les Russes s'y sont opposés, faisant valoir que Srebrenica n'était pas « tombée » ; ils ont menacé d'utiliser leur veto. Un compromis a finalement été trouvé : les sanctions ont été votées (la Russie et la Chine s'abstiennent), mais elles n'entreront en application qu'à partir du 26 avril. Les Occidentaux ont manifesté une fois de plus leur soul de

menager les partisans du président Boris Eltsine, qui, à une semaine du référendum du 25 avril, se voient reprocher par leurs adversaires politiques d'abandonner les Serbes, alliés traditionnels des Russes dans les Balkans.

La résolution 820 gèle les avoirs financiers de la République de Serbie à l'étranger, bloque bateaux et camions aux frontières terrestres et maritimes du pays, et interdit le trafic maritime à partir des côtes yougoslaves. C'est la dernière carte non militaire dont dispose le Conseil de sécurité dans l'arsenal des pressions contre Belgrade.

Les non-alignés entendent que la prochaine mesure soit la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie et doivent y consacrer un débat cette semaine. Si les Serbes ne signent pas rapidement le plan Vance-Owen, l'impression est, à l'ONU, que les Européens ne pourront difficilement continuer à refuser cette levée de l'embargo, mesure à laquelle ils se sont jusqu'à présent opposés, craignant qu'elle ne libère les milices de toute « retenue » dans leur assaut dévot contre les populations musulmanes.

AFSANE BASSIR POOR et ALAIN FRACHON



Selon le dirigeant des Croates de Bosnie

« Il y a eu et il y aura peut-être des centaines de Srebrenica »

SPLIT

de notre envoyé spécial

Il y a eu des centaines de Srebrenica depuis le début de la guerre en Bosnie. Et les viâtes impitoyables de l'agression sont telles qu'il y aura peut-être encore des Srebrenica par centaines. Srebrenica ne sert qu'à montrer au monde ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine depuis un an déjà. Mate Boban, le leader de la communauté croate de Bosnie (17,4 % de la population de la République en 1991) se refuse pourtant à voir dans la chute de l'enclave musulmane le mort du plan de paix Vance-Owen.

Mate, nous expliquait-il dernièrement à Zagreb, « il est peut-être trop tard : dans certaines parties de la Bosnie, la vie d'un homme vaut moins qu'une cigarette ». Parce que « le monde ne comprend pas la complexité de cette guerre, le pire, dit-il, n'est pas à exclure ». C'est-à-dire l'échec des efforts de paix, le mort de l'Etat bosniaque « qui ne peut exister qu'avec le plan Vance-Owen, qui a déjà disparu, sauf sur le papier, à cause de l'agression serbe et de la défense croate ». En cas d'échec, prévient le président de la communauté d'Herzég-Bosnie — une entité « défensive » croate proclamée en Herzégovine (sud), — « la Bosnie plongera dans l'une des guerres les plus sanglantes de l'histoire de l'Europe ».

Pour le moment, M. Boban fait au moins semblant de croire dans le plan de paix international. Pour une bonne raison : alors que la survie d'un Etat central devient plus hypothétique que jamais, ses troupes commencent à appliquer sur le terrain la « régionalisation » prévue par MM. Vance et Owen. Le HVO (forces croates de Bosnie) tente de récupérer par la force le pouvoir dans les territoires de la Bosnie centrale (Vitez, Busovaca, Travnik) que le découpage Owen-Vance a attribué aux Croates, même s'ils y sont parfois minoritaires ou seulement relativement majoritaires.

En Bosnie centrale, les combats entre Croates et Musulmans ont fait rage ces derniers jours, bloquant l'acheminement vers Srebrenica de l'aide humanitaire depuis la côte adriatique. A Vitez, les affrontements ont fait plus de quatre-vingt-cinq

morts. Dimanche soir 18 avril, un cessez-le-feu a finalement été éigné à Zagreb entre M. Boban et le président bosniaque (musulman), Alija Izetbegovic.

Mate Boban ne cache pas son intention de contrôler les territoires. Il affirme que seuls les Croates ont réellement résisté, « au prix du sang », à l'avance serbe, « sauvant 90 % du territoire de l'occupation ». Les Musulmans, qui « devraient être en première ligne », n'ont pas réagi à l'agression (serbe) contre la Croatie, ils n'ont voulu l'indépendance, dans le cadre d'une « confédération » avec Zagreb, que lorsque les Serbes ont tenté de les annexer militairement, estime-t-il.

L'intention des Croates de Bosnie, dont les territoires sont frontaliers de la Croatie, n'est-elle pas de rejoindre la mère patrie ? « Nous sommes ceux qui avons le moins besoin de la Bosnie », reconnaît M. Boban, considéré par certains observateurs comme la marionnette du président Franjo Tudjman à Zagreb. En cas de disparition de l'Etat bosniaque, toutes les options sont ouvertes : la région croate « pourrait devenir une province française, la cinquante et unième Etat des États-Unis ou même un Etat indépendant. C'est au peuple de Herzég-Bosnie d'en décider », dit-il en admettant, que « la plus probable est qu'elle devienne une partie de la Croatie (...) mais ce sera la conséquence — et non la cause — de l'existence de la Bosnie ».

Contrairement aux Musulmans, dont « la tragédie fut de croire que les Américains, les Allemands, les Français viendraient pour défendre leur Etat », M. Boban n'espère pas — et n'a jamais espéré — une intervention militaire occidentale. A cause d'un embargo qui « nous prive du droit d'être armés comme les Serbes », les Croates de Bosnie n'ont pour l'instant qu'« une seule arme pour lutter, c'est la vérité », dit-il. Une vérité à laquelle il ajouterait volontiers quelques chars, car, si les pressions politiques, les sanctions échouent, « la seule solution, conclut M. Boban, sera de battre les Serbes militairement ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les « casques bleus » vont superviser la reddition des Musulmans

Suite de la première page

Outre le cessez-le-feu, il a décidé l'ouverture d'un corridor aérien pour évacuer les blessés vers la ville musulmane de Tuzla ; l'accès sans entrave de l'aide humanitaire et le déplacement, dans la journée, d'une compagnie de « casques bleus » canadiens chargés de superviser la délimitation de l'enclave et le démantèlement de toutes les unités militaires qui s'y trouvent et d'accompagner les opérations d'évacuation des blessés. Mais, contrairement aux exigences de la résolution adoptée la veille par l'ONU, l'accord ne prévoit ni le retrait des troupes serbes afin de mettre fin au siège de la ville, ni leur désarmement. Quant à la « zone de sécurité » proclamée par l'ONU, son existence semblait devoir encore dépendre du bon vouloir du général Mladic, qui a précisé qu'il garantirait « la sécurité des habitants de l'enclave de Srebrenica à condition que les combattants musulmans de la ville rendent leurs armes ».

D'autre part, le général Mladic, qui s'était opposé catégoriquement au déploiement de forces de l'ONU dans l'enclave musulmane en déclarant il y a une semaine (le Monde daté 11-12 avril) que « les casques bleus ne pourraient entrer dans Srebrenica que par-dessus son cadavre et ceux des siens », avait ordonné, samedi 17 avril, à ses hommes de refouler l'unité canadienne d'infanterie qui tentait, en vertu de la toute nouvelle résolution de l'ONU, de rallier l'enclave.

En fait les forces serbes de Bosnie avaient pris, samedi, un matin plaisir à mettre en échec l'ONU, qui n'avait pas disposé de moyens suffisants pour faire appliquer sa décision. Alors que le Conseil de sécurité exigeait la cessation des hostilités autour de Srebrenica, l'artillerie serbe a bombardé pendant une grande partie de la journée l'enclave, et notamment le centre-ville, touchant le bâtiment des PTT où sont justement installés les douze observateurs de l'ONU. En raison

des combats à l'entrée de la poche musulmane, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avait par ailleurs renoncé à faire entrer à Srebrenica un convoi d'aide humanitaire parti, samedi à l'aube, de Belgrade. Près de cinq cents personnes blessées pendant les bombardements de ces derniers jours attendaient, encaissées dans le petit hôpital de Srebrenica, où il y a ni eau potable ni électricité, d'être évacuées et soignées. Mais, comme le dira samedi, à la télévision de Belgrade, le leader serbe, Radovan Karadzic, la situation dans l'enclave assiégeo est « présentée à tort comme dramatique » par « les médias et l'Occident ». Et d'ajouter : la « campagne médiatique » lancée à propos de l'enclave de Srebrenica vise à préparer « une intervention internationale contre les Serbes ».

Une fois la reddition négociée — et en quelle sorte garantie par l'ONU, puisque l'accord signé à l'indépendance stipule que « la responsabilité du processus de démilitarisation (de Srebrenica), incombe à la FORPRONU » ; les Serbes de Bosnie ne voyaient plus aucune raison d'entraver la mission des FORPRONU et les « casques bleus » canadiens sont entrés, dimanche, sans difficulté dans l'enclave, et le

pont aérien entre Srebrenica et Tuzla a repris dans la journée, permettant à cent trente-trois personnes dont des blessés graves d'être évacuées. L'après-midi, le HCR devait également envoyer un convoi de dix-neuf camions pour apporter des secours et évacuer au retour des femmes, des enfants et des vieillards.

Radovan Karadzic menace de se retirer des négociations

Cependant, le général Mladic a mis en garde, dimanche soir, le personnel de l'ONU contre toute éventuelle « manipulation » en rappelant qu'il avait soixante-douze heures pour désarmer les Musulmans. Il a par ailleurs estimé préférable que l'armement regroupé par la FORPRONU à Srebrenica soit « détruit sur place ».

Quant à la résolution de l'ONU votée dans la nuit de samedi à dimanche, prévoyant le renforcement des sanctions contre la Serbie, elle n'a pas, pour le moment, trop inquiété les Serbes, qui semblaient préférer affronter le monde entier que de céder à l'« ultimatum ». Une réunion de l'Assemblée des Serbes bosniaques, Montello Krajcinik, a estimé pour sa part, dimanche, qu'il fallait « préparer le peuple serbe militairement et psychologiquement aux représailles de la communauté internationale » puisque, selon lui, « aucun homme n'a le droit de signer le plan Vance-Owen ». Et Biljana Plavcic, vice-présidente de la « République serbe » autoproclamée en Bosnie, de souligner que « les Serbes n'ont jamais eu peur des menaces ».

A Belgrade, la classe politique ne semblait pas en général encourager les Serbes de Bosnie à modifier leur position et le gouvernement fédéral « yougoslave » n'exclutait pas, dimanche, l'éventualité d'une intervention militaire étrangère contre une partie de son territoire. A l'issue d'une réunion d'urgence, le gouvernement yougoslave a averti qu'il « défendra résolument sa souveraineté et son intégrité territoriale s'il s'y voit contraint ».

FLORENCE HARTMANN

ESPAGNE : en progrès dans les sondages

L'opposition de droite a présenté son manifeste électoral

MADRID

de notre correspondant

Le Parti populaire (PP, droite modérée) a présenté, samedi 17 avril, son manifeste électoral, « un projet équilibré et raisonnable », pour « un changement modéré », « une offre sans frontières dans laquelle tous peuvent se retrouver et qui ne met pas l'accent sur une conception idéologique partisane ». A tel point que le texte propose de « retrouver la joie collective des premières années démocratiques sans renoncer à aucun des succès obtenus ». José María Aznar, président du PP, a assuré qu'il n'allait pas appliquer la politique de « la table rase », qu'il « ne changerait pas tout, seulement ce qui n'est pas bien ou s'est révélé inefficace ».

Le PP propose « un contrat mutuel de confiance... basé sur le renouveau éthique, le renouveau éco-

nomique et le renouveau des institutions ». Seize engagements, qui ne « sont pas le fruit de l'opportunisme », qui ne portent pas « la moindre trace de revanche » sont proposés aux Espagnols pour « commencer une nouvelle ère ». Parmi ceux-ci figurent la réforme du secteur public, du marché du travail, du système fiscal et « la revitalisation » du rôle des institutions.

José María Aznar a insisté devant la direction du parti pour que l'« on ne verse pas dans le triomphalisme et l'euphorie ». Il a demandé « de la rigueur, de la responsabilité et aussi un brin d'humilité » lors de la réunion de l'organe exécutif au cours de laquelle le manifeste a été adopté. Le Parti populaire veut apparaître comme la parti de la raison, du bon sens, de la modération. En présentant une équipe jeune, soudée autour de son chef, le PP cherche à incarner la

certitude tranquille face à l'avenir, la division et « le manque d'idées » des socialistes. « L'Espagne ne peut demeurer l'exception dans un environnement [l'Europe] qui a dépassé, après les avoir essayés, des recettes politiques et économiques erronées », souligne le projet politique du PP.

Les trois premiers sondages publiés après l'annonce, lundi 12 avril, de la dissolution anticipée des Cortes (Congrès des députés et Sénat) donnent des résultats quelque peu divergents. Dans deux cas, l'avantage du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) sur le PP est de quelques points et, dans le dernier, l'opposition de droite l'emporterait très légèrement sur les socialistes, avec une différence de quinze sièges, selon les estimations publiées par le quotidien El Mundo.

MICHEL BOLE-RICHARD

EUROPE

La guerre en Bosnie

Edouard Balladur assure que le rappel en France du général Morillon « n'est pas à l'ordre du jour »

Invité de l'émission « Sept sur sept », dimanche 19 avril, sur TF1, Edouard Balladur a déclaré que le rappel en France du général Philippe Morillon, commandant en chef des forces de l'ONU en Bosnie, « n'est pas à l'ordre du jour », contrairement à ce qu'avait laissé entendre le 13 avril le ministre de la Défense, François Léotard (le Monde du 14 avril). Le chef des « casques bleus », a-t-il précisé, est « un homme d'un courage exemplaire ». « Sa mission prend fin le 1er mars », a-t-il précisé, « elle a été prolongée ».

« Nous devons obtenir l'arrêt des combats et de la progression des

Serbes », a expliqué le premier ministre. Pour ce faire, a-t-il ajouté, « nous avons fait en sorte que les Nations unies votent des sanctions aggravées contre la Serbie ». « Nous ne pouvons accepter que Sarajevo soit menacé si peu que ce soit », a-t-il précisé. M. Balladur a expliqué qu'il faut « prendre des précautions pour que nos soldats ne soient pas mis dans des situations impossibles », ce qui « signifie que l'on doit clairement assigner des missions à ces forces de l'ONU ».

Samedi, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, avait déclaré, sur France 2, que le gou-

vernement français demandait « que soit voté dans les plus brefs délais aux Nations unies, par le Conseil de sécurité, la résolution qui isole totalement la Serbie du reste du monde ». « Les Serbes se moquent de la communauté internationale », avait-il ajouté.

Jean-François Deniau (UDF), ancien ministre du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, s'exprimant à « L'heure de vérité », sur France 2, dimanche, a longuement fustigé l'attitude des Occidentaux. « On est dans une situation où l'ensemble des gouvernements a préféré ne rien faire. On ne fait rien, mais on a décidé de faire semblant de

faire quelque chose », a-t-il déclaré en qualifiant la résolution de l'ONU de « rébellion » de Srebrenica. « Ce qui est étonnant », c'est qu'il y a un calendrier des diplomates, qui tiennent compte d'un certain nombre de considérations, et, pendant ce temps-là, on massacre et on tue sous nos yeux », a déclaré M. Deniau.

« Nous assistons, devant nous, en 1993, à quelque chose qu'on n'aurait pas cru possible depuis des siècles, c'est-à-dire à des villes assiégées, bombardées, affamées jusqu'à ce que la population cède. Et cela, en fonction d'une théorie que l'on croyait aussi à jamais condamnée, qui est la purification ethnique du sol », a-t-il ajouté. « On a voulu le droit, a-t-il dit, parce que la force sans le droit, c'est la dictature, mais le droit sans la force, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est rien ».

Pour l'ancien ministre, l'Europe est « en train de perdre totalement son âme en Yougoslavie ». « Il y a un moment où il faut avoir un rôle », a-t-il insisté. Il faut avoir quelque chose à dire, il faut avoir une mission. Le député du Cher, très critique envers la politique humanitaire mise en œuvre, car « on en a trop fait dans la présentation de l'humanitaire », juge que, sur le plan militaire, « on a mis nos Français dans une position impossible, qui empêche d'ailleurs le recours à la force dans l'immédiat ». « Nous n'avons pas quatre mille cinq cents hommes, a-t-il affirmé, mais quatre mille cinq cents otages ». M. Deniau demande donc une réorientation du dispositif sur place. « Dans l'immédiat, il faut essayer de sauver ce que l'on peut sauver », a-t-il expliqué, en appliquant l'embargo et en changeant « le dispositif d'urgence de l'ONU ».

Au « Forum RMC-Express », dimanche, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré que « le gouvernement français devrait voir s'il n'est pas temps de protéger et de regrouper les soldats français, car l'ONU risque d'être amenée à prendre des mesures plus nettes, particulièrement des bombardements ».

JACQUES IGNARD

Un double désaveu

En estimant — sans l'expliquer davantage — que le retour en France du général Philippe Morillon n'est pas à l'ordre du jour, M. Balladur inflige un double désaveu, d'abord à son propre ministre de la Défense, ensuite à l'état-major des armées qui envisageait de rapatrier le « patron » des « casques bleus » de Bosnie avant la fin de ce mois.

Après les critiques adressées de toutes parts contre l'éventualité d'un départ qui n'avait même pas été notifié au principal intéressé, le premier ministre calme le jeu. Mais surtout, nul doute qu'il e pris soin — dans un domaine qui touche aux affaires étrangères et à la défense et pour lequel les responsabilités sont désormais « partagées » entre l'Elysée et l'hôtel Matignon — d'être, avant de se prononcer à 7 sur 7, en phase avec le chef de l'Etat. Ne dit-on pas, en effet, au sein des armées, que François Mitterrand avait fait savoir, à la fin de la semaine dernière, au général Morillon qu'il avait toute sa confiance ?

A l'origine, les états-majors ont considéré que le général Morillon, outre le fait qu'il était en poste en Bosnie depuis trois mois et qu'on pouvait craindre pour sa sécurité après l'attaque de son convoi, le 8 avril, non loin de Srebrenica, devait rentrer en France pour, au moins, deux raisons qui sont

apparues comme autant d'arguments de fond ou de circonstance. La première raison est que, en dépit des propos officiels de M. Boutros-Ghali sur la conformité de l'attitude du général français avec les résolutions de l'ONU, des responsables des Nations unies, essentiellement d'origine anglosaxonne, font valoir que Philippe Morillon leur donne l'impression de jouer une carte nationale, voire personnelle.

Au point que « le Mousquetaire », comme ils l'ont baptisé, ferait de l'ombre à l'institution « onusienne » — en révélant ses manques ou ses faiblesses — et l'entraînerait parfois plus loin qu'elle ne souhaitait aller. Ce qui explique que le général Morillon apparaisse aujourd'hui souvent flanqué, dans ses déplacements ou lors de ses rendez-vous avec la presse, d'« accompagnateurs » de l'ONU, y compris avec le général suisse Lars Eric Wahlgren qui commande l'ensemble des « casques bleus » de l'Organisation.

La seconde raison est que les missions assignées à l'ONU devraient évoluer et que, pour une phase qui risque désormais d'être plus coercitive et plus énergique, le général Morillon est, comme il a eu l'occasion de le démontrer à de nombreuses reprises, davantage un homme de négociation dont les Nations unies pourraient

avoir, de nouveau, besoin s'il fallait aider à la reprise du dialogue. Mais l'heure, dans les états-majors, est plutôt au renforcement des sanctions et à l'étude des tactiques qui seraient censées arrêter l'expansionnisme serbe. M. Balladur lui-même laisse entendre en affirmant qu'il faisait maintenant déterminer clairement les missions, les moyens, le déploiement, voire l'organisation de la FORPRONU.

Certes, comme le général Michel Roquesjoffe, le patron de la division « Diogenes » dans la Geste, le général Morillon a suscité quelques jalousies au sein de la hiérarchie militaire. Mais, ce n'est pas suffisant pour expliquer que l'état-major, en ayant cherché à obtenir l'appui du ministre de la Défense, ait souhaité préparer sa relève. Il n'en reste pas moins que, pour l'opinion, l'un et l'autre viennent d'être désavoués.

La logique de cette décision, qui maintient Philippe Morillon à son poste, aboutit néanmoins à ce que l'homme-symbole de la résistance de Srebrenica risque de passer, demain, pour celui qui, au-delà du cessez-le-feu et de la désarmatation de l'ennemi, aura — les Serbes demeurent, eux, l'anneau du pied — contribué à démanteler les Musulmans qu'il a voulu protéger.

JACQUES IGNARD

La responsabilité limitée du premier ministre

par Claire Tréon

Le premier signe de changement en France à propos de l'ex-Yougoslavie est dans le ton dont M. Balladur a condamné les églissements des Serbes, dans son intervention de dimanche sur TF1. Ce fut sans lyrisme, mais sans ambiguïté : le chef du gouvernement, pas plus que le ministre des affaires étrangères Alain Juppé, n'est encombré de préjugés qui l'inciteraient à vouloir l'agresseur.

La France a voulu être la première à réclamer au Conseil de sécurité de l'ONU un renforcement des sanctions contre Belgrade. Elle l'a même tellement voulu que le Quai d'Orsay, précédant l'événement, avait annoncé dès le soir de vendredi que les Serbes avaient donné l'assaut dans Srebrenica, une fausse nouvelle qu'on a peu appréciée de Washington à Sarajevo.

Cette condamnation des Serbes étant clairement énoncée, M. Balladur s'est délibérément assigné une marge de manœuvre limitée à propos de la Bosnie. La France, a-t-il dit en substance, doit parler d'une seule voix. M. Balladur n'entend pas croquer le fer avec le président à propos de la Bosnie, pour autant qu'il s'agit d'un motif de le faire. Et le premier ministre d'illustrer son propos par un exemple militaire : l'insigne-t-on l'effet que produirait un désaccord entre l'Elysée et Matignon sur l'opportunité de dépecher un porte-avions dans une zone de crise ?

Cet exemple, qui sous-entend la prééminence du chef de l'Etat pour tout engagement militaire, n'est pas choisi au hasard. Alors que les images de Bosnie distillent chaque jour un peu plus la honte et que des

voix ici et là s'élèvent pour demander qu'on envisage une action militaire, M. Balladur répondait ainsi, en se défendant discrètement sur le président de la République, à ceux qui rappellent aujourd'hui que plusieurs dirigeants politiques, alors dans l'opposition, avaient pris position, par intermittence, en faveur d'une telle intervention armée.

François Léotard, qui fut parmi les « interventionnistes », se retrouve aujourd'hui en charge de la sécurité des soldats qui servent avec l'ONU en Bosnie. A cette situation délicate il s'est vu la maladresse d'ajouter il y a une semaine l'annonce du rappel prochain en France du général Morillon, annonce qui avait semé un certain désarroi dans l'opinion. M. Balladur s'échappait ainsi d'un trait sur cette gaffe dimanche : le rappel du général « n'est pas à l'ordre du jour ».

En accord avec l'Elysée

Deuxième limite à la marge de manœuvre du nouveau gouvernement : « Je prends la situation à où elle se trouve ». Des erreurs ont été commises dans la gestion de cette crise, laisse entendre M. Balladur, mais il faut maintenant faire avec : avec l'évolution sur le terrain, avec le changement d'attitude des Russes, etc. Alain Juppé avait été plus explicite quelques jours avant en affirmant qu'il était plus facile de dissuader un agresseur potentiel que de l'arrêter à rétroaction une fois commise l'agression.

L'action du nouveau gouvernement s'inscrit donc dans la continuité et se fera en accord avec l'Elysée. Les seules pressions envisagées sur les Serbes pour qu'ils viennent à un cessez-le-feu sont pour l'instant de nature diplomatique et économique. L'idée d'une levée de l'embargo sur les armes au profit des Musulmans de Bosnie, que défendait le semaine

dernière l'émissaire américain Richard Holbrooke, a été rejetée par Paris comme par Londres.

M. Balladur annonce en revanche que la mission des « casques bleus » doit être redéfinie, sans toutefois préciser dans quel sens. Jamais autant que ce week-end on s'est affectivement le sentiment que, comme le dit Alain Juppé, « les Serbes se moquent de la communauté internationale », que le spectacle des blindés de l'ONU faisant demi-tour samedi devant une poignée de militaires, du « général courage » étant les Pâques orthodoxes avec le chef des Serbes de Bosnie ou l'annonce que les « casques bleus » vont organiser la reddition de Srebrenica.

La première ministre ne dit pas ce que les soldats de l'ONU auront à faire de nouveau, ni si la délivrance de secours humanitaires continuera de reposer sur le bon vouloir des Serbes. Il indique seulement qu'il faut que les « casques bleus » soient « mieux répartis ». « Nous ne pouvons accepter que Sarajevo soit menacé si peu que ce soit », dit-il. La capitale bosniaque est depuis plus d'un an harcelée et bombardée. Mais elle ne fait pas partie de la grande Serbie telle qu'on la conçoit à Belgrade. Se dresser contre la chute éventuelle de la capitale bosniaque, comme on le fait à l'Elysée, n'est-ce pas fixer un peu trop loin le seuil de l'intolérable ?

Un « casque bleu » ukrainien tué à Sarajevo. — Alors qu'il se tenait debout à proximité d'un transport de troupes blindées de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) dans le quartier de Grabovica, à Sarajevo, un « casque bleu » ukrainien a été tué par des éclats d'un obus de mortier, vendredi 16 avril, a annoncé un porte-parole de la FORPRONU. Le quartier de Grabovica est tenu par les Musulmans. On ignore qui a tiré l'obus qui a touché le soldat, a indiqué le porte-parole. — (Reuters)

Les commémorations de l'insurrection du Ghetto de Varsovie

Des manifestants antisémites ont perturbé les cérémonies en Pologne

Une centaine de jeunes extrémistes ont rappelé, dimanche 18 avril, combien, cinquante ans après, les relations entre juifs et Polonais demeurent un sujet sensible. Au moment même où une prière réunissait pour la première fois côte à côte rabbins juifs et évêques catholiques à la synagogue de Varsovie pour commémorer le soulèvement du Ghetto, ces manifestants, membres d'un groupuscule interdit, ont défilé un quart d'heure aux cris de « A bas les juifs » avant d'être dispersés par la police, qui en a interpellé une vingtaine.

Hormis cet incident, l'émotion et le recueillement ont marqué les très nombreuses cérémonies et expositions organisées en Pologne pour le cinquantième anniversaire de l'insurrection du Ghetto de Varsovie, auquel la presse polonaise a consacré de longs articles et interviews.

L'unique survivant de l'état-major du soulèvement, le Dr Marek Edelman, qui vit aujourd'hui à Lodz, a rapproché l'indifférence du monde à l'égard du martyre des juifs du ghetto, il y a cinquante ans, de celle que manifeste aujourd'hui la communauté internationale vis-à-vis des Musulmans de Bosnie. « Si cet anniversaire a un sens, a-t-il déclaré, ce doit être un sens pour l'avenir ». Lorsque les jeunes organisateurs du soulèvement contre les nazis demandent des armes à l'extérieur, tout ce qu'ils obtiennent furent cinquante pistolets et cinquante grenades de l'Armia Krajowa, l'armée de résistance polonaise. « C'était le quart de notre arsenal », a rappelé Marek

Edelman. Le reste, on l'avait acheté à des Allemands à prix d'or. »

L'historien Adam Michnik, directeur du quotidien Gazeta Wyborcza, est revenu sur les rapports entre juifs et Polonais dans un article intitulé « La révolte et le silence ». « Deux drapeaux, polonais et israélien, flottent aujourd'hui côte à côte sur Varsovie », écrit-il. Les chefs d'Etat polonais et israélien président les cérémonies, auxquelles participe le vice-président américain. Le monde entier se sent obligé d'y prendre part. Comme s'il voulait faire oublier la solitude du Ghetto en lutte il y a cinquante ans.

Les Polonais n'ont jamais accepté l'affirmation selon laquelle ils auraient « sucé l'antisémitisme avec le lait de leur mère ». Ils ne l'accepteront jamais. Les Polonais ne sont pas une nation d'antisémites, bien qu'il y ait eu et qu'il y ait encore des antisémites parmi eux. Mais cette accusation avait provoqué chez les Polonais une réaction défensive absurde : pour défendre la bonne réputation du pays, on disait qu'en Pologne, toujours noble et tolérante, il n'y avait jamais eu d'antisémitisme.

La culture polonaise n'évitait pas les questions que posent les juifs : pourquoi n'êtes-vous pas venus à notre secours ? Je ne peux dire qu'une chose : ceux qui ont commis des crimes méritent le mépris collectif, ceux qui ont manqué de courage ou d'indignation méritent qu'on demande pardon pour eux, et ceux qui, au péril de leur vie, ont aidé les juifs que l'on accusait méritent qu'on s'incline ensemble devant eux. »

La célébration à Paris

« On n'était jamais sûr d'atteindre le soir... »

Plusieurs centaines de personnes ont célébré, dimanche 18 avril à Paris, au Mémorial du martyr juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnier (4^e arrondissement), la cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie. Parmi elles, des personnalités comme Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la ville, Alain Goldmann, grand rabbin de Paris, Jean-Pierre Piere-Bloch, député de Paris, Daniel Meyer, ancien président du Conseil constitutionnel, Serge Klarsfeld ont respecté une minute de silence. Le même jour, le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) rendait public, pour la première fois à Paris, un montage du film du procès Barbie en 1987, déjà diffusé à Lyon.

Debout, au pied du Mémorial du martyr juif inconnu, elle regarde autour d'elle, en souriant. « Ce qui me fait pleurer, glisse-t-elle à son voisin, c'est de voir toutes ces têtes que je ne connais pas. Ce ne sont pas celles qu'on voit dans les débats ou les conférences. Les gens qui sont là sont plus jeunes, plus divers. » Devant l'école de la rue Grenier-sur-Eau, près de deux cents personnes patientent en silence en écoutant l'hommage aux insurgés du ghetto de Varsovie dans le Mémorial tout proche.

Il y a là des familles endeuillées, de jeunes lycéens et des personnes âgées qui tiennent des enfants par la main. Toutes attendant la projection des images du procès de Klaus Barbie. Autorisé dans le cadre de la loi de 1985 qui permet de filmer à des fins d'archivage les procès « historiques », le tournage du procès Barbie a donné lieu à un montage d'une heure diffusé par le Centre de documentation juive contemporaine à l'occasion du cinquantième anniversaire du ghetto de Varsovie.

Des dizaines de bancs ont été installés dans le préau vert de l'école et les vitres qui donnent sur la cour ont été recouvertes de papier blanc. Au-dessus du grand écran qui couvre le mur du fond, le buste blanc d'une

personne est visible à l'arrière-plan. Assis dans la pénombre, les plus âgés chuchotent. « C'est curieux, murmure une femme aux cheveux blancs. Aujourd'hui, les jours passent et on y fait à peine attention. A cette époque, survivre une journée, une seule, c'était déjà presque insupportable. On n'était jamais sûr d'atteindre le soir. »

« On n'est pas des sauvages »

Sur l'écran, les premières images défilent. Le visage déchiré de Lisa Lesbvre, une résistante torturée par Klaus Barbie, la révolte de M^{me} Ennatt Witte frappée jusqu'à l'évanouissement par le bourreau de Lyon, les larmes de Simone Kedosche, qui avait treize ans lorsque son père fut exécuté sous ses yeux, par un SS. Dans la pénombre, les larmes s'écoulent. Les plus âgés regardent le sol comme pour échapper à ces visages défilés. Dans son box, Klaus Barbie se tait. « Je n'ai rien à déclarer », réplique-t-il au président qui l'interroge.

Lorsque le film s'achève, une mère qui avait amené ses cinq enfants, âgés de dix-sept mois à treize ans, s'inquiète. « C'est dur, dit-elle à son mari. Je préférerais qu'il ne voit pas le film sur la résistance des juifs en France. » « Ce n'est pas le film qui est dur, soupire le père, c'est la réalité. » Assises sur un banc tout proche, les quatre filles âgées échantonnent quelques mots. « J'ai pleuré quand le père de la dame a été tué », note simplement l'une d'elles. « C'est affreux », explique l'autre, qui a lu le journal d'Anne Frank et un livre sur l'insurrection du ghetto de Varsovie. Je savais que les juifs avaient été déportés, mais je ne savais pas que les SS les torturaient eux-mêmes. »

Elles discutent, hésitent et s'interrompent subitement pour demander si Klaus Barbie est encore vivant. « On aurait dû lui faire ce qu'il avait fait, lance l'une d'elles en appuyant que le bourreau de Lyon a fini ses jours en prison. Pourquoi on ne l'a pas tué ? » « On n'est pas des sauvages », lui répond posément son père. L'enfant réfléchit quelques instants. « C'est pour leur montrer qu'on n'est pas comme eux », conclut-elle.

ANNE CHEMIN

ITALIE : le premier jour des référendums

57,2 % des électeurs se sont rendus aux urnes

Les bureaux de vote ont ouvert leurs portes lundi 19 avril à 7 heures en Italie, pour la seconde journée de vote sur les huit référendums d'initiative populaire, qui ont tous franchi dès le premier jour la barre des 50 % de participation assurant leur validité.

Selon les chiffres diffusés dans la nuit par le ministère de l'Intérieur, la participation a été de 57,2 % lors du premier jour de scrutin. La Constitution prévoit qu'au moins 50 % des électeurs inscrits doivent se prononcer pour qu'un référendum puisse être validé, quel qu'en soit le résultat.

Les électeurs ont montré un intérêt particulier pour le référendum sur la réforme du mode de scrutin pour l'élection au Sénat, pour lequel la participation est

légèrement plus élevée, de 63,3 %, par rapport aux sept autres questions. Le vote sera définitivement clos lundi à 14 heures, et les premières estimations devraient être diffusées peu après. On a toutefois enregistré de nombreuses protestations d'électeurs contre la mauvaise qualité du papier des bulletins de vote. — (AFP)

ITALIE : Un mafieux extradité d'Argentine. — Gaetano Fidanzi, considéré par la police comme l'un des principaux responsables du trafic d'héroïne pour le compte de la Mafia, est arrivé dimanche 18 avril en Italie après avoir été extradé par les autorités de Buenos-Aires. Condamné à vingt-deux ans de prison lors d'un procès en 1987, il avait profité d'une clemence en liberté provisoire pour s'enfuir

مكتبة الأصل

festants antisémites ont perturbé
les cérémonies en Pologne



Henri Monod
Treuhandanstalt
CFCE
10, avenue d'Iéna
75116 Paris

Tél. (1) 40 73 38 10

La réunification des deux Allemagnes procède à la fois d'un souci d'unité et de la recherche d'une Economie Sociale de marché ; ce qui a entraîné une vaste restructuration économique en Allemagne de l'Est. La Treuhandanstalt, qui a son siège à Berlin, a pour mission de privatiser l'ancienne "propriété du peuple".

Les entreprises françaises à taille humaine investissent aussi à l'Est :

▷ **France Ebauches S.A.** (mouvements d'horlogerie, C.A. 235 MF) a racheté son homologue allemand **Glashütten Uhrenbetrieb**.

▷ **Friga Bohn** (composants pour les applications frigorifiques) a racheté **Nema Wärmeaustausch**.

▷ **Plastic Omnium** (C.A. 4,4 MdsF) s'est implanté à **Grossenlupnitz**.

▷ **T3S** (réalisation en traitement de surfaces, C.A. 50 MF) a racheté **Galvanotechnik Anlagenbau Leipzig**.

▷ **Valfond** (du groupe Valois) qui était déjà fournisseur de Volkswagen par le biais de sa filiale allemande **Halberg** a racheté la fonderie **FGL** à Leipzig.

▷ **Vulcanic** du groupe Dynaction (électrothermie industrielle, C.A. 270 MF) a repris les sociétés **EKS** (céramique industrielle) et **Universal Quarz Gut Schmelze** (quartz technique).

▷ **Wehr** (façades et vitrages extérieurs, C.A. 300 MF) a racheté **N & B**.

Depuis sa création, la Treuhand a eu pour double tâche la recherche d'investisseurs et de nouveaux marchés pour l'Allemagne de l'Est, tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'étranger. En effet, le processus de réunification économique n'est pas une affaire strictement allemande. L'Allemagne a besoin de

l'engagement de l'Europe et du reste du monde.

Pourquoi investir en Allemagne de l'Est.

Les chefs d'entreprises Ouest-Allemands ne sont pas les seuls aujourd'hui à apprécier l'efficacité de l'industrie est-allemande. Les pays occidentaux ont récemment constaté que le label de qualité "Made in Germany" s'est enrichi grâce à la grande capacité d'innovation des entreprises est-allemandes, l'extrême motivation de leurs salariés et enfin un savoir-faire industriel de haut niveau. Les efforts conjoints de la Treuhandanstalt et de nombreux investisseurs dynamiques ont fait naître en Allemagne de l'Est une des structures industrielles les plus modernes qui soient. La Treuhandanstalt offre à l'activité économique un immense marché d'avenir. Les hommes et les femmes des nouveaux Länder allemands sont tournés vers l'avenir et ont tous bénéficié d'une excellente formation professionnelle. Ils vous permettront ainsi d'accéder aux marchés est-européens en plein essor.

6/7. Mai à Leipzig : les anciennes entreprises d'Etat cherchent leurs nouveaux propriétaires et partenaires.

La Treuhandanstalt recherche des investisseurs pour 300 Petites et Moyennes Entreprises d'une taille maximum de 500 employés. Ces entreprises se présenteront elles-mêmes au cours du deuxi-

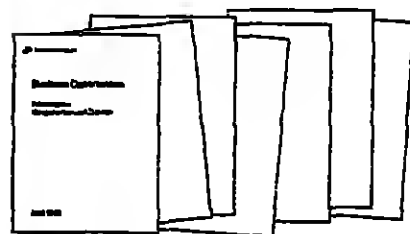
Les 6 et 7 Mai 1993

à Leipzig :

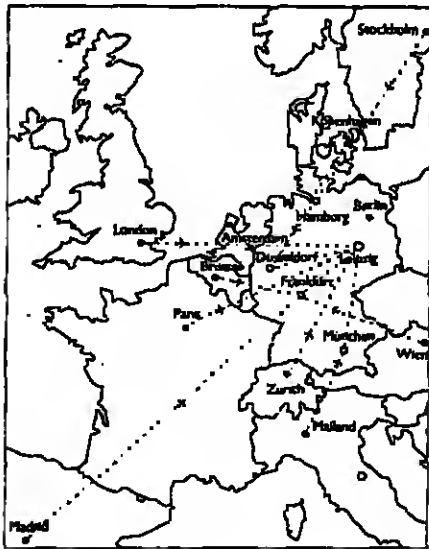
**Investissez
dans l'Europe
de demain.**

Le guide des entreprises : un outil d'aide à la décision

Tout investisseur potentiel veut fonder sa décision sur des informations fiables. C'est pourquoi la Treuhand a publié sept répertoires traduits en quatre langues dans lesquels figurent, chacune sous sa propre rubrique, une sélection des sociétés à privatiser.



On y trouve toutes les informations détaillées, ainsi que des photos couleur des machines, des installations, des terrains et des immeubles. S'y ajoutent également des informations exhaustives sur la technologie, les brevets, les salariés et le montant des investissements prévisionnels ; et enfin une analyse complète des utilisations alternatives des ressources existantes. Et, si vous le souhaitez, nous nous ferons un plaisir de vous adresser une disquette de synthèse sur toutes ces entreprises.



me Forum des Investisseurs de Leipzig organisé par la Treuhandanstalt les 6 et 7 mai 1993. Au cours de cette manifestation vous pourrez obtenir toutes les informations que vous souhaitez sur chacune de ces sociétés. Vous y rencontrerez leurs dirigeants et pourrez organiser des contacts plus approfondis. Des représentants de la Treuhandanstalt se tiendront à votre disposition et pourront notamment vous entretenir des méthodes de financement. Aucun homme d'affaires entreprenant ne devrait laisser passer cette chance unique.

Rendez-vous à Leipzig les 6/7. mai 1993

- ☐ Je suis intéressé(e) par le Forum des Investisseurs à Leipzig. Veuillez m'adresser une invitation gratuite.
- Les entreprises à privatiser m'intéressent. Veuillez m'adresser gracieusement le(s) guide(s) des entreprises ci-après :
- ☐ Métal : fabrication et usinage.
 - ☐ Construction mécanique.
 - ☐ Construction automobile, composants et accessoires.
 - ☐ Bois, papier, mobilier.
 - ☐ Bâtiment et activités connexes, travaux intérieurs.
 - ☐ Textile, habillement, cuir.
 - ☐ Branches diverses.
- ☐ Merci de m'envoyer également une disquette (dBase) comportant les principales informations sur toutes les entreprises.
- ☐ Je souhaite en savoir davantage sur la mutation économique en Allemagne. Merci de m'envoyer votre dossier d'information.

Ici, veuillez coller votre carte de visite ou indiquer vos coordonnées.

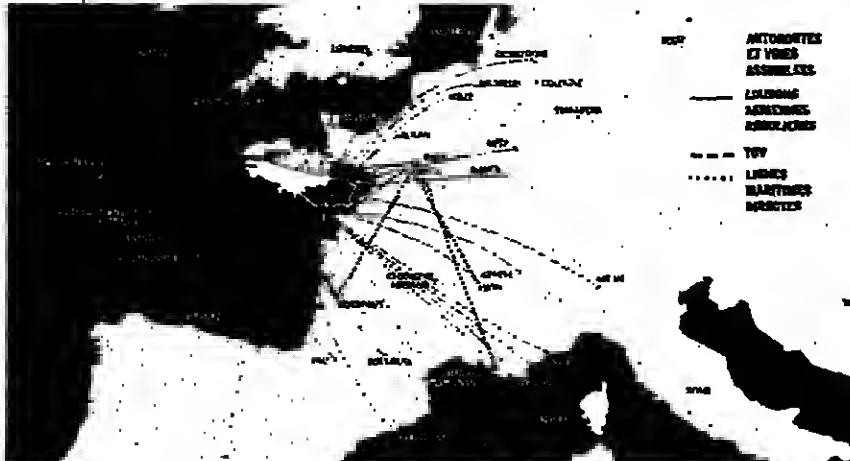
Fax : (1) 40 73 30 48
Envoyez votre fax dès maintenant

 **Treuhandanstalt**

Des dizaines de milliers de personnes devaient rendre un dernier hommage à Chris Hani

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Les Pays de la Loire : le pari de la qualité



On les pense agricoles, ils renvoient une image de grande diversité économique à qui les connaît. Les Pays de la Loire trompent leur monde.

On ignore qu'ils sont la quatrième Région industrielle française et la première pour la mode, la construction navale, l'industrie nautique et l'ameublement. Favorisée par la jeunesse de sa population - 37% des habitants ont moins de 25 ans -, cette Région a su mettre les plages de l'Atlantique et les rives de la Loire à portée des grandes métropoles européennes. L'aménagement du territoire, cher à

Olivier Guichard, y a trouvé sa pleine traduction. Les trois grandes cités, Nantes, Angers et Le Mans, se développent en harmonie avec un réseau de villes moyennes, irriguant des zones rurales encore dynamiques. Le trait le plus marquant de la Région est sans aucun doute l'omniprésence de l'eau. Rythmés par la Loire, la Mayenne, la Sarthe, les zones humides, sans oublier l'océan, les Pays de la Loire possèdent

de ce fait une faune et une flore incomparables. La richesse du patrimoine culturel et historique contribue également à la qualité de vie qui caractérise cette Région où l'on ne s'ennuie jamais. Avec des manifestations comme les festivals de Sablé, d'Anjou ou de Saint-Florent, le Printemps des Arts, les tournées de l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, la Région n'est pas un désert culturel, loin s'en faut ! L'abbaye royale de Fontevraud, devenue le siège du Centre Culturel de l'Ouest, carrefour de création et de diffusion artistique, en témoigne.

L'Ouest européen

Le défi de l'Arc Atlantique pour les Pays de la Loire ? Renouveler à l'échelle européenne le désenclavement réussi "intramuros". Le pari sera gagné lorsqu'il sera aussi évident d'aller de Nantes à Lisbonne qu'à Paris ou à Londres, ou lorsque les chercheurs angevins et portugais travailleront naturellement ensemble à la mise au point de nouvelles cultures maraîchères appropriées à l'air marin.

Lancé il y a seulement trois ans, l'Arc Atlantique connaît déjà de multiples déclinaisons, tels le Groupement européen d'intérêt économique (GEIE) des Sociétés de développement régional (SDR) ou le réseau Finatlantique qui finance les développements transnationaux de PME. Dernière en date : l'Ecole du shipping, inaugurée en avril à Saint-Nazaire. La CCI locale et l'université de Plymouth, qui l'ont lancée, veulent faire naître à partir d'elle une communauté atlantique des métiers portuaires. Ses premiers élèves sont français, espagnols et anglais : l'ouverture européenne est d'abord celle des esprits.

Quand l'Arc Atlantique s'éveille

TechAtlantique, porté sur les fonts baptismaux le 15 mars à Nantes, développe les échanges entre quatorze universités de Bretagne, Pays de la Loire, Pays basque, Cantabrique, Asturies et Galice. Enseignants et chercheurs mettront en commun leurs travaux sur les matériaux, la connaissance du monde atlantique, la biologie du vivant marin et la pharmacochimie.

Au cœur de toutes ces grandes manœuvres : les Pays de la Loire. La commission Arc Atlantique est présidée par Olivier Guichard et son secrétaire exécutif est à Nantes. Les vingt-neuf régions de l'Arc - cinq portugaises, cinq espagnoles, sept françaises, onze britanniques et une irlandaise - n'ont pas décidé de faire cause commune pour la beauté du geste. Mais parce qu'elles doivent faire contre-poids par rapport au centre de gravité de l'Europe qui s'est décalé vers l'Est. L'ensemble ainsi constitué pèse 50 millions d'habitants. Le mouvement engagé est irréversible. Quand l'Arc Atlantique s'éveille...

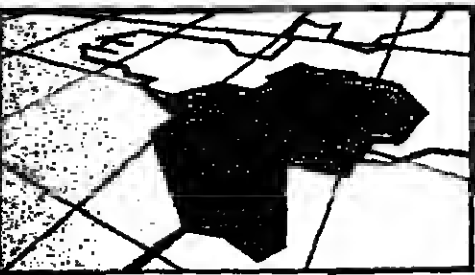
Saint-Nazaire comme Anvers

L'ouverture européenne des Pays de la Loire se lit aussi dans les trajectoires de la route des estuaires et de l'axe Calais-Bayonne qui relieront toutes deux le tunnel sous la Manche à l'Espagne, l'une passant par Nantes, l'autre par le Mans. Le choix de la société belge BNFV, premier importateur européen de fruits, d'implanter son nouveau terminal fruitier à Saint-Nazaire y fait écho. Les ananas, bananes et oranges débarqués sur les quais nazairiens repartiront vers l'Angleterre et le reste de l'Europe. BNFV n'utilisait jusqu'à présent que les services d'Anvers. Fort de ses 25 millions de tonnes de trafic annuel et de son rang stratégique sur l'énergie, le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire s'est imposé sur la façade Atlantique. Sa combinaison avec l'aéroport Nantes Atlantique (qui dessert six métropoles européennes), avec l'efficacité du TGV (qui met la Baule à 3 heures, Nantes à 2 heures, Angers à 1h30 et Le Mans à 55 minutes de Montparnasse), redonne à la Région la position clé qui fut la sienne au temps où la Loire irriguait l'économie du royaume.

Tope, Comett, Renaval et les autres

Dotés d'un bureau permanent à Bruxelles, commun avec la Bretagne, les Pays de la Loire ont aussi joué la carte des programmes et des aides communautaires. Eurouest, Tope, Syllabus, Comett, Erasmus, Lingua, Feder, Renaval font partie du langage courant des étudiants, techniciens, élus et chefs d'entreprises ligériens. Et les montants engagés par l'Europe sur les opérations locales sont significatifs : 31 millions de francs sur la réalisation de la zone tertiaire Océanis à Saint-Nazaire, 10 millions dans un centre de formation polyvalent à Cholet, 7 millions pour le musée de l'automobile du Mans, etc. Sur la période 1990-1993, la Communauté a mobilisé 580 millions de francs pour les Pays de la Loire.

Mais sans liens culturels, tout cela ne tiendrait pas. D'où le soin particulier mis par Olivier Guichard à nouer des relations interrégionales et transnationales, avec l'Andalousie, la Galice, l'Emilie-Romagne et le Schleswig-Holstein. Autant que de gros sous, l'Europe des Régions est affaire d'amitiés.



Région des Pays de la Loire

GROS PLAN

Le Mans : le trait d'union

Porte d'entrée des Pays de la Loire, l'agglomération mancelle et ses 195 000 habitants seront au cœur d'un réseau autoroutier à cinq branches dès que la section Alençon-Le Mans-Tours, sur l'axe Calais-Bayonne, sera réalisée.

Voilà qui devrait encore renforcer l'attractivité de la ville des 24 Heures, à 55 minutes de Paris grâce au TGV, et attirer de nouvelles décentralisations sur la technopole Moxis, qui regroupe déjà 42 entreprises.

Angers mise sur le végétal

S'appuyant sur la tradition horticole du département, Angers est en train de constituer un pôle de compétences dans le domaine de la physiologie végétale. La décentralisation de la Station nationale d'essais de semences, qui s'installera cette année sur la technopole angevine, va venir le conforter. Plusieurs laboratoires (INRA, Biocem, Phytoscience) sont présents sur le site technopolitain, ils font progresser la recherche et génèrent des transferts de technologie.

Nantes, place financière

Sous la houlette de l'Association Nantes Atlantique, place financière pour le grand Ouest, Nantes a intelligemment rebondi après la fermeture des bourses régionales. La capitale des Pays de la Loire est, avec Lyon, la référence régionale en matière de services financiers de proximité. Salles des marchés, sociétés de bourse, sièges des grandes banques régionales, directions régionales des banques nationales, établissements spécialisés y forment un ensemble sans équivalent sur la façade Atlantique.

Le choix de la diversité

Alors que le cap des trois millions de chômeurs vient d'être franchi, le fait prend un relief particulier : les Pays de la Loire ont gagné 1 700 emplois en 1992 selon l'Unedec.

D'où la Région tire-t-elle sa résistance ? De la diversité de ses secteurs d'activités, d'un mariage heureux de PME et de grands groupes, d'une certaine culture d'entreprise et d'un effort sans précédent sur la formation et la recherche. Exemple type : le génie naval. La Basse-Loire rassemble tous les ingrédients susceptibles de donner à la France une filière navale de premier rang européen : l'industrie avec les Chantiers de l'Atlantique, premier constructeur mondial de paquebots, la DCN d'Indret, les ACB, Leroux et Lotz et de nombreux sous-traitants ; la recherche avec l'Institut de recherche de la construction navale ; le transfert de technologie et la formation avec l'Ecole centrale de Nantes et ses filiales Carhna et Sirchna.

Une culture d'entreprise différente

Fait marquant, les secteurs traditionnels ont su évoluer et rester au plus haut niveau. C'est le cas de l'industrie de la mode,

très présente dans le Choletais. A force d'innovation et d'innovation, de grands noms comme Catimini, Salmon, Arc-en-Ciel, Albert, Jauret ou Jousse ont pu traverser les turbulences qui touchent cette activité et font aujourd'hui des Pays de la Loire le leader national.

Idem pour l'agro-alimentaire qui emploie 34 000 salariés. Autour des leaders tels Besnier, le premier laitier français, ou Socopa se sont greffés des groupes comme Tipiak ou Fleury-Michon, et des centres de recherche très pointus, Eurofin pour l'analyse par résonance magnétique ou le centre d'ionisation Amphytion.

Rien ne destinait les Pays de la Loire à tenir le premier rang national

de l'industrie de l'ameublement, eux qui possèdent peu de surfaites boisées. Et pourtant, c'est en Vendée que se sont développées des locomotives comme Arthur-Bonnet, Gautier-France, ou Ordo.

La richesse de son tissu industriel a aussi permis à la Région de progresser, par ricochet, dans des domaines où elle n'était pas très bien représentée, comme la plasturgie. Elle est passée ces dernières années du 8^e au 3^e rang national. Rien que dans la Sarthe, le secteur compte 100 établissements et 3 500 salariés.

Que trouvent les industriels dans la Région ? Une qualité d'environnement bien sûr, et aussi une main d'œuvre fiable. Rien d'étonnant, dans ce cas, à ce que Fleury-Michon

vier Guichard, a joué un rôle-clé dans ce développement.

Priorité à la formation

La diversité s'illustre aussi dans le choix croissant de formations proposées. Entre 1985 et 1992, Nantes a vu naître sur les sites d'Atlantique une école d'ingénieurs par an : Ecole des Mines, Ecoles supérieures du bois, Institut catholique des Arts et Métiers, Isitem, Irestre, etc. d'où sortiront bientôt 1 000 ingénieurs par an.

Certaines de ces écoles font d'ailleurs partie d'Atlantech, groupement de 12 établissements d'enseignement supérieur technologique, qui met en place des formations inédites anticipant les besoins des industries.

Dans le même temps, Le Mans est devenue l'une des villes universitaires qui compte le plus d'équipes du CNRS par rapport au nombre d'étudiants. A Angers, l'Ecole Supérieure d'électronique de l'Ouest et les écoles des Arts et Métiers poursuivent leur développement.

Mentionnons aussi le pôle agricole de l'Ouest, qui alimente l'industrie agro-alimentaire et les recherches sur le végétal. Les universités ne sont pas absentes de cette montée en puissance. De plus, un programme Régional a prévu l'ouverture de six nouveaux départements d'IUT. La Région n'oublie pas la formation professionnelle et l'apprentissage. Les 466 millions de francs que le budget 1993 y consacra (sur un total de 2,6 milliards de francs) parlent d'eux-mêmes.

Impossible, enfin, de ne pas signaler la formidable progression de l'industrie touristique qui a rapporté 10,4 milliards de francs à la Région en 1992.

La qualité des sites confirmée par celle des infrastructures (thalassothérapie, campings haut de gamme...), militent en faveur des Pays de la Loire. Un argument supplémentaire dans une Région qui n'en manque pas.



se soit développé à Pouzauges, en plein bocage vendéen. Les usines "an vert" ont donné aux Pays de la Loire une culture d'entreprise différente.

Du coup, les grands groupes n'hésitent pas à investir. Le constructeur suédois Scania a choisi Angers pour ouvrir, en juin 1992, une unité de production de camions. MHS, filiale de l'Allemand Daimler-Benz et de Matra, projette d'y injecter 1,5 milliards de francs pour doubler la capacité de son usine nantaise de fabrication de composants électroniques.

Nouveau témoignage de son attractivité : la Région accueille en moyenne une décentralisation chaque mois. Il faut le rappeler, la politique d'aménagement du territoire, menée de longue date par Oli-

(Publié)

ASIE

Pakistan : coup d'Etat constitutionnel

Soutenu par Benazir Bhutto, le chef de l'Etat a révoqué le premier ministre et dissous l'Assemblée nationale

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

De la coexistence agressive à la cohabitation impossible : le pas a été franchi, samedi 17 avril, par le premier ministre pakistanais Nawaz Sharif, qui, au cours d'une allocution en direct à la télévision, a accusé le président Ghulam Ishaq Khan de « conspirer » contre son gouvernement. Depuis plusieurs mois, le ton montait entre les deux hommes. Depuis quelques semaines, la rupture était prévisible. Elle est devenue inévitable ce week-end. Résultat : le président reste président, mais le premier ministre a perdu son poste.

Spécie politique du baron d'homme d'un homme qui savait sans doute ne pas pouvoir sortir vainqueur de cette confrontation ? Toujours est-il qu'en provoquant le tout-ou-rien, le chef de l'Etat, M. Sharif a précipité sa propre chute. Un vrai crime de lèse-majesté. La réponse du président ne s'est donc pas fait attendre. Vingt-quatre heures après la déclaration du premier ministre rebelle, il a dissous l'Assemblée nationale, renvoyé M. Sharif et nommé un chef de gouvernement provisoire en promettant la tenue d'élections le 14 juillet prochain.

C'est en fait un véritable coup d'Etat constitutionnel enclenché par M. Khan. S'est-il livré dimanche, il était 21 h 30 lorsqu'il commença à énoncer la longue liste de ses griefs, dénonçant les « allégations fausses et

vicieuses contre le président du Pakistan » proférées par le premier ministre, l'accusant, avec son entourage, « de mauvaise gestion, de corruption, de népotisme, de subversion ». Il continua en affirmant que M. Sharif faisait « régner la terreur contre ses opposants, leur famille et les journalistes ».

« Les ressources des agences gouvernementales ont été utilisées à des fins politiques et pour des profits personnels », conclut le président, qui saisit l'occasion pour faire allusion à la mort de l'ancien chef d'état-major des armées, le général Asif Nawaz Janjua, décédé en début d'année après avoir, affirme aujourd'hui sa veuve, été empoisonné par des proches de Nawaz Sharif.

La seconde fois en trois ans

C'est la seconde fois en trois ans que M. Ishaq Khan « démissionne » ainsi un premier ministre par trop « gênant ». En août 1990, il avait brutalement relevé Benazir Bhutto de ses fonctions. Le cas de Nawaz Sharif est cependant tout autre. La cohabitation entre le président et M. Bhutto, son adversaire politique, s'était annoncée d'emblée difficile. Ne serait-ce que parce que le chef de l'Etat était l'héritier direct du général Zia Ul Haq, responsable

du putsch de 1977, puis de l'exécution de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, le propre père de Benazir.

En trois mois plus tard à la suite de l'événement de cette dernière, Nawaz Sharif avait en revanche le profil idéal pour plaire au vieux président. Jeune industriel à la quarantaine rondouillarde, totalement dépourvu de charisme, cet ancien ministre au chef du Punjab avait grandi à l'ombre protectrice de Zia Ul Haq. Surtout, il avait une réputation de docilité à l'égard de l'établissement, concept qui désigne ici la fois l'armée et l'administration, les deux piliers d'un pays gouverné par des généraux durant vingt-cinq ans de ses quarante-six années d'indépendance.

Certes, pour le président, symbole de cette génération de hauts fonctionnaires au service des militaires, le premier ministre avait un peu des allures de parvenu. Son élection n'avait-elle pas symbolisé le triomphe d'une classe de nouveaux riches qui allait secouer la vieille féodalité puissante ? Mais, pour Ghulam Ishaq Khan, l'essentiel était d'en finir avec la famille Bhutto, de lancer le pays sur la voie des réformes économiques et de renforcer l'islamisation. Avec le soutien d'une armée désormais invisible mais toujours présente.

L'expérience devait pourtant montrer que M. Sharif n'allait pas se contenter de jouer les seconds rôles. En vertu d'une Constitution

imposée par le général Zia (1), le Pakistan s'est transformé en un régime présidentiel. Notamment grâce au huitième amendement, qui permet au chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée et de renvoyer le gouvernement, même quand celui-ci conserve une majorité au Parlement. Tel était le cas de Nawaz Sharif, qui avait dû survivre lundi à une motion de censure préparée par des dissidents de son parti ralliés au président.

Une humiliation de plus

Tout a commencé au début de l'année, à propos de la désignation du nouvel état-major. Le choix du président s'était porté sur le général Abdul Waheed, ce qui n'avait pas été du goût du premier ministre. Ce dernier s'est plaint de ne pas être consulté — ou trop peu — par ce général qui, en revanche, n'a cessé de rencontrer M. Khan. Nawaz Sharif a en outre très mal pris l'humiliante indifférence de hauts fonctionnaires et ministres en chef des Etats de la Fédération, ces derniers rendant compte directement au président et allant même parfois jusqu'à refuser de le recevoir quand il leur rendait visite.

Dans cette atmosphère tendue, le chef du gouvernement finit par

lâcher fin février une petite phrase qui allait faire du bruit : « Le huitième amendement devra être révisé », dit-il, sous-entendant que le président ne devrait plus pouvoir dissoudre l'Assemblée. Ce fut aussitôt la foudre au sein de son parti, la Ligue musulmane, rongé par ses querelles et qui se scinda aussitôt. De nombreux députés lui retirèrent leur soutien et huit ministres présentèrent leur démission, dont le propre gendre du président.

M. Sharif se rendit-il compte qu'il était allé trop loin ? Dans une entrevue avec Ishaq Khan le 6 avril, il se rétracta et lui promit qu'il serait le candidat de la Ligue pour l'élection présidentielle de novembre. Mais ce fut une humiliation de plus pour le chef du gouvernement, présenté dans la presse comme un couard qui avait déposé les armes « sans condition ».

Il rencontra de nouveau le président le 14 avril. On pensait encore à un compromis. Jusqu'à ce samedi fatidique où Nawaz Sharif jura son serment. Savait-il qu'il n'avait plus rien à perdre ? « A la télévision, il a signé son arrêt de mort politique », affirmait dimanche un de ses anciens partisans passé à l'ennemi. « Il n'avait plus qu'une solution : jouer les héros », renchérit un journaliste. Mais qui le regrettera ? Si beaucoup lui accordent quelques bons points pour sa libéralisation de l'économie, nombreux sont ceux qui lui reprochent — tout comme au président — son népotisme et le tancet

pour des affaires de corruption où il a été mêlé de près ou de loin.

Le nouveau chef du gouvernement, Balakh Sher Mazari, a immédiatement prêté serment. Considéré comme l'un des chefs de file de la « dissidence » anti-Sharif, cet inconnu du grand public semble avoir été choisi pour sa modération. « Il est tellement neutre que même Benazir se satisfera de lui pour le moment », entendait-on dans les couloirs du palais présidentiel.

Retournée de Londres, où elle a accouché de son troisième enfant, M^{me} Bhutto a fait dimanche une rentrée remarquée. A peine débarquée de l'avion, elle a apporté son soutien à la décision présidentielle. Pen importe qu'elle ait elle-même fait les frais d'une telle décision, car, désormais, elle a en vue ces élections, aussi anticipées qu'inséparables. Benazir a toujours affirmé que la consultation de 1990 avait été truquée. Si tel n'est pas le cas le 14 juillet prochain, l'héritière des Bhutto espère profiter de l'instabilité de la vie politique et de l'endettement des autres forces du pays pour prendre une seconde revanche contre l'établissement.

BRUNO PHILIP

(1) Le président Zia est mort dans l'explosion de son avion, en 1988.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : soulagement à Los Angeles

Deux policiers sur quatre ont été déclarés coupables lors du second procès Rodney King

Les différentes communautés de Los Angeles : blanche, latino, noire, coréenne, ont accueilli avec soulagement le verdict du second procès des quatre policiers qui avaient passé à tabac l'automobiliste noir Rodney King le 3 mars 1991. Deux policiers sur quatre, le sergent Stacey Koon et l'agent Laurence Powell, ont été jugés coupables d'avoir violé les droits civiques de M. King au moment de son arrestation. Les deux autres policiers, Timothy Wind et Theodore Briseno, ont été acquittés.

LOS ANGELES
correspondance

« A Hollywood, cela s'appelle un bidon », commente cyniquement l'un des 260 journalistes accrédités pour couvrir dans le palais de justice fédéral, au centre de Los Angeles, Des journalistes étaient

venus de tous les Etats-Unis et du monde entier pour le verdict du second procès Rodney King. Beaucoup pensaient que les émeutes qui avaient suivi en avril 1992 le verdict du premier procès, pour lequel ils avaient été moins nombreux à se déplacer, se répèteraient. Mais la ville est restée calme. « Voilà un verdict politiquement correct », a lancé un expert venu de la Côte est pour décrire le verdict qui, avec mesure, condamne deux policiers et en acquitte deux autres.

« Traitement privilégié »

Le film vidéo pris par hasard par un amateur le soir de l'arrestation montre que les quatre hommes frappent brutalement avec leurs matraques M. King gisant sur le sol.

La police, qui n'avait pas lévisé sur les moyens pour se préparer à toute éventualité, s'est trouvée découverte et penaud avec ses fusils à pompe, ses bombes anti-agression en poivree et ses belles en caoutchouc. L'humour des forces de l'or-

dre était maussade : « Désormais, il faudra prendre le temps de réfléchir avant d'agir », commentait un policier surpris par le verdict.

A South Central, dans une des principales églises du quartier où avaient eu lieu les émeutes de l'an dernier, le First AME (American Methodist Episcopal Church), le pasteur Cecil C. Murray bondissait de joie en entendant le verdict. A ses côtés, Jesse Jackson, plus sceptique, a pleuré en entendant que M^{me} Wind et Briseno étaient acquittés. « Demi justice », expliquait l'un de ses voisins à l'église. Une autre personne présente souhaitait entendre que le juge prononce la sentence, le 4 août prochain, pour donner son avis. Elle faisait aussi remarquer que les deux policiers, libres sans caution, bien que coupables, n'auraient pas en prison avant un an, « un traitement privilégié ».

Les deux policiers reconnus coupables risquent dix ans de prison et 250 000 dollars d'amende. Leur peine sera allégée, car ils ont été acquittés lors d'un premier procès. « Nous appartenons au seul pays

civilisé qui juge des hommes deux fois pour une même charge », se plaignait, à la sortie du tribunal, l'un des avocats des policiers. De fait, les charges retenues contre les policiers entre le procès au niveau de l'Etat de Californie et le procès fédéral se ressemblent beaucoup. Il s'agissait, grosso modo, de savoir, dans le premier procès, s'il y avait eu usage excessif de la force, et dans le second s'il y avait eu usage intentionnel d'une force excessive.

Un appel de M. Clinton

D'un débat juridique de plusieurs semaines sur la définition de l'intention, de l'acte volontaire et de la conscience de mal agir. L'un des jurés, le numéro neuf, qui s'est exprimé, le visage caché, peu après le verdict sur une chaîne de télévision, a expliqué que le jury se sentait embarrassé de cette question : « Nous avons décidé de la culpabilité en regardant la cassette vidéo ».

Le président Clinton, de passage à Pittsburgh pour chercher un son-

tien à son plan économique, a estimé que le « peuple américain devait tirer une grande leçon » de ce verdict et appelé « à la guérison et à l'harmonie à travers les Etats-Unis ». L'attorney général (ministre de la justice), Janet Reno, a félicité les procureurs et a précisé que « le département de la justice allait faire tout son possible pour que les droits civiques de tout citoyen à travers les Etats-Unis soient protégés ». En réponse, Benjamin Chavis, quarante-cinq ans, le nouveau président de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP), a expliqué qu'il fallait saisir ce moment pour faire redoubler un grand mouvement des droits civiques semblable à celui des années 60. Plus radical, Jesse Jackson a demandé qu'avant de reconstruire la Russie, la Pologne, la Hongrie, l'Etat fédéral reconstruise Los Angeles.

RÉGIS NAVARRE

« Le fils de Nikita Khrouchtchev devait devenir résident permanent aux Etats-Unis. — Sergueï Khrouchtchev, fils de l'ancien dirigeant soviétique, devait naitre, lundi 19 avril, le statut de résident permanent aux Etats-Unis, écrivait dimanche le New York Times. Ingénieur et chercheur en sciences politiques, M. Khrouchtchev a trois fils adultes qui vivent à Moscou.

« M. Gorbatchev ouvre un bureau à San Francisco. — Un bureau a été attribué à la Fondation pour la démocratie de Mikhail Gorbatchev dans le parc du Presidio, à San Francisco (Californie), écrivait dimanche 18 avril le Los Angeles Times.

« BRÉSIL : une majorité de Brésiliens seraient favorables au maintien du système présidentiel. — A trois jours du référendum par lequel ils devraient se prononcer sur le type de régime qu'ils souhaitent, les Brésiliens seraient majoritairement favorables au maintien de la République comme régime politique et au présidentialisme comme système de gouvernement, selon un sondage Gallup publié dimanche 18 avril. 60,1 % des personnes interrogées se prononcèrent pour le maintien du régime républicain et 32 % pour un système présidentiel. — (AFP)

VIETNAM : selon le « New-York Times »

Hanoï aurait tenté d'échanger des prisonniers américains contre des réparations de guerre

A la suite de la découverte à Moscou d'un document vietnamien selon lequel Hanoï aurait détenu plus de prisonniers américains pendant la guerre du Vietnam qu'il n'en avait reconnu officiellement, le New-York Times a émis à nouveau l'hypothèse que des contacts auraient eu lieu sous les présidences de MM. Ford, Carter et Reagan pour échanger ces prisonniers contre des réparations de guerre. Cité par l'« International Herald Tribune », lundi 19 avril, cet article se demande si les dirigeants vietnamiens n'auraient pas gardé plusieurs centaines de ces prisonniers de guerre comme monnaie d'échange contre une assistance américaine. Le journal rappelle le document du général Tran Van Queng en date du 15 septembre 1972 (le Monde du 14 avril) et les déclarations faites onze jours plus tard, le 26 septembre, par le négociateur de Hanoï, Le Duc Tho, qui avait indiqué que le sort des prisonniers était lié « à la question des réparations ». Toutefois, un rapport du Sénat, datant de janvier dernier, a estimé qu'il aurait été impossible de garder le silence sur de telles négociations. Pour sa part, le Vietnam a qualifié le document trouvé à Moscou de « pure fabrication ».

« CAMBODGE : un « casque bleu » bulgare tué par des Khmers rouges. — Un groupe de Khmers rouges a attaqué un village à l'ouest de Phnom-Penh, lundi matin 19 avril, tuant un « casque bleu » bulgare et en blessant deux autres, a annoncé un porte-parole de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC). D'autre part, les Khmers rouges ont réaffirmé samedi qu'ils ne participeraient pas aux élections organisées en mai par l'ONU et qu'ils n'en « reconnaîtront pas » les résultats. Leur porte-parole s'est refusé à exclure un éventuel recours à la violence durant la campagne électorale. — (AFP)

« CORÉE DU NORD : deux cents morts lors de l'effondrement d'une tour en construction. — Une tour en construction s'est effondrée, le 25 mars dernier à Pyongyang, tuant deux cents soldats réquisitionnés pour les travaux, a annoncé, samedi 17 avril, l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, citant un responsable nord-coréen. — (AP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

Un pays malade de ses armes à feu

WASHINGTON

de notre correspondant

L'explosion de violence n'a pas eu lieu, mais les Angeles, en attendant le verdict du deuxième procès Rodney King, n'en ont pas moins réagi comme un nombre croissant d'Américains : dans la crainte d'éventuels désordres, ils ont massivement acheté des armes. Filles d'un passé par les gangs, les armures ont, cette fois, fait recette : des milliers, sinon des dizaines de milliers d'armes sont venues gonfler des arsenaux privés déjà volumineux.

Ces armes font de plus en plus partie du paysage criminel du pays. Le nombre d'armes vendues le plus légalement du monde n'est pas sans rapport avec celui qui circule sur le marché clandestin, ni s'équipent les malfaiteurs. Dans un pays où l'achat d'un fusil de guerre semi-automatique est libre, il y a un lien entre la masse d'armes en circulation et le mon-

tré d'une violence criminelle que les plus prudentes des observateurs qualifient de « épidémie incontrôlée ». Mille tués par balles l'an passé à Los Angeles, plus d'un par jour à Washington (plus qu'à Mogadiscio). Dans certains quartiers de la grande ville californienne, les mères apprennent à leurs enfants à se mettre à couvert entre deux voitures à l'arrêt s'ils entendent des coups de feu sur le chemin de l'école. Le pays a le plus grand du monde — plus de 200 millions d'armes individuelles — en comptant une explosion de crimes par armes à feu.

Un mal accepté

La rubrique « faits divers » de l'actualité des dernières semaines est éloquent. Dans la capitale fédérale, un tireur fou tyrannise depuis dix jours un des quartiers de la ville : circulant au volant d'une voiture bleue, il ouvre le feu

sur les passants avec un fusil à pompe. Il a déjà tué deux personnes et en a blessé une dizaine d'autres. A Waco, dans la plaine texane, voilà quarante-cinq jours que la police fait le siège d'une secte baptisée dont les membres seraient armés de fusils M-16, des roquettes antichars et autres grenades. A Miami, en Floride, les autorités craignent qu'une vague de récentes attaques contre des visiteurs étrangers ne finisse par porter gravement l'air au tourisme. La semaine dernière, à New-York, un enfant de trois ans assista à l'assassinat de son père par mitraillage en pleine rue, à 10 heures du matin ; la nouvelle faisait dix-sept pages en page intérieure du New York Times.

A Hollywood, les scénaristes « rêvaient » sur le thème urbain. La Wall Street Journal relève que trois des premières places au box office sont aujourd'hui tenues par des films mettant des armes à l'effiche : Falling

Down, Point of No Return, Boiling Point. La télévision n'est pas en reste. Une très récente étude de l'université de l'Etat de Washington établit qu'un jeune Américain, consommateur moyen du petit écran, a, à l'âge de dix-huit ans, déjà vu 40 000 meurtres à la télévision (dans les feuilletons, dramatiques et autres émissions).

En mars, l'Etat de Virginie a passé une législation considérée comme une « grande victoire » contre le lobby des ventes d'armes individuelles, le NRA (National Rifle Association) : les résidents de l'Etat ne pourront plus acheter qu'une seule arme par mois. Si l'Amérique est malade de ses armes, c'est un mal qu'elle accepte : au Congrès, il n'y a toujours pas de majorité pour passer la fameuse « législation Brady », qui limiterait le commerce des armes.

ALAIN FRACHON

مكتبة الأمل

POLITIQUE

Les déclarations du chef du gouvernement et la mise en œuvre de son programme

Le premier ministre s'affirme décidé à « défendre l'action de ses ministres » face au chef de l'Etat

Edouard Balladur a revendiqué, dimanche 18 avril, lors de l'émission «Sept sur sept» sur TF1, «le droit et le devoir» de «défendre l'action des ministres [qu'il a] choisis» qui «agissent conformément aux principes que nous avons décidés ensemble». «Si j'estime que l'action de l'un des ministres ou du gouvernement était injustement mise en cause, je le ferai savoir à mon tour», a-t-il averti en faisant référence aux réserves exprimées par François Mitterrand à propos de l'analyse de l'insécurité en France faite par Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. «Je considère de mon devoir, a-t-il dit, de faire en sorte que, aux yeux de l'étranger, l'image et la dignité de la France ne soient pas entamées par des querelles qui sont, souvent, des querelles de second ordre».

Le premier ministre a précisé qu'il «approuve totalement» l'action de M. Pasqua en matière de lutte contre l'insécurité. Il s'est

notamment déclaré favorable aux contrôles d'identité «même quand il n'y a pas de procédure judiciaire», et a établi un lien entre insécurité et immigration en relevant que «la moitié des délits concernant la drogue sont commis par les étrangers». Toutefois, s'il est favorable à une révision du nouveau code de procédure pénale, il ne croit pas qu'il faille revenir sur la disposition prévoyant la présence de l'avocat en garde à vue.

S'affirmant vis-à-vis du président de la République, tout en précisant qu'il fera «tout en ce qui [le] concerne pour que la sérénité de notre vie publique ne soit pas troublée par des débats d'apparence», M. Balladur a également tenu à s'affranchir d'éventuelles pressions venant de sa majorité parlementaire. Dans une période de cohabitation, le gouvernement «n'est certainement pas un comité aux ordres des élus-majors de parti», a-t-il affirmé. S'il a voulu être «reconnais- sant» à Jacques Chirac, d'avoir

rappelé qu'il est le chef de la majorité, il a souligné que «c'est le système institutionnel de la V^e République qui prévoit que le premier ministre est le chef de la majorité». A propos des réformes économiques et sociales qu'il entend mettre en œuvre, M. Balladur a affirmé que le gouvernement sera «sans doute conduit à demander des efforts aux Français et des sacrifices», admettant que ceux-ci «seront sans doute impopulaires». Evoquant l'éventualité d'un allouement de la fiscalité, il a indiqué qu'il choisira «ceux des impôts qui auront pour conséquence d'affaiblir le moins la croissance», précisant que «l'étude est en cours» et qu'il n'a pas «fait encore [son] choix». A propos de la lutte contre le chômage, il a observé que si celui-ci commençait «à baisser l'année prochaine de quelques centaines de milliers (...), ce serait déjà un premier pas». «Mais je ne vais pas vous dire, a-t-il précisé, que dans deux ans et demi il y en aura

1,5 million. Ce n'est pas vrai, je ne peux pas vous le dire, ce ne sera pas vrai». Après avoir rappelé que le gouvernement fera «preuve de beaucoup plus de détermination» que le précédent dans les négociations du GATT afin de parvenir à «un bon accord équilibré», il a annoncé que les textes relatifs à l'autonomie de la Banque de France seront examinés mardi 20 avril par les ministres concernés. Il a émis le souhait, à ce sujet, que «l'Etat ne soit pas le seul à nommer les membres du conseil de la banque». «Il faut que [le conseil] représente l'ensemble des forces économiques et sociales du pays pour assurer véritablement son indépendance», a-t-il indiqué. A propos de la liste des futures entreprises privatisées, il a précisé: «Nous allons regarder la situation des entreprises et puis nous allons arrêter une fois que la loi sera votée. Tout cela sera fait vers le mois de juillet, je l'espère».

fait en nommant, sans barguigner, Edouard Balladur premier ministre. Il lui doit, dans les sondages, un regain de «satisfaction» qui n'est pas un luxe.

Il peut, certes, en recevant mardi Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, seul à seul avant la traditionnelle audience du bureau de l'Assemblée au complet, le 22 avril, entretenir le dialogue avec cette composante de la nouvelle majorité qu'il avait prise pour interlocuteur privilégié lors du référendum de septembre dernier sur l'Union européenne.

Il lui est cependant difficile, jusqu'à nouvel ordre, de s'extraire du jeu du chef du gouvernement, dans lequel il s'est engagé à entrer en décembre. Du moins Edouard Balladur veillera-t-il à ne pas lui permettre de s'en échapper.

PATRICK JARREAU

Un record de popularité

Le baromètre mensuel de l'IFOP publié dans le Journal du dimanche du 18 avril indique qu'Edouard Balladur bat tous les records de popularité des premiers ministres depuis les débuts de la V^e République: avec 56 % de «satisfaction» en avril contre seulement 12 % de «mécontentement», M. Balladur obtient 3 points de mieux que Pierre Mauroy et Michel Rocard (53 %) et 20 points de plus que Jacques Chirac en 1986, lors de la première cohabitation.

Cette popularité s'explique, notamment, par l'opinion qu'ont les sympathisants de gauche du premier ministre. Un sondage de la SOFRES réalisé pour l'émission de TF1 «Sept sur sept» montre que 29 % de ces sympathisants (contre 70 % pour ceux de la droite) ont été «plutôt surpris en bien» par la déclaration de politique générale d'Edouard Balladur comme par les premières décisions de son gouvernement, alors que 19 % (contre 5 % à droite) ont été «déçus» (1).

Le baromètre de l'IFOP montre, en outre, que François Mitterrand, comme en 1986, regagne du terrain, avec 34 % de «satisfaction», au lieu de 24 % en mars, contre 55 % de «mécontentement», au lieu de 62 % le mois précédent. L'effet «cohabitation», qui n'avait pas anticipé, comme en 1986, le résultat des élections législatives, se fait de nouveau sentir.

(1) Le sondage de l'IFOP a été effectué du 8 au 16 avril auprès de 1 919 personnes âgées de dix-huit ans et plus, celui de la SOFRES du 16 au 17 avril auprès de 800 personnes.

M. Balladur définit ses rapports avec la majorité parlementaire

Trois semaines après sa nomination à l'hôtel Matignon, Edouard Balladur entre dans le vif de ses relations avec les partis de la majorité parlementaire. Il entend notamment confirmer que la gouvernance disposera, en vertu de la Constitution, de la maîtrise de l'ordre du jour des travaux parlementaires.

Le premier ministre devait rencontrer, mardi matin 20 avril, une délégation de l'UDF conduite par son président, avant de déjeuner avec les dirigeants de la droite - ce sera la troisième réunion de ce type, pour la première fois, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing sont attendus ensemble - et de participer, dans l'après-midi, à la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Dans la soirée, M. Balladur devait assister à la conférence des présidents, au Palais-Bourbon afin, précise-t-on, de «marquer l'attention de l'exécutif à l'égard du législatif». Le premier ministre cherche manifestement aussi à entrer dans son rôle de chef de la majorité en marquant clairement les champs d'action des uns et des autres. Et si besoin est «de voir dans quelle mesure un peut tenir compte des souhaits exprimés» par les partis.

Le mode de scrutin des élections européennes

En consacrant au RPR, samedi 17 avril, sa première entrevue avec les partis représentés ou non à l'Assemblée, M. Balladur a déclaré: «Je souhaite rencontrer tous les responsables de notre vie publique (...) des lors que c'est utile, me semble-t-il, pour l'action de rassemblement que je souhaite mener». Cette réunion, dans l'ordre du jour, qui s'est déroulée «en toute amitié» autour du chef du gouvernement, a rassemblé Jacques Chirac, président du RPR, Alain Juppé, secrétaire général du mouvement et ministre des affaires étrangères, Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée. Ce dernier a réaffirmé le «total confiance» des députés RPR à l'égard de M. Balladur réputé avoir, selon M. Pons, une «main de fer dans un gant de velours» pour redresser la situation de la France.

Au cours de ce tour d'horizon informel, la modification du mode de scrutin pour les élections européennes a notamment été évoquée par les participants. Si le mode de

scrutin majoritaire - le territoire national étant découpé en quatre-vingt circonscriptions - semble devoir être écarté, un nouveau mode de scrutin proportionnel de type régional pourrait être mis rapidement à l'étude par les services de M. Pasqua.

Sujets de discorde

Récusant toute arrière-pensée tactique, M. Pons a souligné «la volonté d'éviter un taux d'abstention important et de rapprocher les élus de leurs électeurs dans le cadre de régions qui ne seraient pas forcément les vingt et une régions actuelles, mais pourraient être regroupées». Face aux grandes régions (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Rhône-Alpes), d'autres moins étendues pourraient, en effet, être regroupées pour la circonstance.

On remarque au RPR que cette réforme électorale correspond à un vœu émis, dans le passé, par l'UDF. Et pour faire pièce à l'argument de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, selon lequel un tel changement ne change pas un mode de scrutin un an avant l'échéance, comme le faisait remarquer l'opposition avant de devenir majoritaire, le parti néogaulliste souligne que, contrairement aux élections législatives, les européennes n'ont aucune incidence sur la vie nationale. S'agira-t-il d'une «guerre de religion» entre le RPR et l'UDF?

Les sujets latents de discorde entre les deux partenaires ne sont pas, il est vrai, inexistant. Il en est ainsi notamment de l'indépendance ou de l'autonomie de la Banque de France. Cependant, Pierre Méhaignerie, en sa qualité de président du CDS, a déclaré dimanche, au terme de la prestation de M. Balladur sur TF1, que les centristes apportent leur «total concours» à la «route tracée» par le chef du gouvernement.

Alors que Jean-François Deniau, député (UDF-PR) du Cher, invité de «L'heure de vérité», sur France 2, exprimait la crainte, en se référant aux «bavures» policières, d'un «risque de violence légale», M. Pons, au «Forum RMC-Express», déclarait que «la police, qui est un des piliers de l'Etat, doit être irréprochable à l'égard des citoyens, mais ne doit pas être systématiquement suspectée». Le RPR soutient Charles Pasqua: c'est bien le moins.

OLIVIER BIFFAUD

Après le velours

Suite de la première page

Affirmant que le gouvernement, bien qu'il compte dans ses rangs les dirigeants des principales formations de la majorité - Alain Juppé (RPR), Gérard Longuet (PR) et Pierre Méhaignerie (CDS) - ne saurait être «un comité aux ordres des élus-majors de parti», Edouard Balladur, qui doit recevoir mardi les responsables de l'UDF après ceux du RPR samedi et avant de se rendre devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, a invité les parlementaires à la patience.

Le gouvernement n'a pas encore de projets de loi à leur soumettre, mais ils vont pouvoir s'occuper, au Palais-Bourbon, avec la réforme du code de la nationalité, à partir du texte voté en 1990 par le Sénat, tandis que ce dernier va se saisir de premières réformes constitutionnelles, portant sur la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature, préparées, sous la majorité précédente, selon les orientations du comité consultatif présidé par Georges Vedel.

Quant à ce qui suivra, ils ne perdent rien pour attendre. Comme il l'avait fait, déjà, dans

son discours d'investiture à l'Assemblée, le premier ministre a annoncé «des mesures qui seront sans doute impopulaires».

A charge pour la majorité de donner, alors, la preuve de sa conscience des responsabilités et de son courage; mais le message s'adresse aussi à François Mitterrand: c'est pour préserver les «acquis sociaux», aujourd'hui menacés par le déficit budgétaire et par celui de la Sécurité sociale, qu'un accroissement des prélèvements sera nécessaire, tel qu'il ne nuise pas à une croissance déjà «plaine». C'est à lui qu'il viendrait lui chercher querelle, au nom de ces mêmes acquis sociaux!

«L'image, le visage et la dignité du pays»

Plus que jamais avec le soutien, Edouard Balladur a fermement défini sa conception des règles de la cohabitation. Il a pris les Français à témoin de la nécessité absolue de préserver «l'image, le visage et la dignité» du pays. Il ne s'est pas interdit de dramatiser son propos, en rappelant que cinq mille soldats français sont en situation difficile - si on menaçait d'être

pris en otage, comme l'avait dit, dimanche matin, Jean-François Deniau - en Bosnie. Si le président de la République est en droit, par la Constitution d'être complètement informé, si les décisions relevant du «domaine partagé» doivent être prises en commun, François Mitterrand est invité à prendre garde que ses éventuelles incursions dans le champ de la responsabilité gouvernementale ne compromettent la «sérénité du pays» par des «débats d'apparence».

Le chef du gouvernement a averti le président de la République que que sans vouloir limiter son droit d'expression, il ne se privait pas d'user de celui dont il dispose, lui aussi, pour répondre à toute mise en cause d'un de ses ministres. Les propos concernaient les «réserves» rendues publiques par l'Elysée après la communication de Charles Pasqua au conseil des ministres, le 14 avril, sur la sécurité.

«Querelle de second ordre», a-t-il succinctement conclu, les observations du chef de l'Etat ayant porté sur les commentaires dont le ministre de l'Intérieur avait assorti l'exposé de sa politique et qui portaient sur cette des gouvernements socialistes. Edouard Balladur ne s'est pas fait faute, néanmoins, de préciser brièvement à cette querelle, en soulignant que l'augmentation de la délinquance avait atteint 22 % au cours des cinq dernières années.

Le président de la République trouvera le premier ministre en face de lui s'il critique «à injustice», a précisé Edouard Balladur - un membre du gouvernement, mais ce dernier s'est chargé de rappeler à l'ordre ceux de ses ministres qui se sont crus autorisés à parler sans avoir vérifié au préalable qu'ils l'étaient effectivement.

«Prêcher dans le désert»

«Tous à fait hostile» à la suppression des allocations familiales aux parents de délinquants, alors que le ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale, Pascal Clément, avait envisagé favorablement, le 11 avril, cette mesure suggérée par Pierre Carde, député (UDF) des Yvelines, Edouard Balladur a remis à sa place le ministre délégué, ministre de la défense, François Léotard, en indiquant que le rappel en France du général Philippe Morillon, commandant des forces de l'ONU en Bosnie, «n'est pas à l'ordre du jour».

Comme l'avait dit le porte-parole du PS, Jean Glavany, la semaine dernière, critiquer le gouvernement, ces temps-ci, reviendrait un peu à «prêcher dans le désert». Dans celui que traverse la gauche, et avec elle, François Mitterrand, ce dernier bénéficie, aux yeux des Français, du choix qu'il a

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CA CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

BÉNÉFICE EN HAUSSE DE 3% A 458MF

Avec 458 MF (+3%) le bénéfice net consolidé (part du Groupe) s'inscrit, malgré une conjonction défavorable, dans la ligne de la hausse continue des résultats du Crédit Agricole d'Ile-de-France.

(chiffres consolidés, en millions de francs)

Produit net bancaire (et accessoires)	3277	+ 7,6%
Résultat après amortissements	1311	+ 17,8%
Bénéfice net consolidé (part du Groupe)	458	+ 3,0%
Fonds propres consolidés (part du Groupe)	4780	+ 23,0%

Une situation financière saine et solide

Ce résultat repose sur une nouvelle et forte progression du résultat après amortissements, intégré un provisionnement prudent des risques, et ne comporte pas de plus-values exceptionnelles.

Le renforcement de ses Fonds Propres permet au Crédit Agricole d'Ile-de-France d'offrir un ratio de solvabilité européen consolidé supérieur à 10%.

Progression de l'activité et des parts de marché

(Crédit Agricole d'Ile-de-France seul, en milliards de francs)

Encours moyen de collecte	83,1	+ 7,4%
Encours de crédit au 31.12.92	51,3	+ 4,1%

La progression de ses encours permet au Crédit Agricole d'Ile-de-France de continuer à gagner des parts de marché dans tous les domaines. Pour sa part, la Banque de Gestion Privée a vu ses écarts gérés moyens augmenter de 25%.

Augmentation de 15,6% du dividende

Confirmant sa politique constante depuis l'introduction du Certificat Coopératif d'Investissement au Second Marché en 1988, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 30 avril 1993 la distribution d'un dividende de 27,75 F brut, avoir fiscal inclus, en croissance de 15,6% par rapport à celui de 1991 et payable, au gré du porteur, soit en Certificats Coopératifs d'Investissement, soit en numéraire.

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?
Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Dans le domaine complexe du droit social, Lamy offre un système d'information multimedia complet. Supports éditoriaux classiques et nouvelles technologies se complètent pour apporter à chaque utilisateur la réponse spécifique, pratique ou exhaustive, dont il a besoin. La rapidité de l'actualisation assure une sécurité juridique exceptionnelle. C'est la référence incontournable de l'univers social.

6 ouvrages, 1 formulaire, des bulletins d'actualisation, 15 monographies, 1 CD ROM, 1 hebdomadaire, 1 service minitel, pour mesurer tout le monde d'accord.

Lamy

Pour plus d'informations appeler le (1) 44 72 12 12

CREDIT IMMOBILIER
DE FRANCERÉSULTATS PROVISOIRES
DU RÉSEAU DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE

Le Conseil Syndical du réseau du Crédit Immobilier de France, réuni le 8 mars 1993, sous la présidence de Pierre-André PERISSOL, a pris connaissance des résultats provisoires agrégés de l'exercice 1992 présentés par Jacques MIMIN, Directeur Général de la Chambre Syndicale.

Le résultat provisoire du réseau est d'environ 700 millions de francs. Ce résultat est à rapprocher des 791 millions de l'année 1991. Cette diminution n'est qu'apparente, car elle prend en compte près de la moitié de la première tranche de 250 millions de francs au Fonds de Garantie du réseau institué par la loi du 13 mai 1991. Ce fonds de garantie d'un montant total de 500 MF était constitué à hauteur de 90 % au 31-12-1992.

Les résultats définitifs ne pourront être officialisés que fin mai après la tenue de toutes les Assemblées Générales des sociétés membres du Réseau : ils feront apparaître une stabilité, voire une certaine progression de la capacité bénéficiaire du Réseau Crédit Immobilier de France.

Ainsi, le Réseau totalisera près de 9,4 milliards de fonds propres.

Le total de l'encours a progressé à 111,6 milliards de francs (+0,72 % sur 1991).

La production de prêts est en légère régression à 8,552 milliards de francs (-4,70 % sur 1991).

Dans un marché fortement atteint par la baisse de la construction de logements, le Crédit Immobilier de France a globalement maintenu ses parts de marché.

La production en secteur « Prêt Conventionné » et « libre » représente près de 5 milliards de francs.

La production PAP (Prêts Aides à l'accession à la Propriété) représente un peu plus de 3 milliards de francs.

Une gestion performante du risque permet une amélioration du taux de contentieux sur encours, tous prêts confondus, à 2,74 % (2,9 % en 1991). Cette performance situe très favorablement le Crédit Immobilier de France parmi les établissements comparables de la Place.

Le taux de couverture des créances douteuses progresse à 35 %.

Les engagements en termes de promotion immobilière restent faibles à 3 milliards environ dont plus de 1,5 milliard sur opérations en cours et 580 millions de francs de réserves foncières. Le Crédit Immobilier de France a maintenu en 1992 une grande division des risques. Qu'il s'agisse de promotion en village, petit collectif et maisons individuelles, le Crédit Immobilier de France répond à des besoins spécifiques (le réseau n'a aucun engagement sur des opérations immobilières importantes, ne réalise pas d'opérations de bureaux et n'a aucun encours sur les professionnels de l'immobilier, et notamment les marchands de biens).

Il en résulte une bonne maîtrise du risque et une gestion financière prudente qui n'a pas entraîné la constitution de stocks d'inventures en nombre important.

Le taux de provisions sur cette catégorie d'engagements est de 11 %, jugé très satisfaisant par rapport aux normes actuelles de la profession.

Absent des marchés spéculatifs, le Crédit Immobilier de France est moins exposé aux retournements conjoncturels d'un secteur cyclique et complexe.

Les perspectives pour 1993 restent satisfaisantes dans un contexte difficile.

Le Crédit Immobilier de France lance, avec le « Prêt Ouverture », le « Prêt à l'Accession Sociale » (PAS) récemment mis en place par les Pouvoirs Publics.

La Caisse Centrale, organe de refinancement du réseau Crédit Immobilier de France, poursuit avec succès son introduction sur les marchés financiers tant en France qu'à l'étranger.

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT IMMOBILIER

Le Conseil de la Caisse Centrale de Crédit Immobilier réuni le 10-2-1993 a pris connaissance des résultats de l'exercice clos le 31-12-1992.

La Caisse Centrale de Crédit Immobilier a connu en 1992 un fort développement de son Activité auprès des Sociétés anonymes de Crédit Immobilier.

Au cours de l'exercice, ses dépôts sont passés de 816 MF à 2 099 MF, soit une augmentation de 257 % tandis que ses engagements passaient de 1 229 MF à 3 226 MF, soit une augmentation de 262 %.

Le total du bilan passait dans le même temps de 2 623 MF à 5 684 MF.

Cette forte activité résulte du rôle grandissant que joue la Caisse Centrale de Crédit Immobilier dans le refinancement du Réseau du CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE dont elle couvre aujourd'hui 38 % des besoins contre 16 % un an auparavant.

Cette activité de refinancement a conduit la Caisse Centrale de Crédit Immobilier à procéder à une première émission d'un milliard sur le marché obligataire domestique. Cette émission a été suivie, au début 1993, d'une émission de 800 MF sur le marché français, puis d'une émission de 100 MDM sur le marché allemand et de 75 MCHF sur le marché suisse.

Toutes ces émissions bénéficient de la notation AA-JBCA Notation.

POLITIQUE

Avant une nouvelle réunion du comité directeur du PS

Michel Rocard a rassuré
les dirigeants fédéraux socialistes

Les premiers secrétaires des fédérations socialistes, réunis samedi 17 avril par Michel Rocard, ont apprécié la priorité qu'il donne à la reconstruction de la gauche par rapport à sa propre candidature à l'élection présidentielle. Les amis de Laurent Fabius ont confirmé leur accord pour participer à la transformation du parti, à condition d'être assurés de pouvoir y préserver leurs positions.

La direction provisoire du PS mise en place par le comité directeur, do 3 avril était sur le qui-vive. Combien de dirigeants des fédérations socialistes répondraient à son invitation, samedi, pour la reconstruire ? Le secrétaire aux fédérations organise traditionnellement chaque printemps et chaque automne ? A défaut d'une dissidence, dont la menace s'était très vite éloignée après les réactions des fédérations qui avaient suivi la réunion du comité directeur, allait-on assister à une manifestation d'attentisme ?

Samedi soir, Michel Rocard pouvait respirer et s'affirmer « optimiste » en soulignant que « quatre-vingt-quatre fédérations étaient

représentées », ce qui était « plus que d'habitude ». De fait, selon Daniel Vaillant, responsable des fédérations dans l'ancien secrétariat national et dans la direction provisoire, ce sont même un peu plus de quatre-vingt-quatre fédérations, sur les cent que compte le PS, qui avaient envoyé à Paris soit leur premier secrétaire, soit un autre responsable. Certes, la chaise du Pas-de-Calais était vide, son premier secrétaire, Daniel Percheron, absent de France, n'ayant pas jugé utile de déléguer un autre de ses dirigeants. François Bernardini, premier secrétaire des Bouches-du-Rhône, avait fait de même.

L'absence de ces deux grosses fédérations n'était évidemment pas insignifiante, mais elle était compensée par plusieurs autres éléments. En premier lieu, la commission exécutive fédérale des Bouches-du-Rhône avait adopté, le 6 avril, une position conciliante. En deuxième lieu, celle du Pas-de-Calais s'est engagée, avec celle du Nord, dans la préparation d'un « état général » régional parfaitement compatible avec les projets de la direction provisoire. Enfin, plusieurs autres fédérations à direction fabiusienne étaient présentes samedi, celle de la Vienne étant représentée par son premier secré-

taire, Alain Claeys, qui a pris la parole au début de la réunion pour donner ce qui est apparu comme le point de vue de son courant.

Pas de « repos politique »

Il n'est pas jusqu'aux fédérations dirigées par les amis de Jean-Pierre Chevènement qui n'aient voulu participer à la réunion, à l'exception de celle du Territoire de Belfort, département de l'ancien ministre de la Défense, qui avait déclaré son « indépendance » par rapport au PS. En revanche, la Haute-Saône et la Côte-d'Or étaient présentes. « Ce n'est pas à partir d'une structure qui est une pyramide de bourgeois pourris, de fédérations gonflées de vraies-faussetés, cartes qu'on peut avoir un débat honnête qui pourrait être arbitré dans des conditions convenables », a déclaré Jean-Pierre Chevènement, lundi, sur RMC. « Ceux qui ont condamné pendant tant et tant d'années une politique qui a été menée avec le corps électoral ne sont pas qualifiés pour proposer une autre politique », a-t-il ajouté, mais Daniel Vaillant pouvait se féliciter, samedi, de constater que la rue de Solferino, « maison des socialistes », est la maison de tous les socialistes ».

Michel Rocard a favorablement impressionné ses auditeurs en expliquant que l'élection présidentielle est une question « qui n'est pas posée » au PS et qu'elle ne doit plus l'être avant un an, la tâche qu'il assigne, pour sa part, étant de « reconstruire ». Bannissant toute idée de « repos politique » pour les socialistes, l'ancien premier ministre les a appelés à préparer les élections cantonales partielles qui devraient être provoquées dès juin prochain par les démissions de députés pour cause de cumul et les législatives partielles qui pourraient résulter, à l'automne, de l'abandon contentieux du scrutin des 21 et 28 mars. Au-delà, l'an prochain, s'annoncent des cantonales générales et les élections européennes.

En fixant le cap des élections, Michel Rocard s'est affirmé comme ce qu'il est devenu : un responsable de parti. Quant à la reconstruction, elle passe d'abord par un accord sur la procédure des élections générales avant la réunion du comité directeur, le 24 avril. Un groupe de travail, associant plusieurs premiers secrétaires fédéraux de tous courants, va s'y atteler.

P. J.

Proche de Jacques Chirac

Maurice Ulrich (RPR)
a été élu
sénateur de Paris

Maurice Ulrich (RPR), conseiller de Jacques Chirac à la mairie de Paris, a été élu, dimanche 18 avril, sénateur de Paris, en remplacement de Nicole de Hauteclocque (RPR), décédée le 18 janvier. M. Ulrich, candidat unique de la majorité RPR-UDF-CNI, l'a emporté dès le premier tour avec 1 977 suffrages sur 2 229, contre 279 au socialiste Philippe Farine, 39 au candidat du Front national, Pierre Durand, et 34 à la communiste Rolande Perlecan.

Une autre élection sénatoriale partielle sera organisée ultérieurement à Paris pour pourvoir au remplacement de Roger Romani (RPR), nommé ministre délégué chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés. Lors des élections sénatoriales de 1986, la liste RPR-UDF n'avait compté qu'un seul non-élu sortant, Bernard Guyonard, qui était devenu sénateur dès 1989, à la suite du décès de Dominique Padoa.

Député le 6 janvier 1925 à Paris, diplômé de droit public et d'économie politique, bachelier de l'École nationale de la France d'outre-mer et de l'Institut des hautes études internationales, Maurice Ulrich a tout d'abord été en poste au Cameroun, en 1948, puis en Afrique, en 1956. De 1970 à 1978, il est directeur des cabinets d'Olivier Guichard, de l'économie nationale puis à l'équipement, puis de Jean Sauvagnargues et de Louis de Guiringaud aux affaires étrangères. Président-directeur général d'Antenne 2 de 1978 à 1981, conseiller d'Etat de 1981 à 1990, Maurice Ulrich a été directeur du cabinet de Jacques Chirac, alors premier ministre, de 1986 à 1988, puis conseiller à la mairie de Paris.

Une cantonale...

SAVOIE : Uriage (1^{er} tour)
J. 7 897 ; V. 4 206 ; A. 46,74 % ; E. 4,15 %.

Franck Lombard, div. d. sout. UPE, 2 165 voix (52,36 %) ; ELU ; Louis Bertrand, PC, m. d'Uriage, 1 206 (30,16 %) ; Pierre Bohomme, PS, c. m. d'Uriage, 234 (5,66 %) ; Jean-François Portay, rgn., 169 (4,09 %) ; André Fricand, FN, 150 (3,63 %) ; Michel Bignat, div. UDF-CDS, c. m. de Chambéry, 121 (2,95 %) ; René Clerc, Vert, 70 (1,69 %) ; Pierre Mangier, div. d., 20 (0,48 %).

Deux candidats convoqués le festival de Jean-Marie Menutier (div. d.), conseiller général depuis 1970 et ancien maire d'Uriage, décédé le 17 février dernier. François Lombard (div. d.), très activement soutenu par Michel Menutier (RPR), ministre de l'environnement et président du conseil général de Savoie, l'emporte facilement devant Louis Bertrand, autre communiste d'Uriage depuis mars 1989, qui est même devenu de plus de 400 voix dans ce canton.

An premier tour des élections de septembre-octobre 1988, les résultats furent les suivants : J. 7 758 ; V. 3 229 ; A. 50,33 % ; E. 3,14 % ; Jean-Marie Menutier, div. d., 1 874 (50,21 %) ; Louis Bertrand, PC, 839 (26,30 %) ; Jean-François Portay, rgn., 276 (11,30 %) ; André Fricand, FN, 128 (3,98 %).

An second tour : J. 7 751 ; V. 3 610 ; A. 53,42 % ; E. 3,98 % ; Jean-Marie Menutier, 2 377 (61,81 %) ; Louis Bertrand, 1 128 (32,18 %).

... et trois municipales

CANTAL : Saint-Flour (1^{er} tour)
J. 4 613 ; V. 3 144 ; A. 37,56 % ; E. 1,73 %.

Quatre élections partielles

Liste UDF-RPR conduite par Pierre Jarrier (UDF-RPR), c. E. 1 733 voix (100 %), 29 ELUS.

La liste UDF-RPR, seule en lice, remporte comme prévu cette élection remaniée à la suite de multiples démissions au sein du conseil municipal. Le maire sortant, François Delpeuch (maj. p.), a obtenu cette décision personnelle, jugant irrégulière la décision électorale qui avait entraîné l'impopularité de cette élection. La majorité sortante et le Parti communiste ont décidé de ne pas se présenter et ont invité leurs électeurs à voter en blanc. Mais dans l'urne, on trouve 44 % de blancs.

An premier tour des élections de mars 1989, les résultats furent les suivants : J. 4 509 ; V. 3 704 ; A. 17,85 % ; E. 3,42 % ; La liste de droite conduite par Jean-Juile (UDF), 1 287 (36,97 %) ; liste divers gauche conduite par Daniel Beger (div. d.), 2 502 (35,19 %) ; liste divers gauche conduite par Jean-René Morand (maj. p.), 1 024 (14,40 %).

An second tour : J. 4 509 ; V. 3 783 ; A. 16,10 % ; E. 3,62 % ; Liste Delpeuch, 2 058 (57,15 %) ; Liste Juile, 1 544 (42,86 %).

LOIRE-ATLANTIQUE : Couëron (1^{er} tour)
J. 11 435 ; V. 6 989 ; A. 38,88 % ; E. 6,45 %.

Liste soutenue par la droite aménée par Serge Ricordeau (div. d.), 3 425 voix (53,10 %) ; 20 ELUS ; liste du Rassemblement des forces de gauche conduite par Robert Morn, PS, m. sort., 3 026 (46,90 %) ; 7 ELUS.

La victoire d'une liste indépendante soutenue par les partis de droite est une véritable révolution dans cette petite commune de la banlieue nantaise où le gauche était impopulaire depuis longtemps. Le maire sortant, Robert Morn (PS), qui l'avait emporté dès le premier tour en 1989, a été victime des querelles internes d'une majorité socialiste fragilisée par la guerre des courants.

Des deux recensements avaient été délégués à la fin de l'année 1991 au reprochant au maire son autoritarisme. Ils avaient été initiés en début d'année par les élus de droite dont le départ avait entraîné l'impopularité de cette élection anticipée. Dans une commune où le député et maire de Nantes, Jean-Benoît Ayraud (PS), avait cristallisé 61,2 % des voix aux dernières législatives, on pouvait penser l'équipe sortante en sécurité. A tort. Les quatre cents voix de retard qu'elle accusait devant une tête de malade remonte par l'élection de gauche.

En mars 1989, au premier tour, les résultats furent les suivants : J. 10 807 ; V. 7 394 ; A. 31,58 % ; E. 7,10 % ; Liste d'union de la gauche conduite par Robert Morn (PS), 3 582 (50,39 %) ; liste de droite conduite par Daniel Beger (div. d.), 2 502 (35,19 %) ; liste divers gauche conduite par Jean-René Morand (maj. p.), 1 024 (14,40 %).

NORD : Hamontout (1^{er} tour)
J. 9 322 ; V. 6 376 ; A. 31,61 % ; E. 6,27 %.

Liste divers droite conduite par Joël Wilmette (div. d.), maire sortant, 4 388 voix (69,90 %) ; 29 ELUS ; liste PC-PS conduite par Claude Bourgeois (PC), 1 313 (20,91 %) ; 3 ELUS ; liste Front national conduite par Bernard Hutin (FN), 576 (9,17 %) ; 1 ELU.

Le maire sortant, Joël Wilmette (div. d.), l'emporte très facilement au premier tour de cette élection partielle qui avait été organisée à la suite plusieurs démissions au sein du conseil municipal. M. Wilmette est fait conseiller pour sa prise de position controversée et très restrictive sur l'immigration. Il avait notamment organisé à ce propos un référendum municipal auquel par le tribunal administratif de Lille en juin 1992.

Candidat aux élections législatives, il avait obtenu au premier tour près de 20 % des suffrages dans la vingtaine circonscriptions du Nord. Mais il avait choisi de se retirer au second tour, brisant l'élection du candidat RPR, Alain Foyat, face au sortant socialiste Marcel Debois.

M. Wilmette avait obtenu à Hamontout, en 1989, 56,16 % des voix. Il avait été élu conseiller sortant dans ce secteur partiel avec près de 70 % des suffrages. Les deux autres listes en présence sont en recul, notamment celle du Front national. En utilisant les thèmes privilégiés du parti d'extrême droite, le maire sortant a singulièrement réduit son audience.

An premier tour des élections de mars 1989, les résultats furent les suivants : J. 9 677 ; V. 7 022 ; A. 27,43 % ; E. 6,79 % ; Liste d'union de la gauche conduite par Jean-Claude Wasterlain (PC), 2 536 (37,33 %) ; liste divers gauche conduite par Joël Wilmette (maj. p.), 1 936 (28,50 %) ; liste d'extrême droite conduite par Pierre Laurent (FN), 1 792 (26,38 %) ; liste divers gauche conduite par Jean-Pierre Chodille (maj. p.), 538 (7,77 %).

An second tour : J. 9 677 ; V. 7 249 ; A. 25,09 % ; E. 7,09 % ; Liste Wilmette, 3 213 (48,25 %) ; liste Wasterlain, 2 981 (40,58 %) ; liste Laurent, 1 095 (14,15 %).

LE MONDE
diplomatique

Avril 1993

- RUSSIE : Un pouvoir sans autorité, privé de moyens et de relais... par Bernard Frédéric. - Sur les déboires de la propriété soviétique, par Jaurès A. Medvedev. - Une armée désempoquée et déviée, par Nina Bachkova. - Moscou dans le boomerang caucasien, par Karel Bartak.
- PROCHE-ORIENT : Tocsin en Israël, par Ignacio Ramonet.
- ASIE : New-Delhi face à la marée hindouiste, par Rolf Gaußlin. - Les espoirs du capitalisme en Chine, par Roland Lew. - L'argent de la diaspora chinoise, sur le développement durable au Vietnam, par Nguyen Duc Nhinan.
- PÉROU : Les bidonvilles de Lima ou la rage de vivre, par Carmen Bader et Jean-Michel Rodrigue.
- DÉVELOPPEMENT : Une autre révolution verte pour 2020, par Alain Vidal-Naquet. - Le Béas des pesticides toxiques, par Mohamed Larbi Bouguerra.
- COMMUNICATION : L'information, clé du pouvoir, par Maurice Ronal.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde
Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube
EN VENTE EN LIBRAIRIE
BENJAMIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

مكتبة من الأصل

Une nouvelle plainte pour violation du secret de l'instruction

Les péripéties du réquisitoire de l'affaire Urba-SAGES

M. Philippe Billaud, avocat de Michel Rey, PDG de la SAGES, un bureau d'études ayant travaillé avec des élus socialistes, a déposé une plainte pour violation du secret de l'instruction après la publication d'extraits du réquisitoire du parquet général de la cour d'appel de Rennes dans l'affaire Urba-SAGES (vingt-et-un inculpés, dont M. Rey), instruite par le juge Renaud Van Rymsbroeck.

Ce réquisitoire demandait notamment un non-lieu en faveur de Henri Emmanuelli, ancien trésorier national du PS et président de l'Assemblée nationale jusqu'à ses récentes élections législatives (le Monde du 8 avril).

Selon M. Billaud, la publication par la presse, et notamment Libération, d'extraits du réquisitoire définitif du procureur général de Rennes présumait plusieurs non-lieux et, d'une façon générale, révisait à la baisse tous les chefs d'accusation violant les droits de la défense, dans l'attente de la décision de la chambre d'accusation le 16 juin.

L'avocat a officiellement saisi le ministère de la justice pour lui demander des explications, car il ne comprend pas comment la presse a pu être informée du contenu du réquisitoire alors que, selon lui, « ni les avocats ni la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes n'en avaient été informés à la date où l'article est paru ». Il rappelle à ce propos que la chancellerie, dont dépend le parquet, « est gardienne du secret

de l'instruction jusqu'à ce que les avocats aient été informés ». Cette fuite n'est pas sans rappeler, dans la même affaire, l'information publiée par le Monde en juillet 1992 et qui concernait la cooptation aux fins d'inculpation de la chambre d'accusation de Rennes s'apprêtait à envoyer à M. Emmanuelli. A la veille du congrès socialiste de Bordeaux, cette révélation avait provoqué la colère des socialistes, et notamment de certains avocats de M. Emmanuelli, contre le juge Van Rymsbroeck. A l'époque, le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, Dominique Bailhache, avait défendu le juge Van Rymsbroeck et pointé un doigt vers la chancellerie.

Dans une lettre au procureur général Jacques Brun, il écrivait alors : « Encore une fois, les informations que nous vous avons communiquées et qui ont été transmises à M. le garde des sceaux et à la chancellerie ont été divulguées à la presse à des fins qui apparaissent désormais évidentes, puisque l'honnêteté et l'impartialité de la chambre d'accusation, et notamment de M. Van Rymsbroeck, conseiller chargé de l'instruction, sont directement mises en cause ».

Une version revue et corrigée ?

Il y a déjà plusieurs semaines que les péripéties du réquisitoire de M. Brun alimentent la rumeur judiciaire, tant à Rennes qu'à Paris. « Le procureur général de Rennes, dans son projet de réquisitions, serait plutôt enclin à demander le renvoi en correctionnelle du président de l'Assemblée. Une intention qui ne plaît guère à

la chancellerie », écrivait l'Express du 11 mars, avant d'ajouter : « Du coup, celle-ci a convoqué à trois reprises le haut magistrat... Sans doute pour qu'il revote sa copie ».

Le Figaro du 8 avril affirme, pour sa part, que le projet de réquisitoire modifié a reçu l'approbation de la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère « par télécopie, le 26 mars, deux jours avant le deuxième tour des élections législatives ». Dans un premier temps, le procureur général ne s'était pas montré aussi indulgent, et la motivation initiale de son réquisitoire prévoyait le renvoi d'Henri Emmanuelli devant le tribunal correctionnel pour abus de biens sociaux.

On confirme, dans les milieux judiciaires concernés, que les choses se sont bien passées ainsi, mais que, contrairement à l'usage, la chancellerie n'a pas notifié par écrit ses exigences au procureur général. Elle se serait bornée, une fois le texte revu et corrigé, à transmettre par télécopie au procureur général une formule convenue valant « approbation ».

Or, quelques jours plus tard, Edouard Balladur, dans son discours de politique générale, précisait l'engagement suivant : « Il sera demandé au parquet de ne plus appliquer, énoncé de la chancellerie, que des instructions écrites versées au dossier. Il faut dissiper la lourde impression de malaise qui pèse sur notre vie publique ». Les mésaventures du réquisitoire rennaise seraient-elles l'une des illustrations de ce malaise ?

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Des élections municipales sur fond d'escroquerie

Les mécomptes d'Auxon

Auxon-lès-Vesoul (Haute-Saône), une commune rurale de 370 habitants, se trouve au cœur d'une escroquerie internationale. A cause d'une reconnaissance de dettes signée par son ancien maire — qui se présentait à nouveau au scrutin le 18 avril, après la démission collective du conseil municipal — elle se voit réclamer plus de 8 millions de francs par deux sociétés italiennes alors que le budget annuel communal n'excède guère 800 000 francs.

VESOUL

de notre correspondant

Au fond de sa prison allemande de Stammheim où il est en détention en provisoire depuis fin juillet 1992, Franco Ramoser, trente-sept ans, doit bien s'amuser en réfléchissant aux mécomptes. Cet italo-autrichien prévenu pour une escroquerie de six millions de francs suisses au préjudice d'une banque helvétique (le Monde du 2 mai 1992), puis de trente millions de Deutschmarks aux dépens de cinq banques germaniques. L'escroque ne doit pas ignorer que ses amis italiens des sociétés lino et Nuova Rock sont en train d'essayer d'obtenir 8 125 000 francs de la part de la commune d'Auxon-lès-Vesoul qu'il administrait, jusqu'au 1^{er} mars dernier, son « vieil ami » Louis Locatelli, avec un budget annuel n'excédant un million de francs et que

les bonnes années, celles où la commune vend du bois ».

Le plan Ramoser avait bien fonctionné dans les années 1988-1989. A Vesoul, les collectivités publiques et les banques n'avaient rien flairé quand les premières commandes d'une plate-forme industrielle à Auxon avaient été signées « le PDG » sans aucun patronyme. Ni lorsque Ramoser se présentait successivement pour le compte de BFR, de Fureg, de HIP puis de SIFA Engineering AG, des sociétés d'apparence suisse. A Weinfielden, une banque helvétique n'avait pas hésité à déboursier 6 millions de francs suisses sur la foi de la caution d'une commune de 370 habitants. Cette fautive délibération municipale rédigée par le maire de l'époque, M. Locatelli, et présentée avec un faux cachet de la préfecture de Haute-Saône, alla encore servir à Ramoser dans le Bade-Wurtemberg devant des banques aussi importantes que la Landesgrosbank et la Dresdnerbank, comme la preuve du crédit dont il jouissait de part et d'autre du Jura.

Reconnaissance de dette

Outre sa filiale d'Auxon, Gianfranco Ramoser avait créé deux autres sociétés en Allemagne, en Suisse et en Italie qui n'ont jamais rien produit, si ce n'est des « études ». Or c'est en tant de créancier, en Suisse, six nouvelles sociétés à partir de la privatisation d'une entreprise statique de l'ex-RDA qu'il s'est fait arrêter à Schwarze Pumpe, avec trois de ses complices.

Avec la faillite de ce groupe de filiales de la SIFA italienne, de Reims del Rojale, fin le temps où les sociétés en chandier à Trossingen et à Auxon servaient à faire transférer des millions sur les comptes suisses.

C'est au nom de la reprise de la créance de l'ancienne SIFA suisse de Steinbrunn que deux sociétés de Saint-Vincent d'Aoste et de Sattima Turin réclament, aujourd'hui, plus de 8 millions de francs à cette petite commune rurale dont le maire avait signé sans contrepartie connue une reconnaissance de dette à Ramoser. Après la démission collective du conseil municipal, le 1^{er} mars, et la perspective de l'élection d'une nouvelle équipe municipale, dimanche 25 avril, les contribuables locaux espèrent que le tribunal administratif annulera la lettre du 28 mars 1991 signée Locatelli.

Pour le premier tour des municipales, dimanche 19 avril, Louis Locatelli n'avait pas hésité à présenter une liste : « Si j'étais capable, avait-il répété aux administrés, ne m'aurait-on pas déjà mis en prison ? » Deux postes seulement sur les onze sièges ont été pourvus dimanche. Louis Locatelli (divers droite) a obtenu 75 voix sur 321 inscrits, 258 votants et 245 suffrages exprimés. C'est la liste des huit conseillers ayant demandé sa démission qui arrive en tête en obtenant les dix premières places et en plaçant deux élus au premier tour avec 144 et 124 suffrages. Une troisième liste recueillait entre 95 et 55 voix.

ANDRÉ MOISSÉ

Evasions en série et libérations anticipées

Le système tournant des prisons néerlandaises

AMSTERDAM

de notre correspondant

La justice néerlandaise perd du terrain dans la course-poursuite qu'elle livre aux délinquants et criminels. Alors que trois nouveaux détenus avaient profité des fêtes de Pâques pour « se faire la belle », portant à trente et une les évasions réussies depuis le début de l'année (le Monde du 8 avril), la police a arrêté, au cours des derniers jours, six détenus en cavale et redonné, du même coup, un avantage provisoire à la justice : le nombre des évadés repris (dix-neuf) est désormais supérieur à celui des évadés encore recherchés (douze).

Mais un autre mal endémique du système pénitentiaire néerlandais a été simultanément réveillé. A l'épidémie d'évasions est venue s'ajouter une fièvre... de libérations anticipées pour cause de manque de cellules. Les prisons des Pays-Bas disposaient de 4 000 places en 1984, 6 200 en 1990, 8 000 cette année, et leur capacité était de 10 000 à 8 854 cellules d'ici à 1997. Mais c'est toujours insuffisant.

La règle est de ne retarder qu'un seul prisonnier par cellule : aussi, les autorités ont-elles institué, depuis plusieurs années, un système tournant entre les détenus, classés en trois groupes (A, B et

C) par ordre décroissant de gravité du délit commis. Un détenu C cède sa place, s'il le faut, à un détenu B et ainsi de suite, un détenu A pouvant être libéré au cas où la justice estime qu'un détenu C, dont le dossier est pourtant moins chargé, doit être libéré sous les berceaux.

Ce système, censé bénéficier en priorité aux prévenus, mais qui fait parfois la joie de condamnés, tourne actuellement à plein régime : à La Haye, 16 prisonniers ont été libérés au début de la semaine dernière, dont onze voleurs et un pyromane. A Rotterdam, c'est encore plus net : du 1^{er} janvier aux premiers jours d'avril, 306 prisonniers, qui n'en demandaient pas tant, ont vu leur cage s'ouvrir.

« A ce rythme, 1 200 prisonniers auront été libérés d'ici à la fin de l'année, contre 514 en 1992 », a calculé un magistrat de la ville portuaire. Au plan national, 1 247 incarcérés ont déjà été libérés au cours du premier trimestre écoulé, contre 3 031 sur l'ensemble de l'année 1992 et 1 204 en 1991. Les statistiques officielles ne disent pas combien d'entrées aux prisons ont eu lieu pendant la même période, mais on peut s'attendre à ce que le chiffre d'écoulement leur peine.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

Un évadé de la prison de Bois-d'Arcy arrêté sur la Costa Brava en Espagne. — Michel Lepage, surhomme de gros Michel, qui s'était évadé en hélicoptère de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) le 4 octobre 1992, a été interpellé samedi 17 avril en Espagne par des policiers français et espagnols. Il séjournerait dans un appartement du port de Roses, sur la Costa Brava, en compagnie de son épouse. Appartenant à la « bande de la banlieue sud » de Paris, Michel Lepage, quarante-sept ans, était en détention provisoire à Bois-d'Arcy dans l'attente d'un jugement pour trafic d'objets au moment de son évasion à bord d'un hélicoptère décollé par un complice (le Monde du 6 octobre 1992). L'un des deux autres détenus ayant profité de cette « belle » hélicoptère, Farid Delia, a été interpellé le 29 janvier à Paris. Seul Didier Lumel, trente-sept ans, demeure en liberté.

Par ailleurs, les deux jeunes détenus qui s'étaient évadés de la maison d'arrêt de Nantes (Loire-Atlantique), jeudi 15 avril, ont été victimes d'un accident de la circulation, le lendemain soir, à Corinthe (Aveyron), à bord de la voiture qu'ils avaient volée à Nantes (le Monde du 17 avril 1993). Assez sérieusement blessés, les deux détenus en cavale ont été hospitalisés à Millau (Aveyron).

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès

SANG

contaminé

DOCUMENTS

Un colloque Europe-Maghreb en Tunisie

Les droits de l'homme contre l'islamisme

La conception européenne des droits de l'homme et de la liberté peut-elle, en dépit de la crise qu'elle traverse, aider les démocrates du Maghreb à combattre l'islamisme ? Cette question a été au centre du colloque qui a réuni, du 15 au 17 avril à Monastir, une vingtaine d'intellectuels européens et maghrébins, philosophes, juristes, psychanalystes et écrivains sur le thème « Sujet et citoyenneté » (1).

MONASTIR

de notre envoyé spécial

Des Européens prêts à jeter la philosophie des droits de l'homme au magasin des dogmes dépassés, voire nuisibles. Des Maghrébins cherchant précisément dans les idéaux de 1789 la voie du salut dans leur lutte pour la démocratie et contre le fondamentalisme musulman. Ce paradoxe, révélé par une dialogue euro-maghrébin particulièrement franc, traduit le malaise partagé de deux mondes.

La montée des nationalismes en Europe répond à la crise des régimes maghrébins issus de la décolonisation. Les organisateurs de la rencontre de Monastir, intellectuels tunisiens francophones et francophiles, avaient une idée précise en tête : participer au désenclavement de l'islam en jetant des ponts sur le Méditerranée afin de mettre en évidence la profonde et séculaire interdépendance des deux cultures. Enjeu ambitieux mais prometteur à l'heure où partout domine la tentation du repli identitaire.

L'émergence au Maghreb d'une véritable citoyenneté, pierre de touche de la construction démocratique, passe par une mutation de la notion de « sujet ». « Du sujet de Dieu, soumis à la loi, il faut passer au sujet de droit, soumis à la loi humaine », a souligné Ali Mezghani, professeur de droit à Tunis. Cette mutation douloureuse, opérée en Europe au fil des siècles, ne s'est pas réalisée lors de l'accession à l'indépendance des territoires anciennement sous domination française. Aux anciennes allégeances tribales, détruites par la colonisation, se sont substituées des États-nations, emprunté mais réel au modèle des puissances coloniales.

« A quelle nation appartenons-nous réellement ? A l'État-nation tunisien, à la nation arabe ou à la nation de l'islam ? », s'est interrogé

Yadid Ben Achour, doyen de la faculté des sciences juridiques de Tunis, en guise d'entrée en matière. « Aujourd'hui encore, l'État est loin d'avoir le monopole du sentiment national », cette ambivalence du concept national permet aujourd'hui aux islamistes de contester l'État au nom d'une allégeance extra-étatique supérieure, la religion. Elle se reflète aussi très symboliquement dans l'absence d'une véritable langue du citoyen du Maghreb, a expliqué M. Ben Achour.

Selon lui, la proclamation comme « langue nationale » de l'arabe classique, langue de l'élite savante, politique et religieuse, et le relégation de l'arabe dialectal, langue réelle du peuple, font obstacle à la démocratie. Le professeur de droit se réjouit de l'émergence progressive d'une langue arabe intermédiaire entre le classique et le dialectal, propre à combattre « le despotisme parallèle du divin, du politique et du linguistique » qu'il a dénoncé.

L'État

au-dessus de la religion

Pour mettre en œuvre le principe d'égalité des hommes devant la loi, l'État doit s'élever au-dessus de la religion. Idée impie pour les fondamentalistes, qui brandissent la promesse d'un retour à un passé mythique où régnerait la seule loi divine. Mais les pays musulmans ne sont pas les seuls à être tentés par les vieux démons. Pour Wilhelm Schmid, professeur de philosophie à Riga, la réémergence du nationalisme allemand dissimule, en ce sens qu'elle propose un retour à des sources nationales prétendument pures, comme ramène aux désordres économiques et sociaux engendrés par la réunification. Face au défi islamique, les Maghrébins présents au colloque de Monastir ont appelé à l'État, « vecteur essentiel de modernisation », « il faut casser l'idée d'une consubstantialité entre politique et religion, qui n'existe pas plus dans l'islam que dans le judaïsme ou le christianisme », a proclamé Abdelwahab Meddeb, coorganisateur du colloque.

Ces beaux schémas à la française seraient-ils caducs ? Giorgio Agamben, professeur de philosophie à l'université italienne de Macerata, près de Rome, en a la certitude : la dissolution des États-nations nés en Europe de la première guerre mondiale condamne l'idée même de citoyenneté et marque « la fin des droits de l'homme », ni plus ni

moins. « Si on n'a plus les droits de l'homme, quelle contrepartie offrons-nous aux islamistes ? », a réagi un intervenant maghrébin. Volonté à son secours, le philosophe Étienne Balibar, professeur à Paris-1, a démontré le caractère « non pas statique, mais insurrectionnel » de la Déclaration des droits de l'homme, « phénomène irréversible » par lequel s'inverse le rapport religieux à la loi : « L'homme n'est plus celui auquel une voix intérieure dicte sa loi, mais celui qui fait la loi ».

La crise de l'État-nation, loin de condamner les droits de l'homme, doit nous rappeler que « la liberté ne peut être que le résultat d'une libération », a conclu M. Balibar. Ainsi rassurés, ces intellectuels maghrébins entendent approfondir les moyens de réconcilier leurs pays avec la démocratie. Ils veulent diffuser les connaissances sur les apports anciens de l'islam à la modernité occidentale, y compris en matière des droits de l'homme, afin de nuire l'argument des islamistes selon lequel la démocratie serait un pur produit d'importation néocoloniale.

PHILIPPE BERNARD

(1) Colloque organisé à l'initiative de la revue franco-maghrébine Interreg, animée par le psychanalyste Fethi Saadani et l'écrivain Abdelwahab Meddeb. Tél. (1) 45-63-06-89.

DÉFENSE

Nomination au cabinet de François Léotard. — Par arrêté du Journal officiel du mardi 13 avril, ont été nommés au cabinet de François Léotard, ministre d'État, ministre de la défense : directeur adjoint du cabinet civil et militaire, Philippe Tenneson, contrôleur général des armées ; conseiller auprès du ministre, chargé des affaires industrielles, de l'armement et de la recherche, Michel Scheller, ingénieur général de l'armement ; chef du cabinet civil, Patrice Molle, sous-préfet ; conseiller chargé des affaires économiques et budgétaires, Jean-François Hébert, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; conseiller diplomatique, Gérard Araud, conseiller des affaires étrangères ; conseiller chargé de la communication et des relations avec la presse, Gérard Lavergne ; chargé de mission, Marie-Christine Blanc-Cambon, directeur de préfecture ; chef adjoint du cabinet, Jérôme Rivière.

Social
Par ici la sortie

SOCIÉTÉ

NUCLÉAIRE

L'enquête d'utilité publique sur Superphénix

Hold-up à la mairie d'Arandon

Lancée le 30 mars, l'enquête d'utilité publique pour un éventuel redémarrage du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère), dont le fonctionnement a été gelé par le gouvernement de M. Bérégovoy le 29 juin, se poursuit dans le calme. Malgré les protestations des écologistes qui évoquaient une « véritable déclaration de guerre » (le Monde du 17 février), le seul incident à ce jour a été le vote du dossier à la mairie d'Arandon (Isère), au début de ce mois. Cette consultation, qui ne semble pas mobiliser les foules, sera close le 30 avril. Le premier ministre devrait se prononcer en fonction de ses résultats. Mais, en cas d'avis favorable, il faudra encore attendre le fin des travaux d'aménagement en cours dans le centrale et le feu vert des autorités de sûreté.

LYON

(de notre bureau régional)

C'est une mallette presque cubique, en carton blanc, d'un poids de sept ou huit kilos, surmontée d'une élégante poignée de plastique. M. le secrétaire de la mairie d'Arandon (Isère) n'a rien pu faire, samedi 3 avril, à 10 h 15, quand un grand type a pris la mallette, puis la poudre d'escampette, à bord d'une Renault 5 de couleur rouge, garée à deux pas de la mairie-école.

M. le secrétaire de mairie ne lui en veut pas trop : « Il m'a peut-être même dit bonjour », dit-elle. En tout cas, il n'eût ni geste ni un mot de trap. Il s'agissait d'un militant écologiste. Son organisation avait

châssé cette bourgade de 401 habitants pour y dévaler symboliquement l'exemplaire numéro sept du dossier d'enquête d'utilité publique concernant le redémarrage du surgénérateur Superphénix, situé à quelques kilomètres de là.

Prémunies, demandant d'autorisation, carte au 1/25 000, carte au 1/10 000, plan détaillé de l'installation au 1/2 000, étude de danger, présentation des installations classées, étude d'impact, rappel des textes en vigueur : toutes ces pièces ont fait leur réapparition à la Conférence intercommunale des Vents, réunie le jour même à Grenoble (le Monde du 7 avril). Grâce aux écologistes, ce dossier devrait être relâché peu à peu, sous forme de bonnes feuilles, afin d'alimenter l'irrépressible débat sur la filière électronucléaire.

« Gâchis économique »

La mairie d'Arandon dispose maintenant de l'exemplaire numéro 28 du dossier d'enquête d'utilité publique, dans un conditionnement tout aussi blanc et cubique. La différence, c'est que des gendarmes de l'escadron mobile de Belley (Ain) sont là, désormais, durant les horaires d'ouverture, afin de s'opposer à tout nouveau hold-up documentaire. Mais ils n'auront pas de mal à canaliser le public vers la dizaine de mairies de l'Ain et de l'Isère, dans lesquelles la population est prise, un mois durant, depuis le 30 mars, de donner son avis. On ne se bouscule pas. Comme si l'on n'avait plus grand-chose à apprendre, ici, sur une centrale dont la stature de géant est devenue familière depuis 1985.

A la quatrième « permanence » de l'enquête d'utilité publique, on ne dénombreait encore, sur le

registre ad hoc d'Arandon, que trois avis. Le premier est signé de Jean-Luc Thierry, chargé des questions nucléaires de l'organisation écologiste Greenpeace France. Thème : « Étrange enquête publique, à quelques kilomètres de la centrale, alors que son budget de 50 milliards de francs en fait un des plus grands projets industriels du pays. Étrange réacteur, qui n'a fonctionné que l'équivalent de six mois, depuis 1986, et qu'on veut conserver pour faire l'inverse de ce pour quoi il a été conçu : brûler du plutonium au lieu d'en produire ».

Second avis et antithèse, de la main de deux agents de la centrale : « Prévoir l'avenir, ce n'est pas simple. Ne pas faire fonctionner un tel outil serait un gâchis économique (...). Que voulons-nous ? Eux, contrairement, dans l'avenir, d'acheter de la technologie japonaise ? Synthèse imminente, sous la plume de Jean Pronost, expert près la cour d'appel de Paris et président de la commission d'enquête.

Quant à M. le secrétaire de mairie, elle se remue derrière son obligation de réserve. Au dehors, un employé municipal moustachu s'avoue troublé par l'avis des « écoles », mais il n'a pas peur d'entendre l'intention de prendre la plume. A la sortie de la maternité, une mère de famille exprime ses doutes : « On n'en sait rien, nous, de la centrale. Mais si c'est vraiment dangereux, c'est qu'il n'y a pas de danger. Au mur d'une maison, sur la grand-rue, un consommateur épanoui a posé pour une effigie publicitaire en faveur d'EDF : « Char, mon chauffage ? Non, électrique ».

GÉRARD BUÉTAS

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

Plusieurs tonnes de trichloréthane découvertes dans un bâtiment désaffecté

Plusieurs tonnes de trichloréthane, un produit hautement toxique, ont été découvertes dans un bâtiment désaffecté de Creutzwald (Moselle). Vingt-deux fûts contenant chacun 280 litres de solvant, signalés par un appel anonyme, étaient disposés sur le site d'un ancien puits de mine, devant et à l'intérieur des locaux de Robotech, une société en liquidation judiciaire. Certains des fûts étaient ouverts et leur contenu répandu sur le sol, dans un lieu ouvert à tous et fréquenté par les promeneurs. Le trichloréthane, particulièrement nocif en cas d'inhalation, peut également provoquer de graves brûlures par contact. L'ensemble des produits toxiques a été placé sous surveillance. Des enquêtes ont été ouvertes par la police et par la direction régionale de l'industrie et de la recherche.

ESPACE

La navette Discovery a réussi sa mission

La navette américaine Discovery a atterri à Cap-Canaveral (Floride), samedi 17 avril à 13 h 37 (heures de Paris), au terme d'une mission scientifique de neuf jours. Si les résultats définitifs de l'expérience Atlas-2, conduite durant ce vol et destinée à étudier la couche d'ozone et les phénomènes physico-chimiques de l'atmosphère (le Monde du vendredi 9 avril), ne seront publiés que dans un an, les cinq membres de l'équipe affirment déjà que cette mission a été un succès. « Nous pensons avoir obtenu toutes les données que cherchait la communauté scientifique », a précisé Berwater Shaw, directeur-adjoint des vols à la NASA.

Discovery a également rapporté dans sa soute une petite plate-forme scientifique, Spatram-201. Lâché sur orbite pendant quarante heures, ce satellite automatique destiné à l'étude de la couronne solaire avait été récupéré, mardi 13 avril, à l'aide du bras télémanipulateur de la navette. — (AFP, UPI)

RELIGIONS

Mgr Ricard nommé évêque auxiliaire de Grenoble

Le pape a nommé, samedi 17 avril, Mgr Jean-Pierre Ricard comme évêque auxiliaire de Mgr Louis Dufaux, évêque de Grenoble. Dné le 25 septembre 1944 à Marseille, Jean-Pierre Ricard est entré au grand séminaire de la ville en 1962, puis en séminaire des Carmes et à l'Institut catholique de Paris (1965-1970). Ordonné prêtre en 1968, il a été successivement vicaire à Marseille (1970-1978), chargé de l'enseignement religieux, de la formation des prêtres et des laïcs, délégué épiscopal auprès des séminaristes, curé de la paroisse Sainte-Marguerite (1981-1988). En 1988, il a été nommé vicaire général du diocèse de Marseille par le cardinal Robert Coffy, archevêque, et secrétaire général du synode de ce diocèse (1988-1991).

M. Marz d'Haïm Hajkine, grand rabbin d'Aix-les-Bains. — Le grand rabbin d'Aix-les-Bains (Savoie), Haïm Hajkine, est mort jeudi 15 avril à Paris. Né en 1907 en Lituanie, il avait fondé, il y a une quarantaine d'années, la Yechiva de Tresserve, la plus ancienne et la plus prestigieuse école talmudique de France, qui compte quelque cent cinquante élèves. A ce titre, il avait été le professeur de Joseph Sitruk, qui l'avait succédé en 1988 à la tête de la communauté juive d'Aix-les-Bains. La dépouille d'Haïm Hajkine a été honorée successivement à Paris, Sarcelles et Aix-les-Bains, avant d'être transportée, lundi 19, en Israël.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

COMMUNICATION

An trentième MIP-TV de Cannes

TF1 critique le service public M6 fait des « suggestions »

Le trentième MIP-TV (Marché international des programmes de télévision), qui a lieu à Cannes du 16 au 20 avril, a donné l'occasion aux chaînes privées — TF1 et M6 — de faire entendre leur voix, après les déclarations de nouveau ministre de la communication, Alain Carignon s'interrogeant sur les quotas de diffusion imposés aux chaînes (le Monde daté 18-19 avril).

Patrick Le Lay et Etienne Mongeot, PDG et vice-président de TF1, ont ouvert le feu les premiers, le samedi 17 avril, en critiquant de nouveau la réglementation audiovisuelle actuelle, qui permet « aux chaînes commerciales d'Etat » de « fausser les règles de la concurrence », et en demandant que soit mis fin à la présidence com-

mune de France 2 et de France 3. Ils menent également en demeure le gouvernement de demander à Canal Plus de choisir entre le cryptage et les émissions en clair. Cette prestation des dirigeants de TF1 a d'ailleurs donné naissance à une polémique entre ceux-ci et l'Événement du jeudi, qui n'y avait pas été invité. M. Le Lay a justifié ce refus en indiquant que les articles de l'hebdomadaire étaient trop critiques à l'égard de TF1 et qu'il avait donc invité des « journalistes amis ».

Jean Drucker, PDG de M6, a présenté lors d'une conférence de presse les doléances de sa chaîne. Ces « suggestions », « qui ne coûtent rien mais rapportent », selon l'expression du vice-président de la chaîne, Nicolas de Tavernost,

concernent « le rétablissement de la seconde coupure publicitaire dans les heures de fiction », la levée de l'interdiction des coproductions en anglais et « l'abolition des quotas de diffusion » français, mais non celle des quotas européens.

Il s'agit d'un devoir d'être et non d'autisme », a indiqué M. de Tavernost, traduisant ainsi la volonté des chaînes privées de voir le gouvernement actuel prendre en compte rapidement ces « suggestions ». Mais ces escarmouches d'out pas pour autant étouffé le succès populaire sur la Croisette de séries télévisuelles comme « Hélène et les garçons », le feuilleton Rêche de TF1.

Y.-M. L.

Effervescence pour « Hélène et les garçons »

CANNES

de notre envoyé spécial

Ils étaient quatre cents, dès 11 heures du matin, à l'entrée du Palais des festivals, à Cannes. A 15 heures, leur nombre atteignait bien mille cinq cents. Visages tendus, quelques dizaines de policiers bloquaient les entrées du bâtiment. Une émeute allait-elle avoir lieu ? Non. Samedi 17 avril, les adolescents cannois guettaient seulement les jeunes vedettes de « Hélène et les garçons », le feuilleton quotidien de TF1 autour duquel s'agglomèrent les jeunes de huit à vingt ans. « Ils sont tellement beaux », s'émerveille Sophie, quatorze ans. Gloussements

ravis des copines qui approuvent. « Surtout Sébastien, c'est le mieux », jette Cathie, quatorze ans, elle aussi. « Nicolas, lui, ferait mieux de se faire couper les cheveux », affirme Caroline, treize ans et demi.

Qu'est-ce donc de particulier ce feuilleton ? C'est vachement mignon que « la Miel et les abeilles » qui passait avant, assure Sophie. Quelle différence entre les deux feuilletons ? « Là, il y a plusieurs nanas et plusieurs garçons, c'est beaucoup mieux », explique Anita, treize ans. De quoi parlait le dernier épisode ? Des manœuvres de Bob qui voulait sortir avec Laly et de Johannes « cette folle » qui tente de « mettre ensemble » Sébastien

et Laly. Les aventures amoureuses de « Hélène et les garçons » passionnent les lycées et même au-delà. « Ils sont à la fac, on ne les voit jamais travailler et ils n'ont pas de problèmes d'argent », critique timidement Tina.

Approbation générale, là encore. Est-ce mal que les feuilletons n'aient aucun rapport avec la réalité ? Non. « On aime justement parce que ce n'est pas réaliste ». La part du rêve en quelques mots.

Charlton Heaton, qui venait présenter à Cannes une série télévisée sur la Bible, est arrivé et reparti dans l'indifférence générale de la population.

YVES MAMOU

La neuvième édition de Scoop en stock à Poitiers

Le marathon de la presse des jeunes

L'association J-Press et la ville de Poitiers ont organisé les 16 et 17 avril le festival Scoop en stock. Cette année, ce rendez-vous annuel des jeunes créateurs de journaux était moins fréquenté mais toujours bouillonnant de créativité.

POITIERS

de notre envoyé spécial

C'est dix publications ont été déposées en guise d'ex-voto devant la Déesse presse, érigée pour le festival Scoop en stock. Les 1200 auteurs, âgés de onze à vingt-cinq ans, s'étaient rendus à pied, en stop, en train ou en voiture jusqu'à Poitiers pour cette cinquième édition de Scoop en stock. Mais l'an dernier, ils étaient 2000, représentant 200 journaux. Chaque année, le festival avait vu augmenter le nombre de participants. Et pour la neuvième édition les organisateurs de la manifestation, l'association J-Press et la ville de Poitiers, avaient décidé d'installer leur joyeux capharnaüm dans le parc des expositions de la ville, délaissant le lycée du Bois d'Amour, jugé trop exigu. Certes, la tenue du festival au beau milieu des vastes salles (dans deux zones sur trois), explique cette baisse de fréquentation. Mais les raisons sont plus politiques. Auparavant, le festival combinait un vote, en permettant à ces journaux, créés avec du dynamisme des uns et aux rébellions des autres, de se rencontrer. Aujourd'hui, la presse des jeunes, notamment dans les lycées, est institutionnalisée. Sa reconnaissance a été obtenue sous la pression du mouvement lycéen d'octobre 1990.

Le 18 février 1991, un décret relatif aux droits et obligations des élèves dans les établissements

publics d'enseignement du second degré reconnaît le droit d'expression par le biais des « fanzines » et autres publications, dont la diffusion est libre. Désormais, les journaux des lycéens ne sont plus soumis qu'à un contrôle a posteriori, au lieu d'être soumis à l'imprimatur du chef d'établissement. Ce dernier se peut les suspendre ou les interdire que si « certains articles présentent une caractéristique injurieuse ou diffamatoire ou portent atteinte grave au droit d'autrui ou à l'ordre public ».

« Les cas de censure sont exceptionnels », précise Pascal Flanery, de l'association J-Press. Mais l'effluve des journaux lycéens est toujours de conquérir un territoire, un espace d'autonomie et de libre parole. Il s'agit toujours de « faire entendre leur voix », pour l'équipe de Presly de Saint-Etienne, et de « faire bouger les choses de l'intérieur », pour la rédaction de Zay-Nih (Orléans).

Les « hors scolaires » créent la nouveauté

Une fois encore, les productions des 16-20 ans sont les plus nombreuses dans ce festival de très visuel 6-Motte-Giron (Dijon) au plutôt potache Lycéens enchaînés du Perthus (Vaucluse). On vient ici pour concourir, mais aussi pour échanger un Petit Nihiliste contre une Barre, un Léopard pour une Lobotomie. Les habitués ont débarrasé avec du café et des sacs de couchage. Mais la majorité va découvrir sur place quels sont les produits de première nécessité. Un journal de jeunes sur deux ne vit pas plus d'une année, le renouvellement des titres et des équipes est très important d'un festival à l'autre.

La nouveauté est surtout appa-

raue du côté des journaux hors scolaires. Ainsi Zig-Zag, né à la Mission locale de la ville de Saint-Fons (Rhône), est rédigé par des étudiants et des jeunes « qui n'ont pas eu les mêmes facilités scolaires ». « Tout le monde peut y écrire » et les objectifs sont ambitieux : « Renouer la démocratie locale et donner aux jeunes des outils de citoyenneté ». Zay-Zag et son voisin Daxiboo de Villeurbanne (Rhône) n'ont pas succombé à la mode du format A4 imposée par la PAO (publication assistée par ordinateur). Plus ouverte sur l'actualité, ils proposent des rubriques « services » et des dossiers. Malgré leur particularité, ils garderont la volonté de concourir avec tous les autres.

Tous les participants se sont lancés dans un redoutable marathon : réaliser un journal en 24 heures. L'un après l'autre, les sujets imposés tombent, les photocopies défilent, les traits se tirent. Mais ni les débauches de concert de rock, ni la fantasia ou l'arsénale d'ont fait défaut. Il y a même, dans ce parc des expositions transformé en une gigantesque salle de rédaction baroïque, un journal sur ce Scoop en stock 93 : l'Oreille (Grenoble), celle qui « entend tout ce que vous ne voyez pas », publiait un numéro toutes les deux heures, qui traitait de l'échec d'une monnaie sur un poteau électrique comme des canards (vivants) taxés par la fanfare.

MICHÈLE AULAGNON

Le palmarès

Valenzuela du marathon : Catégorie 11-15 ans : Remue-Ménages. Catégorie 16-20 ans : 6-Motte-Giron et le Caféur. Catégorie 21-25 ans : L'aposte-sèche et l'In-média. Prix « Scoop des scoops » : Zig-Zag.

OISE
L'ALLEMANN EN
ALLEMAGNE
pour adultes,
étudiants et jeunes
La qualité et l'efficacité
pour maîtriser l'allemand.
Informations et conseils :
21, rue Théophraste Bernhardt
75016 Paris - tel (1) 45 23 15 02

Le Monde de l'éducation
Avril 1993
EXCLUSIF
LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

مكتبة الأصل

SPORTS

TENNIS : l'Open de Nice

La promenade de Marc Goellner

Marc Goellner a remporté, dimanche 18 avril, l'Open de Nice. L'Allemand a battu l'Américain Ivan Lendl, tête de série numéro 5 (1-6, 6-4, 6-2). C'est le premier tournoi enlevé par ce joueur de vingt-deux ans, 95^e mondial. La victoire est d'autant plus surprenante qu'il avait dû passer par les qualifications pour entrer dans le tableau final.

NICE

de notre envoyée spéciale

« Surtout, restez comme vous êtes », vient d'ajouter un journaliste à Marc Goellner, venu en conférence de presse donner ses impressions sur sa victoire. La joie volatile de l'Allemand tranche, en effet, avec la tristesse venue de son adversaire. Michaël Serré, Ivan Lendl, défait, n'est pas à prendre avec des pincettes. Il rembarde tout être humain qui a la mauvaise idée de se trouver sur son passage et répond aux entretiens du bout des lèvres, quand il répond. Marc Goellner, lui, est même prêt à parler dans un français malhabile pour faire plaisir. Dès qu'il entrevoit l'ombre de l'objectif d'un appareil photo, il prend une pose avantageuse et, menton redressé, décoche un sourire cajoleur.

Première finale et première victoire dans un tournoi, l'Allemand découvre le vedettariat, et il aime cela. Ex-numéro un mondial, Lendl vient de disputer sa 143^e finale, et l'exercice de communication obligatoire pour une tête de série à la fin d'une rencontre est devenu une contrainte, surtout lorsqu'on a perdu, terminant la rencontre à plat et, râleur, se mettant le public à dos.

Marc Goellner a beaucoup de choses à raconter. Contrairement à son adversaire, ex-numéro un mondial, âgé de trente-trois ans et

que l'on ne présente plus, ce jeune homme de 1,95 mètre aux yeux souriants est quasiment inconnu. Sa vie pourrait être écrite sur les pages d'un passeport. Fils de diplomate, il a toujours vécu entre deux valises. Né à Rio-de-Janeiro, il a empoigné sa première raquette en Australie - « parce que je n'ai pas pu aller à la plage », se souvient-il - et a perfectionné son style en Israël. Arrivé dans le circuit il y a trois ans, il évoluait, jusqu'ici, parmi les cent meilleurs mondiaux grâce à des résultats honnêtes sur la terre battue dont il apprécie la lenteur pour ajuster des compensations. Une petite vie bien tranquille : quelques blessures, le lot des sportifs de haut niveau, et puis l'éclat : la sélection dans l'équipe nationale lors du premier tour face à la Russie, en mars. « Je n'ai pas joué, rappelle-t-il. Mais cette responsabilité que l'on vous flaque sur les épaules m'a donné la confiance qui me manquait. »

Un réel exploit

Marc Goellner fait actuellement son service militaire à Cologne, l'équivalent du bataillon de Joinville pour les sportifs français. Entre deux tournois, il retourne à la caserne apprendre le maniement des armes et crappahuter dans la forêt. Cela lui a peut-être donné les forces nécessaires pour mener à terme le parcours du combattant qu'il s'était infligé. Quatre-vingt-quinzième joueur mondial, il a en effet commencé sa promenade nicoise par les qualifications - quatre places sont accordées à des joueurs moins bien classés au terme d'un tournoi qui rassemblaient trente-deux candidats - pour disputer le titre. Il a finalement disposé de Stefan Edberg en demi-finale et, mené d'une manche en finale, il a patiemment attendu qu'Ivan Lendl ploie, victime de son service puissant et de son coup droit percutant.

La promenade de Marc Goellner est un réel exploit. Il est vingt et un joueurs, dans l'histoire du tennis, à avoir enlevé un tournoi après avoir subi l'épreuve des qualifications. Mais la saison de terre battue ne fait que commencer, et les spécialistes de la surface en sont encore à affûter leur raquette. En 1992, l'Argentin Gabriel Markus avait, lui aussi, profité du tour de chauffe de ses amis sur la Côte d'Azur pour s'imposer à Nice.

Le lauréat ne participera pas au tournoi de simple de Monte-Carlo, qui commençait lundi : il est resté trop longtemps à Nice pour disputer les qualifications. Goellner est, bien sûr, le premier surpris de sa victoire. Pensant être libéré de

ses obligations beaucoup plus rapidement, il avait profité de son voyage en France pour assister à l'université de l'Association des joueurs professionnels (ATP) dont le siège se trouve à Monaco.

En quelques heures, les nouvelles recrues de l'ATP y apprennent, notamment, à s'exprimer devant la presse. Mercredi, Marc Goellner est passé en coup de vent pour prendre une leçon accélérée. Il n'aura attendu que quelques jours pour mettre à profit son enseignement, qu'il semble avoir parfaitement maîtrisé.

BÉNÉDICTE MATHIEU

MOTOCYCLISME : les 24 Heures du Mans

Endurance et sobriété

La nuit du samedi 17 au dimanche 18 avril a été très calme dans les rues du Mans (Sarthe) et aux abords du circuit Bugatti, où se déroulait la seizième édition des 24 Heures du Mans moto. Au terme des deux jours, la préfecture de la Sarthe a recensé vingt-six blessés au cours d'incidents mineurs.

L'an dernier, neuf motards avaient trouvé la mort en marge de la compétition, et cinquante autres avaient été blessés. Pour éviter une répétition de ce week-end tragique, les 1500 gendarmes et policiers mobilisés avaient placé les abords du circuit sous haute surveillance, en pratiquant plus de 25 000 contrôles de vitesse ou d'alcoolémie. Une série de mesures avaient été

prises par les autorités et les organisateurs pour mettre un frein à la consommation d'alcool, désignée comme une des principales causes des accidents de l'an dernier. Une vaste campagne de sensibilisation avait été lancée dans la Sarthe, avec distribution de tracts et affichage d'autocollants.

Les responsables de l'Automobile Club de l'Ouest (ACO) avaient en outre mis en place un programme très fourni de festivités, dont un concert de rock, pour tenter de confiner le public sur le circuit dans la nuit du samedi au dimanche. Le succès de ces précautions aura assuré la survie de l'épreuve, remise en cause par l'accident de l'an dernier.

Les résultats

BASKET-BALL

Championnat de France (Demi-finales)

Le Limoges CSP a remporté, dimanche 18 avril, son tournoi, la première manche de la demi-finale du championnat de France qui l'oppose à Gravelines (81-60). Samedi, Pau-Orthez était allé battre Antibes (90-76). Les deuxièmes rencontres de ces demi-finales, qui se disputent au meilleur des cinq manches, auront lieu mardi 20 avril.

CYCLISME

Ligue-Bretagne-Liège

Rolf Sörensen s'est imposé, dimanche 18 avril, dans le classique Liège-Bretagne-Liège. Le Danois a dominé au sprint son compatriote d'échappée, le Suisse Tony Rominger. L'Italien Mauro Fondriest a pris la troisième place.

FOOTBALL

Championnat de France (Deuxième division) (Dernière journée)

GROUPE A
*Als. b. Rodéz 2-0

*Lorraine-Clermont b. Mulhouse 2-0
*Cannes b. Perpignan 4-1
*Istres b. "Nice" 1-0
*Valence b. Créteil 2-0
*Sedan et Nancy 0-0
*Charleville b. Epinal 2-1
*Metz b. Ajaccio 3-1
*Bastia b. Annecy 2-0
Classement : 1. Martigues, 40 pts ; 2. Cannes, 38 ; 3. Nancy et Valence, 35 ; 4. Sedan, 34 ; 5. Bastia, 33.

GROUPE B

*Angers b. Tours 3-1
*La Roche-sur-Yon et Beaune 0-0
*Red Star b. "Angers" 0-0
*Amiens et Dunkerque 1-1
*Rouen et Guingamp 0-0
*Nîmes b. Caennais 2-0
*Bordeaux b. Laval 1-0
*Lorient b. Le Mans 2-1
*Châteauroux b. Rennes 2-1
Classement : 1. Rouen et Angers, 41 pts ; 2. Rennes, 40 ; 3. Red Star, 36 ; 4. Beaune et Dunkerque, 35.

GOLF

Masters de Rome
Jean Van de Velde a remporté, dimanche 18 avril, le Masters de golf de Rome en s'imposant au troisième trou du play-off face au

Nick Zilberstein Greg Turner. Rendant une carte finale de 281 (sept sous le par), le Lannois, âgé de vingt-sept ans, fête le premier grand succès de sa carrière. Il est le premier Français victorieux d'une épreuve du circuit européen depuis Jean Garbino, vainqueur de l'Open de France en 1989.

GYMNASTIQUE

Championnats du monde à Birmingham

Vitaly Chitchebo et Shannon Miller ont survolé les championnats du monde de gymnastique qui se sont disputés à Birmingham du 14 au 18 avril. Le Belonaise et l'Américain ont chacun décroché trois médailles d'or. Couronné au concours général, mercredi, le simple champion olympique de Barcelone a ensuite remporté l'épreuve individuelle des barres parallèles et du saut de cheval. Le Russe Sergueï Chirnov s'est imposé à la barre fixe. L'Ukrainien Grigori Misoutine a remporté la médaille d'or au sol. Aux anneaux, le titre est revenu à l'italien Ivano Chiodi et le concours au cheval d'arçon a couronné le Nord-Coréen Park Gisu.

Championne du monde du concours individuel, Shannon Miller a gagné deux médailles d'or aux finales par appareil, aux barres asymétriques et au sol. La Belonaise Elena Pionouk s'est imposée au saut de cheval et la

roumaine Lavinia Milosovic s'est adjugé le titre à la poutre.

MOTOCYCLISME

24 Heures du Mans

L'équipe franco-écossaise Morillas-Volvo-Motors, sur Kawasaki, a remporté, dimanche 18 avril, les 24 Heures du Mans moto devant les deux Honda privées de la formation franco-écossaise De Pauw-Lemigne-Duhamel et des Français Soudan-Amalric-Ferré. Tenant du titre, Kawasaki conserve une invincibilité en course de 24 Heures qui dure depuis dix-huit mois.

RUGBY A 7

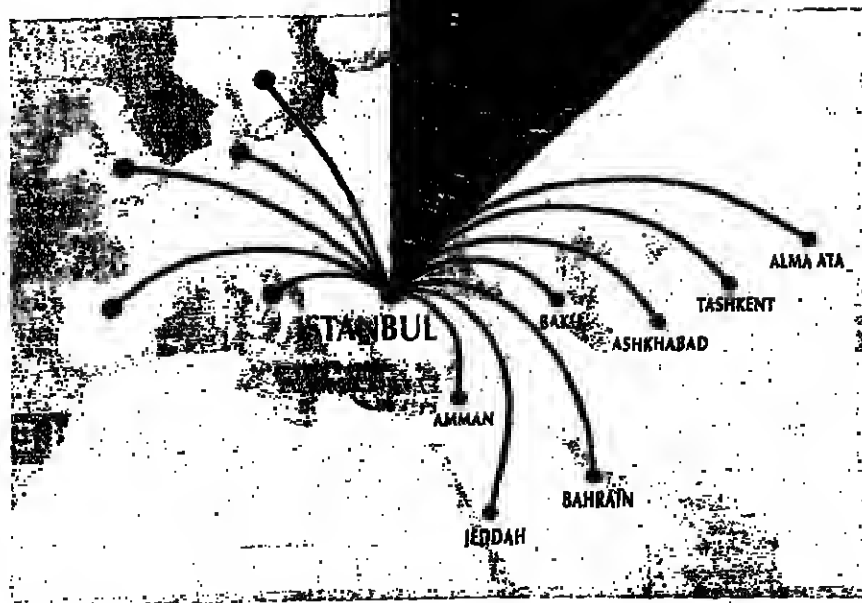
Coupe du monde à Eimbourg
L'Angleterre a remporté la première Coupe du monde de rugby à 7 en battant l'Australie (21-17), dimanche 18 avril, au stade de Murrayfield.

VOLLEY-BALL

Championnats de France
La PSG-Asnières est devenue championne de France, samedi 17 avril, à Paris, en battant l'AS-Cannes en trois manches (15-8, 15-11, 16-2).

ISTANBUL

Prenez le départ.
Avec Turkish Airlines.



Istanbul a été pendant des siècles le centre du monde civilisé. Et de nos jours il est aisé de comprendre pourquoi. Bien que beaucoup de choses aient évolué, Istanbul reste un centre majeur de civilisation, et de position très stratégique pour les voyages à destination du Moyen-Orient ou de l'Asie.

Surtout sur Turkish Airlines. Aucune compagnie aérienne, n'est plus accueillante, plus ponctuelle ou plus confortable, et n'offre les sièges de classe affaires les plus spacieux du marché.

Si vous y ajoutez notre hospitalité traditionnelle et chaleureuse, vous pourriez vous surprendre à penser que nous sommes encore le centre du monde civilisé.



TURKISH AIRLINES
LES NOUVEAUX HORIZONS DU CONFORT

oncle de l'éducation

EXCLUSIF
ARES DES IUT ET DES

فَكَذَّبَ مِنْ الْأَصْلِ

CULTURE

ARTS

Picasso, philosophe de la corrida

Dans l'arène, le peintre ne cherchait pas le pittoresque mais le symbole

PICASSO :
TOROS Y TOREROS
au Musée Picasso

Quelques faits simples pour commencer. Un : Pablo Picasso, de naissance espagnole, fut initié à la tauromachie par son père. Deux : il resta fidèle à ce goût jusqu'à la fin de sa vie et ne détestait pas présider des corridos à Nîmes et à Arles, assis entre Jacqueline, hiératique, et Jean Cocteau, nerveux. Trois : il collectionna des photographies de toreros et de passes, quelques programmes et une série de cartes postales pornographiques, parodies obscures de la mise à mort. Quatre : naturellement, il exécuta des gravures et peintures sur ce motif, en particulier durant l'entre-deux-guerres. Cinq : la mode tauromachique à prétention héroïque qui a affecté les lettres françaises au vingtième siècle et frappé aussi bien Mountrier que Leiris ne s'est pas privée de se réclamer de lui.

Six : pas plus qu'à d'autres, Picasso ne s'est laissé prendre à

cette rhétorique. Le face-à-face terrible de l'homme et de la bête, la danse noble devant les cornes, la beauté du coup d'épée bien placé ne le captivent pas. Dans l'arène, il voit tout autre chose : la mort du cheval étripé par le taureau, la mort du torero éventré, la mort du taureau transpercé. Rien de très séduisant, rien de très joyeux. A Malraux, il dit froidement : « Nous, les Espagnols, c'est la masse le malin, la corrida l'après-midi, le bordel le soir. Dans quoi ça se mélange ? Dans la tristesse. » Voilà : la corrida est l'une des figures du denil et la peinture d'une corrida ne peut être qu'une sorte de vanité mouvementée et navrante. Mais, qui ne savait pas moins regarder au-delà des illusions et du spectacle, a peint le Torero mort, allongé de tout son long sur le sable jaune gris. Picasso peint et re-peint le même dénuement.

Entre gymnastique et cérémonie païenne

L'art des passes adroitement enchaînées, l'élégance du torero cambré, l'habit de lumière, ses guindantes et ses dentelles, il n'en a cure. Les acrobaties de l'athlète bondissant, les poses guerrières du picador sur son cheval caparoté, l'enthousiasme des spectateurs émus par tant de virilité, tout ce dont Goya fait le sujet de ses eaux-fortes, Picasso le passe sous silence. C'est *aficionado* paradoxal et glacé se délectant abominablement de la tauromachie considérée comme un des beaux-arts, à mi-chemin entre gymnastique et cérémonie païenne. Il se peut même qu'il la déteste. Il attend l'exécution, c'est tout. Le torero Dominguito a en à ce propos une observation très aigüe. Dans sa préface à *Toros y Toreros*, recueil

de dessins publié en 1961, il écrit : « Pablo s'intéresse à tout ce que je fais. Il est impatient de mes succès possibles. Mais il serait heureux le jour où il apprendrait ma retraite... ou ma mort dans l'arène... Pablo pleurerait : « Il a accompli son destin. » C'est juste : la mort est promise et la corrida n'est que son cérémonial plus ou moins heureusement mis en scène.

Picasso l'a compris très vite. Dès ses premiers croquis - il n'a pas quinze ans - il ne représente qu'un moment de la corrida, le pire, le moins lyrique, l'enlèvement du taureau mis à mort. Des mules tirant la bête conchée sur le flanc et un cheval aux entrailles pendantes, tel est le sujet. Les couleurs vives, le soleil, rien n'y fait : deux cadavres, un noir et un gris, gisent en premier plan. Le tableau a pour titre les *Victimes*. Il date de 1901.

L'exposition - bien conçue, bien scénarisée, simple, convaincante - s'ouvre sur lui, qui condense la poésie du peintre. A quelques métaphores et métamorphoses près, Picasso n'a plus rien changé ensuite à sa vision jusqu'à la fin, jusqu'aux variations des années 30. Qu'il dessine dans le style le plus propre ou dans un faux décor tourbillonnant, qu'il épure le croquis ou qu'il incorpore des allégories, qu'il aille au plus simple ou cultive l'ellipse, qu'il soit cubiste, post-cubiste, néocubiste, ingénu, néo-classique, proto-surréaliste, crypto-expressionniste ou tout à la fois, la corrida se réduit à une scène unique : sur le dos du cheval que le taureau corne, un picador ou un torero tombe à la renverse, évanoui. Il a lâché son épée. C'est un homme condamné.

On n'est femme : quelquefois, pour préciser le symbole, pour éviter l'équivoque, le torero est du sexe féminin, habit largement ouvert sur deux seins sphériques,

doux profil égaré entre les cornes, les banderilles et les dents du cheval qui hennit de douleur. Pen upris, suite logique, le taureau devient minotaure, la mise à mort devient viol, la force animale triomphe. *Guernica* se prépare.

Les *Demoiselles d'Avignon* eurent d'abord pour titre le *Bordel philosophique*. Dans les premières études, un étudiant en médecine entrant dans la maison close, un orléanais à la main. Les entrées de Picasso ne sont pas moins philosophiques. Dans l'espace clos de l'arène, le cheval, le torero et le taureau sont voués à l'immolation. La tête du taureau se change en bucrane et le cheval en son squelette, mâchoires déarticulées, pattes brisées, côtes saillantes sous le pelage. Le torero, comme il se doit, se résout en une ombre mince, à laquelle la cape fait une aile funèbre d'oiseau de nuit ou de chauve-souris. Victimes sans espoir d'échapper à la boucherie, ils finissent par se confondre, entrecroisés de lignes et de membres percés de traits. Les visages et le sang se répandent. Picasso peint en noir, brun, gris, blanc sale et vermillon la cérémonie funèbre inlassablement répétée, comme la messe et comme l'amour. « Dans quel ça se mélange ? Dans la tristesse. »

PHILIPPE DAGEN

► Picasso : *Toros y Toreros*, Musée Picasso, 5, rue de Thorigny, 75003 Paris. Tél. : 42-71-25-21. Jusqu'au 28 juin. ► A l'occasion de l'exposition, les éditions *Carte de l'art* rééditent *Toros y Toreros*, album de dessins de Picasso reproduits en photolithographie, avec une préface de Luis Miguel Domínguez et une étude de Georges Boudaille (176 pages, 130 planches, 900 F).

THÉÂTRE

Rire noir à Rennes

Rencontre de la jeune scène au festival « Emergences » qui s'est tenu du 15 au 17 avril

RENNES

de notre envoyée spéciale

La troisième édition d'Emergences se veut plus éclectique que les précédentes. On trouverait, il est vrai, difficilement un rapport entre ce qu'ont présenté les marionnettistes tchèques Petr Forman et Karel Stejskal (la *Forêt des Zuckers*), Patrick Bigel avec sa compagnie La Rumeur (*Dramen de l'ombre à minuit*) (1) de Georg Kaiser, Marie Vaysière (*Le Fleuve*), Marc François (*Esclaves de l'Amour*). Il n'y a rien de commun entre eux si ce n'est le refus du texte classique ou considéré comme tel. Emergences 93 est centrée sur l'écriture, avec également des récits inédits, les *TDM3* de Georges Gabilly ou joints (*La Petite Dame*, avec Catherine Mouchette, d'après une interview).

Il n'y a pas de texte dans *Opéra baroque*, mais de la musique, un musicien et un éclairagiste qui exercent à vue des gags, au humour absurde, des marionnettes à fil. Il y a aussi trois garçons - en blouse à larges rayures bleue et blanc et foulard scout - dont deux jumaux. L'un s'adresse en tchèque au public, l'autre traduit approximativement. D'entrée, ils installent une ambiance de gentillesse comique.

Le caletel, finement décoré, reproduit une scène à l'italienne. Les pupes ont des figures de guignol, des mouvements de danseurs. On voit les grandes mains humaines manipuler les personnages, les faire vivre : un magon, un patron, sa femme, un professeur de piano, de grands oiseaux blancs et trois tout petits bonshommes qui s'arrêtent pas d'intervenir, de faire des blagues, de courir, de sautiller, copies enflammées des trois

marionnettistes, avec les mêmes blouses bleu et blanc, le même foulard scout, le même sourire naïf. Par instants, les trois modèles mettent des masques qui les font ressembler aux marionnettes, y compris celles-ci, à leur image... C'est ce que l'on appelle le charme technique : parfaitement efficace.

La *Forêt des Zuckers* commémore ailleurs. Il s'agit d'un travail d'atelier, dirigé par trois professionnels, avec de jeunes amateurs, dans le cadre d'un stage de « revitalisation en milieu urbain ». Il s'agit donc d'aider des adolescents en difficulté. Quand Armand Gatti procède aux Fleurs-Morogis dans les quartiers durs de Marseille ou d'Avignon, il force les gens à transmettre ce qu'ils sont et en fait du théâtre, sans pour autant en imposer les codes. Et l'on reçoit quelque chose de singulier, unique, d'une force bouleversante. Ici, les « acteurs » sont trop « mis en scène » pour dire quelque chose d'eux-mêmes, bien que la pièce ait été écrite par Elisabeth Joannès, avec eux, au cours des répétitions.

Vêtements noirs visages crayons

C'est donc la Compagnie de la Rumeur qui a pris en charge la création d'Emergences, *Dramen de l'ombre à minuit*, de Georg Kaiser, comme elle l'a fait déjà il y a deux ans, avec *Tragédie céleste*, adaptation du *Concile d'Amour* de Paul Claudel. Patrick Bigel se sent en connivence avec la littérature allemande du passage aux temps modernes. Il en traduit la liberté, les distorsions envahissantes dans une esthétique froide, tranchante, qui lui redonne sa force de rage et de déraison.

La pièce de Kaiser paraphrase et parodie les mélodrames sociaux de l'époque, en suivant le parcours d'un employé de banque. Il tombe brusquement flu amoureux d'une belle joueuse décaillée, mais, pour elle, il n'est rien. Et, finalement, après quelques escroqueries, quelques aventures dans une course cycliste, un dancing et à l'Armée du salut, il devient évident qu'elle n'est rien pour lui. Chacun suit son destin solitaire, et la mort est là, patiente.

Par ses personnages, son découpage, son écriture elliptique qui se rassemble en tirades d'un lyrisme grinçant, *Dramen* pourrait servir de modèle expressionniste. Patrick Bigel assume. Noirs par leurs vêtements, crayons par leurs visages, les personnages semblent des hiéroglyphes funèbres. Ensemble, ils composent une écriture nette, mouvante, homogène et d'un œil à la chorégraphie des *dances d'Essen*, Reihilde Hoffman au Fina Bausch. Ils sont disposés sur un très large praticable gris, courbe comme un coquillage, en plan fortement incliné - décor de Jean-Charles Clair - qui oblige à battre des bras pour garder l'équilibre quand on y court. Et les acteurs alors ressemblent à des oiseaux pris au piège. A chaque tableau, puisque, comme l'indiquent les titres, les actions courent « de l'aube à minuit », une pendule rouge faite de lampes rouges suspendues dans le noir descend des cintres et remonte.

Ainsi, de la façon la plus simple, est indiquée la « marche inexorable du temps ». Les tableaux, superbes, s'enchaînent, mettent en marche la machine à broyer l'espoir. Les personnages tournent en rond, insipides à se rendre maîtres de leur destin. Jusqu'au bout, Jean-Christophe Clair tient droit son personnage d'employé de banque, petit homme fatigué, débrouillard, agressif. Jusqu'au bout, jusqu'au suicide, le seul choix qui lui est laissé, il aura résisté avec panache, avec malice à la séduction de la mort... Ce que Patrick Bigel restitue avec une étonnante acuité, ce qui touche aujourd'hui tout être humain conscient, c'est le rire terrifié de ces intellectuels du début de siècle, démunis face aux avertissements de leur intuition.

COLETTE GODARD

PHOTOGRAPHIE

La méthode du géomètre

Jacques Damez a fait confiance au vent et au cadastre pour montrer l'évolution des paysages du Gers

LYON

de notre envoyé spécial

Rarement photographes aura été aussi absent. Rarement il aura été aussi présent. Expliquons-nous. Révélant ici son goût pour les cartes d'état-major, Jacques Damez a répertorié treize points précis, distants de quelques kilomètres, qui forment une belle balade au cœur du Gers. Pas n'importe quels points, mais des bornes géodésiques, grosses comme un bon pavé parisien, qui jalonnent, à intervalles réguliers, l'ensemble du territoire français.

Jacques Damez a ensuite placé le pied sur lequel est fixé son appareil pile au-dessus de chacune des treize bornes. Toujours à la même hauteur, avec la même ouverture d'objectif, la même vitesse, prenant une seule vue en noir et blanc, de format carré. Le cadastre. Toujours le même, non pas déterminé par le photographe en fonction de ce qu'il voit, mais par le vent. Oui, par le vent, appelé ici vent d'autan, si tenace, si électrique dit-on, qu'il aurait une influence sur le comportement des gens. Jacques Damez s'est placé dans un vent et le cadastre s'est offert à lui.

Surtout, le photographe s'est rendu à six reprises au cours d'une année sur chacune des bornes. Chaque fois, il a réitéré sa démarche méthodique, impersonnelle au possible. Et il a tiré toujours de la même façon, quelque soit la luminosité du moment, l'ensemble des photos. Ce n'est pas tout. Parallèlement à ces prises de vue, il réalisait, au format 24x36 cette fois, quelques vues en couleurs des matières et des tons du paysage environnant : fleurs, terre, herbe, terrains cultivés, ciel. Bref, un véritable « nuancier », sans perspective aérienne. Jacques Damez tenait enfin un journal de bord de ces douze mois passés à sillonner le Gers : photos lointaines, romantiques, de compagnons de voyage, des ambiances, des vues d'ensemble d'un département apparemment stérile.

MICHEL GUERRIN

(1) Le *Réverbère 2* présente, jusqu'au 30 avril une exposition d'Alain Faure : « Archéologie du visible » (34, rue Boudou, 69001, Lyon. Tél. : 72-00-06-72).

► « Paysage au vent d'autan », L'Embarcadere, 13 bis, rue Rambaud, 69002, Lyon. Tél. : 78-37-68-88. Jusqu'au 8 mai. Catalogue produit par le centre photographique de Lactouru (Gers). Texte de Jean-Pierre Nouhaud, Editions Belle Page, 50 pages, 128 francs.

L'effort et le plaisir

Sculpteur, créateur de meubles, François-Rupert Carabin n'a qu'une obsession : la femme

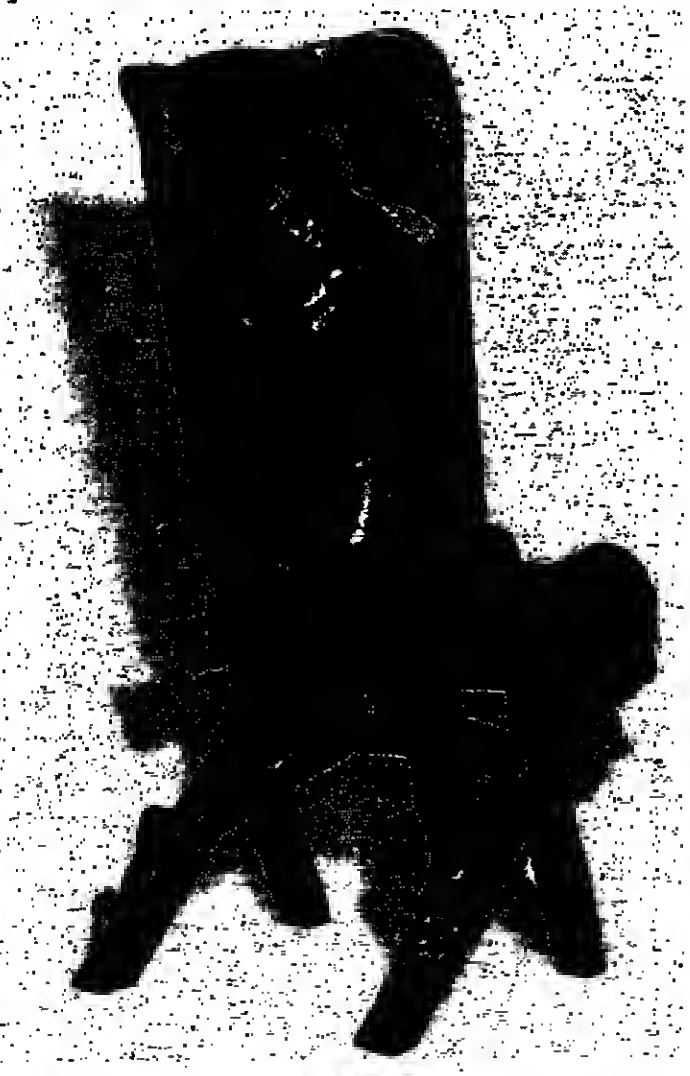
CARABIN
au Musée d'Orsay

Quand on a un grand-père ciseleur de canons à l'arsenal de Strasbourg, il paraît dans l'ordre des choses que le petit-fils soit passionné par les canons de la plastique féminine. Hypothèse douteuse ? François-Rupert Carabin (1862-1932) - sculpteur, créateur d'un mobilier en bois que l'on peut rattacher à l'école des arts décoratifs de Nancy - utilise le corps de la femme comme pilier de son œuvre. Comme une arme aussi. Contre la morale de l'époque. Et par effet de boomerang, contre la femme elle-même.

François-Rupert Carabin a vécu jusqu'à l'âge de dix ans dans la forêt de Stambach, à côté de Saverne, où son père exerçait la profession de garde-forestier. En 1871, quand l'Alsace devient allemande, la famille s'installe à Paris, dans le quartier de Montmartre que l'artiste ne quittera plus. Sa vision de la femme naît de cette double appartenance : d'un côté, des créatures sylvestres, mystérieuses, apparentées aux sorcières, tentatrices accompagnées de leurs chats ; de l'autre, des corps de filles de cabaret, planteuses, offertes, parfois usées, obscènes.

L'une des tables de travail qu'il conçoit a pour tréteaux deux corps de femmes nues, arborant des seins soutenant le plateau qui figure un livre. La *Table de la Sagesse* ? L'assise des sièges repose sur le dos d'une femme accroupie, et le dossier est retenu par une femme attachée aux poignets et aux jambes. Toutes ces positions masochistes donnent à l'exposition le caractère d'un rituel. On ne sait si, pour Carabin, les femmes sont l'incarnation du mal, ou s'il veut en montrer, symboliquement, la condition : fille de joie ou ouvrière, toutes deux exploitées.

Noctambule comme son ami Toulouse-Lautrec qu'il accompagnait souvent, Carabin aimait lui aussi les danseuses. Ses statues (céramique, cire, bois) de Lois Fuller, de la Belle Otero, de Manquita, maîtresse de ballet à l'Opéra-Comique, du Moulin-Rouge, sont des merveilles de compréhension du mouvement et des équilibres. De l'effort aussi. Enfin, derrière l'œuvre perçue l'humour de celui qui n'est pas dupe. Il y a de la manipulation chez le sculpteur et de la spiritualité dans ce débordement de chair. Cette image de la femme que la bourgeoisie ne pouvait accep-



Fauteuil, 1896

ter est également liée à la conception du monde de l'artiste. Carabin était proche des rose-croix et, pour lui, la femme est indissociable de la nature, de ses forces occultes. Il est réjouissant de savoir que Carabin fut rapidement du succès après d'une clientèle d'amateurs éclairés. Emile Clément comptait parmi ses admirateurs. Le Carabin aussi.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Exposition-dossier au Musée d'Orsay, du 19 avril au 11 juillet. 1, rue de Bellechasse, Paris. Tél. : 45-49-11-11.

► Le catalogue (160 pages, 210 F) a été édité à l'occasion de l'exposition de Strasbourg qui a précédé celle d'Orsay et publié par les Editions des Musées de Strasbourg.

UN D'ABONNEMENT

CULTURE

THÉÂTRE

« Tommy » à Broadway

L'adaptation de l'opéra-rock des Who s'annonce comme un succès artistique et commercial

NEW-YORK

correspondance

Concept album, œuvre symphonique, film, *Tommy*, l'opéra-rock créé par les Who en 1968, a connu bien des avatars. Aujourd'hui Pete Townshend, son auteur, a accepté de participer à son adaptation scénique, avec le metteur en scène américain Des McAnuff. Après un premier essai à La Jolla (en Californie), ce *Tommy* nouvelle manière sera présenté le 22 avril sur Broadway, au Saint-James Theater, avec un nouveau livret, de nouvelles chansons. Dès que les locations ont été ouvertes, *Tommy* s'est affirmé comme le plus grand succès de la saison.

Le cruel destin du petit Tommy Walker fait désormais partie de la culture occidentale. Devenu sourd, muet et aveugle après avoir vu son père revenir de la guerre tuer l'ami de sa mère, il est violenté par un oncle, martyrisé par un cousin, soigné par des charlatans et des médiums, mais jamais guéri. Adolescent, il devient un génie du billard électrique. Enfermé en lui-même, il ne communique qu'avec son reflet dans un miroir que sa mère finit par briser, libérant l'enfant de son blocage. Revenant tous ses sens, il est traité comme une sorte de messie, pour être ensuite rejeté par ses fans.

Incarnation de la rébellion adolescente

Lorsqu'il apparut en 1969, *Tommy*, premier opéra-rock, concept album (double concept album, même), semblait redéfinir le rock. Grâce à la musique des Who, sans doute, mais surtout à cause de l'image de cet enfant qui refuse d'entrer dans la violence du monde des adultes - incarnation de la rébellion adolescente qui est l'essence même du rock'n'roll. Souffrances de l'enfance, frénésie médiatique, insupportables de la mythologie des rock-stars, la thématique de *Tommy* est si riche qu'en vingt-quatre ans l'œuvre connaît de multiples incarnations : dans un premier temps, l'album se vendit à des millions d'exemplaires; ensuite, les Who le présentaient à travers le monde lors d'une tournée qui culmina au Festival de Woodstock, pour le reprendre en 1984 au Radio City Music Hall de New-York puis en 1989, lors de leur tournée de réformation, un vingt-cinquième anniversaire multi-stars à l'amphithéâtre Universal de Los Angeles; une version symphonique fut enregistrée par le London Symphony Orchestra; un ballet chorégraphié par le Royal Canadian Ballet; le film de Ken Russell, en 1975, avec Roger Daltrey, Elton John et Tina Turner, ainsi qu'une première production théâtrale dans le West-End de Londres en 1979, sans compter,

au fil des ans, de nombreuses tentatives dans les centres culturels de province. Aucun de ces projets ne parvint à réaliser tout à fait le potentiel dramatique de l'œuvre.

L'adaptation présentée à Broadway est née l'été dernier, au Centre dramatique de La Jolla, que dirige Des McAnuff, coproducteur (avec Townshend) de *Tommy* et metteur en scène. A première vue, la scène ressemble à celle d'un concert de rock. Des portiques de métal portant batteries de projecteurs encadrent l'aire de « jeu ». Des écrans composés de moniteurs vidéo flanquent la scène ou surplombent le proscenium. Les décors sont projetés sur les murs. Les accessoires, le mobilier de la maison familiale de Tommy semblent presque réalistes; mais, dès que Tommy « disjoints », le décor se fait autant : mouvement, fragmentation presque surréaliste des sons, des couleurs, des lumières, la scène se met à ressembler à un tableau de fluxer dont les effets se répètent à travers toute la salle, et l'attention s'inscrit dans un décor qui danse autant (si non plus) que les acteurs. Un univers visuel familier pour la génération MTV. « Une sorte de vidéo-clip de deux heures et en trois dimensions », reconnaît Des McAnuff. Mais la technologie contemporaine nous permet de réinjecter une forme d'humanité : il y a vingt ans, les personnages avaient dû prendre un micro; au lieu de « vivre » leur chanson, ils l'auraient, par la force des choses, simplement « présentée ».

L'album était presque exclusivement interprété par les quatre membres du groupe. Si difficile que ce soit d'écouter le son, gravé dans toutes les mémoires, McAnuff se voit contraint de l'écarter. Il le fait avec modération : aux instruments originaux - guitares, basse, batterie, cor, piano et orgue - viennent s'ajouter quelques synthétiseurs. Plus délicat, le passage de quatre voix à vingt-trois, de tessitures diverses. « Dans le rock, quand on reprend une chanson, on se sent presque obligé d'y apporter son propre style », dit Des McAnuff. Pour le théâtre, je tenais en revanche à avoir des voix aussi proches que possible de celles de Roger Daltrey et de Townshend. Ainsi, les femmes ont un registre très grave qui colle assez bien aux arrangements originaux. Ce qui me donnait le droit d'introduire des reprises et des changements de lyrics sans que cela heurte les fans des Who. En cela aussi, Townshend a été un formidable collaborateur : pour conserver l'intégrité du son, quand il modifiait les paroles, il gardait le même agencement de voyelles.

Pete Townshend a longtemps refusé d'autoriser toute adaptation théâtrale de *Tommy* afin, a-t-il

déclaré à la presse américaine, de « laisser l'œuvre respirer ». Ebranlé par la chaleur de l'accueil public et critique lors de la tournée de 1989, se rendant compte que la popularité de l'œuvre tient à ses thèmes plus qu'à la nostalgie de l'époque de Woodstock, il prisa une oreille attentive à la proposition d'un groupe de producteurs dont fait partie Des McAnuff, metteur en scène reconnu à Broadway (*Big River*) et directeur du Centre de La Jolla. McAnuff est tuteur mais refuse de se lancer dans l'entreprise sans le conseil direct et précis de Townshend. Les deux hommes font connaissance en novembre 1991. Le courant passe. Ils décident de mettre ensemble l'œuvre à plat. Et Townshend révèle à McAnuff les dessous de *Tommy*.

Renforcement de la structure dramatique

« L'agencement des chansons tel que nous le connaissons depuis l'album de 1969 ne correspondait pas à son idée de départ », dit McAnuff. Elles avaient souvent été accolées parce qu'il fallait bien sortir l'album. *Eyesight to the Blind* est séparé de *Acid Queen*, alors que dans la tête de Pete elles étaient probablement liées. « Toutes les chansons sont de Townshend », sauf *Cousin Kevin* et *Fiddle About*, écrites par John Entwistle, le bassiste du groupe, et *Eyesight to the Blind*, un vieux blues de Sonny Boy Williamson. « *Sparks* était un instrumental pour guitare virtuose que Townshend avait écrit bien avant et qui a atterri dans l'album sans raison évidente, quoique le lien fut intuitivement très fort. Le savoir ou l'instinct nous ont fait une forme de libération ».

« Là où l'album se contentait d'un fil conducteur, il nous fallait trouver une structure narrative et dramatique, développer certains thèmes et certains personnages. Parce que les plus grandes tragédies sont en général des histoires de famille, il me paraissait essentiel d'ancrer les personnages dans un contexte précis - une maison de l'ouest de Londres - et de donner une vraie trajectoire à ces personnages qu'à des personnages aussi éphémères que *Kevin* ou le cousin *Kevin*, qui, dans l'album, n'existent que le temps d'une chanson. Et la thématique spirituelle se ferait sentir à travers de cette histoire : je savais que Tommy serait moins l'histoire de quelqu'un qui devient un gourou que l'odyssée d'un gamin traumatisé et de sa famille ».

D'entre, McAnuff a le sentiment que *Tommy* doit se situer après la seconde guerre mondiale et non après la première, comme l'interprète le film de Ken Russell. Townshend est d'accord - cela l'oblige à « ajuster »

certaines séquences, certaines chansons.

« Par exemple, "21, dans une version plus longue, ne représente plus l'année 1921 - celle du retour du père - mais le vingt et unième anniversaire de M. Walker, ce qui en fait une jeune femme qui fut mère à dix-sept ans, explique Des McAnuff. De plus, Ken Russell avait inversé les données : dans le film, c'était l'enfant qui tuait le mari - ce qui, pour moi, détruisait le côté édipien du rapport avec la mère. Le plus souvent, donc, il s'agit de revenir à l'album, de déceler ce qu'en fut l'impulsion initiale, puis de trouver une manière dramatique de l'exprimer ».

Il devenait aussi évident que, dans *Tommy*, le conflit essentiel était entre Tommy et Tommy. Par voie de conséquence, il nous fallait savoir combien de Tommy seraient mis en présence, et comment ».

Il y en aura trois : Tommy I, quatre ans; Tommy II, dix ans; Tommy III, un adolescent. « En découplant *Amazing Journey*, j'avais déjà en tête l'image du narrateur suspendu dans l'atmosphère - je ne savais pas encore où il se perchait - mais je savais que ce serait là un des premiers dialogues entre Tommy homme et Tommy enfant; je voulais le voir s'enfoncer dans l'autisme au moment même où, après le meurtre, la police s'égare frénétiquement autour des parents ».

Ce renforcement de la structure dramatique a conduit Pete Townshend à écrire une nouvelle chanson pour le début du deuxième acte, *I Believe It With My Own Eyes*. A chaque avatar de l'œuvre, Tommy a connu une nouvelle fin. Sur l'album, il devenait une sorte de gourou fou entouré de ses disciples dans un camp de vacances, les forçant à jouer au flipper les yeux bandés, jusqu'à ce qu'ils se rebellent. Dans le film de Ken Russell, il était poursuivi par ses fans en furie jusqu'au haut d'une montagne d'ordures, d'où il se jetait dans l'eau d'un baptême baptême-magique. Au Centre de La Jolla, Tommy guéri retrouvait le cocon d'une vie familiale « normale », mais restait un innocent. « Et, des lors, l'odyssée de Tommy s'achève sur l'un Free, explique McAnuff. Aujourd'hui, il sort de son traumatisme mais conserve l'angoisse de ces seize années perdues. D'où ce texte en partie nouveau pour la chanson. We're not gonna take it, qui nous permet de dépasser, tout en l'englobant, l'imagerie chrétienne que Ken Russell mettait au premier plan. C'est l'essence même de l'épopée : à vous, dialogue entre Tommy, Tommy et Tommy. Je suis ce que je suis, tout ce qui m'est arrivé fait partie de moi. Il ne s'agit pas de pardonner, mais d'accepter, et d'aller de l'avant ».

HENRI BÉHAR

Jacques Toubon «interpellé»

Sûr de lui, Jacques Toubon affirmait dans l'émission de Bernard Pivot «Bouillon de culture», le 18 avril sur France 2, avoir «été le seul de son cabinet à relever une faute d'orthographe à la une de Libération : «interpellés» avec deux «i». Le ministre de la culture ne faisait qu'emboîter le pas à Ivan Laval qui, lors de sa revue de presse du matin sur France-Inter, avait eu à déceler la même erreur.

Or, d'erreur il n'y a point. Le verbe interpellé prend bien deux «i» à toutes les personnes et à tous les temps, contrairement à ce qu'on a pu en entendre dire. A «Bouillon de culture», il ne s'est trouvé personne pour corriger le ministre qui, jusqu'ici, s'en sortait plutôt bien face aux «colles» de Bernard Pivot - organisateur des championnats du monde d'orthographe - sur l'actualité culturelle. «Je reconnais mon erreur», explique Jacques Toubon dans le *Figaro* du 19 avril, j'ai vérifié dans le Bon usage de Grévisse. On y signale qu'«interpellé» représente une exception à la règle ».

CARNET DU Monde

Naissances

M. Christophe SOUVIGNET et M^{me}, née Bénédicte CHEU, ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 14 avril 1993, à Paris.

Bénédicte et Christophe Souvignet, 53, rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris.

Chère et Jean-Marc STEINDECKER, Clémence,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor,

le 1^{er} avril 1993,

3, rue Vanquelin,

75005 Paris.

Décès

M^{me} Edith Garnier, sa fille,

M. Jérôme Gerstein, son petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeannine BAUDIN,

survenue à Meudon (Hauts-de-Seine), le 11 avril 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale avec les proches amis, le 15 avril.

Ils la recommandent à votre prière.

M^{me} Henri Benozillo, son épouse,

M^{me} Juliette Benozillo, M. Gilles Benozillo, ses enfants,

M. et M^{me} Jean Benozillo, font part du décès de

M. Henri BENOZILLO, ingénieur civil des mines de Saint-Etienne 1952,

survenue le 16 avril 1993.

L'inhumation aura lieu le mardi 20 avril, à 14 heures, au cimetière nouveau de Nanterre-sur-Seine, rue de Vigny, à Nanterre.

M^{me} Helen Synek-Jankov, M^{me} Yveta Synek-Graf de New-York, et son mari Malcolm, MM. Steven et Brett Love de Los Angeles,

ont la grande douleur d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

M. Emil SYNEK, docteur en droit, écrivain,

auteur dramatique tchèque.

Selon les désirs du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au cimetière du Père-Lachaise.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marguerite WINTZWEILLER,

conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 16 avril 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Le service religieux aura lieu le jeudi 22 avril, à 16 heures, en l'église Saint-Marcel, 26, rue Pierre-Nicole, Paris-5^e.

M^{me} Maria, 23, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

Remerciements

- Avignon.

M^{me} Gabrielle Mourer, née Audouard,

Jean-Louis Mourer et son épouse Michèle Cheryon,

Gérard Mourer et son épouse Marie-Françoise Borrel,

Danielle Mourer et son époux Michel Vieux,

Frédéric Mourer et Claudine Burani, Virginie, Fabrice, Eric, Emmanuel, Gaspard, Chryssile, Luc,

très touchés par le chaleureux soutien que vous nous avez apporté lors de la disparition de

M. Louis MOURET,

vous remerciant vivement et sincèrement de tout cœur.

Messes anniversaires

- La famille.

Et les amis du colonel François de la ROCQUE,

feront célébrer le 24 avril 1993, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin (chapelle de la Vierge), une messe à sa mémoire.

À celle de ses deux fils morts pour la France,

à celle de M^{me} de la Rocque, de Jean Mermoz, de Noël Otiavi,

et de tous ses amis disparus.

Secrétaire des Amis de la Rocque, 96, boulevard Maurice-Barès, 92200 Nanterre.

Conférences

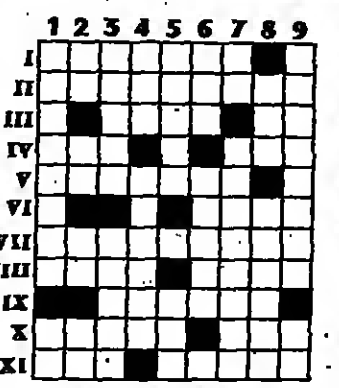
- La Kabbale accessible à tous. Nouveaux cours : L'alphabète, le mercredi 20 h 30. Méditation, le jeudi à 19 h 30. Réseaux : Centre de la Kabbale, 43-56-01-38.

- Conférence et débat avec déjeuner sur place, journée du 22 avril 1993, sur bateau (port de Saint-Denis, Paris-15^e). Thèmes : « L'ex-Union soviétique après la fin de la guerre froide » - « Les Européens de l'Europe des Douze et le traité de Maastricht » - « Quel avenir pour l'Afrique (aide humanitaire ou un développement) ? »

Renseignements et inscriptions : 47-23-47-47 (heures de bureau).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6022



HORIZONTALEMENT

I. Lieu de placements à fonds perdus. - II. Sujet peu éclairé. - III. Nous en fait voir de toutes les couleurs. Conjonction. - IV. Ses apparences ont toujours été trompeuses. Nuit à l'efficacité d'une démarche. - V. Un sujet qui s'accorde avec le verbe. - VI. Des clous ! - VII. Prend parfois le main pour avoir le bras. - VIII. Période sombre. Un de Troie. - IX. Fâcheux. - X. Façon de faire. Etablissement de grande classe. - XI. Forme d'expression. S'emploie avec égalité.

VERTICALEMENT

1. Ancien moyen de navigation. Symbole. - 2. Pronom. Cri d'admiration.

LOTTO 1993	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

VERTICALEMENT

1. Ancien moyen de navigation. Symbole. - 2. Pronom. Cri d'admiration.

LOTTO 1993	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

Les plaisirs de l'arche enchantée

Le groupe Beaux Quartiers refait le voyage de Noé

NOÉ

au Cargo de Grenoble

A l'époque où les catamarans s'efforcent de boucler le tour du monde en quatre-vingt jours, un télescopant au passage quelques cachalots, à Grenoble, une équipe invite à une navigation moins médiatique, mais mythique et, à tout prendre, universelle, celle de Noé. Thierry Roisin, metteur en scène, François Marillier, musicien, Jean-Pierre Laroche, scénographe, sont les ordonnateurs de cette croisière historique qui, comme le raconte la Genèse, sauve l'humanité du déluge.

Le spectacle proposé par le groupe Beaux Quartiers est musical et visuel. Le texte, hors quelques bribes au début, est absent, les comédiens aussi. Ce sont les musiciens qui tiennent le devant de la

scène, ou plutôt le toit de l'arche. Ils valent à leur boulot de marins, comme une tribu errante, sur un plancher incliné, lieu de tous les déséquilibres, dans un va-et-vient que soulève, parfois, le profil coudé de la clarinette basse ou celui, ventru, du violoncelle. Les animaux, eux, sont au-dessous, dans les cales de ce bateau ; on les devine, on les attend, parfois ils arrivent : lapins vivants dialoguant avec la clarinette, colombes guetteuses de terre. L'arche est une boîte magique : des bêtes fantastiques jaillissent, comme par enchantement, qu'on croirait tirées d'une illustration d'*Alice au pays des merveilles*. Pas de luxuriance cependant dans ces apparitions. Si l'on pense parfois au Douanier Rousseau, la naïveté reste austère, presque « zen ».

Pour la musique, qui sert de trame à ce récit sans narration, François Marillier a composé un drôle d'orchestre : deux percussions, un violoncelle, une clarinette et... une vieille à roue. La vieille apporte ses sonorités aigres et étranges, le violoncelle se prend parfois pour Delius, les percussions enlèvent jusqu'à l'écouter le temple. La musique de François Marillier, qui laisse une large part à l'improvisation, navigue ainsi entre le jazz, le classique et le répertoire, s'adonne, sans excès, aux amusements de l'imitation. Elle mène constamment le dialogue entre les humains-musiciens (Julie Mondor, Eve Payeur, Samuel Maître, Dominique Ruge, et François Marillier lui-même), remarquables de présence scénique, et les animaux.

Ce voyage au court cours (une heure et quart) est incessant : théâtre musical, théâtre instrumental, théâtre ? Au fond, on s'en fiche. L'association intime d'un décor qui permet constamment les surprises, d'une musique sans frontières de genres, d'une mise en scène précise, presque intimiste, servie par un beau travail de lumières (Gérald Karikow), donne au spectacle son unité. La poésie est au cœur de l'arche, pas naïve, teintée d'humour : elle est l'embarquement pour le rêve.

PIERRE MOULINIER

Le Cargo, 4, rue Paul-Cludel, 38000 Grenoble. Jusqu'au 24 avril, mardi, jeudi, samedi à 19 h 30, mercredi et vendredi à 20 h 30. Tél. : 76-51-33-71.

DU JEU. 22 AVRIL AU SAM. 15 MAI 20H30.
DIM. 25 AVRIL ET 9 MAI 15H

FIGARO DIVORCE

ODON VON HORWATH

mise en scène Jean-Paul Wenzel

Après le Mariage de Figaro, la comédie du désenchantement

2 PL. DU CHATEL - LOC. 42 74 22 77

THEATRE DE LA VILLE DE PARIS

création française

فكرنا من الأصل

La réduction du loyer de l'argent et l'autonomie de l'Institut d'émission

La Banque de France baisse ses taux directeurs

Les financiers craignent la précipitation

Vite et fort

Vite et fort. M. Balladur n'a pas manqué l'occasion qui s'offrait à lui de diminuer les taux d'intérêt. Depuis son arrivée, le nouveau gouvernement bénéficie d'un véritable état de grâce sur les marchés financiers. A court terme comme à long terme, le loyer de l'argent diminue à Paris depuis plusieurs semaines. Le franc — qui dans les tout derniers jours avait le scrutin de mars, subissait encore les attaques des spéculateurs — fait belle figure. Même les banques, qui se disaient réticentes à assouplir leurs conditions de crédit, ont diminué leurs taux de base la semaine dernière.

L'un des seuls affronts qu'avait subis M. Balladur à son arrivée à Matignon avait été le refus de M. Kohl de le recevoir dans un délai très bref : le chancelier allemand ne pouvait interrompre le rituel annuel de la cure d'amalgame. Mais le nouveau premier ministre a de quoi se consoler. Lorsqu'il rencontrera finalement le chancelier jeudi 22 avril, il sera en bien meilleure posture qu'il ne l'était le 28 mars.

Dans un environnement financier favorable, il est relativement facile pour la France de ramener ses taux directeurs à un niveau proche de ceux de l'Allemagne. La véritable difficulté consiste à les faire passer durablement en dessous de la barre fixée par la Bundesbank. Pierre Bérégovoy en sait quelque chose, lui qui avait échoué dans cette tentative à l'autorité. La même question se posera de nouveau dans les semaines qui viennent. Edmond Alphandéry, le nouveau ministre de l'économie, s'est récemment déclaré convaincu que les taux d'intérêt français seront inférieurs à ceux de l'Allemagne.

Si le franc continue à bien se porter, si la baisse des taux d'intérêt se poursuit de façon harmonieuse dans les pays industriels, la partie devrait être jouable. D'autant que le marasme actuel exige une véritable diminution des taux d'intérêt réels. En ces périodes économiques troublées, il ne faut pourtant jurer de rien. Lors de l'aller-retour sur les taux de l'euro 1991, les observateurs avaient dénoncé la manque d'autonomie de la Banque de France, contrainte de mettre en œuvre une baisse des taux qu'elle jugeait imprudente.

La répétition d'un tel scénario ferait pour le moins mauvais effet au moment où le gouvernement s'apprête à lancer son projet sur l'autonomie de l'Institut d'émission français.

FRANÇOISE LAZARE

La réunion des ministres des finances de Conseil de coopération du Golfe a été ajournée. — La réunion que devaient tenir dimanche 18 avril à Doha (Qatar) les ministres des finances des pays arabes signataires de la Déclaration de Damas a été reportée sine die, a-t-on appris de source officielle à Riyad. Cette déclaration, signée en mars 1991 par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui réunit l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, Koweït, Oman, le Qatar, ainsi que par l'Égypte et la Syrie, porte sur une coopération multiforme, notamment en matière de sécurité. Début avril, le secrétaire général du CCG, Cheikh Faham Ben Sultan Al Qassbi, avait annoncé la tenue de cette réunion au cours de laquelle, selon lui, devait notamment être examinée la relance du programme d'aide économique aux pays arabes, d'un montant de dix milliards de dollars. — (AFP)

Dès l'ouverture des marchés lundi 19 avril, la Banque de France a annoncé une importante diminution de ses taux directeurs. Le taux des appels d'offre est ramené de 9,10 % à 8,75 %, tandis que celui des prêts en pension à 5-10 jours passe de 10 % à 9,75 %. Les autorités monétaires profitent ainsi du bon climat qui règne depuis plusieurs semaines sur les marchés monétaires et obligataires. Le franc a très bien réagi à cette annonce, tandis qu'à la Bourse de Paris, l'indice CAC-40 affichait une hausse de 0,47 % à l'ouverture.

Depuis l'annonce de la baisse du taux de prises en pension, mardi 13 avril, les marchés s'étaient attendus à ce que la Banque de France abaisse son taux d'intervention (ou taux des appels d'offre), principal jalon du coût du crédit en France. Leur attente a donc été brève, les autorités monétaires choisissant d'agir dès le 19 avril au matin. A 8,75 %, le taux d'intervention revient à son niveau d'octobre 1991, mais surtout à celui de l'été 1989. Le taux des prises en pension — le taux maximum auquel la Banque de France effectue ses opérations sur le marché monétaire — passe pour sa part de 10 % à 9,75 %. Il avait été maintenu à un niveau très élevé pendant la période d'assauts spéculatifs contre le franc, au début de l'année, puis ramené de 12 % à 10 % le 13 avril.

Comme il fallait s'y attendre, le franc a bien réagi à la décision des autorités monétaires, les marchés financiers français et étrangers plaçant un très grand espoir dans l'assouplissement du crédit de la Banque de France. Lundi matin, la monnaie allemande s'échangeait à Paris à 3,3780 francs, contre 3,38 vendredi. Elle valait 3,41 francs juste avant les élections, et son cours maximum autorisé dans le mécanisme de change du système

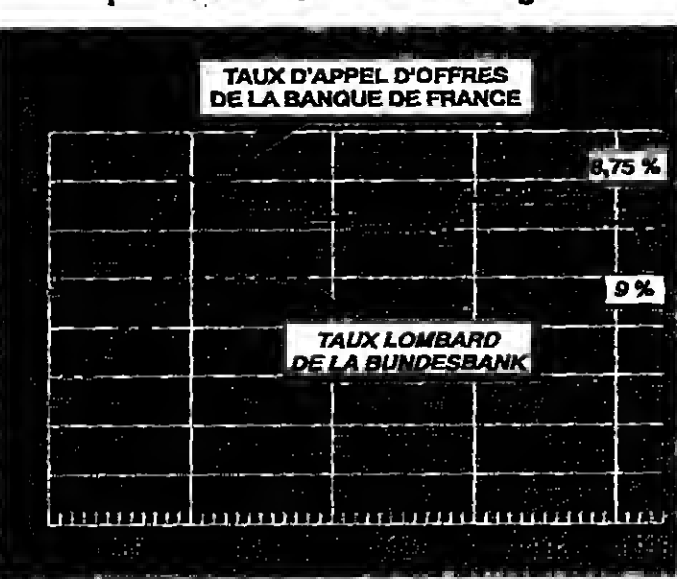
monétaire européen (SME) est de 3,4305 francs. Au moment où la conjoncture économique continue de se détériorer, le maintien de taux d'intérêt réels à un niveau élevé fait peser des risques sur l'investissement et affaiblit encore la situation financière des entreprises. La plupart des économistes et des opérateurs sur les marchés financiers jugent donc extrêmement important l'assouplissement du loyer de l'argent de la Banque de France, qui doit théoriquement se répercuter sur l'ensemble des crédits consentis par les établissements financiers. Aux États-Unis, lors de la dernière période de fort réajustement économique, le taux de l'escompte avait été abaissé de 7 % à 3 % entre la fin 1990 et l'été 1992.

Désormais, le taux d'intervention de la Banque de France se trouve en deçà du taux allemand (fixé à 9 %) depuis le mois de février, mais reste supérieur au

taux de l'escompte (8 %). Sur le marché des obligations, la tranchée des taux d'intérêt français subissent toujours une « prime de risque » par rapport à leurs équivalents allemands, qui s'élevait à 0,5 point environ en fin de semaine dernière pour les obligations d'État à dix ans. Logiquement, l'assouplissement annoncé lundi doit se traduire par un amoindrissement de cette prime. En mai 1992, cet écart était tombé jusqu'à 0,33 point, mais n'avait fait que grandir par la suite sous l'effet des tensions monétaires en Europe. Les prochaines séances du conseil de la Banque de France devraient donc être marquées par la baisse des taux français, qui sont capables d'égaliser ceux de l'Allemagne sans que la stabilité du franc dans le SME — objectif affirmé par le nouveau gouvernement — en pâtisse.

F. L.

Des niveaux français proches de ceux de l'Allemagne



La Bundesbank modèle et anti-modèle

La Banque de France « autonome », fruit de la réforme examinée mardi à Matignon, ne sera ni la copie de la Réserve fédérale américaine, ni celle de la Bundesbank. L'histoire de la « Buta » rappelle que l'indépendance ne se décrète pas. Elle se construit. Il y faut un terrain favorable, des hommes compétents et une longue et saine pratique.

FRANCFORT de notre correspondant

« Le succès de la politique monétaire dépend beaucoup du consensus de la société. Surtout lors des phases critiques — lorsque cette politique monétaire ne correspond pas aux intérêts de tout le monde et peut conduire à un conflit avec le gouvernement — la conviction et le soutien de l'opinion sont décisifs. » Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, sait de quoi il parle. L'histoire monétaire de l'Allemagne démontre que les textes de loi ne suffisent pas à garantir l'autonomie d'une banque centrale. De 1922 à 1937, celle qui s'appelait alors le Reichsbank jouissait d'un statut d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. Elle n'a pu empêcher les prix d'augmenter en 1923 de plus de deux milliards de fois, selon l'indice officiel encore calculé malgré sa perte évidente de sens.

Une « autonomie » se construit plus qu'elle ne se décrète. L'exemple allemand, qui semble devoir être copié dans beaucoup de pays et qui a servi de modèle à la future banque centrale européenne décidée à Maastricht, rappelle que cette réforme doit s'inscrire dans un environnement favorable. Elle doit avoir l'assentiment du peuple qui, en définitive, fait confiance ou non à la monnaie qu'on lui propose. Elle doit être appuyée sans arrière-pensée par un gouvernement qui a bien des moyens pour imposer ses vues. Elle doit participer d'une politique économique générale de « défense de la monnaie », qui, pour réussir, doit elle-même répondre à un besoin généralement ressenti, puis être expliquée, comprise et partagée par les différents acteurs.

L'autonomie de la Banque de France que le gouvernement s'apprête à proposer à l'Assemblée entre-elle dans ce cas de figure ? Le doute est permis. Plutôt qu'un assentiment populaire, le projet sem-

ble rencontrer l'indifférence des Français qui, peu instruits des affaires monétaires, ont du mal à en saisir l'intérêt. Le résultat du référendum sur Maastricht a mis au jour qu'une grosse minorité était sensible aux arguments des adversaires d'une réforme, décrite comme une « démocratie » parce qu'elle donne le pouvoir souverain sur la monnaie à des « bureaucrates ».

Un combat permanent

L'exemple de la Bundesbank joue dans ce cadre un rôle paradoxal. La banque centrale allemande est pour les uns le modèle qu'il faut copier — le franc fort s'est dans le sillage du mark fort — et pour d'autres, au contraire, la démonstration en marche des méfaits d'un monétarisme dur et dogmatique dont le résultat est ce chômage qui ravage l'Europe.

Modèle ou anti-modèle ? Hors d'Allemagne, la Bundesbank provoque autant d'admiration que de crainte. L'année 1992 a montré combien les fautes récentes des monétaires de son conseil central à Francfort avaient plus d'importance pour l'économie française que la plupart des conseils des ministres à l'Élysée. Il en est de même dans tous les pays européens. En Allemagne, la Bundesbank est une institution chérie. Elle a su, par ses succès depuis sa création en 1957, se bâtir une image de garante contre les erreurs des politiciens de Bonn. Mais elle sait que cette « crédibilité », socle indispensable de la solidité du mark, résulte moins de ses succès que d'un combat permanent. Combat sur les marchés financiers par sa politique monétaire mais aussi, et plus en plus, combat sur le front des idées. Souvent imprévisible, elle cultive subtilement cette image de « bunker » parce que celle-ci sert le mark. En contrepoint, elle sait aussi qu'elle doit en permanence s'expliquer, argumenter et répondre aux critiques, allemandes ou étrangères.

La Bundesbank baigne dans un pays où l'économie occupe une place prépondérante : l'Allemagne s'est bâtie sur une union douanière. Il en reste une culture économique moyenne élevée et des réflexes plaçant ces intérêts-là au premier rang. Elle est issue d'une histoire où l'année 1923 et ses suites restent un traumatisme : « Plus jamais ça ! » Elle dispose donc de soutien général pour une « politique de stabilité du mark ». La lutte contre l'inflation est constitutive de l'Allemagne. Comme l'écrit David Marsh : « Sous Hitler,

c'était l'Etat à stabiliser la monnaie, désormais c'est à la monnaie de stabiliser l'Etat » (1).

Pour autant, la Bundesbank mène la bataille pour justifier son indépendance en avançant, sur le front de la théorie économique, deux équations. La première dit que l'emploi à long terme est assuré par une inflation faible. S'antiser une hausse des prix pour créer quelques emplois est une faillite qui devra se payer durablement en chômage futur. La seconde équation affirme, à la lumière des années récentes, que l'indépendance de la banque centrale n'est pas la panacée mais néanmoins « la meilleure garantie connue » pour obtenir une inflation faible. Ainsi, l'emploi à long terme est assuré par une inflation faible = indépendance de la banque centrale. Tel est le credo. A observer combien les gouvernements occidentaux ont ralenti un à un cette vision des économies orthodoxes, il apparaît que la Bundesbank a dépassé les fautes d'un cadre idéologique plus général. Dans les décennies 70 et 80, les théories keynésiennes d'après-guerre (le plein emploi vient d'un argent peu cher) ont été écartées (2).

Des « bureaucrates irresponsables » ?

Les membres du directoire de la banque n'ont cessé d'argumenter sur ces thèmes dans les longs discours qu'ils prononcent. Exemple : les banquiers centraux sont-ils des « bureaucrates irresponsables » ? La monnaie peut-elle être confiée à des gens qui vont naturellement servir les intérêts propres de leur institution avant celui de la collectivité ? A cette critique formulée aux États-Unis sous le nom de la théorie du « public choice » ou en France sur le thème du « mandat de délégué », Omar Issing, professeur d'économie et membre du directoire, a répondu en citant l'Odyssée (3). Pour résister aux chants des sirènes, Ulysse se fait volontairement attacher au mât du navire. Le choix que fait un gouvernement de déléguer son pouvoir monétaire est un acte libre, démocratique et par ailleurs salutaire. En outre, ajoute M. Issing, la séparation des pouvoirs est un état de droit, une progression et non une régression.

Si l'argumentation est ardue, le ton est toujours modeste, et ouvert. Mais au total la Bundesbank dispose d'une « vision » des problèmes monétaires mondiaux qui frappe par sa cohérence d'ensemble. Qu'on soit d'accord ou pas, la construction tient et tient fortement. L'essentiel

Le premier ministre a annoncé, dimanche 18 avril lors de l'émission de TF1 « 7 sur 7 », que la réforme, « profonde », de la Banque de France, « garantie d'une monnaie solide », sera « examinée » mardi à Matignon. « Il est essentiel que la Banque ait un statut le plus proche possible des grands établissements d'émission », a expliqué M. Balladur, précisant : « Il est important que l'Etat ne soit pas seul à nommer les membres du conseil de la Banque ; il faut que celui-ci représente l'ensemble des forces économiques et sociales du pays pour assurer son indépendance » (le Monde daté 18-19 avril).

Si la marche vers l'autonomie de la Banque de France (on ne parle plus d'« indépendance ») — un gage donné aux marchés pour les convaincre de la détermination européenne du nouveau gouvernement — est bien accueillie par les milieux financiers, la vitesse à laquelle est menée la réforme provoque des réactions mitigées chez les professionnels, banquiers et personnels. Les banques commerciales sont certes convaincues de la nécessité d'une réforme de l'Institut d'émission. Mais elles s'interrogent ouvertement sur l'autre responsabilité de la Banque, à savoir le contrôle et la réglementation bancaire.

Dans ce domaine, le mécanisme actuel sera sans doute reconduit dans les grandes lignes. Le Trésor avait certes l'espoir de créer sous sa tutelle une grande commission de contrôle des banques, à l'image de la COB (Commission des opérations de Bourse). La puissante direction du ministère des finances semble avoir perdu la partie. Le contrôle devrait rester de la responsabilité de la banque centrale. Cette

dernière conserverait la majorité sur la commission bancaire. Le domaine purement réglementaire (Comité de la réglementation bancaire) devrait toujours dépendre du ministre des finances, et donc du Trésor. Un statu quo qui ne satisfait pas forcément les banquiers.

A leurs yeux, la rapidité avec laquelle le gouvernement s'est emparé d'un dossier hautement prioritaire a fait esquiver le débat sur les attributions « non monétaires » de la Banque de France. Une occasion unique de remettre en question quelques-unes des prérogatives de l'établissement a été gâchée. Michel Freyche, président de l'Association française des banques (AFB), insistait en fin de semaine dernière sur la nécessité « d'avoir un débat approfondi » à ce sujet. Il reconnaissait également que les membres de l'AFB étaient loin d'être unanimes sur la question du contrôle bancaire. « D'aucuns pensent que le système actuel a fait ses preuves et d'autres, qu'il est temps de le moderniser », expliquait-il.

L'épisode récent de la défaillance du Comptoir des entrepreneurs (CDE) a fait se multiplier les critiques. La Banque de France et la commission bancaire se sont retrouvées fréquemment accusées d'avoir agi avec retard et d'avoir manqué d'autorité. Dans les milieux professionnels, l'unanimité est plus grande encore dans la remise en cause des activités purement commerciales de la Banque. « Si elle continue à contrôler les banques, elle ne peut exercer une activité dans le domaine concurrentiel. Elle ne peut plus être juge et partie », explique le président d'un groupe de banques régionales. « La logique des choses voudrait que la Banque abandonne progressivement ses activités commerciales », indique M. Freyche. Il faudra pourtant bien qu'elle milite ses effectifs, nombreux (16 500 personnes). Encore marqué par la grande crise sociale de 1987, le personnel de l'Institut d'émission s'inquiète de voir se redérouler les domaines d'activité de la Banque.

ÉRIC LESER

des débats en Allemagne se portent dts lors 200 pas sur les principes mais sur leur application, autrement dit sur la politique monétaire concrète de la Bundesbank. Mais ici la réalité est loin du mythe : le « monétarisme » de la Buta est dans les faits bien peu dogmatique.

Sa politique part d'une troisième affirmation : la monnaie est neutre à long terme. Ce n'est pas elle qui fabrique une bonne économie « réelle ». Mais à moyen terme elle peut saboter tous les efforts, si la régulation de la quantité de monnaie mise en circulation est mal faite. Trop de monnaie, et c'est l'inflation. Pas assez, et c'est la déflation. On remarquera que la thèse est loin de ceux qui croient que le monétarisme est le « tout pour la monnaie ». Sa conséquence ? Une banque centrale doit « dans une perspective de moyen terme, accompagner les potentialités de développement de l'économie, au plus près possible de l'équilibre », la plus précise que la Bundesbank fait de sa politique.

La lutte anti-inflationniste

On trouvera cela flou. Avec raison. La hauteur de la théorie tranche avec l'a-peu-près de la pratique. Une application serrée, « scientifique », des écrits de Milton Friedman, père du monétarisme, avait été faite aux États-Unis, à la fin des années 60, mais ce fut un fiasco. Depuis lors, la Bundesbank a compris qu'il fallait tâtonner. Elle a cessé de limiter le hasard à partir d'une longue liste de « critères » — dont le célèbre M3 qui mesure la quantité de monnaie en circulation — et de toutes sortes d'études. Mais au bout du compte, les décisions sont affaire d'appréciation au sein d'un conseil central où les membres votent (4).

La lutte anti-inflationniste reste l'alpha et l'oméga. Mais tout en le criant très fort, la Bundesbank sait réfléchir la pression quand il le faut. Le conseil arbitre en permanence selon les circonstances et ne peut s'abstraire, bien entendu, des débats qui agitent les places financières, les gouvernements et la population allemande. Son champ de manœuvre, déjà limité par ses statuts (la Bundesbank n'est pas responsable des accords de change, par exemple du taux de conversion des marks de l'est lors de l'unification ou bien lors des accords de Maastricht), l'est plus encore par la participation du mark au système monétaire européen (SME). Les baisses des taux d'intérêt

en septembre 1992, puis encore le 4 février, ont été prises pour défendre le franc, c'est-à-dire en raison d'accords politiques et à la contradiction avec ce qu'est dicté la seule lutte anti-inflationniste.

Entre 1975 et 1992, la Bundesbank n'a tenu que neuf fois son objectif de croissance de la masse monétaire et elle l'a manqué souvent de très peu. On peut y voir un échec du monétarisme. On peut aussi y voir la preuve d'un pragmatisme réussi qui a su s'adapter aux contingences tout en sachant obtenir l'essentiel : donner un mark la meilleure solidité de toutes les monnaies occidentales. Le mélange de convictions fortes et d'empirisme a payé. Aujourd'hui, alors que l'économie allemande, en forte récession, croque sous les déficits budgétaires et connaît la septième plus forte inflation de la CEE, les taux d'intérêt à long terme sont restés parmi les plus bas (5) parce que les financiers ont conservé leur confiance dans l'avenir du mark. La « crédibilité » a été maintenue.

La politique monétaire tient plus de l'art que de la science, reconnaît M. Schlesinger. L'indépendance des statuts n'est rien sans une longue et saine pratique. L'exemple allemand a ceci de particulier qu'il s'appuie sur une histoire, sur le soutien d'un peuple et sur une efficacité démontrée. Les autres pays n'ont pas la même tradition ni le même passé. Ils ont un gros désavantage au départ qu'on mesure par des taux d'intérêt plus élevés. Cela ne signifie pas qu'ils doivent renoncer forcément à donner son indépendance à leur banque centrale aujourd'hui. Cela échaire seulement que la crédibilité est le fruit d'un long travail d'explications permanentes et d'un débat économique populaire. Pour la Banque de France, les textes ne se valident que dans les épreuves pratiques.

ÉRIC LE BOUCHER

- (1) La Bundesbank aux commandes de l'Europe. David Marsh, Editions Belin.
- (2) Du moins jusqu'à l'arrivée du président Clinton qui laisse entendre, parfois, un renouveau.
- (3) Discours devant l'Académie des sciences et de la littérature, 6 novembre 1992.
- (4) Instance de décision suprême, le conseil est composé d'un président, d'un vice-président, des cinq membres du directoire et des présidents des banques centrales des Länder.
- (5) Ce sont les taux à court terme qui ont été relevés et dont on juge constamment la baisse trop faible.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le panorama triennal de l'INSEE

La société française dans le miroir de la crise

En moins de dix ans, de 1982 à 1990, la société française a été totalement bouleversée, et pas seulement dans un sens favorable. La crise ou les crises sont passées par là. Ainsi, l'idée selon laquelle la progrès social serait forcément continu, ou les innovations technologiques inévitablement porteurs d'amélioration des conditions de travail, aura beaucoup vieilli... Publié lundi 19 avril, *Données sociales 1993*, le panorama réalisé tous les trois ans par l'INSEE, brosse un tableau qui, s'il contient des aspects positifs (allongement de la durée de vie, amélioration des conditions de logement, notamment), met surtout en relief les contraintes que fait peser sur les Français l'après-crise de la compétition économique.

La montée des exigences du «zéro défaut» comme des flux tendus s'est directement répercutée sur la vie quotidienne des salariés. Depuis le milieu des années 80, des contraintes nouvelles sont apparues : le rythme de travail s'est modifié, les horaires atypiques et de la dépendance d'une machine, les impératifs dictés par la clientèle se sont faits plus pressants et la recherche d'une plus grande efficacité a accentué les formes d'individualisation des salariés.

En 1991, souligne l'INSEE, un actif sur deux (soit neuf millions de personnes) travaillait régulièrement le samedi, contre 42 % sept ans plus tôt. L'industrie est le secteur où la proportion a le plus augmenté (de 26 % à 36 %) et la même tendance se vérifie, quoique de façon moins prononcée, pour le travail dominical, qui touche un salarié sur cinq contre 18 % en 1984, surtout dans le secteur tertiaire. Par contre, le travail de nuit (12 % des effectifs) s'est stabilisé.

Ces contraintes nouvelles touchent particulièrement le monde ouvrier, où le modèle tayloriste ne régresse pas autant qu'on pourrait le croire. 36 % des ouvriers déclarent être soumis à des délais à respecter en une journée au maximum contre 31 % en 1984. En l'espace de sept ans, le nombre de salariés travaillant à la chaîne (570 000), et jusqu'à 43 % dans l'agroalimentaire, n'a pas baissé alors que l'on assiste à la diminution globale des effectifs ouvriers (en recul de 7 % de 1982 à 1990). En général, il s'agit de personnels femi-

nins non qualifiés. Dans l'industrie, un ouvrier sur trois estime que son rythme de travail dépend de la demande de la clientèle contre un sur six en 1984. Globalement, la part d'ouvriers «sous contrainte automatique» atteint 20 % contre 17 % en 1984.

Faut-il imputer ces phénomènes à l'introduction de nouvelles technologies ? En partie, seulement. Robots et machines à commande numérique ne constituent, en effet, l'outil de travail que de 3 % des ouvriers — comme en 1984 — alors que les micro-ordinateurs ne sont utilisés que par 8 % d'entre eux contre 6 % en début de période. Certes, l'utilisation de l'informatique est synonyme d'autonomie et d'initiative accrues, mais elle fait émerger «des facteurs de pénibilité mentale importants». Sans oublier que les investissements nécessaires aux installations modernes incitent les entreprises à allonger la durée d'utilisation des équipements et, par conséquent, à recourir plus fréquemment au travail posté, aux équipes alternantes et au travail de nuit.

L'alourdissement des contraintes

Logiquement, ces données s'accompagnent du sentiment généralisé que les conditions de travail se détériorent. Ainsi, pénibilité et nuisances déclarées par les salariés augmentent fortement sur la période considérée, alors que, de 1978 à 1984, les évolutions étaient faibles. Pourtant, ces résultats surprennent les experts. «Au cours de la décennie écoulée, des améliorations ont eu lieu et cela ne se voit pas dans l'enquête», notent les spécialistes mis à contribution par l'INSEE. Ceux-ci estiment que «dans les grandes entreprises, les conditions de travail évoluent plutôt de façon favorable alors que la situation se dégrade dans les entreprises plus petites». En fait, l'institut de la statistique considère que non seulement la «pression» sur les salariés s'est objectivement accrue, mais, en outre, que ces «nuisances sont davantage perçues aujourd'hui». Exemple révélateur : en 1984, 13 % des chauffeurs routiers «n'osaient pas à affirmer qu'ils ne risquaient pas d'accident». En 1991, ils étaient deux fois moins nombreux à partager ce sentiment.

En tout état de cause, cet alourdissement des contraintes professionnelles risque de placer en situation difficile les plus de quarante ans, alors que la tendance est au vieillissement de la population active. Certains éprouvent d'ores et déjà des difficultés à assimiler les nouvelles technologies. «Parce qu'ils

sont plus nombreux et parce que la gestion de leur carrière ne sera pas résolue par un proche départ en retraite», leur situation promet d'être difficile dans les prochaines années.

Les impératifs du marché ont aussi pesé sur les politiques salariales. De plus en plus, l'évolution des rémunérations est liée aux performances, celles de l'entreprise, par l'intermédiaire de l'intéressement pour 2 millions de salariés en 1990 contre 600 000 en 1986 et pour plus de 10 % de la masse salariale de la plupart des PME, et celles du salarié, par le biais des augmentations individuelles, qui concernent 60 % des salariés contre 45 % en 1985. Le salaire au mérite reste l'apanage des cadres (60 % d'entre eux y sont soumis) ou des techniciens et agents de maîtrise (70 %), mais la moitié des ouvriers est désormais confrontée à cette pratique qui se révèle souvent comme le seul moyen de décaler du pouvoir d'achat prisque, de 1985 à 1990, les seules augmentations générales du salaire de base des ouvriers ont représenté 2,8 % par an pour une hausse des prix de 3,3 %.

Ces évolutions vont bien au-delà de la France salariée. Ainsi, la «procédure Cresson», créée en 1982 au profit des agriculteurs en difficulté, concernait 82 000 exploitants en 1988 contre 42 000 six ans plus tôt. «Les plus touchés sont les jeunes et les mieux formés : 31 % des moins de trente-cinq ans et 32 % de ceux qui ont acquis une formation agricole de niveau baccalauréat ou plus. Ce n'est pas un paradoxe : la notion de déqualification d'entreprise marque l'avènement de l'agriculture comme secteur économique à part entière», analyse l'INSEE.

Plus de femmes, les jeunes mieux formés

Au-delà de la pression économique, des bouleversements considérables sont intervenus. En huit années, le nombre de cadres a augmenté de 40 %, celui des ouvriers a diminué de 7,1 % et celui des agriculteurs de 31,3 %. Autrement dit, dans la «forteresse», le monde ouvrier connaît une crise d'identité. Non seulement l'«aristocratie» n'est plus maître de ses bastions, mais le nombre des ouvriers du tertiaire, moins organisés, ne cesse d'augmenter. Chez les agriculteurs, c'est pis. Rares sont ceux qui âgés de plus de soixante-cinq ans continuent de travailler sur leur exploitation. Les jeunes, quoique mieux formés, sont en baisse et un seul fermier de plus de cinquante ans sur quatre sait, aujourd'hui, qui sera son successeur. Cette évolution profite toutefois

aux femmes. De trente à quarante-quatre ans, elles étaient 40 % en 1982 à être actives. Elles étaient 76 % en 1990. Économique, sociale, culturelle, cette révolution s'accompagne de changements profonds dans la structure familiale. Tandis que les mariages diminuent, les divorces augmentent au point qu'une union sur trois se termine par une séparation. Désormais, un tiers des enfants naissent dans une famille monoparentale, 1 million de femmes élevant seules leurs enfants.

Au moins, pourra-t-on se reconforter en constatant que les conditions d'existence se sont améliorées (entre 1980 et 1990, le nombre de pièces par logement est passé de 3,6 à 3,8 et la proportion de ménages satisfaits de leur habitation croît régulièrement) : 68 % des Français s'estiment même satisfaits de leur habitat et un tiers d'entre eux ont acheté une résidence individuelle depuis 1968. Ce qui a entraîné une gigantesque modification dans le paysage. Tandis que les centres de ville ne se développent plus, la croissance des banlieues se poursuit. Sur tout, les villages ruraux traditionnels, soit 8 000 communes regroupant à peine plus de 2 millions d'habitants, s'écroulent au profit des zones périurbaines, qui rassemblent 12,6 millions de personnes, «à cheval sur deux cultures», la citadine et la campagnarde, sources probables de conflits futurs entre les ruraux authentiques et les autres.

A priori, l'espérance de vie continue de progresser. Mais ce progrès est inégalement réparti selon les catégories sociales et les écarts ont tendance à s'accroître. Actuellement, un enseignant vit en moyenne neuf années de plus qu'un manœuvre, et les femmes toujours plus, que les hommes. Mais des menaces nouvelles apparaissent. Lits au vieillissement de la population, les décès à la suite d'un cancer s'accroissent. Ils sont passés de 66 000 en 1975 à 149 000 en 1988. Une part de plus en plus importante de la population âgée se trouve en situation de dépendance, et cela crée de nouvelles obligations. Quant au sida, qui se répand dans les catégories hétérosexuelles, il pourrait à terme ralentir la progression de l'espérance de vie.

ALAIN LEBAUDE
et JEAN-MICHEL NORMAND

► La Société française-Données sociales 1993, INSEE, 600 p., 285 F.

LOGEMENT

12 milliards de francs de travaux

Roger Quilliot propose au gouvernement un plan de relance en faveur des HLM

Le président de l'Union des HLM, Roger Quilliot, a été reçu mercredi 14 avril par le ministre du logement, Hervé de Charette, et lui a exposé une série de mesures de relance du logement social susceptibles d'engendrer plus de 12 milliards de francs de travaux.

Parmi ces mesures figurent le financement par l'Etat de 25 000 prêts aidés pour l'accession sociale à la propriété (PAP) supplémentaires, avec un abaissement du taux à moins de 8 % et un relèvement du plafond des ressources, 10 000 prêts localisés aidés (PLA) supplémentaires financés par la Caisse des dépôts et consignations et la mise en œuvre rapide des 20 000

prêts localisés intermédiaires qui sont déjà prévus.

Roger Quilliot, qui était accompagné des présidents des fédérations d'organismes d'HLM, souhaite aussi un programme d'amélioration de la sécurité et d'adaptation des logements pour les personnes âgées et la levée de certains «bloques», notamment en matière de financement du logement social.

Ce programme, outre les 12 milliards de francs de chiffre d'affaires pour les entreprises de bâtiment, occasionnerait aussi des rentrées de TVA supérieures aux aides publiques, a précisé en outre Roger Quilliot.

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Le président de la BERD au «Grand Jury RTL-le Monde»

Jacques Attali s'inquiète du «chacun pour soi»

A une semaine de l'assemblée générale de la banque qu'il préside, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Jacques Attali a répondu, dimanche 18 avril lors du Grand Jury RTL-le Monde aux attaques dont sa gestion fait l'objet (le Monde des 14 et 16 avril). A propos des frais engagés pour l'aménagement du siège de la banque, à Londres, M. Attali a expliqué que «le coût du mètre carré obtenu pour le bâtiment est inférieur au coût moyen de la City». Il a démenti l'information selon laquelle l'ensemble des marbres aurait été changé (du marbre de Carrare substitué au travertin), assurant que «2 % ou 3 % des sols» seulement ont été remplacés. Il a rappelé que le financement des travaux a été assuré par les dons du gouvernement britannique, de la City et du promoteur. Il y a eu «une coopération totale avec le gouvernement britannique», a-t-il affirmé.

Se déclarant peu affecté par ces critiques, M. Attali, qui doit rencontrer mardi 20 Theo Weigel,

ministre allemand des finances et président du conseil des gouverneurs de la Banque, a rappelé que la BERD avait moins de deux ans d'existence, estimant que «c'est assez injuste de juger un avion sur son altitude quand il est en période de décollage».

M. Attali craint que l'offensive dont il est l'objet ne traduise en fait une réticence accrue des Occidentaux à l'égard de l'Est. «Dans la période de récession que vit l'Occident, la difficulté d'aider l'Est devient de plus en plus grande. En Europe de l'Ouest, comme à l'Est, s'est-il inquiété, l'ambiance est au «chacun pour soi», les riches se débarrassent des pauvres. Partisan d'une adhésion rapide des pays de l'Est à la Communauté européenne ou, faute de mieux, d'un vaste accord commercial continental sur le modèle de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (Aléna), le président de la BERD estime que «la seule source de plein emploi en France et en Europe de l'Ouest... est (à moyen terme) dans le développement de l'Europe de l'Est».

FINANCES

Pour un montant de 800 millions de francs

L'Essonne signe avec cinq banques une convention de financement à option multiple

Le département de l'Essonne vient de signer avec cinq banques une convention de financement à option multiple pour un montant — élevé — de 800 millions de francs. Le Crédit lyonnais est le chef du file de l'opération.

L'accord signé entre dans la catégorie des MOF (Multi Options Financières). Il permettra au département de faire appel aux crédits, sur une période pluriannuelle en plusieurs tranches et de pouvoir les reconstruire après remboursement. La nouvelle convention présente une grande nouveauté. Elle autorise en effet l'Essonne à tirer pendant une période de mobilisation de près de trois ans ces fonds soit sous forme de crédit revolving, soit sous celle d'un prêt à long terme. «Le même financement va participer à une gestion réelle et conjuguée de la dette et de la trésorerie

et sans contrainte budgétaire particulière afin de conserver constamment une trésorerie zéro», précise Lionel Fourny, directeur des services financiers du département.

Autre nouveauté : la possibilité de mobiliser sur divers devises étrangères, comme l'euro, le deutschemark, le dollar américain ou le yen, une disposition permettant de saisir les opportunités du marché des changes pour bénéficier des meilleures conditions de couverture. «Une collectivité ne pouvant placer sa trésorerie excédentaire est obligée d'agir différemment par une action directe sur ses frais financiers. Cette convention nous donne la souplesse indispensable pour le faire», a souligné Bruno Gizard, directeur général des services départementaux.

PATRICK DESAVIE

TÉLÉMATIQUE

36-17 CHINE-INFO : une base de données sur la Chine

La Société européenne d'ingénierie télématique (SET) et Chine Services viennent de mettre en place une base de données orientée à la fois vers le grand public et les professionnels. En appelant 36-17-CHINE-INFO, la plateforme au fur et à mesure de leur mise en service, se documenter sur le tourisme, la banque, l'économie, les informations générales, la culture et l'enseignement, la fiscalité, la législation des sociétés, l'import-export, consulter un annuaire (business et adresses générales), et utiliser une messagerie.

Avec la coopération de la Maison de la Chine sur le tourisme — également accessible par le 36-15 MAISON DE LA CHINE — de l'agence Chine nouvelle pour les nouvelles, des Langues-O pour les questions culturelles, CHINE-INFO a pour ambition non seulement d'informer, mais de servir d'intermédiaire éventuel aux entreprises et aux individus tentés par l'aventure chinoise.

► SET, 47, rue de Liège, 75008 Paris ; tél. 42-93-08-77, télex 43-87-93-97.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA BFCE EN 1992 : NOUVELLE PROGRESSION DES RÉSULTATS

Le Conseil d'Administration de la BFCE, réuni le 7 avril 1993 sous la présidence de Michel Freyche, a examiné les comptes de l'exercice 1992.

Un niveau d'activité soutenu dans une conjoncture économique difficile

La BFCE a confirmé, au cours de cet exercice, le haut niveau d'activité atteint en 1991.

Le Produit Net Bancaire consolidé s'établit à 2 066 millions de francs, venant de 2 041 millions en 1991. Cette progression, sur laquelle a pesé le retraitement des risques souverains, trouve son origine dans la croissance soutenue (+ 5 % sur une base homogène) des activités commerciales qui les porte à 85 % du PNB, la part des activités institutionnelles continuant à se réduire. Elle illustre la complémentarité des métiers exercés par la BFCE, qui a permis de compenser les effets défavorables du ralentissement économique sur le développement de la banque commerciale en France par des résultats en net progrès dans les activités internationales et les opérations de marchés.

Avec une stabilité complète des charges d'exploitation, le résultat brut d'exploitation progresse de près de 4 %, pour atteindre 696 millions de francs.

Un résultat en hausse et une assise financière à nouveau renforcée

Le montant net des dotations aux provisions s'établit à 410 millions en 1992 au lieu de 530 millions de francs en 1991. Si les dotations pour risques individualisés augmentent très sensiblement de 299 à 360 millions en raison de la conjoncture, les dotations pour risques souverains reviennent, en revanche, de 231 à 50 millions, après achèvement du programme de retraitement. Le taux de couverture de l'ensemble des risques souverains subissant pour la banque a cependant été porté à 60 %, y compris pour les pays de l'ex-URSS pour lesquels il n'était que de 35 % à fin 1991.

Après dotations complémentaires de 120 millions de francs à la provision pour éventualités diverses et de 50 millions aux Fonds pour Risques Bancaires Géographiques, le résultat net consolidé part du groupe s'élève à 137 millions de francs, en progression de 19 % sur l'exercice précédent.

Par ailleurs, la réévaluation d'une partie du patrimoine immobilier a permis de dégager une plus-value de 640 millions de francs qui, sans passer par le compte de résultat, a été affectée directement aux fonds propres. Après ajustements divers, ceux-ci ont augmenté de près de 1 milliard de francs. Ils atteignent aujourd'hui 6,6 milliards, permettant de porter le ratio Cooke à 8,6 %.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

مكتبة الأصل

ÉCONOMIE

A un an de la mise en exploitation définitive de la liaison trans-Manche

Les handicaps d'Eurotunnel

Totalement terminé en août prochain, le tunnel sous la Manche devrait être inauguré en présence d'Elisabeth II et de François Mitterrand le 6 mai 1994. Son coût total s'élève à plus de 84 milliards de francs. Sa date de mise en service est en revanche plus incertaine, le tunnel étant menacé par le conflit qui oppose Eurotunnel à TML. Pour combler les coûts occasionnés par les différents retards, les banquiers d'Eurotunnel étudient sur un plan de refinancement de l'ordre de 10 milliards de francs.

A un an de son inauguration officielle, en présence de la reine d'Angleterre et du président de la République française, le 6 mai 1994 « le plus grand chantier du siècle », comme il est communément appelé, est achevé à plus de trois quarts. Cette promesse technologique — les premiers travaux de forage ont commencé le 1^{er} décembre 1987 — a presque été réalisée en respectant le calendrier très serré qui lui était imparti. André Bénéard, président d'Eurotunnel, qui pilote ce projet depuis bientôt sept ans est « content » d'avoir su mener à quel son tunnel. Et pourtant, des incertitudes planent encore sur le projet, et notamment le moment de mise en service.

La date de mise en exploitation prévue à l'origine avait été fixée au 15 mai 1993. Depuis elle a fait l'objet de trois reports successifs au 15 juin, puis au 15 septembre et enfin au 15 décembre 1993. Mais les dernières déclarations faites par Jean-Claude Jamieson, numéro deux du groupe Fugère-Sae qui fait partie du consortium britannique TransManche Link (TML) conduisant à l'impossibilité de l'ouverture du tunnel en décembre ont jeté un froid. Le président Bénéard, préfère réajuster, s'en tenant aux termes du contrat. « Si les dispositions contractuelles sont respectées, la date d'ouverture sera acceptable », explique-t-il.

En fait, un bras de fer supplémentaire se déroule actuellement entre Eurotunnel, société concessionnaire du tunnel et TML, consortium regroupant les dix sociétés françaises et britanniques chargées de la construction pour le

compte d'Eurotunnel. Le torchon brûle depuis septembre 1991, depuis que TML a demandé à Eurotunnel une rallonge financière liée au surcoût des équipements fixes (voies de chemins de fer, caténaires, système de climatisation...), et que le consortium a eu recours aux procédures d'arbitrage pour obtenir cet argent.

Les deux parties échoppent sur le montant des réclamations. En août dernier, TML a refusé les 12 milliards de francs (valeur 1985) dont 2 milliards, sous forme d'instruments financiers (actions et obligations convertibles) proposés par Eurotunnel. Les constructeurs réclamaient 13,3 milliards de francs soit un différentiel de 1,3 milliard de francs (toujours valeur 1985). Depuis décembre 1992, les négociations sont au point mort, les deux parties ne se parlant plus. Aujourd'hui le président Bénéard chiffre à 9 milliards de francs la somme due au surcoût des équipements fixes que peut justifier TML.

L'évolution de la trésorerie

Mais les handicaps pour l'ouverture du tunnel avant la fin de l'année ne s'arrêtent pas là. La société québécoise Bombardier qui doit fournir les navettes pour les voitures a stoppé sa production et empêche la livraison des 58 navettes déjà prêtes. Pour relancer la production, la société Bombardier a demandé le règlement d'une facture supplémentaire de 1 à 1,5 milliard de francs à TML.

En revanche les autres matériels roulants sont livrés aux dates convenues. La livraison des navettes pour le transport de poids-lourds, en provenance de Breda-Fiat, se déroule sans problème. Le premier wagon international destiné au transport de marchandises est sorti à l'heure de l'usine de Douai du groupe Arbel. Les retards pris par Brush/ABB pour la livraison des locomotives et par GEC-Alsthom dans la fabrication des rames de TGV « Eurostar » ne seront pas trop pénalisants. Un nombre suffisant de rames sera en effet livré à temps pour la mise en service partielle des TGV début 1994, le reste sera fourni pour l'exploitation régulière.

Plus que la date d'ouverture du

tunnel, car rien à l'heure actuelle ne compromet de manière grave son ouverture, le souci du président Bénéard étant « l'évolution de la trésorerie d'Eurotunnel à partir de mi-94 ». Jusqu'à cette date, elle est assurée par les crédits accordés par le syndicat des deux-cent-trois banques qui assurent le financement du projet. Mais ensuite se pose le double problème de la « soudure » jusqu'à la date de l'endettement maximum (la période entre la mise en opération complète (en 1995) et les premiers mois de l'exploitation, phase critique pour les équilibres financiers), et du montant de cette « soudure ».

C'est pourquoi Eurotunnel attend à la fois un effort financier de ses actionnaires et de ses banques. Celles-ci planchent actuellement sur un plan de financement supplémentaire de l'ordre de 10 milliards de francs. Cela portera le coût total du tunnel aux alentours de 84 milliards de francs (60 milliards, plus 24 milliards de frais financiers). Soit plus du double du budget établi en 1985 (40 milliards de francs), mais ce genre de dépassement est assez ordinaire pour des travaux de grande envergure.

Le montant précis de l'augmentation de capital n'a pas encore été fixé car il dépend en partie de l'évolution des taux d'intérêt en Grande-Bretagne et en France. Le président d'Eurotunnel est favorable à une augmentation « la plus tardive possible, après une période significative d'exploitation du tunnel » soit à la fin de 1994, voire en 1995.

Mais pour assurer des recettes supplémentaires, André Bénéard compte aussi se retourner contre les gouvernements et les compagnies de chemins de fer et demander une révision des contrats qui le lient. Les exigences de la commission intergouvernementale (CIG) ayant dépassé ce qui était prévu dans la concession, André Bénéard compte adresser dans les mois qui viennent un mémorandum chiffré aux gouvernements britanniques et français.

ALAIN BEUVE-MÉRY

EN BREF

□ L'INRIA ouvre un centre près de Grenoble. — Alain Carignon, ministre de la communication et président du conseil général de l'Isère, a annoncé, vendredi 16 avril, l'implantation d'une nouvelle unité de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) à Montbonnot, près de Grenoble (Isère). L'implantation de ce centre dans la région grenobloise entraînera la création d'une vingtaine d'emplois directs et d'une centaine pour les entreprises sous-traitantes qui vont travailler pour ce nouveau pôle informatique. L'INRIA, implantée près de Versailles, avait déjà élargi ses ramifications à Rennes (1979), Sophia-Antipolis (1983) et Nancy (1987).

□ L'Aérospatiale remporte un gros contrat avec Arabat. — Le groupe français Aérospatiale a remporté samedi 17 avril un contrat de 257,9 millions de dollars (1,419 milliard de francs) pour la construction de deux satellites au profit de l'Organisation arabe des télécommunications par satellite (ArabSat). La compagnie américaine Hughes, qui était en concurrence avec le groupe français pour ce contrat, n'a pu répondre à certains critères techniques réclamés par Arabat. Le contrat porte sur la construction de deux satellites et la mise sur orbite en 1995 de l'un des deux engins. Le second sera un satellite de réserve. Chaque satellite devrait offrir 36 canaux couvrant l'ensemble des pays arabes et une grande partie de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique.

□ Les Républiques tchèque et slovaque membres du GATT. — Le GATT (Accord général sur le commerce extérieur et les tarifs douaniers) compte désormais 109 membres avec l'adhésion jeudi 15 avril de la République tchèque et de la Slovaquie comme nouveaux membres. Les protocoles d'adhésion avaient été signés à Genève le 16 mars, au siège du GATT. L'antéchoislovaquie était l'un des 23 membres fondateurs du GATT en 1948.

PRÉFECTURE DES YVELINES PRÉFECTURE DE L'ESSONNE

Aménagement des autoroutes A 10 et A 11

AVIS D'ENQUÊTE

Le Préfet des Yvelines, coordinateur de l'enquête, informe le public que, par arrêté interpréfectoral en date du 29 mars 1993, il a été prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet d'aménagement des autoroutes A 10 et A 11 (élargissement de 2 x 3 voies à 2 x 4 voies ; tronçon commun LA FOLIE-BESSIN/Bifurcation A 10A 11. Élargissement de 2 x 2 voies à 2 x 3 voies ; A 10 : Bifurcation A 10A 11 à ALLAINVILLE ; A 11 : Bifurcation A 10A 11 à ABLIS et travaux annexes), dans le département des Yvelines, dans les communes de :

- LONGVILLIERS,
- SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,
- PONTHEVRARD,
- SAINT-MESME,
- SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT,
- SONCHAMP,
- ABLIS,
- ALLAINVILLE,

et dans le département de l'Essonne, dans les communes de :

- LES ULIS,
- MARCOUSSIS,
- SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD,
- JANVRY,
- BRIS-SOUS-FORGES,
- VAUGRIGNEUSE,
- FORGES-LES-BAINS,
- ANGERSVILLIERS,
- DOURDAN.

Ce projet d'aménagement des autoroutes A 10 et A 11 comprend, dans le département de l'Essonne sur les communes des ULIS, de MARCOUSSIS et de SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD, le projet de la Francilienne en voies collectives (2 x 3 voies) de part et d'autre de l'autoroute A 10.

Cette enquête se déroulera pendant 38 jours, du 10 mai au 16 juin 1993 inclus. Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et consigner sur place, sur les registres ouverts à cet effet, ses observations.

Dans le département des Yvelines :

- à la Préfecture des Yvelines du lundi au jeudi : de 9 h à 16 h
- le vendredi : de 9 h à 15 h
- à la sous-préfecture de RAMBOUILLET du lundi au jeudi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 15 h 30
- le vendredi : de 9 h à 12 h
- dans les mairies de :

- LONGVILLIERS
mardi, jeudi : de 14 h à 17 h
samedi : de 9 h à 12 h
- SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES
du lundi au vendredi : de 9 h à 12 h et de 15 h 45 à 17 h 45
samedi : de 9 h à 12 h

- PONTHEVRARD
lundi, mercredi : de 9 h à 12 h
mardi, vendredi : de 14 h à 19 h

- SAINT-MESME
lundi, mercredi, jeudi, vendredi : de 14 h à 18 h
samedi : de 10 h à 12 h

- SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT
jeudi : de 13 h 30 à 18 h
samedi : de 9 h à 12 h

- SONCHAMP
lundi, mardi, jeudi, vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 16 h à 18 h
samedi : de 8 h 30 à 12 h

- ABLIS
lundi, mardi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h
mercredi : de 9 h à 12 h
jeudi, vendredi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h
samedi : de 9 h à 12 h

ALLAINVILLE

- du lundi : de 15 h 30 à 17 h 30
jeudi : de 16 h 30 à 18 h 30

Dans le département de l'Essonne :

- à la sous-préfecture de PALAISEAU du lundi au vendredi : de 8 h 45 à 16 h 15
- dans les mairies de :

- LES ULIS
lundi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
mardi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 45
mercredi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
jeudi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 45
vendredi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h
samedi : de 9 h à 12 h

- MARCOUSSIS
lundi, mardi, jeudi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h

SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD

- du lundi : de 9 h à 12 h
mardi : de 16 h à 18 h
vendredi : de 16 h à 19 h

JANVRY

- lundi : de 16 h à 20 h
mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 9 h à 12 h et de 16 h à 20 h
samedi : de 9 h à 12 h

BRIS-SOUS-FORGES

- lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h
samedi : de 9 h à 12 h

VAUGRIGNEUSE

- lundi : de 14 h à 16 h
mardi : de 14 h à 19 h
mercredi : de 10 h à 12 h
jeudi : de 14 h à 19 h
vendredi : de 14 h à 16 h
samedi : de 10 h à 12 h

FORGES-LES-BAINS

- lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
samedi : de 8 h 30 à 11 h 30

ANGERSVILLIERS

- lundi : de 14 h à 16 h
mercredi, vendredi : de 9 h à 11 h
samedi : de 10 h à 12 h

DOURDAN

- du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
samedi : de 8 h 30 à 12 h 30

Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit à M. le Président de la Commission d'Enquête à la Préfecture des Yvelines, siège de l'enquête, S.U.E.L., Bureau de l'Urbanisme, Annexe, Avenue de l'Europe, 78010 VERSAILLES.

Aux fins de recueillir les observations éventuelles, le public sera reçu en sous-préfecture, par un ou plusieurs des membres de la Commission d'Enquête :

- En sous-préfecture de PALAISEAU :
 - le mercredi 12 mai 1993 : de 9 h à 12 h
 - le jeudi 13 mai 1993 : de 9 h à 12 h
 - le vendredi 14 mai 1993 : de 9 h à 12 h
- En sous-préfecture de RAMBOUILLET :
 - le lundi 14 juin 1993 : de 9 h à 12 h
 - le mardi 15 juin 1993 : de 9 h à 12 h
 - le mercredi 16 juin 1993 : de 9 h à 12 h

La Commission d'Enquête sera présidée par M. Christian DENIS.

Sont nommés membres titulaires de la Commission d'Enquête :
- M. Christian DENIS, secrétaire général de mairie, en retraite, domicilié 11, rue des Lauriers à SAINT-RÉMY-LES-CHEVREUSE (78470).
- M. Roland COURTEL, agriculteur, membre de la Chambre d'Agriculture, domicilié 3, rue des Courtis à CROIS-SY-SUR-SEINE (78290).
- M. André HAMON, secrétaire général honoraire de la mairie de TRAPPES, domicilié 3, rue André-Messager à BOIS-D'ARCY (78390).

Sont nommés membres suppléants de la Commission d'Enquête :
- M. Fernand LAPOTRE, commissaire général de division, domicilié 14, avenue du Château à ELANCOURT (78990).
- M. Paul CORNU, ingénieur, domicilié 9, square de Breteville au CHESNAY (78150).

Une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête sera déposée dans chacune des préfectures, des sous-préfectures et des mairies des communes concernées, pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à Monsieur le Préfet des Yvelines (adresse ci-dessus).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PLENITUDE

SICAV ACTIONS FRANÇAISES
ELIGIBLE AU PEA

DIVIDENDE EXERCICE 1992

Le Conseil d'administration de la Sicav PLENTUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1992 et a proposé de fixer à 4 francs le dividende net versé par action.

DECOMPOSITION DU DIVIDENDE NET, EN FRANCS :	
• Obligations françaises non indexées	2,80
• Actions françaises	1,20
TOTAL	4,00

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 28 avril et mis en paiement le 30 avril 1993 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 30 juillet 1993).

CREDIT D'IMPOT

Selon la nouvelle réglementation fiscale, le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 31.12.1992 : 135,16 francs.

LA POSTE

VIE DES ENTREPRISES

Assemblée générale
des actionnaires le 18 maiLe rapprochement
entre la BNP
et la Dresdner Bank
paraît sur la bonne voie

Décidé il y a quatre ans, engagé avec la création de filiales communes — notamment dans les ex-pays de l'Est — le rapprochement entre la Banque nationale de Paris (BNP) et la Dresdner Bank allemande paraît sur la bonne voie. Actionnaires et titulaires de certificats de droit de vote de la banque française sont convoqués en assemblée générale, le 18 mai, pour le valider. Une mission qui ne fait aucun doute, l'Etat étant majoritaire au sein du capital de la BNP.

Le rapprochement n'en sera pas définitivement bouclé pour autant. Un avis publié vendredi 16 avril au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) précise, en effet, que l'application des sections IV et VII de l'accord sera subordonnée à des arrangements préalables, conformément à l'échange de lettres entre le président de la BNP et le porte-parole du directeur (noté : le président) de la Dresdner Bank datées des 12 et 14 janvier 1993. La teneur de ces lettres n'a jamais été rendue publique. Mais on sait que le principal point de discussion portait sur le statut public de la BNP, les deux banques devant concéder leur alliance par des prises de participations croisées de 10 % du capital.

Une stratégie d'ouverture vieille de cinq ans

General Motors, troisième équipementier
automobile européen

En Europe, General Motors a laissé ses équipementiers, regroupés au sein d'ACG, devenir fournisseurs d'autres constructeurs automobiles. Une stratégie qui a permis à ACG Europe de se hisser au troisième rang des équipementiers du Vieux Continent.

Si aucun conducteur d'automobile ne peut ignorer ce qu'est une « tête » Delco, peu savent que cette fameuse tête, mais aussi le troisième équipementier automobile européen. C'est en effet en début du siècle que la firme Dayton Engineering Laboratories Company (Delco) fabrique le premier système d'allumage. Depuis, Delco est devenu à la tête d'allumage ce que Frigidaire est aux réfrigérateurs. Un terme presque générique. Le laboratoire de Dayton a été vendu à General Motors (GM). Sous le nom de Delco Remy, il constitue l'une des neuf divisions d'ACG, équipementier appartenant à GM.

Avec un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de dollars (21 milliards de francs) en Europe en

1992, ACG Europe, ex-aequo avec Valen, arrive troisième derrière les allemands Bosch et Mannesmann. Aux Etats-Unis, ACG ne réalise que 5 % de son chiffre d'affaires en dehors de sa maison mère. En revanche, en Europe, ce taux est de 43 %. Un pourcentage dû à la politique d'ouverture entamée dès le début des années 80, lorsque GM commença à vendre à d'autres constructeurs automobiles les produits de l'une de ses unités : Packard Electric. En cinq ans, le chiffre d'affaires de cette dernière fut multiplié par quatre.

Des secteurs
en croissance...

Ce succès incite les dirigeants de GM Europe à généraliser cette stratégie à tous les équipementiers du groupe qui furent regroupés en 1988 sous un label commun, ACG. Disposant d'un large éventail de produits, ses neuf unités (AC, Rochester, Delco, Remy, Inland Fisher Guide, Delco Electronics, Delco Chassis, Packard Electric, GM Powertrain, Harrison, Saginaw) sont regroupées en cinq activités : gestion moteur, châssis, carrosserie, électrique-électronique et système thermique.

Son président, Hans Jürgen

Weiser, ne craint pas la récession qui sévit dans l'automobile. Malgré une baisse prévisible du marché de 10 % en 1993, il compte maintenir le même niveau d'activité qu'en 1992, grâce à son positionnement dans des secteurs en croissance : l'air conditionné, l'injection électronique, les pots catalytiques, les systèmes de direction assistée, les freins ABS, les airbags et les suspensions électroniques.

ACG emploie 34 000 personnes en Europe. Implanté dans 12 pays, il dispose de 47 usines et de 2 centres techniques; 90 % des produits d'ACG vendus en Europe sont fabriqués sur le Vieux Continent. En France, ACG emploie près de 5 000 personnes. A titre d'exemple, il a fourni à Renault le module de chauffage et d'air conditionné de la Twingo, ainsi que le système de contrôle moteur et le câblage. La production française d'ACG est exportée à 80 %.

Juridiquement intégré à GM, ACG pourrait être constitué en société indépendante. Mais, selon M. Weiser, l'ouverture de son capital ne serait pas à l'ordre du jour.

ANNIE KAHN

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ **Britannia Ferries** : résultat net divisé par deux pour l'exercice 1991-1992. — Le groupe de transport maritime britannique, dont le siège est à Roscoff (Finistère), a dégagé un bénéfice net de 22 millions de francs pour l'exercice allant du 1^{er} octobre 1991 au 30 septembre 1992, pratiquement divisé par deux par rapport à l'exercice précédent, selon un communiqué publié vendredi 16 avril par l'armateur. Les résultats ont été affectés par la fermeture du 17 juillet au 28 août de la ligne Roscoff-

Plymouth, en raison de l'arrêt du ferry « Quiberon ». En revanche, la compagnie a enregistré une progression satisfaisante du fret dans une conjoncture difficile et peu propice aux échanges franco-britanniques. Le nombre total de passagers toutes lignes confondues a baissé de 2,7 %, à 2 639 803.

■ **Seat** annonce des pertes de 12,75 milliards de pesetas (600 millions de francs) en 1992. — Le constructeur espagnol Seat, filiale à 100 % du groupe VW-Audi, est tombé dans le rouge pour la première fois depuis quatre ans, en enregistrant 12,75 milliards de pesetas de pertes

en 1992 (600 millions de francs). Selon le président de Seat, Jose Antonio Diaz Alvarez, ces résultats sont dus aux coûts financiers « très élevés », évalués à eux seuls à 16 milliards de pesetas, alors que les opérations courantes ont été positives de 3 milliards de pesetas. Par ailleurs, les responsables de Seat ont rappelé que les investissements, destinés notamment à la nouvelle usine robotisée de Martorell (20 kilomètres au nord de Barcelone), se sont élevés en 1992 à 91,16 milliards de pesetas, soit 56,1 % de plus que l'année antérieure.

■ **Daf** (véhicules militaires) : perte nette de 257 millions de florins (771 millions de francs) en 1992. — Le constructeur néerlandais de véhicules militaires Daf N.V., mis en cessation de paiements en février dernier, puis sauvé après restructuration et dégrèvement, a enregistré une perte nette de 257 millions de florins (771 millions de francs) contre un résultat négatif de 395 millions de florins en 1991. Les camions, activité de base du constructeur qui a été sauvée, ont enregistré en 1992 un bénéfice net de 79 millions de florins après deux ans de pertes; la branche militaire, Daf Special Products (qui ne fait plus partie du nouveau Daf), a accusé une perte de 10 millions de florins; la société de financement, Daf Finance Company, enfin, a accusé une perte nette de 130 millions de florins en 1992. Cette dernière est en cessation de paiement depuis le 2 février (le Monde du 9 février).

■ **KNP-BT** (papier) : bénéfice net divisé par quatre en 1992. — Le conglomérat néerlandais KNP-BT (papier, emballages, systèmes graphiques) a réalisé en 1992 un bénéfice net avant résultat extraordinaire de 116 millions de florins (348 millions de francs), contre 443 millions de florins en 1991. Le chiffre d'affaires consolidé en revanche s'est accru de 1,5 % à 12,5 milliards de florins. Le conglomérat attribue ces résultats « décevants » à la récession économique : son chiffre d'affaires a baissé de 8,2 % dans le papier (1,973 milliard de florins) et de 4,2 % dans les emballages (3,681 milliards). Les ventes d'articles de bureaux ont en revanche augmenté de 2,7 % (3,895 milliards de florins) et celles de systèmes graphiques de 11 % (3,449 milliards). KNP-BT est le fruit du mariage en mars des sociétés néerlandaises KNP, Buchmann-Terre (BT) et VRG, toutes leaders dans leur secteur sur le marché néerlandais (le Monde du 27 mars).

■ **Rietter** (machines textiles) : augmentation du bénéfice net en 1992. — Le fabricant suisse de machines textiles Rietter a réalisé un bénéfice net de 32,3 millions de francs suisses (118 millions de francs) en 1992 contre 4,9 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaire net a progressé de 15,6 % à 1,59 milliard de francs suisses (5,8 milliards de francs). Le cash-flow a atteint 115 millions de francs suisses, en hausse de 29,9 %. Dans sa lettre aux actionnaires, Rietter précise que l'augmentation, en mars, de 6,7 à 13 % de la participation de son concurrent helvétique Saurer dans son capital, « ne crée aucune

situation nouvelle » : Rietter rejette toute idée de fusion entre les deux groupes. Fusion qui d'ailleurs n'a pas lieu, selon Rietter, à un groupe réalisant 80 % de ses activités dans le secteur, cyclique, des machines textiles.

FEUX VERTS

■ **L'offre publique d'échange d'IBM France sur CGI Informatique** est jugée recevable. — Le Conseil des Bourses de valeurs a déclaré recevable le projet d'offre publique d'échange (OPE) de la société IBM-France sur la société CGI Informatique, selon un avis de la Société des Bourses françaises diffusé vendredi 16 avril. Selon ce projet annoncé le 6 avril, IBM France propose d'échanger toutes les actions de la CGI Informatique contre des obligations convertibles IBM France de 335 F nominal, à émettre, à raison d'une obligation convertible IBM France pour une action CGI. Les trois principaux dirigeants de la CGI, actionnaires réunissant 25,36 % de son capital, se sont déjà engagés à apporter leurs titres à IBM-France. IBM France ne donnera pas suite à son offre si le nombre d'actions CGI répondant à l'offre est inférieur à 66,67 % des droits de vote.

■ **La justice américaine approuve le plan de réorganisation de Continental Airlines**. — Un juge des faillites a approuvé vendredi 16 avril le plan de réorganisation de Continental Airlines, qui prévoit notamment la cession d'une prise de participation majoritaire à Air Canada et à des investisseurs américains. Le feu vert du juge Helen Balick va permettre à la compagnie aérienne américaine de sortir à la fin avril de la protection judiciaire (article 11) et ce pour la deuxième fois depuis les dix dernières années. Air Canada et un groupe d'investisseurs américains, conduit par deux hommes d'affaires texans, David Bonderman et James Coulter, obtiendront 27 % chacun du capital de Continental en échange d'une injection de 450 millions de dollars. Les créanciers de la compagnie recevront 35,6 %. Pour respecter la législation américaine qui limite les investissements étrangers dans les compagnies aériennes du pays, les pouvoirs de vote d'Air Canada dans Continental seront plafonnés à 24 %.

■ **Bruxelles approuve le rapprochement entre Thomson-CSF et Short Brothers**. — La Commission européenne a approuvé la constitution d'une joint-venture (co-entreprise) entre la firme française d'électronique Thomson-CSF et la société d'armement britannique Short Brothers pour la fabrication de missiles anti-aériens, a indiqué un de ses porte-paroles, vendredi 16 avril. Short Missile Systems Ltd. doit fabriquer des missiles de défense anti-aérienne rapprochée (CADS) et, selon la Commission, les activités de Thomson-CSF et de Short Brothers sont, dans ce secteur, complémentaires. La firme britannique s'occupera de la fabrication des missiles et la société française de leurs systèmes de guidage.

MARCHÉS FINANCIERS

BLAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes relatifs à l'union
(en milliards de francs)

	8 avril 1993
Total actif	604 156
dont :	
Or	144 322
Disponibilités à vue à l'étranger	96 042
Comptes	50 558
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 497
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	50 006
Comptes au Trésor public	36 030
Titres d'Etat (bons et obligations)	33 303
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	437
Effets en cours de recouvrement	63 453
Total passif	604 156
dont :	
Effets en circulation	254 270
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	7 501
Comptes du Trésor public	25 020
Requêtes de liquidité	9 989
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirage spéciaux	8 176
Comptes à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	50 701
Reserves de réévaluation des actifs publics en or	161 348

	8 avril 1993
Total actif	604 156
dont :	
Or	144 322
Disponibilités à vue à l'étranger	96 042
Comptes	50 558
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 497
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	50 006
Comptes au Trésor public	36 030
Titres d'Etat (bons et obligations)	33 303
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	437
Effets en cours de recouvrement	63 453
Total passif	604 156
dont :	
Effets en circulation	254 270
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	7 501
Comptes du Trésor public	25 020
Requêtes de liquidité	9 989
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirage spéciaux	8 176
Comptes à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	50 701
Reserves de réévaluation des actifs publics en or	161 348

	8 avril 1993
Total actif	604 156
dont :	
Or	144 322
Disponibilités à vue à l'étranger	96 042
Comptes	50 558
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 497
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	50 006
Comptes au Trésor public	36 030
Titres d'Etat (bons et obligations)	33 303
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	437
Effets en cours de recouvrement	63 453
Total passif	604 156
dont :	
Effets en circulation	254 270
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	7 501
Comptes du Trésor public	25 020
Requêtes de liquidité	9 989
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirage spéciaux	8 176
Comptes à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	50 701
Reserves de réévaluation des actifs publics en or	161 348

TAXES DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appels d'offres	9,10 %
Taux des primes de 5 à 10 jours	12 %
Taux des primes sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUESIndices généraux de base 100 :
31 décembre 1992

	8-4-93	16-4-93
Indice CAC 40	111,2	111,4
Indice SBF 120	106,7	107,1
Indice SBF 250	106,8	107,6
Indice SBF 350	106,8	107,6
Indice SBF 450	106,8	107,6
Indice SBF 550	106,8	107,6
Indice SBF 650	106,8	107,6
Indice SBF 750	106,8	107,6
Indice SBF 850	106,8	107,6
Indice SBF 950	106,8	107,6
Indice SBF 1050	106,8	107,6
Indice SBF 1150	106,8	107,6
Indice SBF 1250	106,8	107,6
Indice SBF 1350	106,8	107,6
Indice SBF 1450	106,8	107,6
Indice SBF 1550	106,8	107,6
Indice SBF 1650	106,8	107,6
Indice SBF 1750	106,8	107,6
Indice SBF 1850	106,8	107,6
Indice SBF 1950	106,8	107,6
Indice SBF 2050	106,8	107,6
Indice SBF 2150	106,8	107,6
Indice SBF 2250	106,8	107,6
Indice SBF 2350	106,8	107,6
Indice SBF 2450	106,8	107,6
Indice SBF 2550	106,8	107,6
Indice SBF 2650	106,8	107,6
Indice SBF 2750	106,8	107,6
Indice SBF 2850	106,8	107,6
Indice SBF 2950	106,8	107,6
Indice SBF 3050	106,8	107,6
Indice SBF 3150	106,8	107,6
Indice SBF 3250	106,8	107,6
Indice SBF 3350	106,8	107,6
Indice SBF 3450	106,8	107,6
Indice SBF 3550	106,8	107,6
Indice SBF 3650	106,8	107,6
Indice SBF 3750	106,8	107,6
Indice SBF 3850	106,8	107,6
Indice SBF 3950	106,8	107,6
Indice SBF 4050	106,8	107,6
Indice SBF 4150	106,8	107,6
Indice SBF 4250	106,8	107,6
Indice SBF 4350	106,8	107,6
Indice SBF 4450	106,8	107,6
Indice SBF 4550	106,8	107,6
Indice SBF 4650	106,8	107,6
Indice SBF 4750	106,8	107,6
Indice SBF 4850	106,8	107,6
Indice SBF 4950	106,8	107,6
Indice SBF 5050	106,8	107,6
Indice SBF 5150	106,8	107,6
Indice SBF 5250	106,8	107,6
Indice SBF 5350	106,8	107,6
Indice SBF 5450	106,8	107,6
Indice SBF 5550	106,8	107,6
Indice SBF 5650	106,8	107,6
Indice SBF 5750	106,8	107,6
Indice SBF 5850	106,8	107,6
Indice SBF 5950	106,8	107,6
Indice SBF 6050	106,8	107,6
Indice SBF 6150	106,8	107,6
Indice SBF 6250	106,8	107,6
Indice SBF 6350	106,8	107,6
Indice SBF 6450	106,8	107,6
Indice SBF 6550	106,8	107,6
Indice SBF 6650	106,8	107,6
Indice SBF 6750	106,8	107,6
Indice SBF 6850	106,8	107,6
Indice SBF 6950	106,8	107,6
Indice SBF 7050	106,8	107,6
Indice SBF 7150	106,8	107,6
Indice SBF 7250	106,8	107,6
Indice SBF 7350	106,8	107,6
Indice SBF 7450	106,8	107,6
Indice SBF 7550	106,8	107,6
Indice SBF 7650	106,8	107,6
Indice SBF 7750	106,8	107,6
Indice SBF 7850	106,8	107,6
Indice SBF 7950	106,8	107,6
Indice SBF 8050	106,8	107,6
Indice SBF 8150	106,8	107,6
Indice SBF 8250	106,8	107,6
Indice SBF 8350	106,8	107,6
Indice SBF 8450	106,8	107,6
Indice SBF 8550	106,8	107,6
Indice SBF 8650	106,8	107,6
Indice SBF 8750	106,8	107,6
Indice SBF 8850	106,8	107,6
Indice SBF 8950	106,8	107,6
Indice SBF 9050	106,8	107,6
Indice SBF 9150	106,8	107,6
Indice SBF 9250	106,8	107,6
Indice SBF 9350	106,8	107,6
Indice SBF 9450	106,8	107,6
Indice SBF 9550	106,8	107,6
Indice SBF 9650	106,8	107,6
Indice SBF 9750	106,8	107,6
Indice SBF 9850	106,8	107,6
Indice SBF 9950	106,8	107,6
Indice SBF 10050	106,8	107,6
Indice SBF 10150	106,8	107,6
Indice SBF 10250	106,8	107,6
Indice SBF 10350	106,8	107,6
Indice SBF 10450	106,8	107,6
Indice SBF 10550	106,8	107,6
Indice SBF 10650	106,8	107,6
Indice SBF 10750	106,8	107,6
Indice SBF 10850	106,8	107,6
Indice SBF 10950	106,8	107,6
Indice SBF 11050	106,8	107,6
Indice SBF 11150	106,8	107,6
Indice SBF 11250	106,8	107,6
Indice SBF 11350	106,8	107,6
Indice SBF 11450	106,8	107,6
Indice SBF 11550	106,8	107,6
Indice SBF 11650	106,8	107,6
Indice SBF 11750	106,8	107,6
Indice SBF 11850	106,8	107,6
Indice SBF 11950	106,8	107,6
Indice SBF 12050	106,8	107,6
Indice SBF 12150	106,8	107,6
Indice SBF 12250	106,8	107,6
Indice SBF 12350	106,8	107,6
Indice SBF 12450	106,8	107,6
Indice SBF 12550	106,8	107,6
Indice SBF 12650	106,8	107,6
Indice SBF 12750	106,8	107,6
Indice SBF 12850	106,8	107,6
Indice SBF 12950	106,8	107,6
Indice SBF 13050	106,8	107,6
Indice SBF 13150	106,8	107,6
Indice SBF 13250	106,8	107,6
Indice SBF 13350	106,8	107,6
Indice SBF 13450	106,8	107,6
Indice SBF 13550	106,8	107,6
Indice SBF 13650	106,8	107,6
Indice SBF 13750	106,8	107,6
Indice SBF 13850	106,8	107,6
Indice SBF 13950	106,8	107,6
Indice SBF 14050	106,8	107,6
Indice SBF 14150	106,8	107,6
Indice SBF 14250	106,8	107,6
Indice SBF 14350	106,8	107,6
Indice SBF 14450	106,8	107,6</

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 19 AVRIL

Cours relevés à 11 h 15

Competition					Règlement mensuel					Competition					Competition				
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cours	Premier	Dernier	%		Cours	Premier	Dernier	%		Cours	Premier	Dernier	%		Cours	Premier	Dernier	%	
projet	mois	mois			projet	mois	mois			projet	mois	mois			projet	mois	mois		
6300	CALTEX T.P.	5410	5410	5400	- 0 10	Competition	VALEURS			Competition	VALEURS				Competition	VALEURS			
561	SNIP T.P.	939	1027	1048	+ 0 06		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
860	Calorex T.P.	938	930	980	+ 0 06		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
1845	Reunif T.P.	1850	1848	1845	- 0 27		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
1850	Reunif T.P.	1850	1850	1845	- 0 27		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
1115	Reunif T.P.	1120	1120	1119	- 0 10		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
551	Thomson T.P.	556	550	500	+ 0 45		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
115	ALCOX	588	588	588	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
770	Al-Sept	678	677	679	+ 0 08		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
340	Al-Sept-Althelon	705	678	579	+ 0 78		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
3040	Al-Sept-Althelon	2004	2004	2000	- 0 20		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	AL S.P.	350	348 90	347	- 0 06		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
385	AGF St. Canada	826	825	825	- 0 10		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
122	Alco. Inc. De Méd.	1336	1332	1344	+ 0 08		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
771	Bel-Equinox	92	92	90	- 0 23		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
835	Bel-Equinox	927	927	923	- 0 04		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
835	Bel-Equinox	927	927	923	- 0 04		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
1280	Bayer AG	1222	1210	1220	- 0 11		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
440	Baronnet Farm	444	440	450	+ 0 23		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
1120	B.P.	1120	1105	1105	- 0 15		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
151	B.S.	172	170	188	- 0 48		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
320	B.N.P. Inc.	560	561	562	+ 0 06		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
280	Boncompagni	280	280	280	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
325	Bon	325	325	325	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	300	0 00		VALEURS				VALEURS					VALEURS			
300	Boncompagni	299	299	3															

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

16/4

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission/ Fraie Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission/ Fraie Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission/ Fraie Inc.	Rachet net
Obligations			Étrangères			Hors-cote			Second marché (sélection)											
Emp. État 9,8% 7/84	100	7,54	Franco-Éclair	233	2195	Andorra NV	164 30	163 90	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
10,50% 7/84-4	102 05	6,71	F.A.C.A.	67	67	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
10,25% 13 1/4 83	102 10	4,38	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
GAT 10% 5/2000	118 16	8,95	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
GAT 9,25% 10/1997	112 34	9,12	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
GAT 9,12% 9/1996	107 28	9,12	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
GAT 9,12% 9/1996	107 28	9,12	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CH 10% 5/24 00	119 15	2,98	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CNA 10% 1/1975	101 45	1,45	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Export 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216 18	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48	Pacific Capitalization	7229 32	7102 78	Finco Gas, Inc.	288 01	267 48
CND Paribas 5000F	98 75	257	Franco-Éclair	233	2195	Belmont	318 90	322 20	Asahi	224 16	216									

Marché des Changes	Marché lib
---------------------------	-------------------

de l'or	LA BOURSE SUR M
---------	-----------------

Marché à terme international de France

MATIE

COURS INDICATIFS		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES		COURS		COURS	
préc.		16/4		achat		vente		préc.		16/4	
Ecu. Unie (1 unit)	5 411	5 430	5 1	5 6	Or fin (palo en barre)...	59100	59050				
Ecu.	5 584	5 595			Or fin (en lingot)...	59250	59050				
Allemagne (100 dm.)	335 230	338	327	94	Napoleon (20g)	340	342				
Belgique (100 b.)	103 630	102 422	15 9	16 8	Pièce Fr (10 fr.)	384					
Pay-Bas (100 fl.)	300 980	300 600	280	310	Pièce Suisse (20 fr.)	343	339				
Italie (1000 lire)	5 502	5 539	3	2	Pièce Latine (20 fr.)	348	337				
France (100 fr.)	89 740	89 030	84	92	Souverain	437	434				
Irlande (1 ir.)	5 248	5 248	7 8	8 8	Pièce 20 dollars	2125	2120				
Grèce-Bresque (1 l.)	5 365	5 378	2 5	3 1	Pièce 10 dollars	1220	1240				
Grèce (100 drachmes)	370 240	369 840	358	378	Pièce 5 dollars	681 25					
Suisse (100 fr.)	72 560	72 800	67	76	Pièce 50 pesos	2210	2200				
Norvège (100 kr.)	72 560	72 800	75	84	Pièce 100 pesos	350	350				
Suriname (100 G.)	49 068	48 040	48 6	49 8							
Autriche (100 sch.)	4 888	4 879	3	4 1							
Espagne (100 pes.)	100 545	100 545	3	4 5							
Portugal (100 esc.)	4 291	4 310	3	4 5							
Canada (100 can.)											

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : **46-62-72-67**

Marché à terme international de France

Cotation du 16 avril 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 93 788				Volume : 19 203			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Jun 93
Dernier ...	118,02	118,02	117,90	Dernier ...	1 994	2 004,50	1 995
Précédent	117,92	118,04	117,80	Précédent	2 003	2 014,50	2 008

: coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

E : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Initialement prévue pour le 20 avril

La reprise des négociations de paix israélo-arabes devrait être reportée

Les ministres des affaires étrangères des pays arabes engagés dans les négociations de paix avec Israël et l'OLP devaient se retrouver lundi 19 avril à Damas pour demander le report de la reprise de ces pourparlers, initialement prévue pour le 20 avril.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

En décidant samedi, à l'issue de deux jours de discussions animées à Damas, de se retrouver une nouvelle fois lundi pour «prendre une position adéquate en ce qui concerne le processus de paix et les obstacles qui l'entravent», les parties arabes ont déjà obtenu le report de la neuvième session de ces négociations bilatérales, la première sous les auspices de la nouvelle administration américaine.

Il paraît toutefois annoncé leur accord pour une reprise des pourparlers le 26 avril, un délai d'ores et déjà accepté par le secré-

taire d'Etat américain, Warren Christopher, lors d'un entretien téléphonique à son initiative, samedi, avec le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk Charah.

Ce délai devrait permettre la poursuite des contacts entre les Arabes, particulièrement les Palestiniens, et l'administration américaine qui pourrait, laissait-on entendre à Damas, faire suivre l'annonce de l'acceptation arabe de se rendre à Washington le 26 par une déclaration réaffirmant les bases du processus de paix et l'opposition de principe des Etats-Unis aux expulsions. Ces «clarifications» ont été demandées par les Palestiniens, qui estiment qu'en l'absence d'une situation présente, notamment dans les territoires occupés, ils ne peuvent en aucun cas reprendre les pourparlers avec Israël.

Avant même l'ouverture de la réunion à Damas, les Palestiniens avaient annoncé leur intention de demander le report de cette neuvième session (le Monde daté 18-19 avril), ce qui avait provoqué de vifs échanges entre la délégation

palestinienne, conduite par le chef du département politique de l'OLP, Farouk Kaddoumi, et les ministres syrien et égyptien des affaires étrangères, qui ont dénoncé le «cavalier seul» de l'OLP.

Or il est clair, et le chef de la diplomatie syrienne, Farouk Charah, l'a affirmé à plusieurs reprises au long de ces deux jours, que l'objectif est d'adopter une position commune, «à seule à même de garantir un règlement global» du conflit. «Si nous n'avons pas une position commune, il sera impossible à chaque partie de progresser dans sa propre négociation», a-t-il déclaré. Soupçonné par certains de vouloir signer un traité de paix avec Israël, en échange de l'évacuation totale du Golan, la Syrie a partiellement insisté sur ce point.

Les Palestiniens ont marqué un point

Tout en reconnaissant la position «extrêmement difficile» des Palestiniens, Syriens, Libanais et Jordaniens, appuyés par les Egyptiens, ont donc tenté de les convaincre de reprendre à la date prévue les négociations, estimant que, malgré le peu de progrès accomplis, les conséquences d'un refus de participer étaient négatives. «Nous avons le choix entre le mauvais et le pire, affirmait ainsi un délégué jordanien. Mais nous ne pouvons pas prendre le risque de voir les Américains se désengager et nous laisser seuls face à Israël».

«Si nous voulons aller à Washington, c'est avant tout pour voir ce que les Etats-Unis ont dans le ventre», réchirait un délégué libanais. Particulièrement inquiets des résultats de la récente visite du premier ministre israélien aux Etats-Unis, les parties arabes souhaitent en effet comprendre comment Washington envisage de concilier ses «volontés d'être neutre à part entière» dans le pro-

cessus de paix et «partenaire stratégique» de l'Etat juif.

Contrairement aux autres, les Palestiniens estiment, quant à eux, qu'ils seraient perdants s'ils reprenaient les négociations sans avoir rien obtenu qu'ils puissent faire valoir aux yeux de leurs compatriotes, en particulier ceux de l'intérieur des territoires occupés. «Les gens ne nous suivent plus, affirmait ainsi un membre de la délégation palestinienne. L'affaire des déportés est, certes, moins importante en soi que le processus de paix, mais chaque Palestinien craint la déportation et nous devons obtenir des garanties sur ce point. D'ailleurs, nos gens nous disent: si vous ne pouvez pas faire appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité de l'ONU (qui exige le retour immédiat des déportés), comment obtiendrez-vous l'application de la résolution 242», qui demande l'évacuation «de» ou «des» territoires occupés en 1967?

En obtenant ce report, les Palestiniens, en particulier le chef de l'OLP, Yasser Arafat, ont déjà marqué un point. M. Arafat peut désormais, d'une certaine façon, utiliser la couverture arabe qu'il a obtenue pour justifier son retour à la table des négociations. Il a d'ailleurs partiellement prouvé que l'OLP restait pour l'instant maître du jeu palestinien. Une démonstration dont il avait besoin face au mouvement islamiste Hamas, au moment où celui-ci cherche à se poser comme un interlocuteur valable prêt à accepter des compromis pour une négociation. Reste à savoir toutefois si le délai obtenu permettra aux Palestiniens, donc à l'OLP, d'avoir des garanties qui faciliteraient la reprise des négociations dans des conditions acceptables.

FRANÇOISE CHIFFAUX

Nouvelle poussée de fièvre dans le Caucase

Le président Djokhar Doudaev a instauré un régime présidentiel en Tchétchénie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Fidèle à sa réputation, le général Djokhar Doudaev ne s'est pas embarrassé de détails. Samedi 17 avril, le président tchétchène a, en effet, dissous le Parlement, instauré un régime présidentiel et décrété le couvre-feu, selon l'agence Interfax. Dans la foulée, il a aussi démis le gouverneur et chargé le vice-premier ministre, Mahirbek Mongaev, de former une nouvelle équipe et de présenter d'ici le 15 mai un programme antiterroriste.

La Tchétchénie, petite république musulmane du Caucase qui s'est déclarée indépendante de Moscou en novembre 1991, connaît de sérieuses difficultés, du fait notamment de l'arrêt des subventions que lui accordait la Rus-

sie. En fin de semaine, environ 10 000 personnes s'étaient rassemblées dans la capitale, Grozny, à l'appel des syndicats pour protester contre la politique économique menée par l'ensemble des responsables du pays et exiger le départ aussi bien du président que du Parlement ou du gouvernement. Comme à Moscou, le parlement local et le président se livrent depuis plusieurs mois une lutte acharnée.

Environ 30 000 personnes se sont rassemblées samedi à leur tour dans le centre de Grozny pour défendre le général Doudaev. Ce dernier, qui avait récemment organisé une «enquête» prouvant qu'il était soutenu par 97 % de la population, a, alors, décidé de prendre les choses en main.

J.-A. F.

En Hongrie

La Fédération des jeunes démocrates devient un parti politique à part entière

DEBRECEN

de notre envoyé spécial

Viktor Orban, l'un des hommes politiques les plus populaires de Hongrie, a été élu dimanche 18 avril président de la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), achevant la transformation de ce mouvement de jeunes en un parti politique à part entière, à un an des prochaines élections législatives. Candidat oïcique, Viktor Orban, un avocat caractéristique de vingt-cinq ans, a été élu avec 82 % des voix à l'issue de cinquante-cinq congrès de la FIDESZ, à Debrecen (est de la Hongrie).

Député depuis 1990, Viktor Orban est l'un des favoris du poste de premier ministre après les élections du printemps 1994. Son élection à la tête de son mouvement marque une rupture avec l'héritage du temps des pionniers: exit la direction collégiale, exit la direction collective, exit la limite d'âge de trente-cinq ans pour l'élection, en vigueur depuis la création de la FIDESZ, en 1988, par des étudiants en droit de Budapest pour concurrencer l'organisation des jeunes communistes de l'époque. Autre signe de cette évolution: la marginalisation de l'aile «radicale» minoritaire menée, notamment, par Istvan Hegedüs,

vice-président de la commission des affaires étrangères du Parlement, qui n'a pas été élu au poste de premier ministre.

Depuis longtemps en tête dans les sondages, la FIDESZ, qualifiée par Viktor Orban de «centriste, libérale et d'esprit national», est actuellement créditée de 25 % des intentions de vote alors qu'elle n'avait obtenu que 9 % des suffrages aux premières élections démocratiques, en 1990. Elle bénéficie sans aucun doute d'un grand capital de sympathie à travers le pays et son image d'efficacité tranchée avec celle d'une classe politique déjà largement discréditée.

Mais cette popularité demeure fragile. Hormis ses vingt-deux députés, qui représentent le groupe parlementaire le plus jeune du monde, les structures nationales du parti sont encore balbutiantes et la FIDESZ ne compte que treize mille adhérents. De plus, ce parti n'a remporté aucune des dernières élections partielles, généralement gagnées par les socialistes. Pour surmonter ces handicaps, Viktor Orban a indiqué dimanche que la FIDESZ, débarrassée de son image de parti de génération, chercherait à rassembler au centre.

YVES-MICHEL RIOLS

Ayant échoué dans la lutte contre les intégristes

Le ministre de l'intérieur égyptien a été limogé

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Mubarak a nommé, dimanche 18 avril, le général Hassan Mohamed El Ali, ministre de l'intérieur en remplacement du général Mohamed Abdel Halim Moussa, limogé de ses fonctions. Le général El Ali était depuis 1990 gouverneur de la province d'Assiout, en Haute-Egypte.

Le limogage du général Moussa n'a pas réussi à empêcher la multiplication des actes de violence qui ont fait environ cent cinquante morts en un an, dont une quarantaine de policiers et trois touristes. Son échec était jugé d'autant plus grave qu'il avait duré, sans résultat notable, la répression policière.

Toutefois, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la rencontre qu'il avait eue la semaine dernière avec un groupe d'universitaires et d'intellectuels islamistes

modérés qui proposaient une médiation entre l'Etat et les extrémistes musulmans. Cette initiative a été perçue comme un signe de faiblesse, les extrémistes musulmans exigeant notamment la libération de milliers d'entre eux internés sans jugement. Pour le premier ministre Aref Sedki, «il est inconcevable de dialoguer avec ceux qui assassinent les innocents».

Officier de police, le nouveau ministre de l'intérieur a déjà été gouverneur d'une autre province de Haute-Egypte, qui, avec Assiout, est considérée comme l'une des fiefs des intégristes. Ces postes ne sont normalement confiés qu'à des responsables réputés «efficaces» dans la lutte contre les extrémistes.

Par ailleurs, le président Mubarak a nommé Youssef Boutros-Ghali, un nouveau du secrétariat général de l'ONU, ministre d'Etat aux affaires de la réforme économique. M. Boutros-Ghali était depuis 1986 conseiller du premier ministre pour les affaires économiques.

ALEXANDRE SUCCIANTI

SOMMAIRE

DATES

Un entretien avec Pierre Sand... 2

ÉTRANGER

La guerre en Bosnie... 3 et 4
Les commémorations de l'insurrection du ghetto de Varsovie... 4
La mort de Turgut Ozal, président de la République turque... 6
Afrique du Sud: l'hommage à Chris Hani... 6
Coup d'Etat constitutionnel au Pakistan... 6
Etats-Unis: le verdict du second procès Rodney King... 8

POLITIQUE

Le premier ministre s'affirme décidé à «défendre l'action de ses ministres» face au chef de l'Etat... 8
Edouard Balladur définit sans détour sa majorité parlementaire... 9
Michel Rocard a rassuré les dirigeants fédéraux socialistes... 10
Quatre élections partielles: une cantonale et trois municipales... 10

SOCIÉTÉ

Les péripéties du réquisitoire de l'affaire Urbas-SAGES... 11
Elections municipales au fond d'osseroquerie à Auxon, en Haute-Saône... 11
Un colloque Europe-Maghreb en Tunisie sur les droits de l'homme et l'islamisme... 11
L'enquête d'utilité publique sur Superphénix: Hold-up à la mairie d'Arandon... 11

COMMUNICATION

La trentième MP-TV de Cannes... 12

SPORTS

Tennis: la promenade de Marc Goolner à l'Open de Nice... 13
Voile: le Trophée Jules-Verne... 14

CULTURE

Pisces, philosophe de la comédie... 15

«Tommy» à Broadway... 16

ÉCONOMIE

La Banque de France abaisse ses taux directeurs... 17
La société française dans le miroir de la crise... 18
Les handicaps d'Eurotunnel... 19
General Motors, troisième équipementier automobile européen... 20
Vie des entreprises... 20

L'ÉCONOMIE

«Les sept crises de la chimie» Le plan retrouvé? Qui peut gérer un «petit noir»? Le Japon vient trop vite à l'usine? La réforme de la Caisse des dépôts et Livres et Conjoncture... 25 à 34

Services

Abonnements... 14
Annonces classées... 14
Carnet... 16
Loto, Loto sportif... 16
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 16
Radio-télévision... 23
Spectacles... 22
La télématique du Monde... 3815 LEMONDE
3815 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économie» hebdomadaire 25 à 34

Le numéro du «Monde» daté 18-19 avril 1993 a été tiré à 526 885 exemplaires.

Double méprise en Seine-Maritime

Un homme est matraqué par des policiers qu'il avait prévenus d'un cambriolage

Ramenant des lumières inattendues dans un garage Peugeot de Sonville-la-Rouen (Seine-Maritime) proche du chez lui, dimanche 18 avril vers 1 heure du matin, Alain Morinay téléphone aussitôt à la police pour prévenir qu'un cambriolage est probablement en cours. Puis ce chômeur âgé de quarante-trois ans attend l'arrivée des policiers sur la chaussée. Mais l'équipage de la brigade anti-criminalité (BAC) dépêché sur les lieux confond le citoyen zélé avec un malfaiteur faisant le guet. Et Alain Morinay prend les policiers en civil, qui descendent

d'une voiture banalisée, pour des complications des cambrioleurs.

La méprise est réciproque. Alain Morinay a enfilé dans son jardin, poursuivi par trois gardiens de la paix. Il est alors matraqué de coups de matraque, puis menotté. Dans l'attente, un des gardiens de la paix est blessé au genou, ce qui lui vaut trois semaines d'arrêt de travail. Transféré à l'hôpital, où il reçoit seize points de suture, Alain Morinay souffre d'un traumatisme crânien et de deux côtes cassées.

EN BREF

■ ANGOLA: «accords de principe» entre belligères. Les belligères angolais, réunis à Abidjan, ont parvenus, au cours de leur première semaine de pourparlers, à une série d'«accords de principe», mais sans pour autant réussir à s'entendre sur un arrêt des combats. Leurs positions demeurent en effet opposées: l'UNITA prône une «suspension immédiate des hostilités» comme «premier pas vers un cesse-le-feu (...) pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire» aux populations civiles. De son côté, le gouvernement de Luanda conditionne tout arrêt des combats à la signature d'un cesse-le-feu formel. (AFP)

■ BURUNDI: élections présidentielles et législatives en juin. Le président Pierre Buyoya a signé, samedi 17 avril, les décrets convoquant les électeurs à choisir, le 1^{er} juin, un nouveau chef de l'Etat, et le 29 de nouveaux députés. Un second tour éventuel de la présidentielle est prévu le 11 juin. (AFP)

■ GABON: tension sociale dans l'intérieur du pays. Une tension sociale était perceptible, à la fin de

la semaine dernière, dans plusieurs villes et villages de l'intérieur du Gabon, où les habitants ont érigé des barricades pour dénoncer leurs conditions de vie difficiles et réclamer des équipements sociaux. Des renforts de gendarmerie ont été envoyés sur place. (AFP)

■ SOMALIE: échouée à Kisumu. Des soldats belges ont tué deux Somaliens qui avaient lancé une grenade contre leurs positions dans le port méridional de Kisumu, a indiqué, samedi 17 avril, un porte-parole militaire britannique. D'autre part, les «marines» américains ont remis, le même jour, le contrôle de la ville de Bardera aux troupes du Botswana. (Reuters, AP)

Demain dans «le Monde»

«Sciences-Médecine»: de Tchernobyl à Tomsk

Sept ans après la catastrophe de la centrale ukrainienne, presque rien n'a été fait pour améliorer le sûreté du parc nucléaire de l'ex-URSS, c'est ce que vient de rappeler l'explosion, le 6 avril, d'une cuve de machines radioactives dans l'usine du complexe militaire-industriel de Tomsk (Sibérie).

«Initiatives»: les métiers de l'ombre

Il y a les professions ou les activités visibles. D'autres courent souvent des chemins invisibles, discrètes mais indispensables.

مكتبة من الأصل

Le Monde

Qui peut gérer un patrimoine ?



Les Français, quand ils ont du blé, préfèrent s'adresser aux notaires, aux comptables ou aux avocats qu'aux banquiers. Pas par tradition ou pour leur compétence, mais parce qu'ils les jugent plus indépendants.

page 26

Le Japon vieillit trop vite



L'empire du Soleil-Lévant va bientôt battre le record de vieillissement de la population des pays industrialisés. Cette évolution menace un système économique et social qui repose sur une jeunesse nombreuse.

page 27

La réforme de la Caisse des dépôts



S'il faut séparer les missions de la Caisse - logement social, intervention sur les marchés financiers, participations « industrielles », - il ne faut pas compromettre son rôle d'actionnaire, estime Jean-Marc Simon.

page 33

MODE D'EMPLOI 26
Humeur, par José Doyère : Tous pourris ? La cote des mots, par Jean-Pierre Collignon : Commodités. Bloc-notes. Lois et règlements.

PERSPECTIVES 27 à 32
Livres : le Clou qui dépasse, d'André L'Hénoret, et le Japon quotidien, de Jean-François Sabourat. Notes de lecture.

CONJONCTURE 34
Indicateur : Le commerce extérieur, données manquantes. Région : Asie du Sud-Est et Pacifique, l'enjeu de l'environnement. Pays : Le Vietnam, ombres et lumières. Secteur : L'acier l'oxygène chinois.

L'ÉCONOMIE

A-CÔTÉS

Musées à louer

Dernier chic : le cocktail dans un musée, un château ou un opéra. Une ressource non négligeable pour les établissements

« **L**OUÉZ un monument historique : il apportera à vos réceptions l'inimitable qualité que confère le temps aux chefs-d'œuvre », affiche pompeusement l'écran Minitel de la Caisse des monuments historiques. Très en vogue depuis le milieu des années 80, les réceptions privées dans les musées et autres établissements culturels semblent avoir définitivement séduit les entreprises. Lancer un produit, clore un séminaire ou inviter quelques « gros clients » : toutes les occasions sont bonnes pour aller redorer son blason dans les hauts lieux de la culture française.

Pour les musées, la manne est aussi abondante qu'inspérée, d'autant que les marchands sont prêts à payer au prix fort leur ticket d'entrée dans les temples de la culture : 1 000 francs par invité en moyenne, sans les frais annexes ni les dépenses de traiteur. Naturellement, tout dépend de la renommée de l'endroit.

A la cote des valeurs, le Louvre, Orsay et Versailles tiennent le haut du pavé... A tout seigneur, tout honneur : le Louvre fait payer la mise à disposition de l'espace sous la Pyramide, dit « hall Napoléon », de 300 000 à 600 000 francs selon le nombre d'invités, plus des « frais logistiques et techniques » qui peuvent atteindre 250 000 francs.

Philippe Baverel

Lire la suite page 32

INDUSTRIE

Les sept crises de la chimie



Depuis deux ans, l'industrie chimique doit surmonter plusieurs chocs : la récession générale, le retournement cyclique de son activité, les guerres de prix, mais aussi les surcapacités de certaines productions, la saturation d'autres, les contraintes de la protection de l'environnement. Même la pharmacie, encore prospère, voit pointer la menace de limitations des dépenses de santé. Les entreprises réduisent les frais et se réorganisent.

Lire page 30 et 31 les articles de Dominique Gaillet et de Marcel Scotto.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le Plan retrouvé

Enterré par la gauche, le Plan va-t-il amorcer avec la droite un retour en grâce ? Le fait est que, dans sa philosophie comme dans ses projets, le programme annoncé par Edouard Balladur s'inspire largement des travaux préparatoires du XI^e Plan

L'ABSENCE de secrétaire d'Etat dans le nouveau gouvernement a frappé l'opinion, qui y a vu un souci louable d'efficacité et d'économie. On a cité les précédents et les exemples en contrario. Nul ne s'est avisé que l'idée sortait directement des travaux préparatoires du XI^e Plan, plus précisément du rapport de la commission « Etat, administration et services publics » présidée par Christian Blanc.

Hasard ? Il suffit de relire la déclaration de politique générale du premier ministre pour se convaincre du contraire. Le « balladurisme », tel qu'il ressort de ce discours, n'est ni « libéral-social », ni « social-libéral », mais d'abord planificateur.

Par ses méthodes, qui distinguent soigneusement le court terme - une relance conjoncturelle, d'ailleurs relativement modeste - de l'essentiel, c'est-à-dire un ambitieux programme de réformes à cinq ans, durée qui colle exactement avec celle du XI^e Plan (1993-1997).

Mais aussi sur le fond : qu'il s'agisse du transfert sur le budget des cotisations d'allocations familiales, de l'autonomie de la Banque de France, de la baisse des charges sur les bas

salaires, etc., les principales réformes du nouveau gouvernement figurent en bonne place dans les quatorze rapports préparatoires du XI^e Plan. Et au-delà des projets annoncés, c'est la philosophie même de l'action du premier ministre qui s'inspire de ces travaux, résumés dans le rapport de synthèse du commissaire au Plan Jean-Baptiste de Foucauld.

PARADOXE • Après des années de mise en sommeil, et de relative défaveur, le Plan, enterré par la gauche, est-il en train d'amorcer, avec la droite, un retour en grâce fracassant ? Le paradoxe n'est qu'apparent. Le Plan fait partie de la grande tradition gaulliste, dans laquelle le « pompidolien » Edouard Balladur entend désormais se situer, ayant manifestement écarté les tentations ultra-libérales de sa première cohabitation. De plus, en ces temps d'incertitude généralisée et de déficit d'idées, les travaux préparatoires des commissions constituent pour un gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, un instrument de diagnostic et une mine d'idées irremplaçables. A l'analyse des meilleurs experts français, ils ajoutent en effet une « garantie de consensus »,

puisque'ils résultent d'une concertation avec toutes les catégories sociales. Ce n'est pas seulement l'alternance politique, c'est la crise qui recrée sinon l'« ardente obligation » de ses origines, du moins la réelle nécessité du Plan. « Nous avons réaffirmé la nappes phénix de la pensée collective », plaisante Jean-Baptiste de Foucauld, ravi, dit-il, « de ne pas se trouver en contradiction avec les idées du nouveau gouvernement ». Euphémisme.

Car le moins qu'on puisse dire est que les analyses du Plan ont fortement imprégné le programme du premier ministre. Au niveau du diagnostic d'abord. Que disent, en effet, les quatorze commissions et groupes de travail ? Que la crise vécue par l'ensemble de la société française ne résulte pas seulement d'une conjonction contraire ou des revers de la déréglementation financière, mais surtout de l'accélération du processus de mondialisation des économies.

Véronique Maurus

Lire la suite et notre dossier pages 28 et 29

Le Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire annonce la formation de la :

SOCIÉTÉ DE SERVICE INTERBANCAIRE EN ECU EXTERNE CONSTANT

SIEEC

pour une ASSOCIATION d'EUROBANQUES émettant et faisant circuler pour transaction la nouvelle unité monétaire, dans l'EUROMARCHE.

Service Interbancaire pour l'Ecu Externe Constant (SIEEC)
88 bis, rue Jouffroy d'Abbans - 75 017 PARIS
Tél.: (1) 46 22 10 50 / Fax : (1) 47 64 49 62
Secrétaire Général : Jean-Paul de La Chapelle

LaserWriter
986
COMPUTER BUREAU

FINANCES

Qui peut gérer un patrimoine ?

Les Français préfèrent les notaires ou les experts comptables aux banquiers. Non parce qu'ils les jugent plus compétents, mais parce qu'ils les croient plus indépendants

LES banques et les services qu'elles peuvent offrir à la clientèle font souvent l'objet de critiques plus ou moins acerbes. Une enquête récente, auprès d'un échantillon de 300 personnes résidant sur la Côte d'Azur et disposant d'un revenu brut annuel supérieur à 500 000 francs et d'un patrimoine dépassant 5 millions de francs, met une nouvelle fois en évidence ces réserves, mais en les expliquant par les attentes des particuliers en matière de gestion patrimoniale (cette étude a été réalisée par les étudiants du master en ingénierie et en gestion internationale de patrimoine du Centre d'enseignement et de recherche appliquée au management CERAM).

SPECIALISÉ • En effet, souligne Noël Amenc, directeur des masters de finances du CERAM, les banques arrivent en dernière position pour la « satisfaction espérée » des clients haut de gamme n'ayant cependant jamais fait appel à un gestionnaire de patrimoine. Ces personnes n'ayant jamais eu recours à un conseiller spécialisé, dans une banque ou ailleurs, ce n'est pas tant la capacité, la compétence ou les performances des banques qui sont en cause que leur image et leur crédibilité en général.

Pourtant, la gestion de patrimoine pour les particuliers est l'une des « niches » convoitées par les établissements de crédit. Mais, comme le relève l'enquête, les stratégies de segmentation de la clientèle que ceux-ci pratiquent et les offres de services ont leurs limites : si elles permettent aux banques d'adapter leurs prestations aux besoins de telle ou telle partie de leur clientèle, elles ne peuvent remplacer une politique plus générale de qualité de service.

L'image de la banque est en effet une et indivisible. Comment une banque peut-elle vanter des solutions adaptées, des conseils et des solutions personnalisées, si elle propose, dans le même temps, des produits grand public « clé en main ». Et comme le client pénètre le plus souvent dans la banque par le guichet avant d'accéder aux étages supérieurs où se trouvent les gestionnaires de patrimoine, fort naturellement l'image qui ressort le plus souvent de l'enquête est le manque de

disponibilité et de clarté trouvée au guichet. Si les banques passent mal l'examen, d'autres tirent mieux leur épingle du jeu auprès des Français très aisés : presque paradoxalement, ce sont les notaires, les experts-comptables et les avocats qui arrivent en tête des personnes susceptibles de conseiller la clientèle en matière de gestion patrimoniale. Bref, ce sont les professions traditionnelles.

Faut-il voir là une attitude conservatrice, archaïque, de ces Français très aisés ? Pas seulement. En fait, deux raisons principales sont avancées pour justifier cette bonne image des indépendants. D'abord, pour 75 % des personnes interrogées, un conseiller en gestion de patrimoine doit être indépendant

ment et de finance que de problèmes de fiscalité ou de transmission de patrimoine, qui sont ceux de l'expert-comptable ou du notaire.

En revanche, ceux qui ont déjà eu recours à un conseiller en gestion patrimoniale n'ont pas de telles réticences : pour 77 % d'entre eux, le banquier est devenu un interlocuteur valable.

GÉNÉRALISTE • Ce sont ces constats qui ont amené Noël Amenc à lancer en octobre 1992 ce master en ingénierie et gestion internationale de patrimoine, pour faire reconnaître ce qu'il considère comme un nouveau métier. Personne, selon lui, ne dispose de tous les éléments et de toutes les compétences pour établir un diagnostic global : la gestion de patrimoine, affirme-t-il, est comme la médecine. Là aussi, il faut un bon généraliste, capable d'établir les points forts et les points faibles et maîtrisant les domaines très divers de cette gestion : l'immobilier, les finances, la fiscalité, le droit privé, les retraites... C'est seulement de cette façon que le « généraliste » pourra, soit répondre directement aux demandes de ses clients, soit, en cas de besoin, les orienter vers le spécialiste compétent.

Deux autres préoccupations ont présidé aussi à la création de ce master. La première était de former des managers aptes à concevoir, à organiser et à mettre en œuvre une véritable politique commerciale, c'est-à-dire ne pas vendre n'importe quel produit à n'importe qui, alors que, très souvent, le banquier se contente de vendre les sciv maison et l'assurance, ses produits d'assurance-vie. La deuxième était de préparer les futurs gestionnaires de patrimoine à se mouvoir avec aisance dans un cadre international : avec l'ouverture des frontières, la solution la plus avantageuse pour le client ne se trouve pas nécessairement en France.

L'enjeu n'est pas négligeable : le patrimoine des ménages français, qui représentait aujourd'hui 20 000 milliards de francs, devrait doubler en l'an 2000.

François Bostnavaron



des différentes formes d'investissement qu'il propose : les experts-comptables, les notaires et les avocats, dépourvus de la double casquette de producteur et de conseiller, sont les mieux placés pour répondre à cette attente. Ensuite, chacun d'eux est déjà considéré comme un spécialiste d'une des disciplines de la gestion de patrimoine – une qualité qui n'est pas systématiquement accordée aux « banquiers ».

Même lorsque ceux-ci sont reconnus comme des experts de l'argent ou de la finance, cette spécialité ne satisfait pas les clients potentiels, moins préoccupés de rendre

HUMEUR • par Josée Doyère

Tous pourris ?

S'EST-ON assez moqué des Français et de leur manie de considérer l'argent comme sale par définition ? Au point que la bourgeoisie, grande ou petite, s'est fait une sorte de spécialité du riche humble, modeste, pour ne pas dire honteux. Au point que l'affichage des signes extérieurs de la réussite a fait traîner ceux qui y cédaient de « nouveaux riches », avec un mépris de bon ton.

Les thuriféraires de la culture anglo-saxonne vantaient cependant les pays où l'argent possédé, utilisé, est la preuve d'une réussite incontestable, digne d'éloges et de respect. Et l'on a vu monter le culte des « gagnants », des « jeunes loups » pleins d'appétit, dont les dents longues rayent les parquets...

Aujourd'hui, tandis que les longs doigts pâles de la crise effleurent en les contournant de nombreuses activités, l'argent sale refait surface, comme une écume grise et polluée révélant de bas-fonds pleins de pourriture, d'un sous-sol en décomposition, lourd de pratiques inviolables et jusqu'ici inviolées. Au Japon, en Italie, en France, les scandales se succèdent, éblouissant les hommes politiques de tous bords, conduisant derrière les verrous les puissants d'hier. Les liens du monde des affaires et du monde politique s'étalent au grand jour, avec en prime les liens des mafias avec les uns et les autres. Tout cela est nauséabond.

Se livre-t-on à un grand nettoyage de printemps, à la grande purification qui installera la clarté financière et morale dans les démocraties ? Ou cède-t-on, ici et là, à la tentation de féroces règles

ments de comptes, pour éliminer des concurrents, des adversaires ou... des « amis », en attendant que d'autres réseaux, encore plus souterrains ou moins sujets à caution, se mettent en place ?

On voudrait étra aïr que tous ces déballages font réellement œuvre de salubrité, et que tout ce grand ménage – ô combien justifié ! – permettra demain de respirer un air plus pur dans les allées du pouvoir, politique ou financier. Mais qu'on se garde de trop de naïveté. Les humains étant ce qu'ils sont, il y a de fortes chances pour que la relève des pourris soit assurée, les jeunes générations comptant leur lot normal, classique de « mauvais sujets ».

Une chose est certaine. Les Français, qui n'ont que trop tendance à considérer la politique comme l'humus naturel de la pourriture, n'ont pas retrouvé, grâce à cette grande lessive, la confiance dans leurs élus. Ni dans les dirigeants des entreprises, grandes ou petites, tous plus ou moins suspects d'avoir « arrosé » quand il le fallait hommes, partis politiques, organismes et institutions.

La question que je me pose (vous aussi, je suppose), c'est de savoir si on peut échapper, dès qu'on a une ombre de pouvoir, aux sollicitations, aux incitations, aux tentations qui débouchement toujours sur de petites, puis de plus importantes compromissions.

Je sais avoir rencontré de grands honnêtes hommes, à droite comme à gauche, chez les patrons comme chez les syndicalistes. Mais je ne peux pas le prouver. Eux non plus. Et c'est bien dommage.

LOIS ET RÈGLEMENTS

Protection individuelle

■ Un arrêté fixe la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet de vérifications périodiques dans les entreprises. Parmi ceux-ci le texte énonce les équipements suivants : appareils de protection respiratoire, gilets de sauvetage, systèmes de protection individuelle contre les chutes.

Les chefs d'entreprise devront s'assurer du bon état des équipements et faire vérifier l'étanchéité des appareils de protection respiratoire et celle des gilets de sauvetage, ainsi que l'état général des coutures et des modes de fixation des systèmes de protection individuelle contre les chutes. Ce texte est applicable à compter du 1^{er} décembre 1993.

Arrêté du 19 mars 1993, Journal officiel du 28 mars 1993, page 5354.

Conjoints et collaborateurs d'avocats

■ Les femmes d'avocats ou les époux qui participent effectivement et habituellement à l'activité professionnelle de leur conjoint

avocat et qui ne sont pas affiliés à un régime obligatoire d'assurance-vieillesse peuvent désormais adhérer à la Caisse nationale des barreaux français (CNBF).

La demande d'adhésion est adressée par lettre recommandée à la CNBF et doit être signée par les deux conjoints, et accompagnée d'une déclaration sur l'honneur faite par l'avocat attestant que le conjoint apporte son concours non rémunéré à l'exercice de son activité professionnelle. L'affiliation à l'assurance volontaire prend effet à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la demande.

Décret n° 93-425 du 17 mars 1993, Journal officiel du 24 mars 1993, pages 4578 et 4579.

Transmission d'entreprise

■ Pour faciliter la transmission d'entreprise, les chefs d'entreprise âgés de soixante à soixante-cinq ans et qui cèdent leur entreprise peuvent continuer à y exercer une activité rémunérée pendant six mois tout en percevant leur pension. Ce délai prend effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel est intervenue la transmission.

Décret n° 93-847 du 26 mars 1993, Journal officiel du 28 mars 1993, page 5370.

LA COTE DES MOTS

Commodités

Le français *utilités* ne peut refléter l'anglicisme *utilities* pour désigner les divers services et équipements indispensables à rendre plus commode et plus confortable la vie d'un quartier, d'un ensemble d'habitations, d'une maison ou d'un logement.

C'est *commodities* (au pluriel) qui convient, en englobant la voirie, l'électricité, l'eau potable, le tout-à-l'égout, les transports en commun à proximité immédiate, voire le câble, etc. A ceux qui apportent le confort et l'hygiène nécessaires peuvent donc s'ajouter – dans cette acception étendue de *commodities* – des services et équipements non indispensables, mais qui donnent de l'agrément.

Grâce à ces *commodities* là, on peut alors prendre ses *commodities*, *jour des commodités* de son logement... Y compris en s'installant dans ce que les Préfets, au dix-septième siècle, appelaient les « commodités de la conversation », c'est-à-dire les fauteuils.

Lorsqu'il s'agit de *commodities* d'un appartement ou d'une maison, il convient de veiller à être précis dans l'emploi de ce terme, sous peine de voir le mot compris en une acception quelque peu vieillie mais toujours usitée : très récemment, il désigne aussi les... lieux d'aisance.

En revanche, *commodities* (s) ne saurait traduire son « faux frère » *commodity* (s), car celui-ci désigne tout autre chose : un (des) produit (s), une (des) matière (s) première (s), un (des) article (s), une (des) denrée (s), une (des) marchandise (s)... Attention, donc, aux confusions dus à une traduction effectuée à la va-vite, par... *commodité* ! Et cela vaut aussi pour les locutions : *household commodity* (= « article de ménage »), *primary commodity* (= « produit de base »), *commodity flow* (= « circulation des marchandises »), etc.

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

Pertes chez Thomson. Alain Prestat, PDG de Thomson SA a annoncé le 9 avril que le groupe avait réduit ses pertes (de 702 à 544 millions de francs) (le Monde daté 11-12 avril).

Baisse des taux en France. Malgré une assez forte hausse des prix de détail en mars (+ 0,5 %), la Banque de France a annoncé le 13 avril qu'elle ramènerait de 12 % à 10 % de taux de ses opérations sur le marché monétaire (prises en pension). Cette baisse a été aussitôt répercutée par les banques qui ont réduit leurs taux de base de 10 % à 9,75 % (le Monde du 14 avril).

Nouveau plan de relance au Japon. Le gouvernement japonais a approuvé le 13 avril un nouveau plan de stimulation économique d'un montant égalé de 615 milliards de francs, soit 2,8 % du PNB (le Monde du 14 avril).

Interagra en redressement judiciaire. La société de négoce international Interagra, fondée par Jean-Baptiste Doumeng, le « milliardaire rouge », s'est déclarée le 13 avril, en cessation de paiement et a demandé sa mise en redressement judiciaire (le Monde du 15 avril).

Soutien massif à la Russie. Les représentants des sept pays les plus développés, réunis le 14 et 15 avril à Tokyo, ont adopté un vaste plan d'aide, dont le montant s'élève désormais à 43,4 milliards de dollars (239 milliards de francs environ) (le Monde des 15 et 16 avril).

Attaques contre la BERD. Une enquête du Financial Times le 13 avril, a provoqué une polémique sur l'ampleur des frais de fonctionnement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), (le Monde des 14, 16 et 17 avril).

La croissance plus faible que prévu. Selon les calculs de l'INSEE publiés le 16 avril, en 1992, la croissance du produit intérieur brut n'a atteint que 1,1 % en France, soit un demi-point de moins que ce qui avait été annoncé (1,6 %) (le Monde du 17 avril).

Lundi 19 avril. Luxembourg. Réunion des ministres des finances des pays de la CEE et de l'AELE (Association européenne de libre-échange), sur la croissance et l'emploi en Europe.

Mardi 20 avril. Washington. Réunion entre des responsables et hommes d'affaires du Golfe et des représentants du département américain du commerce, sur le boycott économique arabe d'Israël (jusqu'au 21 avril).

Mercredi 21 avril. Versailles. Congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) (jusqu'au 21 avril).

Jeudi 22 avril. Bonn. Rencontre entre Edouard Balladur et Helmut Kohl. Bruxelles. Conseil des ministres européens de l'agriculture (jusqu'au 23 avril). Paris. Journée de travail et de réflexion sur le thème : « Délais de paiement en Europe : des entreprises à la recherche de solutions réalistes », organisée par la Confédération française des commerces de gros (10, avenue d'Iéna, 9 heures à 17 heures).

Vendredi 23 avril. Luxembourg. Conseil conjoint « Énergie/Environnement » de la CEE.

Paris. Edouard Balladur reçoit l'ensemble des organisations syndicales. Angers. Colloque sur le thème : « Création d'emplois dans l'environnement : Mythe ou réalité ? », organisé par le Comité de liaison énergies renouvelables (Hôtel des vins).

Lundi 26 avril. Washington. Giuliano Amato, président du conseil italien rencontre le président Bill Clinton.

Luxembourg. Conseil des ministres de l'agriculture de la CEE (jusqu'au 27 avril).

Londres. Assemblée générale de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) (jusqu'au 27 avril). Tokyo. Symposium international sur les difficultés et les perspectives de l'économie mondiale.

Le Monde ÉDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الأصل

PERSPECTIVES

DÉMOGRAPHIE

Le Japon vieillit trop vite

En trente ans, les Japonais ont atteint le record de longévité. Ce vieillissement bouleverse la société et menace une économie construite sur une jeunesse nombreuse

TOKYO
de notre correspondant

Le Japon vieillit. Parce que les Japonais vivent plus longtemps, mais aussi parce qu'ils ont moins d'enfants. «Shōshi shakai» (une société avec moins d'enfants) : cette expression est apparue l'année dernière dans le Livre blanc sur les conditions de vie des Japonais. Ce changement démographique est facteur de changement social, politique (conservatisme) et économique (accroissement des charges sociales, marché de l'emploi).

En 1992, pour la treizième année consécutive, le taux de natalité a diminué de 0,1 point pour atteindre 9,8 pour 1 000 : le nombre de naissances qui était de 2,09 millions en 1973 est tombé à 1,21 million ; enfin, le nombre d'enfants par femme en âge de procréer (taux de fécondité), inférieur depuis 1973 au niveau de renouvellement des générations (1), s'est chiffré à 1,53. Un chiffre inférieur même à celui de 1966, année du Cheval de fer dans le zodiaque chinois : les filles nées cette année-là, supposées être des harpies, sont censées ne pas trouver de mari. Seuls quelques pays Alle-



dépassera celui des moins de 15 ans. Déjà l'émergence d'une industrie tournée vers le troisième âge (université, assistance médicale, distribution des repas, services de nettoyage, centres de bien-être, etc.) atteste de l'évolution : ce marché, estimé à 23 000 milliards de yens (900 milliards de francs en 1983), pourrait atteindre 146 000 milliards de yens en l'an 2000, soit 20 % du total des dépenses de consommation des ménages.

Ce n'est sans doute pas fini : en 2018, si la tendance actuelle se confirme, les plus de 65 ans formeront le quart de la population, contre 12 % aujourd'hui, alors que la population adulte (15-64 ans) sera tombée à 59 % du total (contre 69,3 % en 1990). L'archipel deviendra le pays le plus « âgé » de la planète, et il n'y aura plus que 2,3 actifs pour supporter la charge d'une personne âgée, contre 5,7 actuellement. Ce vieillissement (2) est l'un des plus rapides du monde. Il faut cent quinze ans à la France pour que les plus de 65 ans représentent 14 % de la population. Le Japon, en revanche, aura atteint ce taux en 1995 ou vingt ans.

Le passage d'une société jeune, dans les années 1950-1960, à une société âgée, sensible depuis le début de cette décennie, aura des conséquences sociales et économiques, mais aussi politiques. Les statistiques de participation électorale montrent que les personnes âgées se rendent plus régulièrement aux urnes que les jeunes. Déjà, comme aux États-Unis, sont apparues des associations du troisième âge qui constituent une force politique non négligeable. Mais au siècle prochain, vers 2021, lorsque les anciens formeront 35 % du total des électeurs,

soit le double du pourcentage actuel, ils peseront d'un poids plus grand encore sur la vie nationale « d'une démocratie de contribuables », le Japon pourrait devenir une « démocratie de retraités », comme le fait valoir Mitsuru Uchida, professeur de science politique à l'université Waseda.

DEUX CAFÉS • Sur le plan économique, le vieillissement de la population aura pour premier effet d'aggraver la charge représentée par les retraités. Au Japon, en 1986, selon une étude du Fonds monétaire international, les dépenses sociales ne représentaient que 15 % du PNB, le taux le plus faible de l'OCDE. En 2010, elles pourraient atteindre 26 %. Les soins aux personnes âgées (plus de 6 000 milliards de yens et 6,8 % du PNB) sont déjà passés de 17,8 % du total des dépenses médicales en 1980 à 29,3 % en 1992 : ils atteindraient 37 % en l'an 2000 et 41 % en 2010. Or les

L'existence d'une population d'une été l'un des facteurs de la haute croissance des années 60.

personnes âgées de plus de 65 ans (ou de plus de 70 ans, selon les départements) ne paient que 3 % des frais médicaux : au cours d'un même mois, la première visite revient à 900 yens, soit 40 francs, le prix de deux cafés, les autres sont gratuites. Le reste des frais est payé par les assurances-maladie et les collectivités locales.

Un système sans doute efficace, puisque l'assurance-maladie, malgré un traitement impersonnel, des hôpitaux bondés et des attentes interminables, a contribué à l'allongement de la durée de vie des Japonais. Cela ne signifie pas que la vie des vieillards au Japon soit idyllique : à l'obligation de continuer à travailler en raison de retraites insuffisantes (souvent un simple pécule), s'ajoutent souvent l'isolement et l'abandon. Particulièrement misérable est la condition des 300 000 personnes âgées placées dans les maisons de retraite.

Mais les autorités, elles, se trouvent devant un dilemme : comment faire face à cette hausse des dépenses médicales sans en faire porter le poids sur les entreprises ? Jusqu'ici, celles-ci ont beaucoup moins contribué au financement des charges sociales que dans les autres pays.

De manière encore plus aiguë, se pose la question du financement du système des retraites et de la prise en charge des personnes âgées. L'équation est simple : le nombre des bénéficiaires de pensions s'accroît alors que la population active diminue. Comment la résoudre ? Une des propositions du gouvernement est de porter de 60 à 65 ans l'âge de la retraite. Un allongement des charges sociales des entreprises

serait d'autant plus mal ressenti que l'évolution démographique a aussi des effets sur le population active et l'emploi. L'existence d'une population jeune, à niveau d'éducation élevé, a été l'un des facteurs de la haute croissance des années 60.

Or, aujourd'hui, de pyramide, la structure démographique tend à devenir cylindrique, ce qui ébranle un système socio-économique reposant sur une structure démographique à base (les jeunes) large : c'est-à-dire une société où les jeunes sont pléthoriques et les vieux peu nombreux.

Les piliers du système japonais (emploi à vie et salaire progressant à l'ancienneté) sont tributaires d'une telle structure démographique. La promotion à l'ancienneté dans une société à vieillissement rapide conduit à des coûts intolérables et à un « embouteillage » chez les personnes aspirant à une promotion.

RESSOURCES • Sans doute faut-il nuancer ce tableau : ce système traditionnel fonctionne essentiellement dans les grandes entreprises : c'est davantage la loi du marché qui détermine la situation des salariés des PME ou des salariés à contrat temporaire – dont beaucoup sont des femmes.

Il reste que, selon les estimations de l'Association des employeurs (Nikkeiren), en l'an 2000, le Japon risque de manquer de quelque 5 millions de travailleurs. Le pays possède cependant une certaine marge de manœuvre avant de faire appel à des travailleurs immigrés.

Il dispose de ressources de main-d'œuvre encore inexploitées. Les femmes d'abord : plus de la moitié travaillent mais sont sous-employées ; elles forment donc la première armée de réserve si des infrastructures (crèches, etc.) le permettent. Une autre solution serait d'offrir aux salariés partant en retraite un emploi dans leur propre entreprise : aujourd'hui, beaucoup travaillent déjà, faute de pensions suffisantes, mais ils doivent généralement accepter des conditions non adaptées à leur qualification.

L'évolution démographique pourrait enfin globalement affecter le dynamisme de l'économie japonaise. A l'accroissement des charges fiscales et à la réduction de la main-d'œuvre disponible s'ajoutera une baisse du taux d'épargne (au Japon, les personnes âgées, ayant des revenus plus faibles, épargnent moins que le reste de la population).

Dernière conséquence : une aggravation des disparités régionales. Le vieillissement de la population est, en effet, plus accentué dans des régions reculées et peu développées.

Philippe Pons

- (1) Le taux de renouvellement des générations au Japon, compte tenu du taux de mortalité, se situe à 2,08 enfants par femme.
- (2) Selon les critères des Nations unies, une société est dite vieillissante lorsque la proportion des personnes de plus de 65 ans dépasse 7 % du total de la population.

Au malheur des mères...

TOKYO
de notre correspondant

Dynamique, la société japonaise ne l'est plus dans un domaine vital pour son avenir : le nombre d'enfants (voir ci-contre). Le gouvernement, qui cherche à stopper la chute de la natalité, a mis en cause la charge que représente l'éducation des enfants pour les familles, l'exiguïté des logements et l'absence de conditions permettant de les élever de manière harmonieuse. Mais la création en 1991 d'allocations familiales, assez faibles (6 000 yens par mois, soit 200 francs, pour le premier et le second enfant et 10 000 yens pour le troisième), risque de ne pas suffire, car les causes de la dénatalité sont plus profondes.

Pour Muriel Jolivet, sociologue française qui enseigne à l'université Sophia à Tokyo et a travaillé sur le sujet, « cette crise de la maternité est d'abord une grave des femmes ».

« J'en ai dit, dit-elle, il n'a été moins épanouissant d'avoir un enfant que dans la société japonaise actuelle. Il existait autrefois une certaine solidarité familiale et la jeune mère pouvait laisser son enfant à la belle-mère. Aujourd'hui, ce n'est plus possible : la famille est devenue nucléaire sans que des mesures (crèches, baby-sitting, congés maternité, etc.) aient été prises pour remédier à la disparition des mécanismes sociaux traditionnels. Avoir un enfant est la première épreuve pour des jeunes femmes : gâtées jusque-là par le vie, elles ont eu dans la majorité des cas les mêmes chances que les garçons en termes d'éducation, et brusquement elles se retrouvent seules. »

DOLORISTE • A la conception « triomphaliste » de l'Occident, présentant la maternité comme la grande expérience de la femme, le Japon oppose une tradition plus doloriste, poursuit Muriel Jolivet. « L'enfant est moins programmé et désiré qu'il n'arrive comme une conséquence logique de l'union. L'accouchement se fait toujours dans la douleur. Ensuite, les jeunes mères, parachutées dans des cités-dortoirs, se retrouvent dans un tête-à-tête traumatisant avec l'enfant : le mari est muet dans son univers. Concilier une vie professionnelle avec des responsabilités de mère est un exercice périlleux et la plupart échouent. »

Les appels à des services de conseil téléphonique témoignent de la solitude des jeunes mères (les mères ne les aident que huit minutes par jour), cloîtrées dans leur petit logement à s'occuper de leur enfant. « Être une femme au foyer dans les années 60, époque du « baby-boom », était vécu

comme une promotion sociale. Aujourd'hui, plus les jeunes femmes ont un bon niveau d'éducation et plus cette situation est difficile à supporter. »

« A cela s'ajoute le côté culpabilisant de la paternité japonaise. La plupart des ouvrages constituent un recueil de commandements lourds et exigeants : il s'ensuit une véritable névrose éducative des mères pour peu que l'enfant soit un peu hors normes. » La pression est d'autant plus forte que le Japon reste une société où l'accent est mis sur l'endurance, où la récompense est à la mesure des efforts. En tout cas, alors qu'en France ou en Grande-Bretagne 70 % des mères, selon les sondages, considèrent comme une joie d'élever un enfant, il n'y en a que 21 % au Japon.

La création, en avril 1992, d'un congé parental (les hommes bénéficient des mêmes droits que les femmes), a encore peu d'effets. Pour apprendre aux hommes à s'occuper de leur épouse, existent désormais des « écoles de maris », que Muriel Jolivet appelle les « Mac Do du mariage ».

SURVIE • Traumatizante, la première expérience n'incite donc guère la jeune mère à avoir un second enfant : c'est pour elle une condition de survie, avance Yumiko Yagisawa, qui étudie les problèmes des femmes. Dès que l'enfant a une dizaine d'années, les mères, ayant dû abandonner leur travail à sa naissance (la « retraite au mariage » est la règle et peu de femmes se rebellent), cherchent à reprendre un travail ou des études. Mais la majorité (60 %) entrent, après trente-cinq ans, sur le marché du travail temporaire.

Ce malaise des mères se traduit par une augmentation des divorces et des avortements. Ceux-ci augmentent aussi vite que les naissances chutent : on en compte officiellement, 500 000 par an, mais le chiffre réel est sans doute le double, presque autant que les naissances. Fait révélateur : ce sont les femmes mariées qui y ont le plus recours : 70 % des cas et on estime qu'une femme mariée sur deux a subi un avortement. « Le culte des feux éteints (mizuko) et les poétiques messages qui figurent sur les ex-voto (plaques de bois sur lesquelles on écrit ses vœux ou son repentir) des temples et sanctuaires témoignent que ce n'est pas de gaieté de cœur que les femmes se résolvent à cet acte », précise Muriel Jolivet.

Même si la majorité des femmes, conformément à l'aspiration japonaise à un « honneur ordinaire », s'estiment relativement satisfaites de leur vie.

Ph. P.

LE MONDE diplomatique

Avril 1993

- **ÉCONOMIE** : Ces « élites » qui règnent sur des masses de chômeurs, par Claude Julien. – Le GATT c'est « l'Amérique d'abord », par Marie-France Toinet. – Les ferments corrosifs de la récession, par Michel Chossudovsky. – « Parler de soi quand on n'est rien », par Christian de Brie. – La droite française s'apprête à relancer la privatisation, par Danièle Gervais. – La Banque de France va-t-elle redevenir le « mur d'argent » ?, par Serge Halimi. – Chaotique interdépendance, par Jacques Decornoy.
- **EUROPE** : Intellectuels est-allemands sur la sellette, par Brigitte Patzold. – La résistance des paysans d'Europe centrale, par Marie-Claude Maurer. – La CEE est-elle l'avenir de l'Est ?, par Marie Lavigne.
- **AFRIQUE** : Au Sénégal, une démocratie sans alternance, par Donald B. Cruise O'Brien. – Au Rwanda, les massacres ethniques au service de la dictature. – Atouts et faiblesses de l'Erythrée indépendante, par Gérard Prunier.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

1993 : Les nouvelles orientations économiques et sociales

SÉMINAIRE DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE
2-3 juin 1993
CADRE D'ORIENTANTS

De hauts-fonctionnaires, universitaires et chefs d'entreprises présentent leur diagnostic et les scénarios possibles d'évolution depuis mars 93.

• Sous la direction de : Michel PÉBEREAU, Président du Crédi Commercial de France, Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

• Avec le concours de : Gérard ADAM, Professeur au CNAM et à l'IEP de Paris Claude BÉBÉAR, Président d'AXA Bernard BRUNHES, Président de la Commission « Choisir l'emploi » du XIe Plan, Président de Bernard Brunhes Consultants Jean-Baptiste de FOUCAULD, Commissaire au Plan Jean LEMIERRE, Directeur Général des Impôts Jean-Claude TRICHET, Directeur du Trésor.

Participation 5.000 F (dépenses et documentation inclus). Places limitées. Programme détaillé sur demande : 215, Boulevard Saint Germain - 75007 Paris Tél. : (1) 45 49 51 36 ou (1) 45 49 50 97 ou fax 3617 code ECSP.

SCIENCES-PO FORMATION

PERSPECTIVES

LE PLAN RETROUVÉ

Suite de la page 25

Mal maîtrisé, aggravé par une fragilité sociale croissante et le ralentissement économique général, ce processus, illustré récemment par l'affaire Hoover, remet en cause le consensus existant sur les vertus de la désinflation, l'ouverture internationale et le marché unique européen. Edouard Balladur ne dit pas autre chose lorsqu'il situe d'emblée son propos dans le cadre d'un monde « moins figé, plus libre pour chaque nation, mais aussi plus instable et donc plus dangereux ».

Si le premier ministre, politique oblige, se garde de le clamer haut et fort, il suit encore de facto les recommandations du Plan en refusant de modifier radicalement la politique suivie depuis dix ans par la France. Les experts de la rue de Martignac sont en effet unanimes à estimer que ce n'est pas le moment de relâcher les efforts accomplis pour améliorer la compétitivité de l'économie — en

choisissant par exemple de sortir le franc du SME pour mener une politique strictement nationaliste, — sous peine de perdre les acquis étonnamment gagnés. « Il n'existe pas d'autre voie que celle où nous sommes, elle est courageuse, parfaite, il faut y mettre plus d'énergie », assure Jean-Baptiste de Foucauld.

INTERDÉPENDANCE • Mais continuité ne veut pas dire immobilisme. Et là aussi les analyses d'Edouard Balladur rejoignent celles du Plan. Car, malgré les progrès accomplis, le chômage et son corollaire l'exclusion ont atteint de tels niveaux qu'ils menacent aujourd'hui la sacro-sainte compétitivité et l'ouverture du pays. La lutte pour l'emploi constitue donc, pour le Plan, la priorité absolue.

Les solutions existent, mais elles supposent d'agir à la fois sur trois niveaux : international, européen et français. « Nous avons découvert progressivement au cours des travaux qu'il existe une

interdépendance entre la nécessité de mener une action volontariste pour organiser la mondialisation — ce qui suppose que l'Europe s'affirme comme un partenaire politique fort — et la nécessité de faire un effort pour concilier en France la compétitivité économique et la cohésion sociale, explique le commissaire au Plan. On voit bien que si on n'organise pas mieux la mondialisation, on aura des problèmes de cohésion sociale, mais pour cela il faut une Europe, et on ne pourra pas la construire sans une forte cohésion sociale. Il y a donc un cercle vertueux à trouver ».

Ce schéma se retrouve presque inchangé dans les propos du premier ministre, qui appelle les Français « à l'effort et à la cohésion » pour créer un « nouveau modèle », qui leur permettrait de participer, avec un poids accru, d'abord à la construction européenne — dont la France serait le « moteur », — puis au développement d'un nouveau

« système mondial de commerce et d'échanges fondé sur l'égalité des responsabilités, l'égalité des droits, le respect de tous les intérêts légitimes », ainsi qu'à une « organisation monétaire stable ». C'est dans cette optique qu'Edouard Balladur propose d'engager une série de réformes à moyen terme pour transformer une « France inquiète » en une « France confiante et rassemblée ». Pour cela, il donne, lui aussi, la priorité absolue à l'emploi et à la cohésion sociale — le mot « cohésion » revient une bonne dizaine de fois dans le discours. — quitte, ce qui n'est pas courant pour un gouvernement de droite, à mettre directement en cause les chefs d'entreprise, appelés à « éviter la recherche systématique d'une productivité financière étroitement conçue », et à « engager dans de nouvelles formes de contrats de progrès » avec les salariés.

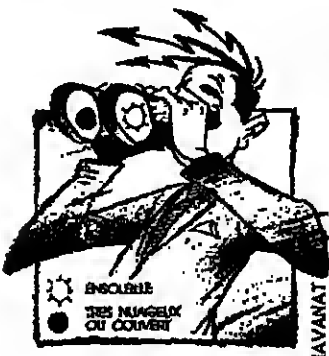
An-déjà de la philosophie générale, on retrouve, sinon le même parallélisme, du moins la même « cohésion » dans les

grandes réformes proposées au cours des cinq ans à venir dans le domaine économique. Même si, bien entendu, tout le Plan se retrouve pas dans le programme du gouvernement, et si, à l'inverse, toutes les mesures annoncées par Edouard Balladur ne figurent pas dans les épais volumes du Plan.

ORGANISER • Le premier niveau d'action suggéré par les services de la rue de Martignac ne figure en effet qu'en filigrane dans les propos du premier ministre. C'est l'international, où il faut créer, assurent les experts, des mécanismes capables d'organiser la mondialisation de façon à la rendre supportable. « La mondialisation des problèmes et des comportements a été beaucoup plus rapide que leur régulation. (...) Or les dispositifs mis en place dans l'immédiat après-guerre ont peu évolué et ne sont pas à l'échelle des problèmes actuels », note le rapport de synthèse.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Modernisation



Le rapport du groupe de « Perspectives économiques », présidé par Jean-Michel Charpion, directeur des études économiques de la BNP, n'est guère optimiste sur la conjoncture internationale. Le groupe a considéré que, pendant la période couverte par le XI^e Plan (1993-1997), « la croissance mondiale resterait bridée au cours des prochaines années par le niveau excessif des taux d'intérêt réels à long terme et les divergences des politiques économiques ». Parce que l'épargne mondiale serait encore insuffisante en quantité et en qualité, et les primes de risque toujours fortes, les taux d'intérêt réels à long terme dépasseraient les taux de croissance. Les débiteurs auraient en conséquence des difficultés à rétablir leur situation financière.

« L'investissement resterait pénalisé, ce qui limiterait le potentiel de croissance dans le monde. De plus, entre les États-Unis, dont le déficit public occasionne l'épargne mondiale, l'Europe ralentie par la politique monétaire allemande et les programmes d'assainissement de certains pays, le Japon déstabilisé par une crise financière, le Sud et l'Est en manque d'investissements, la crois-

sance continuerait de souffrir d'une coopération insuffisante entre les principaux pays ».

Dans cet environnement international qui devrait rester « médiocre », le groupe « Perspectives économiques », organise son rapport autour de trois thèmes : « la marche vers l'union économique et monétaire en Europe », « la modernisation de l'économie française », « la question récurrente et tragique du chômage ».

À propos du premier sujet, il conclut : « La position de meilleur élève de la Communauté donne à la France une grande responsabilité. La politique macro-économique du XI^e Plan devra viser à maintenir la stabilité du franc, à continuer à respecter les critères macro-économiques du traité, à conserver l'une des meilleures performances d'inflation parmi les pays de la Communauté, et à réduire le déficit budgétaire en phase d'accélération de la croissance (...) ».

POTENTIEL • Les nouvelles théories du commerce international nous enseignent que la compétitivité ne repose pas que sur les prix mais également sur l'innovation, la différenciation des produits, la qualité (...), éléments que l'on regroupe communément sous le vocable de compétitivité hors prix. C'est dans l'amélioration de cette compétitivité que réside le potentiel de croissance de l'économie française dans les années qui viennent. Parallèlement, la flexibilité d'ajustement des prix et des coûts devrait être améliorée.

Sur « l'impératif renouvelé de la modernisation », le rapport souligne « l'importance d'un élargissement de la notion de compétitivité à des domaines tels que l'organisation des entreprises, les relations professionnelles, l'exis-

tence de synergies sectorielles, un partenariat efficace entre les entreprises et les banques ».

Face à la « résistible ascension du chômage », le rapport explique que « les évolutions envisageables de la croissance économique ne permettent pas de supposer que le problème va se résoudre spontanément ». Il propose plusieurs pistes. « Une partie du chômage est le fait d'une sous-qualification. Aussi l'amélioration de la formation est-elle un impératif. Les effets positifs d'une telle action ne sont cependant pas tels qu'ils suffisent à diminuer significativement le chômage à un horizon de quelques années. La modernisation du coût du travail des personnes les moins qualifiées est souhaitable, tant à travers le salaire direct que par les cotisations sociales. Une suppression des cotisations sociales payées par les entreprises sur les mille premiers francs de salaire mensuel aurait un impact favorable sur l'emploi. Financée par une hausse des prélèvements sur les revenus (du type de la CSG), une telle mesure conduirait à une forte réduction du nombre de chômeurs (...) ».

Parallèlement, il serait utile de favoriser toutes les formes qui accroissent la sensibilité du salaire à la situation de l'entreprise... Une reprise du mouvement de réduction de la durée du travail serait particulièrement bien adaptée dans la période actuelle de croissance ralentie. Une diminution du temps annuel de travail, négociée de façon à en respecter les conditions d'efficacité, pourrait contribuer à la réduction du chômage... Il faut aussi regarder plus positivement les formes d'emploi qui ne sont pas seulement marchandes ».

E. I.

EMPLOI

L'affaire de tous



VOULU « transversal », le rapport du groupe qui présidait Bernard Brunhes, conseiller social à Martignac, complète les rapports Charpion et Gaudin, poursuivant l'analyse d'un chômage aux spécificités bien françaises. Il met en évidence les fondements culturels, sociaux ou économiques d'un modèle national qui, y compris dans la croissance crée moins d'emplois que d'autres.

Des reproches collectifs doivent être formulés : « Les différents acteurs dont la combinaison des actes quotidiens fait l'économie nationale ne sont pas assez convaincus de la priorité de l'emploi, pour revoir leurs stratégies », écrit Bernard Brunhes dans sa préface. Le commissaire au Plan note pour sa part, en avant-propos, que « chacun déplore bien entendu le chômage, mais c'est de l'autre, le plus souvent, qu'il attend des solutions ou des révisions de comportement ».

Ensuite, chacun peut bien s'accorder sur l'analyse des causes. En France, quel que soit le niveau atteint, la croissance économique est « moins riche en emplois ». Notre pays conserve les gains de productivité parmi les plus élevés et c'est chez nous que l'emploi industriel a le plus diminué. Pis, la faiblesse en emplois proviendrait de ce que les secteurs du tertiaire, globalement, se

seraient plus qu'autrefois convertis à la productivité.

Quant à promettre des résultats, les auteurs du rapport sont prudents, une fois ces critiques et ces constats faits. « Le chômage, n'en doutons pas, subsistera au cours du XI^e plan », et il ne faut pas s'attendre « à un miracle ». Avec 3 % de croissance, le taux de chômage ne varierait guère et « il s'aggraverait avec le taux de croissance actuel », est-il rappelé. Tout au plus peut-on se fixer pour objectif d'assister à « un retournement rapide et décisif de la courbe », la condition de « faire place à une dynamique de l'emploi ». Car, si la guerre est faite, qu'il n'y a pas d'économie efficace sans justice sociale, encore faut-il que « se produise la « prise de conscience (...) que nous n'en aurions que par l'action de tous ». Suivent sept axes, qui reprennent pour partie les autres travaux du Plan en insistant sur des modalités précises. Par opposition avec la compétitivité « défensive », il convient de s'engager dans une compétitivité « offensive » fondée sur d'autres avantages que les coûts salariaux. On retrouve là le concept de performance globale qui sous-tendrait la recherche de la qualité des produits et des services à la qualification des travailleurs.

SEPT AXES • Cela passerait ensuite par un changement d'attitude des entreprises qui, plutôt que de se laisser assujettir par des contraintes de court terme, devraient s'orienter vers des solutions favorisant la flexibilité intrinsèque. Bernard Brunhes, logiquement, y rattache la nécessité de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et suggère, pour progresser, une « globalisation de la négociation », moins taylorienne qu'aujourd'hui, qui pourrait être multiple et programmée. Mais faut-il s'étonner que, sur ce point, il ait reçu une fin de non-recevoir du CNPF ?

A. Le.

AGRICULTURE

Vers un « nouveau contrat »



Le rapport de la commission Agriculture, alimentation et développement rural, que présidait Philippe Mangin, ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) répète au fil des pages que « la nouvelle donne européenne et internationale provoque de profonds bouleversements qui affectent l'évolution de l'agriculture française et pèsent sur son avenir ». La réforme de la politique agricole commune (PAC), intervenue en mai 1992, les négociations laborieuses et tendues au sein du GATT, l'élargissement probable de la CEE et l'ouverture

vers l'Est constituent une toile de fond impossible à écarter, et même à minimiser. L'agriculture est certes en crise — économique, démographique, commerciale et financière — mais elle connaît aussi une véritable crise d'identité, car les paysans se demandent quelle peut être désormais leur utilité dans une société moderne et la recherche de nouvelles valeurs et de nouveaux repères.

« Première puissance agricole de la Communauté (...), la France doit reprendre l'initiative sur la scène internationale et européenne. Elle doit obtenir que les négociations commerciales multinationales reprennent sur d'autres bases, pour garantir la préférence communautaire et prémunir les agriculteurs contre les désordres monétaires », comme ceux dont a failli être victime le franc durant l'automne et l'hiver derniers. « Si l'on ne peut revenir sur les principes de la réforme de la PAC (aides directes qui compensent les réductions des prix garantis), il paraît cependant possible d'en infléchir les modalités par une meilleure prise en compte des deux grandes fonctions de l'agriculture : production de biens

alimentaires et non alimentaires, rôle environnemental ».

Pour réussir l'adaptation de l'agriculture, il faut, note le rapport Mangin, d'abord mobiliser l'appareil de recherche-formation-développement ; ensuite lever plusieurs obstacles d'ordre juridique, fiscal ou social pour réduire les charges des entreprises ; puis adapter la politique des structures aux données démographiques pour assurer la relève des exploitants âgés ; réconcilier l'agriculture et l'environnement ; adapter l'organisation de l'Etat en concentrant ses dispositifs d'intervention dans l'organisation des marchés ; enfin, ajuster l'application de la PAC et imaginer des mesures d'accompagnement dans le cadre des contrats de plan (1994-1998).

Dans une concurrence plus vive, « il est important, aussi, de conforter les exportations des industries agroalimentaires... L'attention accrue manifestée par les consommateurs européens aux produits de qualité est une opportunité » pour les producteurs et industriels français.

Une large part du rapport est consacrée à l'aménagement rural.

« La valorisation des ressources patrimoniales, naturelles et foncières en lien avec le développement à venir de nos espaces ruraux. La qualité de nos paysages doit être préservée. L'agriculture, qui occupe 57 % du territoire joue un rôle essentiel. Mais il faudra développer les métiers liés à l'environnement et le tourisme vert. M. Mangin est précis : « On devra assurer la rémunération d'un certain nombre de biens et services environnementaux jusqu'ici gratuits (...). La volonté publique de redonner au milieu rural une capacité de négociation et d'expression équivalente à celle du milieu urbain doit être clairement affichée et conduire à doter la politique de développement rural d'outils adaptés et de moyens accrus ». Avis au gouvernement... ».

En conclusion, le rapport de la commission du Plan affirme que « la réussite de l'importante mutation en cours » requiert « un appui adapté de l'Etat dans le cadre d'un nouveau contrat entre les agriculteurs, le monde rural et l'ensemble de la nation qui puisse redonner à tous confiance dans l'avenir ».

F. Gr.

SECTEUR PUBLIC

Pour un Etat stratège



« L'Etat stratège » peut contribuer à la compétitivité nationale. Elle se doit alors d'être elle-même efficace, d'afficher des stratégies claires, de réglementer avec mesure. Compte tenu de la mondialisation et de la libération de l'économie, l'Etat doit continuer à jouer un rôle de régulation important pour contrôler le fonctionnement des marchés, veiller au respect de la concurrence, contenir les déséquilibres macro-économiques et financiers. L'approfondissement de la construction européenne donne à l'Etat des responsabilités nouvelles en qualité de garant de l'identité col-

lective. C'est pourquoi il doit, plus encore qu'aujourd'hui, être un Etat négociateur, se faisant l'avocat des intérêts nationaux », souligne la commission Etat, administration et services publics, présidée par Christian Blanc, préfet et ancien PDG de la RATP.

« L'Etat régulateur est aussi le garant de la solidarité, note le rapport. On ne peut pas s'en remettre au seul marché pour assurer une régulation du secteur social qui rende le coût supportable. Mais si la demande sociale ne cesse de croître, l'Etat n'est pas toujours en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes à ces demandes. Cette crise d'efficacité exige que l'on s'interroge sur la nature même des rapports que l'Etat entretient avec la société française pour que les principes républicains fondamentaux d'égalité et d'intérêt général soient adaptés aux exigences nouvelles d'une société plus complexe et aspirant davantage à l'autonomie ».

L'Etat conserve trois missions exclusives, rappelle la commission : « L'essentiel des missions régaliennes, la mission de garant de l'égalité, celle de garant de la solidarité entre collectivités décentralisées ».

7 : la cohésion sociale ou le chaos

Le GATT ne se soucie que des courants commerciaux, sans prendre en compte les mouvements monétaires, le FMI au contraire se limite à la finance, le G 7 n'a pas d'administration, l'OCDE aucun pouvoir de décision. Il convient de créer une institution mondiale qui, intégrant les problèmes monétaires, financiers et commerciaux, puisse assurer une croissance stable et plus équilibrée des échanges. Edouard Balladur ne va certes pas jusqu'à, mais suggère néanmoins des initiatives pour restaurer le système monétaire international et réduire les « déséquilibres économiques, monétaires et financiers [qui] empêchent toute cohésion dans le développement des nations les plus en avance ».

Deuxième niveau d'action : l'Europe, domaine où le gouvernement retrouve totalement le Plan. Sans elle, la France n'est qu'un pays isolé, sans grands moyens. Avec une Europe forte, constituée comme une entité politique origi-

nale, dont elle serait l'un des pivots, la France peut agir au niveau international. « Pour peser vraiment sur l'évolution mondiale, l'action de la France passe désormais, pour l'essentiel, par l'union européenne », assure le rapport de synthèse du Plan... auquel répond comme en écho une phrase d'Edouard Balladur : « Il faut que l'Europe s'affirme afin qu'elle paraisse pour tous non pas un risque, mais (...) une garantie supplémentaire d'influence et de solidité ».

Conséquence : il faut, dit le Plan, maintenir fermement le cap de la monnaie unique, « élément essentiel de l'édifice européen » - donc en attendant conforter le SME par tous les moyens, y compris l'indépendance de la Banque de France, - mais aussi coordonner plus étroitement les politiques économiques européennes, et donner un nouvel élan aux programmes quodammodo peu négligés, notamment dans le domaine industriel, ce même temps qu'on conforte l'agri-

culture communautaire dans son double rôle : économique et d'aménagement du territoire. Tous thèmes repris par Edouard Balladur...

Eofio, dernier niveau d'action : l'Hexagone, où il importe prioritairement de concilier la compétitivité économique et la cohésion sociale, afin que l'Europe et l'ouverture internationale soient mieux supportées qu'aujourd'hui. Car le redressement avéré de la compétitivité des entreprises françaises depuis dix ans ne suffit pas. Bieco que la croissance prévue d'ici à 1997 soit supérieure à la croissance mondiale, elle ne fera pas, seule, refleurir le chômage.

Priorités • La priorité absolue donnée par le Plan à la lutte pour l'emploi et contre l'exclusion passe, dans les entreprises, par un changement profond de mentalités, privilégiant une vision à moyen terme du potentiel humain, qu'on commence à voir poindre - et que le pre-

mier ministre a appelé de ses vœux. Pour les partenaires sociaux il s'agit de développer des formes nouvelles d'organisation - comme le travail à temps choisi. Pour l'Etat, enfin, il faut passer de l'« Etat-providence » à l'« Etat-stratège », en améliorant le fonctionnement et en changeant les priorités (la lutte contre l'exclusion avant la santé ou la retraite), un thème abondamment repris, sous une autre forme, par le premier ministre, qui a placé l'affermissement de l'« Etat républicain » au premier rang des grandes orientations souhaitées.

De façon générale, les travaux du Plan appellent à un « engagement collectif pour l'emploi », suggérant l'utilisation de tous les leviers d'action possibles pour faire reculer le chômage (charges sociales, durée du travail, développement des services, formation, etc.), et pour limiter l'exclusion : politique de la ville et du logement, nouvelle action en faveur de l'enfance, de l'école et de la famille, etc.

Un engagement qui se retrouve, lui aussi dans deux des grandes orientations proposées par le premier ministre à son action : « Assainir notre économie au service de l'emploi », et « garantir les solidarités essentielles à notre société ».

Inutile de poursuivre la démonstration. Le programme de réformes à cinq ans dans lequel le nouveau gouvernement souhaite engager le pays n'est certes pas totalement calqué sur celui proposé par le Plan. Mais, de la philosophie générale jusqu'à dans le détail des mesures, il s'en inspire clairement.

Rattachés désormais directement à l'Hôtel Matignon, il ne sera donc pas étonnant que les services de la rue de Martignac trouvent une seconde jeunesse. Le contenu des travaux préparatoires, dont nous présentons ci-dessous les principaux extraits, en prend un intérêt plus grand...

Véronique Maurus

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Mondialisation



« Il y a dans la crise actuelle ou moins trois aspects : le point bas d'un cycle, les revers de l'euphorie et de la déregulation financière des années précédentes (surendettement, déflation, des actifs réels, la désorientation et des incertitudes que provoque depuis 1989 la disparition de l'ordre de Yalta. Le manque général de visibilité amplifie ces incertitudes », estime le groupe Moode Europe, présidé par Pascal Lamy, directeur de cabinet de Jacques Delors à la CEE. « Le besoin n'a jamais été aussi grand, depuis des décennies, de réduire les incertitudes et de donner quelque visibilité à l'avenir, souligne le rapport, mais le plupart des problèmes du présent excèdent le cadre national : sécurité, environnement, population et migrations, croissance économique et stabilité monétaire, droit et institutions, information et technologie ».

Le processus de mondialisation, note le groupe, s'est en effet nettement accéléré pendant les années 80. « Qualitativement différente de l'internationalisation classique, où les Etats-nations étaient les acteurs principaux, la mondialisation est un processus déjà si avancé dans certains secteurs d'activité, qu'elle peut y être

qualifiée de globalisation (...) Les grandes entreprises échappent largement au contrôle des Etats nationaux, en reculant de moins en moins efficaces (...) Plus élevées sont les ressources technologiques et financières, plus grande est la vitesse de la mondialisation, mais aucun pays n'échappe au mouvement ».

La mondialisation, dont le rythme est différent selon les activités ou les zones, crée un sentiment général « de fuite du bien-être », estime le rapport, qui distingue toutefois plusieurs scénarios possibles à terme. « Tous les scénarios à long terme disponibles peuvent s'ordonner selon un axe intégration/désintégration, selon la prépondérance de l'une ou l'autre tendance. Les plus optimistes envisagent un rattrapage des pays et des groupes les plus démunis, notamment à l'Est et surtout au Sud, un progrès des libertés politiques et économiques dans un contexte de croissance mondiale soutenue et durable, favorable à la paix ».

« Les plus pessimistes imaginent un bastion de pays riches, entretenant des zones tampons, pour se défendre des armées de la misère, des minorités privilégiées montant la répression à l'égard des ghettos proches. Entre ces deux extrêmes, la plupart des scénarios tendanciels tablent sur une croissance modérée ou moyenne de l'économie mondiale autorisant une intégration lente et risquée, à la double condition qu'il n'y ait ni choc pétrolier d'importance, ni conflit armé d'envergure. C'est de la croissance mondiale, elle-même liée à la stabilité monétaire, que dépendront pour une part les marges de progrès social en France et ailleurs ».

Après avoir constaté l'interdépendance croissante des écono-

mies, et le besoin de « régulation coopérative » de la croissance, la commission pose la question des instruments de cette régulation. « Pour l'heure, force est de constater que les institutions multilatérales mondiales ne sont à la hauteur ni des enjeux, ni des attentes (...) En pratique, ni les organes des Nations unies, ni les institutions de Bretton Woods (FMI, GATT, Banque mondiale), ni le groupe informel des pays industrialisés (G 7) n'ont encore la capacité de limiter les dangers sociaux de la mondialisation ».

Pour assurer à terme la paix et la prospérité « il est indispensable de rechercher activement un minimum d'organisation du monde actuel », conduit la commission, et la France peut jouer dans ce domaine, un rôle actif. « La quête d'un développement humain durable peut être au premier rang des ambitions internationales de la France », note le rapport. « Elle correspond à sa vocation universaliste et à sa tradition de refus du laisser-faire, de méfiance face aux hégémonies, de sensibilité aux plus faibles. Elle va de pair avec son choix en faveur de l'union européenne, moyen de peser au sein de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon), de faciliter la stabilité et le développement à l'est et au sud de son territoire ».

« (...) les choix de la France en Europe et dans le monde sont tout d'abord les choix de la France sur elle-même. Ils se nomment cohérence, cohésion, ouverture... Notre pays, plus que d'autres, tend à plaider la confiance à l'extérieur et à entretenir la méfiance à l'intérieur. Au moment où cette distinction s'estompe, c'est la confiance qui doit l'emporter ».

F. L.

COMPÉTITIVITÉ

Performance globale



« PERSONNE ne conteste que la compétitivité des entreprises françaises a largement progressé au cours des dernières années. La conclusion est beaucoup moins évidente pour la compétitivité globale de notre pays (...) La mondialisation de la société française remet en cause le degré de cohésion sociale que nous avons atteint et les progrès certains que nous avons réalisés. Rien ne servirait à un pays d'avoir des entreprises individuellement très compétitives, si elles devaient ensuite être écrasées directement ou indirectement par les charges correspondant aux inactifs et aux exclus », écrit Jean Gandois, PDG de Pechiney dans le rapport de la commission « compétitivité française » qu'il a présidée.

Ce rapport, loin de se contenter d'une appréciation purement microéconomique de la compétitivité, insiste au contraire sur la notion de « performance globale ». Premier élément de la compétitivité d'un pays : le maintien d'un « tissu industriel dense et cohérent ». « L'examen sur de très longues périodes des performances industrielles et économiques des six pays les plus industrialisés montre que tant sur le niveau de l'emploi que sur celui des équilibres extérieurs, une industrie forte est synonyme de

résultats meilleurs. La compétitivité ne requiert pas seulement désinflation et stabilité monétaire, mais aussi l'existence d'un appareil de production développé ».

Or, depuis 1980, la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée nationale a reculé de 3,4 % pour atteindre 21,7 % du PIB en 1990. « L'économie française s'est tournée vers une tertiarisation rapide, sans pour autant résoudre le problème de l'emploi ». De plus, le tissu industriel français est particulièrement hétérogène : fragilité persistante des plus petites entreprises, insuffisance du tissu d'entreprises moyennes (100 à 2000 salariés) qui « représentent un enjeu stratégique » et « sont les portes les plus tentantes et les cibles les plus convoitées des groupes étrangers », puissance enfin des très grandes entreprises, malheureusement peu créatrices d'emplois, au contraire : « Ce sont essentiellement les grands établissements qui ont conduit au déclin de l'emploi industriel ».

Le rapport souligne la nécessité d'un changement de comportement des entreprises « qui sont encore trop peu nombreuses à recourir à des pratiques de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences... L'organisation productive qualifiante [qui] reconnaît au salarié une capacité d'implication stratégique est source d'efficacité dans l'entreprise et hors de l'entreprise ». La commission identifie par ailleurs les principaux « déterminants » de la compétitivité au niveau d'une nation. Premier déterminant : l'éducation et la formation. Second déterminant : le développement des savoirs et la maîtrise du savoir-faire, qui « conditionnent le succès (...) tant au niveau de l'entreprise que de celui d'une nation : la recherche, la technologie et l'innovation (...) ».

Dernier déterminant de la

compétitivité : la valorisation de l'environnement national, lequel « conditionne aussi en partie la performance globale, à travers trois aspects : attraction du territoire (...) ; les réseaux de communication (...) ; et l'épargne, la fiscalité et les structures de financement ».

V. M.

Les quatorze rapports

La XI^e Plan, qui, dans sa version définitive, sera discutée par le Parlement au cours de la présente session, a été préparé par quatorze commissions, et groupes, qui, du printemps 1992 au début de 1993, ont rassemblé plus de six cents personnes. Ces travaux sont concrétisés par des rapports de synthèse :

- **Monde-Europe**, Repères et orientations pour les Français, 1993-1997, rapport du groupe Monde-Europe (présidé par Pascal Lamy) ;
- **L'économie française en perspective**, groupe Perspectives économiques (Jean-Michel Charpin) ;
- **Choisir l'emploi**, groupe emploi (Bernard Brunhes) ;
- **Outre-mer** : le défi des singularités, groupe outre-mer (Gérard Belorgey) ;
- **Pour un Etat stratège** garanti de l'intérêt général, commission Etat, administration et services publics (Christian Blanc) ;
- **France** : le choix de la performance globale, commission compétitivité française (Jean Gandois) ;
- **France rurale** : vers un nouveau contrat, commission agriculture, alimentation et développement rural (Philippe Mangin) ;
- **Cohésion sociale et prévention de l'exclusion**, commission cohésion sociale et prévention de l'exclusion (Bertrand Fragonard) ;
- **Croissance et environnement** : les conditions de la qualité de la vie, commission environnement, qualité de la vie, croissance (Bertrand Collomb) ;
- **Déconcentration**, l'âge de raison, groupe déconcentration : bilan et perspectives (Martine Buron) ;
- **Educational formation**, la voie de la réussite, groupe éducation et formation (Michel Praderie) ;
- **La création face aux systèmes de diffusion**, groupe création culturelle, compétitivité et cohésion sociale (Marin Karmitz) ;
- **Recherche et innovation** : le temps des réseaux, groupe recherche, technologie et compétitivité (Guy Paillet) ;
- **Ville, démocratie, solidarité** : la part d'une politique, groupe villes (François Geindre) ;

Tous ces rapports peuvent être achetés à La Documentation Française ou consultés auprès du Commissariat général du Plan, 18 rue de Martignac, 75007 Paris ; (45-66-50-39).

V. D.

et négociateur

Mais dans les autres matières, l'Etat ne peut jamais être absent. « Lorsqu'il fait appel à des personnes privées, il doit de toute façon veiller à ce que les objectifs de service public soient respectés (...) ».

L'Etat nécessaire, ainsi défini, n'est cependant crédible que s'il poursuit sa modernisation. « Cette dernière correspond à une quadruple exigence : exigence démocratique, exigence d'efficacité, exigence de compétitivité, exigence de motivation des fonctionnaires ». Il convient donc de poursuivre dans la voie du renouveau du service public engagé depuis 1989, mais il faut aussi surtout changer de logique « en substituant à la logique orwellienne de l'action publique celle d'un Etat stratège. Celle-ci suppose une connaissance approfondie des systèmes humains sur lesquels l'action publique entend influencer. Cet effort de connaissance doit être partagé avec tous les acteurs concernés et être rétroactif grâce à des aller et retour systématiques entre l'élaboration des politiques publiques, leur mise en œuvre et leur évaluation ».

L'Etat stratège doit être un Etat déconcentré : « Changer l'Etat central en le recentrant sur des mis-

sions stratégiques exige une clarification des relations entre les autorités politiques et les administrations, une réduction et une stabilisation des structures gouvernementales, une recombinaison des directions d'administration centrale. Il est non moins nécessaire d'ouvrir l'administration à des expertises extérieures, de renouveler la formation et le recrutement des décideurs publics, de développer la pluriannualité budgétaire ».

« L'Etat stratège doit par ailleurs renoncer au centralisme, la mise en œuvre des politiques publiques relevant des services déconcentrés dont l'autonomie sera développée. Une telle déconcentration doit obéir à une logique de pôles de compétences, placés sous l'autorité des préfets dont la légitimité sera renforcée. Encore faut-il bien choisir les niveaux de déconcentration territoriale. Deux hypothèses seront étudiées : celle d'un renoncement à l'uniformité de la représentation de l'Etat sur le territoire national, celle d'une distinction du cadre géographique de la représentation de l'Etat de celui des collectivités décentralisées ».

V. D.

SOCIÉTÉ

Prévenir l'exclusion



« LES risques de persistance du chômage de longue durée, certaines évolutions de notre système socio-productif, l'instabilité familiale, l'isolement d'une part grandissante de la population, la dilution des responsabilités, l'insuffisante participation des exclus aux débats, sont autant de facteurs qui menacent la cohésion sociale », souligne Bernard Fragonard, délégué interministériel au RMI, et coauteur coauteur de Simone Veil, dans le rapport de la commission « Cohésion sociale et prévention de l'exclusion ». « De grands efforts de prévention sont

nécessaires en ce qui concerne une période - l'enfance - et un lien - l'entreprise. L'efficacité des politiques d'insertion et d'accompagnement doit être renforcée. Privilégier les interventions à long terme agissant sur les itinéraires des individus et le contexte local, cibler les politiques sur les plus démunis, tels sont quelques-uns des principes retenus par la commission ».

Face à « l'urgence sociale » que représente l'exclusion, des réaménagements des services publics et du système de protection sociale sont nécessaires. « La lutte contre l'exclusion doit reposer sur un Etat fort en matière sociale ».

« Il n'apparaît plus possible de conserver l'émiettement des responsabilités entre ministères, secrétariats d'Etat et délégations interministérielles chargées de politiques transversales. Leur regroupement en trois pôles - affaires sociales, travail, santé - permettrait une approche globale et cohérente de l'insertion. Au plan local, il importe d'opérer une véritable déconcentration des crédits au niveau du préfet, accompagnée d'un regroupement des compétences sociales au niveau départemental ».

V. D.

PERSPECTIVES



BALE
de notre envoyé spécial

CELA fait bien longtemps que les trois grands de la chimie bâloise, Ciba-Geigy, Sandoz et Roche ont franchi les frontières suisses pour s'installer dans le monde entier. Sur leurs deux cent mille salariés, n'en emploient-ils pas quatre fois plus hors du territoire helvétique qu'à l'intérieur ? Aujourd'hui, leur volonté de développer la biotechnologie par génie génétique les conforte dans cette entreprise de « délocalisation ».

Ciba-Geigy a en tout cas décidé de manière spectaculaire d'installer en France une unité de production d'hirudine (souche de levure génétiquement modifiée, utilisée dans la prévention des maladies cardio-vasculaires) et un centre de recherche, soit un investissement global de 1 milliard de francs français. En fait, ils seront implantés à quelques encablures du siège social, à Huningue, où la firme exerce depuis soixante-dix ans ce qui demeure sa principale activité : la chimie de base.

C'est l'opposition des « fondamentalistes », comme les chimistes suisses ommont les membres de l'association « Appel bâlois contre le génie génétique », qui a conduit la direction de Ciba à renouer à l'installer ces unités à Bâle et à se tourner vers la France, dont la législation est jugée très libérale en la matière. Si l'Allemagne, de l'avis des trois groupes, interdit pratiquement toute recherche sérieuse dans ce domaine, en Suisse, les projets sont soumis à une commission dont les avis ont valeur d'autori-

sation. L'« Appel bâlois », opposé à toutes manipulations génétiques qu'elles soient, a multiplié les recours juridiques, menaçant même de se tourner vers le Tribunal fédéral de Lausanne. Pour ne pas perdre encore plus de temps, Ciba a préféré franchir la frontière.

RETARD • Car les Suisses entendent rattraper leur retard sur les Etats-Unis. Aujourd'hui, 75 % du marché mondial des médicaments obtenus par génie génétique - évalué à 3 milliards de dollars actuellement mais estimé à 20 milliards dans dix ans - sont détenus par un millier de firmes américaines. Même si

**Aujourd'hui,
75 % du marché
mondial
sont détenus
par un millier
de firmes américaines**

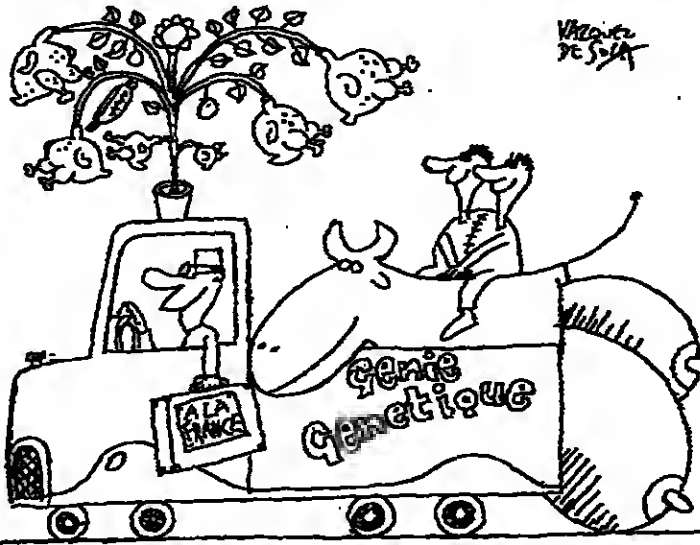
la biotechnologie classique a encore un bel avenir, considère François L'Eplattenier, membre du comité de direction de Ciba-Geigy, « on ne peut pas se permettre de rater le train du génie génétique ». Aussi, les sommes consacrées à cette recherche (400 millions de francs français en 1992) devraient-elles augmenter de manière substantielle.

La firme, qui possède un important département agricole (protection des plantes, santé animale, semences), développe déjà des recherches sur la pro-

INDUSTRIE

Bâle mise sur le génie génétique

Pour développer les technologies nouvelles et conserver leur rang sur le marché du médicament les grands chimistes bâlois renforcent encore leurs investissements à l'étranger



duction par modification génétique de semences susceptibles de résister aux insectes prédateurs : dans ce cas aussi, ses chercheurs sont allés réaliser des essais en plein champs à l'étranger, en France et aux Etats-Unis.

Roche, qui a récemment opéré une concentration de ses activités sur la santé humaine (l'entreprise a cédé sa branche phyto-sanitaire à Ciba), fière de la collaboration de trois prix Nobel et des 500 millions de francs français annuels consacrés à la recherche pharmaceutique, a choisi une autre méthode pour développer le génie génétique : le rachat, en 1990, pour 2 milliards de dollars, de 60 % des actions de Genentech, société installée au sud de San-Francisco et spécialisée dans la recherche et la production de médicaments par génie génétique.

Cette firme, qui emploie

milieu sept cents personnes, dont 40 % pour la recherche et le développement, vend deux produits issus de manipulations génétiques : l'Activase, destiné au traitement de l'infarctus du myocarde, et la Protropine, pour les enfants présentant des troubles de la croissance.

DIAGNOSTIC • Une coopération assez ancienne avec Genentech a permis à Roche de produire dès 1986 le Roferon-A (interféron alpha recombiné génétiquement), employé notamment pour le traitement de la leucémie. Grâce à une collaboration avec une autre société californienne, Cetus, le groupe bâlois est propriétaire de la technologie dite ACP (amplification en chaîne par polymérase) permettant un diagnostic précoce des maladies infectieuses.

Jusqu'ici, cette technique a

surtout été développée pour la détection rapide du virus du sida. Mais chez Roche, qui tire des produits pour diagnostic plus de 12 % (5 milliards de francs français) de son chiffre d'affaires, on songe aussi à une identification précoce des souches tuberculeuses très résistantes développées par les malades du sida, de l'hépatite et du cancer.

Chez Sandoz, selon Arthur Einsele, vice-directeur, 5 % environ des crédits réservés à la recherche et au développement pharmaceutiques (3,6 milliards de francs français) sont consacrés à la technologie génétique. « Nous sommes engagés dans le génie génétique depuis 1978 et ce

**«D'ici à la fin
du millénaire
seront découvertes
plus de cent
nouvelles substances»**

n'est pas maintenant que nous allons réduire nos efforts, dit-on. D'autant moins qu'il n'existe aujourd'hui qu'une douzaine de médicaments issus de cette technologie et que d'ici la fin du millénaire seront découvertes plus de cent nouvelles substances. » Sans état d'âme sur le plan éthique : on se retranche, sur ce point, derrière les principes édictés par la Société suisse des industries chimiques (SSIC) : « Les entreprises affiliées à la SSIC ne procèdent à aucune modification du patrimoine génétique des cellules de la ligne germinale et de l'embryon humain. »

Chez Ciba, on se réfère à un texte de 1987 de l'Académie des sciences américaine pour justifier les recherches sur les végétaux : « Il n'existe aucune preuve manifeste que l'application de techniques de génie génétique ou le transfert de gènes entre des organismes non apparentés impliquent des risques exceptionnels. » Mais François L'Eplattenier ne contourne pas l'obstacle. Aussi longtemps, explique-t-il, qu'il s'agit de diagnostic et de thérapie, le génie génétique ne pose pas de difficultés. En revanche, il faut faire attention à ne pas modifier le patrimoine humain. « Autrement dit, précise-t-il, on peut toucher aux cellules somatiques, mais certainement pas s'amuser à effectuer des manipulations sexuelles et, donc, à jouer sur la descendance. »

AMBITIONS • Dans leurs bureaux cossus mais sobres, sinon austères, les responsables de la chimie bâloise sont déterminés à aller de l'avant pour conserver leur rang sur le marché international du médicament. Les obstacles ne sont pas négligeables.

Le montant de l'investissement nécessaire avant la commercialisation d'un produit issu du génie génétique - 200 millions de dollars en moyenne, de la recherche au développement clinique - n'est pas le moindre. Mais, avec des chiffres d'affaires de quelque 185 milliards de francs français et des bénéfices substantiels, les trois groupes ont sans doute les moyens de leurs ambitions.

Marcel Sornin

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL



LA FIN DES ILLUSIONS

L'alternance n'est pas la révolution. C'est un épisode normal dans la vie d'une démocratie et qui ne modifiera pas la situation du pays. Les Français n'ont plus d'illusions. Le rêve écologique n'a pu s'inscrire dans la réalité, et les vraies questions - sur l'emploi par exemple ou l'immigration - demeurent sans réponses assurées. Les points de vue de Michel WINOCK, Jean-Paul DELEAGE et Dominique BOURG, Patrick WEIL et Jean-Claude BARREAU, Jean-Marcel JEANNENEY et Patrick MESSERLIN.

MODE DE SCRUTIN : LA LEÇON ITALIENNE

Quel est le meilleur mode de scrutin : le majoritaire pratiqué en France ou la proportionnelle intégrale appliquée en Italie ? Le Monde des débats a, sur ce sujet, organisé à Rome une rencontre entre constitutionnalistes français et italiens.

LE SIDA HORS LA LOI

La propagation de cette maladie incurable soulève des difficultés inédites illustrées par quelques procès récents : peut-on au nom de la nécessaire défense de la santé publique porter atteinte aux imprescriptibles libertés individuelles ? Les analyses du juriste Jean-Paul JEAN et de l'historien de la médecine, Mirko GRMEK.

POUR OU CONTRE LES REALITY-SHOWS

Des émissions de télévision à la mode sur lesquelles se divisent téléspectateurs et producteurs. Les opinions de Jacqueline BAUDRIER et de François NINEY.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

PERSPECTIVES

INDUSTRIE

Les sept crises de la chimie

Retournement de cycle, stagnation, saturation de certaines utilisations, surcapacités, guerre des prix, contraintes de protection de l'environnement : les chimistes, tous frappés, entament des réorganisations de grande ampleur



«A gauche du fleuve on raconte ceci, à droite cela. Nous sommes au milieu et je peux simplement vous dire que les indicateurs en notre possession ne sont pas bons.» Wolfgang Hilger, patron de Hoechst, ne souscrit donc ni à l'optimisme pour 1994 affiché par Bayer, ni à la morosité actuelle de BASF, ses deux voisins rhénans. Mais, comme eux, le numéro un mondial de la chimie n'y voit pas clair dans la crise qui secoue le secteur depuis maintenant plus de trois ans. Si tout le monde l'espère, personne n'ose vraiment croire que la secousse a atteint son paroxysme et que le pire est désormais passé.

Le cru 1992 est mauvais. Hormis ceux qui ont des activités pharmaceutiques, la plupart des groupes n'ont pu qu'enregistrer un tassement de leurs chiffres d'affaires l'an dernier, de fortes chutes de bénéfices, voire des pertes, le mouvement s'étant accéléré au dernier trimestre. Chaque mois écoulé et chaque prise de commande sont analysés avec minutie pour tenter de déceler d'éventuelles incises.

La variété d'appréciations sur la sortie du tunnel est liée à la complexité de la crise ou des crises qu'affronte cette industrie. Au caractère cyclique de son acti-

nouvelle vague d'investissements qui arrive aujourd'hui», explique Norbert Martin, directeur général de la division France-Benelux de BASF, groupe qui encastrait actuellement une unité à Avers. L'importance des travaux explique ce décalage entre la décision et la réalisation.

La surabondance a fait plonger dans le rouge toutes les divisions pétrochimiques des groupes européens et toutes les tentatives pour contenir le chute des prix ont été vaines jusqu'à présent. Trois chiffres résument la gravité de la situation. Selon le consultant britannique CMMI, la marge moyenne des industries du secteur a été divisée par... 20 en trois ans : elle est tombée à 25 marks la tonne l'an dernier contre 500 marks en 1989.

Dans un autre secteur, la politique agricole commune (PAC), tant contestée par les agriculteurs, a aussi des conséquences pour les chimistes. Le gel des terres et la limitation de certaines cultures vont avoir un effet immédiat sur l'utilisation d'engrais. La baisse d'utilisation attendue oscille entre 25 % et 30 %. «Les sept acteurs dans ce secteur vont devoir s'adapter», a simplement indiqué Jacques Puchal, président d'Elf-Atochem, groupe présent sur ce marché via sa filiale la Grande Paroisse.

scindant ses activités. Le groupe a réuni d'un côté les activités rentables (pharmacie, agrochimie) dans Zeneca et de l'autre côté la chimie traditionnelle, copiant ainsi faire remonter les cours des actions pour dégager des plus-values et séduire la City.

COMPRESSIONS • Pour limiter la baisse des profits, les industriels sont contraints non seulement de comprimer leurs frais fixes mais aussi de réduire le nombre de leurs salariés. Les chimistes allemands, les plus touchés, pénalisés par un mark fort et par des salaires élevés, devraient encore supprimer quelque 20 000 emplois, soit 2 % à 3 % des effectifs.

Placent également sur les coûts les dépenses nécessaires pour obéir aux règles nouvelles de protection de l'environnement : elles atteignent aujourd'hui près du quart du montant de chaque investissement - sans parler ensuite des dépenses de fonctionnement. Sans contester la nécessité de protéger l'environne-

ment, certains dirigeants s'interrogent sur les limites du système : certains investissements d'ont plus, malgré leur coût, que des effets marginaux.

D'où la tentation de certains groupes suisses et allemands d'installer des usines de l'autre côté de la frontière : la réglementation française est plus souple en comparaison des quelque deux mille textes régissant la défense de l'environnement outre-Rhin. On tend aussi à «délocaliser» la recherche vers les Etats-Unis et le Japon, surtout pour le génie génétique (lire ci-contre).

Pas question cependant de délocaliser le gros des implantations, snailgient tous les «généralistes» : ce serait de toute façon impossible pour cette industrie «lourde». Mais leur rêve de limiter certaines dépenses d'«environnement» à effets marginaux risque actuellement de rencontrer peu d'échos favorables, après la douzaine d'incidents - dont deux graves - survenus chez Hoechst depuis le début de l'année.

En revanche, la crise de la chimie accélère l'ajustement des fabrications et introduit de nouveaux comportements, comme si chacun se préparait à une nouvelle donne. Plus question de tout faire. Certains groupes se recentrent sur leurs métiers «historiques». D'autres renforcent leurs positions dans la chimie de spécialités, qui offre des «niches» très rentables à condition d'être un acteur majeur.

Aussi tente-t-on de conforter sa position dans tel ou tel secteur, quitte à se séparer d'une autre activité.

PETITS PAS • «Tout le monde discute avec tant le monde, entend-on chez les industriels, et toutes les formes d'accord peuvent être envisagées.» Place à l'imaginaire dans les cessions, les échanges ou toute autre forme de coopération. Certains groupes ont donné l'exemple (BASF, ICI, Du Pont...); Bayer reconstruit discuter actuellement avec ses proches voisins, mais aussi avec Rhône-Poulenc. «Pour l'instant on

assiste à de petits pas, dit Pol Bamelis, membre du directoire de Bayer, mais les décisions seront de plus en plus spectaculaires si la crise augmente.»

Dans l'avenir le nombre d'acteurs va donc se restreindre dans chaque secteur de la chimie. Espérant tous rester dans la compétition, les chimistes n'entendent pas sacrifier leurs programmes de recherche, quitte à les adapter à leurs nouvelles stratégies : «La chimie vit de recherche et de développement à long terme et il est faux de croire que la crise qu'elle traverse la condamnerait», s'insurge Norbert Martin. Sans doute cette industrie ne retrouvera-t-elle pas avant longtemps une croissance aussi forte qu'auparavant. En attendant, dans un contexte de croissance ralentie, elle ressent toutes les secousses, comme ces navires contraints par gros temps de réduire la vitesse pour limiter les dégâts et tangant à chaque vague.

Dominique Gallois

Florilège de baisses...

	Chiffre d'affaires (entre parenthèses évolution 1991-1992)	Résultat net
ALLEMAGNE (en deutschemarks)		
Hoechst	45,9 milliards (- 2,8 %)	1,2 milliard (- 13 %)
BASF	44,5 milliards (- 4,5 %)	613 millions (- 40,8 %)
Bayer	41,1 milliards (- 2,8 %)	1,36 milliard (- 15,7 %)
GRANDE-BRETAGNE (en livres)		
ICI	12 milliards (- 3 %)	perte de 570 millions
FRANCE (en francs)		
Rhône-Poulenc	81,7 milliards (- 2,5 %)	2,184 milliards (+ 9 %)
Elf-Atochem	45,7 milliards (- 8,6 %)	30 millions (- 98 %)
ETATS-UNIS (en dollars)		
Du Pont	37,8 milliards (+ 2 %)	975 millions (- 32,7 %)*
SUISSE (en francs suisses)		
Ciba	22,2 milliards (+ 6 %)	1,52 milliard (+ 19 %)
Sandoz	14,4 milliards (+ 8 %)	1,49 milliard (+ 34 %)

* Compte non tenu d'une provision exceptionnelle de 4,83 milliards correspondant au coût de la modification des règles comptables en matière de retraite.

tivité s'ajoutent une récession économique et aussi, pour la première fois, les effets de décisions politiques - politique agricole commune ou recherche de la maîtrise des dépenses de santé. Bref, que sortira-t-il de ce gigantesque cocktail, agité de toutes parts ?

SATURATION • La croissance de la chimie est traditionnellement supérieure à celle de l'activité générale. Mais depuis trois ans la progression de volume s'est ralentie et l'écart avec les autres industries manufacturières, qui allait souvent du simple au double, s'est resserré. A la stagnation économique qui pousse les industries à limiter leurs achats de matières premières s'ajoute un phénomène de saturation. L'utilisation du plastique qui s'est progressivement substitué à de nombreux matériaux dans divers secteurs industriels (automobile, construction, ameublement, emballage...) semble trouver ses limites. Les innovations sont moins nombreuses.

Ce tassement de la demande intervient au moment où la mondialisation des échanges multiplie l'offre, entraînant une véritable guerre des prix. Le secteur souffre du plus actuellement est celui de la pétrochimie. En amont, notamment, les chimistes se retrouvent avec trop de «vapeurs», ces unités nécessaires à la fabrication de nombreuses molécules de base.

«Après la crise du début des années 80, nous avons fait preuve de grande prudence. Nous étions sortis des années 70 avec une surcapacité, nous ne voulions pas recommencer. Ce n'est qu'en 1985, quand l'expansion s'est confirmée, qu'a été décidée la

L'«adaptation» risque d'être d'autant plus sévère que les producteurs sont concurrencés par des importations massives d'engrais à bas prix venant d'Europe de l'Est.

La politique pèsera également de plus en plus sur le secteur qui reste le plus prospère : la pharmacie. La volonté de chaque pays de mieux contrôler ses dépenses de santé risque d'entraîner une limitation des ventes de médicaments et aussi de leurs prix. Si les pharmaciens attendent de connaître aux premiers jours de mai les projets du président Clinton pour les Etats-Unis, ils constatent avec un certain dépit les effets de la nouvelle politique de santé allemande depuis le début de l'année. Bayer, par exemple, a constaté un recul des ventes de médicaments de 20 % en janvier, puis de 40 % en février : le manque de clarté pousse les médecins à prescrire des produits génériques bon marché et des produits anciens plutôt que des médicaments plus chers. Une tendance qui, si elle se confirme, pourrait être nuisible à la recherche.

STRATÉGIE • Confrontés à cette crise multiple, sans précédent, les industriels reviennent leur stratégie avec plus ou moins de vigueur. D'un côté, les suisses Ciba, Roche, Sandoz, qui, ayant réorganisé leurs activités dès le début de la crise, ou même avant, tirent le mieux leur épingle du jeu, annoncent tous des résultats en hausse. Le tout sur fond de gestion rigoureuse dans la tradition helvétique. A l'autre, le britannique ICI, confronté à des pertes pour la deuxième fois de son histoire, a opté pour une solution plus financière qu'industrielle en



PARCE QUE FAIRE UN PAS L'UN VERS L'AUTRE
EST SOUVENT AVANTAGEUX,
LA CNP A CRÉÉ LA PRÉVOYANCE
EN GESTION PARTAGÉE.



Un contrat d'assurance employeur,

c'est d'abord un contrat de gestion.

Pour que cette gestion soit adaptée aux réalités sociales et économiques de chaque collectivité locale, la CNP a mis en place différents systèmes de gestion partagée.

Avec pour résultat : une simplification administrative maximum, une gestion en temps réel de tous les cas qui le permettent, une plus grande maîtrise

sur le long terme des coûts de la

protection sociale. Depuis la prise en

charge complète de la gestion par la CNP jusqu'à la délégation totale (la CNP met à disposition toute sa logistique et son assistance), chaque collectivité locale peut ainsi choisir son mode de gestion : le plus

rigoureux, le plus profitable. Pour tout renseignement sur la gestion partagée, appelez le (1) 42.18.81.30. CNP, le leader de l'Assurance Collective.

CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

PERSPECTIVES

Musées à louer

Suite de la page 25

A Orsay, la visite privée avec disposition du restaurant 1900 revient à 400 000 francs, tandis que la galerie des Batailles à Versailles se monte à 350 000 francs.

Des tarifs affichés sans ambages sur de luxueuses plaquettes pour des locations présentées comme autant d'opérations de mécénat : au Louvre comme dans les trente-trois établissements dépendant de la Réunion des musées nationaux (RMN), le mot location est proscrit, par le statut même de l'établissement (1).

Juridiquement, toute mise à disposition d'un musée n'est donc que la contrepartie d'une convention de mécénat. Moyennant quoi l'entreprise n'a pas à payer de TVA et peut aussi espérer un dégrèvement fiscal.

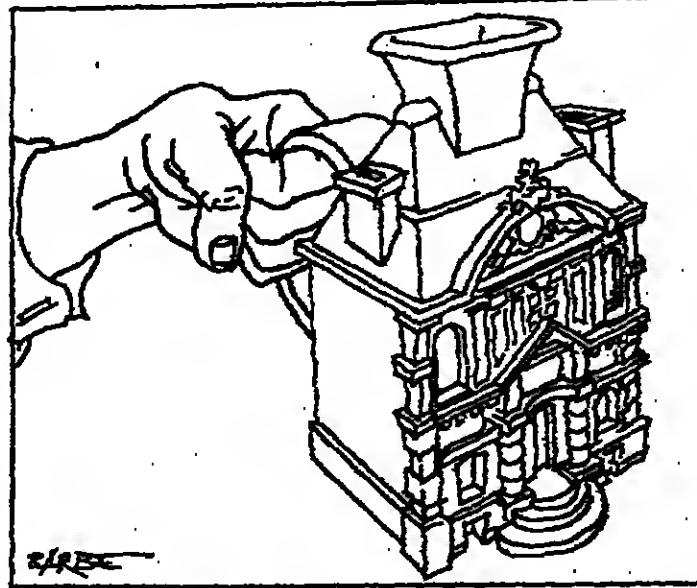
Le Louvre en tire, bon an mal an, la moitié de ses recettes globales de mécénat (10 millions de francs). Belle performance en période de vaches maigres ! C'est que le Louvre a su s'adapter à la réduction drastique des budgets de communication, en modulant ses tarifs. Ainsi, à défaut du hall Napoléon, peut-on louer pour 100 000 francs : chaque année, une quinzaine de réceptions privées y sont organisées. Si Orsay, par son architecture (avec son ancien hôtel

attenant à la gare), jouit d'un cadre particulièrement bien conçu pour ces manifestations, tous les musées ne sont pas aussi bien pourvus. Ainsi, au Musée Picasso, faute de salle disponible, «dîners ou cocktails doivent être servis sous des tentes dressées par le mécène». Ce qui grève d'autant la convention mécénat, qui s'élève déjà à 300 000 francs.

Mieux loti et plus accessible, le Musée de Cluny propose ses thermes et sa grande salle antique voûtée pour 70 000 francs : Hervé Bourges y a présenté le logo

A Paris, la plus cher est le Musée d'art moderne, qui se contente d'une réception par an facturée 500 000 francs.

France 2-France 3 en septembre 1992, et, plus récemment, BMW y a réuni ses cadres. Encore plus avantageux, le Musée Delacroix peut accueillir une centaine de personnes pour 30 000 francs, soit 300 francs par invité. Encore que son conservateur en chef, Arlette Carrulaz, n'entende pas «pousser à la consommation dans ce domaine, car on n'est pas là pour faire la promotion des confitures !» Réticences partagées par le conservateur du Musée de Fontainebleau : «Notre vocation,



c'est d'accueillir le public et non pas de fermer les salles pour recevoir les mécènes.

Aussi pudique en la matière que la RMN, la Ville de Paris, qui gère une quinzaine de musées, préfère parler de «partenariat» : «Nous ne sommes pas des loueurs de salles, s'indigne Claudine Durand, chargée du mécénat culturel à la Ville. Nous cherchons des partenaires pour les expositions et, dans ce cadre, les salles sont grandement mises à disposition.» Sauf que, là non plus, les tarifs ne sont pas laissés au hasard. Le plus cher est le Musée d'art moderne, qui se contente d'une réception par an fac-

turée 500 000 francs ! Plus abordable, le Petit Palais (150 000 francs la grande salle) exige de ses invités qu'ils «prennent le temps de visiter l'exposition avant la réception : on n'est pas un hôtel !», plaide Thérèse Barolet, la directrice du musée, qui veille à «ne jamais laisser entrer un verre ou un petit four dans les salles d'exposition».

Seul à parler ouvertement de location, le Musée de la mode et du costume module également ses tarifs : 50 000 francs pour le vestibule et le péristyle, 100 000 francs pour l'ensemble du musée. Hors TVA (18,6 %). «C'est une source de financement qui donne de la sau-

plesse à la gestion administrative, commente Sylvie Glaser-Chuard, secrétaire générale du musée. Ces revenus nous permettent de boucler les budgets des expositions, d'acheter des œuvres d'art ou du matériel.» Ainsi le musée a-t-il récemment fait l'acquisition d'un ordinateur Apple, «ce qui aurait été impossible autrement car la Ville n'a de contrats qu'avec IBM».

PARIS-NEUVE • Hors «partenariat», il y a aussi tous les établissements qui louent purement et simplement leurs locaux : au premier rang, la

Avec deux cents réceptions par an à 22 500 francs la journée, la tour Eiffel fait figure de stakhanoviste !

Caisse des monuments historiques, qui gère et loue, moyennant convention d'occupation du sol, l'Orangerie de Versailles (300 000 francs avec le jardin + 50 000 francs de frais), la Conciergerie (67 000 francs pour 2 400 mètres carrés en plein Paris). Mais, dans ce domaine, ce sont les opéras de Paris qui affichent les baies les plus ruineuses : la soirée privée avec spectacle coûte 1 million de francs à la Bastille (2 700 places) et 700 000 francs à Garnier (1 800 places). Comptez respectivement 400 000 et

500 000 francs en «salle nue». «Vu nos tarifs, on ressent forcément les contre-coups de la crise», reconnaît Nelly Robinot, responsable de la location des espaces à Garnier. Résultat : ici aussi, des formules plus abordables sont proposées (50 000 francs par exemple pour la galerie du Glacier à Garnier).

Les établissements privés exploitent eux aussi le filon. Au Musée Grévin, les tarifs, hors TVA, oscillent entre 25 000 et 32 000 francs la soirée. Avec deux cents réceptions par an (conférences, défilés de mode, cocktails, dîners...) à 22 500 francs la journée, la tour Eiffel fait figure de stakhanoviste ! A peine née mais déjà bien inspirée, la Grande Arche de la Défense a même créé une société anonyme pour gérer les activités commerciales de son toit, «l'hectare entre ciel et terre», pour 120 000 francs la soirée. Un tarif somme toute abordable, par rapport à ceux pratiqués dans les autres grands chantiers présidentiels (Pyramide du Louvre ou Opéra-Bastille). Autres temps, autres mœurs, le Centre Pompidou, lui, ne se loue pas : il paraît que «ça ne fait pas partie de la déontologie».

Philippe Baverel

(1) L'émancipation du Louvre, devenu établissement public administratif le 1^{er} janvier dernier, n'a pas pour l'instant modifié le système, si ce n'est que le Louvre, doté d'un agent comptable, a plus à reverser l'argent à la RMN, qui assure habituellement la redistribution.

LIVRES

Visages du Japon populaire

Via quotidienne, univers de la masse ouvrière des PME : un prêtre-ouvrier, André L'Hénoret, et un sociologue, Jean-François Sabouret, font vivre un Japon méconnu

LE CLOU QUI DÉPASSE
Récit du Japon d'en bas
d'André L'Hénoret.
Préface de Jean-François Sabouret.
La Découverte, 174 pages, 98 F.

LE JAPON QUOTIDIEN
de Jean-François Sabouret.
Le Seuil, 183 pages, 99 F.

RAREMENT le mot «témoignage» fut plus adéquat : le livre d'André L'Hénoret, prêtre-ouvrier du Prado, qui a séjourné vingt ans au Japon, est un témoignage indissociable d'un message chrétien d'espoir, mais aussi un témoignage irremplaçable sur une réalité que non seulement les étrangers mais même les Japonais connaissent mal : la vie ouvrière. La vie des «souliers» de la croissances de ceux dont on ne parle guère parce qu'ils n'entrent pas dans le folklore économique-social de doctes spécialistes, ou supposés tels, qui ne prennent comme référence que les seuls employés modèles des grandes entreprises. L'Hénoret parle des «autres» : 70 % du monde des «cols bleus», les ouvriers des PME, des ateliers de la sous-traitance, du «tiers-monde» de la machine productive.

Il le fait sans prétendre rendre compte d'autre chose que ce qu'il a vu, entendu, sans aspirer à une quelconque idiosyncrasie. Et c'est sans doute dans cette humilité devant son objet que l'auteur fait preuve d'une authentique approche ethnologique. Il le fait aussi sans noircir le tableau : son intention n'est pas de dénigrer mais de décrire une réalité parfois dure,

celle de la condition ouvrière. «Les laissés-pour-compte, les obscurs travailleurs corvéables à merci existent dans toutes les sociétés dites avancées, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, note-t-il. Ce qui me fait écrire, c'est le besoin de partager joies et souffrances des travailleurs japonais.»

C'est dans ce monde des PME que s'applique sans faille la «loi d'attrait du capital» et que joue cette souplesse tant enviable de la machine productive nipponne : André L'Hénoret «montre à quel prix et aux dépens de qui se fait cette adaptation», souligne dans sa préface Jean-François Sabouret.

PRÉJUGÉS • Il parle d'hommes : ses compagnons de travail. D'hommes qui travaillent, luttent et se rebellent ; chez qui jouent l'entraide spontanée et l'ironie qui est plus saine qu'à son tour une forme de fierté. Au fil des extraits du journal dans lequel il consignait son expérience, on entre dans un monde qui a l'épaisseur de la vie. Celui d'une petite paroisse, Asada, dans la ville de Kawasaki, à la lisière d'un quartier résidentiel et d'une zone industrielle. On y côtoie ces «gens de peu», ce «petit reste» auquel André L'Hénoret s'est attaché.

La lutte contre les licenciements, les chefs de chantier qui se défilent devant leurs responsabilités en cas d'accident, l'enracinement d'une conception du travail faisant de tout effort humain un acte respectable en soi (dont la valeur accordée à l'endurance est une expression), la soumission de certains à ce qui est perçu comme un destin, mais aussi l'indépendance d'esprit de ces ouvriers des PME comme la prégnance de la vie associative dans le monde populaire, expression de solidarités et de résistance, constituent quelques-unes des lignes de force qui se dégagent du témoignage chaleureux et honnête d'André L'Hénoret. Un livre vrai qui rend compte d'une réalité ni blanche ni noire : humaine.

Jean-François Sabouret, sociologue, spécialiste du Japon et directeur de l'antenne du CNRS à Tokyo, à l'initiative de qui a été publié le *Clou qui dépasse*, est pour sa part l'auteur d'une série de chroniques diffusées deux fois par

semaine sur France-Inter et réunies en un livre : *Le Japon quotidien*.

La vulgarisation est une activité délicate que quette la superficialité. Elle l'est d'autant plus lorsqu'on joue sur cet «espace intermédiaire» d'un texte conçu pour être écouté et destiné aujourd'hui à être lu – deux minutes d'antenne ne favorisent guère la nuance. Le sociologue ne s'est pas effacé dans ces chroniques, mais l'auteur a surtout essayé d'attirer l'attention, de rendre plus proches les Japonais dans leur quotidien et, au passage, de corriger quelques préjugés tenaces : on se suicide finalement moins au Japon qu'en France, et la recherche fondamentale y est plus active et «mûrissante» que ne le croit l'Occident qui se satisfait de penser que les Japonais «copient».

Au fil de cette centaine de chroniques, allant du fait divers au couronnement de l'empereur, des services au champion de sumo, en passant par les superstitions, la prostitution des étrangères ou la peine de mort, par touches où perce l'émotion (comme la mort d'une mère courage nipponne ou la vie des quartiers), se dessine un Japon vivant, divers, cocasse et instancé : une approche légère et informée.

Philippe Pons

LE PAYSAN RÉVOLTE
Entretiens avec
Raymond Delatouche
de Claire Touchard
Mame, coll. «Trajectoires»,
210 p., 110 F.

Au moment où l'agriculture semble avoir perdu ses repères et où le nombre de paysans diminue d'année en année, ces entretiens apportent un précieux éclairage. Né en 1906, Raymond Delatouche, propriétaire terrien dans la Mayenne, jette un regard d'historien, de praticien, de «rural» jusqu'au bout des ongles, et de «sage» sur les grands événements qui ont marqué la chronique agricole, non seulement contemporaine, mais depuis plus d'un demi-siècle.

Tout à tour il évoque la naissance du mutualisme, le corporatisme, la création des caisses de Crédit agricole, l'industrie agroalimentaire, et bien sûr l'Europe d'aujourd'hui et de demain.

F. Gr.

HOMMAGE À ALFRED SAUVY
Population, revue de l'INED,
novembre-décembre 1992,
n° 6, 37 F.

«Le grand communicateur», «Le maître et ses élèves», «L'écritain», «Un prince de lucidité»... N'en doutons pas, c'est un hommage. L'Institut national d'études démographiques (INED) n'est pas ingrat envers son créateur.

Les vingt-cinq articles retenus nous font aimer et regretter un

NOTES DE LECTURE

homme qui aura marqué la statistique, l'économie et la démographie françaises. On insistera ici, en raison de leur actualité, sur deux aspects de sa pensée économique.

Le premier concerne le «prescription créatrice» et la malléabilité d'une société en phase de croissance, par opposition à une société vieillissante, autrement dit les effets bénéfiques de la croissance démographique sur l'économie et le social. Dans toute collectivité, les blocages sont d'autant mieux surmontés que celle-ci croît plus vite. Quoi de mieux, par exemple, qu'une population croissante d'étudiants pour favoriser le recrutement de professeurs ?

Le «populationnisme» de Sauvy, qui cessa rarement d'inspirer l'INED, se traduisait dans le recours à l'immigration pour accroître la population, et surtout la population active, impulsé par l'Etat au lendemain de la deuxième guerre mondiale. C'est une doctrine d'un temps lui-même jeune – «l'après-guerre» – où la révérence de la mesure statistique autorise le manque de mesure. La plupart des auteurs de ce livre s'en félicitent (Jean-Claude Chesnais, dans un très bon article biographique), quelques-uns s'en contentent (Alain Parant).

Le second concerne l'emploi. Sauvy, auteur de la *Machine et le Chômage*, pensait globalement que la machine n'est pas destructrice de travail. Mais il avait déjà – une conception très critique de la relation travail-emploi. D'où ses fameuses comptabilités en temps de travail, que Bernard Cazès déclare, du bout de la plume, obsolètes, contrairement à Jacques Magaud.

Concernant le partage à venir de l'activité humaine, en dehors du «marché», on ne peut qu'être frappé de l'intuition de Sauvy de vouloir lier ce partage à celui des revenus.

Le lecteur ne sera pas déçu par tant d'opinions contrastées,

sous le voile de l'éloge d'une production foisonnante. Production prémonitrice, et parfois contradictoire : mais n'était-ce pas l'une des formes du vitalisme sauvyen ?

B. Ma.

JAPON 1993
de Michel Founay.
L'Harmattan, 368 pages, 250 F.

CIPANGO
revue de l'INALCO, février 1993,
100 F.

Fruit de l'activité d'un groupe de rédacteurs travaillant au Japon, qui ont choisi comme nom d'auteur collectif Michel Founay, cet ouvrage est une mine d'informations sur la vie quotidienne, la société, la politique et l'économie japonaises.

Sa diffusion était restée jusqu'à présent restreinte à l'administration et à quelques entreprises françaises au Japon. Présent sous forme d'annuaire, comportant un index, Japon 1993 est, par le sérieux et la précision de ses informations concernant la politique, l'économie et le fonctionnement des institutions, un précieux outil de référence.

La revue de l'Institut des langues et civilisations orientales (INALCO), *Cipango*, dans sa seconde livraison (février), publie deux articles de fond, l'un sur «L'entreprise japonaise et la gestion des ressources humaines», de Masahiro Hanada, et un autre, plus historique, d'Anne Gomon sur les journalistes : «De la pauvreté au travail : naissance de la catégorie des travailleurs journalistes».

Un ensemble de contributions est consacré, en outre, à la pensée et aux expériences religieuses nipponnes.

Ph. P.

(1) Service des publications de l'INALCO, 2, rue de Lille, 75343 Paris.

Le Monde ÉDITIONS

Où va l'État ?

La souveraineté économique et politique en question

avec la direction de René Lenoir et Jacques Lesourne

EN VENTE EN LIBRAIRIE

PARLONS «VERRE» AU SALON

GLASSMAN EUROPE '93

L'Espace Tête d'Or, Lyon 28-29 avril 1993

Pour recevoir des billets d'entrée gratuits, veuillez entrer en contact avec le Service Publicité et Relations Publiques, FMA International Publications Ltd, Angleterre (Tél: 19-44 737 78851) ou téléphoner: 19-44 737 751685 ou laissez vous inscrire à l'entrée du salon.

- Le premier Glassman (salon international de la fabrication du verre) organisé en Europe; une exposition exclusivement consacrée aux besoins des entreprises qui fabriquent et fondent le verre.
- Plus de 100 fournisseurs de premier plan d'équipement et de services destinés à la fabrication du verre.
- Facile d'accès. Entrée et parking gratuits.
- Heures d'ouverture: de 9 h à 17 h 30.
- Tous les visiteurs inscrits ont la possibilité d'assister gratuitement à la conférence.

GLASSMAN EUROPE '93 s'adresse spécifiquement aux fabricants de verre d'emballage, de verrerie de table, de verre plat, de fibres de verre, de verre destiné à l'éclairage et à la télévision, et d'autres produits spécialisés.

Le bilan économique DES ANNÉES MITTERRAND (1981-1993)

sous la direction d'Alain Geledan

EN VENTE EN LIBRAIRIE

OPINIONS

La réforme de la Caisse des dépôts et consignations

Opérateur industriel ou partenaire financier ?

La réforme prévue de la Caisse des dépôts visant à clarifier et à séparer les différentes missions de l'organisme - collecte d'épargne et financement du logement social, intervention sur les marchés financiers et banque de participations industrielles - ne doit pas compromettre le rôle qu'elle joue auprès des entreprises, notamment dans le tourisme et la communication, même si cette fonction a parfois connu des ratés, estime Jean-Marc Simon, président des Wagons-lits et ancien responsable des filiales de la Caisse chargées des participations directes dans les entreprises.

par JEAN-MARC SIMON (*)

La perspective d'un nouveau statut pour la Caisse des dépôts pose inévitablement la question de ses relations avec les entreprises industrielles françaises. Ces relations sont multiples et variées, comme l'indiquent deux chiffres : la Caisse des dépôts détient dans ses portefeuilles de l'ordre de 3 % des valeurs boursières françaises ; elle-même réalise, par des filiales qu'elle contrôle, environ 10 milliards de francs de chiffre d'affaires en dehors de son périmètre financier.

Il ne faudrait pas que le débat sur la vocation de la Caisse des dépôts, certes essentiellement financière, ignore son rôle à l'égard de l'industrie. De même qu'il ne faudrait pas qu'une approche trop théorique conduise à « diaboliser » des actions qui ont eu pour effet de créer des entreprises et d'enrichir par le bon sens et le pragmatisme. Cinq années passées à la Caisse des dépôts, à la tête de ses filiales techniques, m'ont apporté quelques enseignements qui plaident pour un engagement fort, mais différent, de la Caisse des dépôts auprès des entreprises industrielles. Créées par François Bloch-Lainé dans les années de reconstruction parce qu'il fallait pallier des manques d'initiatives dans des domaines précis - logement social, aménagement urbain, assistance technique outre-mer, - les filiales dites « techniques » par opposition aux filiales financières se sont multipliées, sans jamais vraiment prospérer, et ont constitué, il y a une dizaine d'années, le groupe C3D. A ce titre, la Caisse des dépôts est un opérateur industriel direct.

Dès lors que les marchés captifs sont devenus des marchés concurrentiels, ce qui est systématiquement le cas depuis une dizaine d'années, les filiales techniques ont perdu leurs marques au sein de la Caisse des dépôts, tiraillées entre deux tendances contraires. Soit elles reproduisent la culture institutionnelle de la maison mère et elles abordent les marchés le flanc ou le dos, d'où quelques tristes déroutes. Soit elles choisissent de se battre avec les mêmes armes que leurs concurrents, mais ceux-ci les accusent alors de mener double jeu tendis que la Caisse des dépôts les soupçonne de vendre leur âme.

Des cultures divergentes

Une véritable entreprise industrielle tire sa légitimité du débat permanent entre la volonté de ses actionnaires et sa culture professionnelle. Faut-il d'actionnaires imposant un vrai débat au sein de la Caisse des dépôts, ses filiales techniques ont des cultures professionnelles divergentes, et vouloir les mettre en profit sans les doter d'une mentalité industrielle forte s'apparente au mythe de Sisyphe.

Aujourd'hui, heureusement, de nombreuses filiales techniques ont cessé leur activité ou ont été cédées au secteur privé. D'autres, que nous avons développées à partir d'entreprises « nées dans le marché » et en veillant à ce qu'elles y restent, comme la Compagnie des Alpes dans le tourisme ou Transcat-Proger dans les transports publics, pourraient sans difficulté s'éloigner de l'aire protectrice de la Caisse des dépôts : ce serait une simple question de changement d'actionnariat.

Différents sont les cas de la SCIC et de la SCET. La SCIC a toujours voulu faire de la promotion immobilière classique à côté de ses activités de constructeur et de gestionnaire de logements sociaux, pour exercer un métier « plein ». Malheureusement, la promotion immobilière est toujours été ingrate et dangereuse pour la SCIC : quand le marché est porteur, il faut, pour se distinguer en termes financiers comme en qualité des réalisations, quelques talents exceptionnels qui ne sont guère attirés par une entreprise du secteur public. Et quand le marché se retourne, les pertes sont aussi fortes que chez les entrées.

La Caisse ayant pris récemment, enfin, la sage décision de faire arrêter les activités de promotion de la SCIC, celle-ci peut se recentrer sur le logement social, où elle joue un rôle indispensable de secteur témoin. Ni trop grosse ni trop petite, elle a la bonne taille pour innover et influencer sans imposer ni dominer. Son maintien dans le périmètre de la Caisse des dépôts est justifié dès lors que cet établissement sera toujours chargé du financement du logement social.

La SCET, enfin, est un partenaire sans équivalent des sociétés d'économie mixte. Mais l'assistance aux sociétés d'économie mixte - qui gèrent une très grande partie des services publics locaux français - est une activité dont le rentabilité est très faible. Les retombées sont en aval : pour la société concessionnaire, pour l'entreprise de BTP. De ce fait, la SCET est un des rares porteurs de collectifs locaux qui ne s'alimente pas à leur avel, d'où une indépendance appréciée et utile, qui prolonge bien le rôle de la Caisse des dépôts et, maintenant, du Crédit local



NICOLAS GUILBERT

de France. Ce n'est donc sans doute qu'auprès de la Caisse des dépôts ou du Crédit local de France que la SCET peut trouver le support dont elle a besoin pour continuer à apporter ses services aux collectivités locales.

Tourisme et communication

Dans le domaine « industriel », la Caisse a particulièrement investi dans deux secteurs : le tourisme et la communication. Deux secteurs pour lesquels Robert Lion était arrivé à la Caisse des dépôts, en 1982, avec une « vision », et laquelle, durant ses dix ans de direction générale, il a consacré passion et ténacité. Cette politique a été celle d'un homme beaucoup plus que celle de l'institution, et, aujourd'hui, elle n'est pas « gravée dans le marbre ».

Meis la vision était bonne, tant il est vrai que le tourisme devient le secteur d'activité qui croît le plus vite au monde, et que la France est un pays leader dans cette activité, qui lui procure chaque année une centaine de milliards de francs de recettes extérieures. Vouloir consolider les groupes français dans ce secteur pour leur donner une dimension internationale, s'engager à hauteur de 5 %, 10 % ou 15 % dans leur capital alors que les autres investisseurs institutionnels étaient terrorisés à l'idée d'un ticket supérieur à 1 % ou 2 %, les inviter à se rapprocher, et au moins à se parler : rien de tout cela n'était, en soi, critiquable. Dans le domaine de la communication, le problème du « local » a conduit à un engagement beaucoup plus ciblé et fort d'opérateurs directs dans les réseaux câblés, parce qu'ils étaient - croyait-on alors - porteurs d'une dimension de communication locale. Mais je crois aussi cette vision gagnante à long terme.

Dans les groupes de tourisme - Wagons-lits, Club Med, Accor - comme dans ceux de communication - Havas, Canel Plus, - la Caisse des dépôts, dérogeant à sa règle la plus fréquente, siège dans les conseils d'administration. A l'expérience, cela ne lui va pas mal, et elle joue une partition tout à fait utile et appréciée dans le concert des actionnaires et des administrateurs, dès lors qu'elle ne confond pas actionnaire actif et actionnaire passif.

Activisme

Chez Wagons-lits, l'ancienneté et l'ampleur de la participation - plus de 25 % - l'engourdissement de la vieille Compagnie et la conviction qu'elle suscitait ont sans doute provoqué à la Caisse des dépôts une envie de bien faire qui l'a conduite à en faire trop. En revanche, au Club Med comme chez Accor, et maintenant chez Pierre et Vacances, la présence de la Caisse des dépôts est un élément de stabilité de l'actionnariat et elle contribue, avec sa personnalité propre, aux débats stratégiques avec le management.

Une présence active dans l'actionnariat doit s'arrêter là où précisément l'actionnaire n'a ni la légitimité ni la compétence pour aller plus loin, et où il revient au management d'agir. Confondre les deux territoires a toujours conduit à des déboires. Ainsi, le rapprochement des agences de voyages françaises de Wagons-lits et de Havas Tourisme avait un intérêt stratégique certain à l'époque où il fut imaginé, mais n'avait pas l'adhésion des managements opérationnels. En voulant forcer le mouvement sans tenir compte des cultures d'entreprise, l'échec était presque certain. Au contraire, l'accompagnement du rapprochement entre Wagons-lits et Accor (à la suite de l'OPA de 1991), conduit en cohérence avec la majorité des actionnaires et le management des deux groupes, a permis de réussir la constitution d'un leader mondial de l'industrie du tourisme.

Le manque de fonds propres et la fragilité de l'actionnariat des entreprises françaises sont des réalités incontestables. Qui sont les actionnaires possibles d'une grande entreprise ? Le grand public, les SICAV ? Certes par partie, mais par

partie seulement, car ces actionnaires recherchent d'abord une liquidité et un rendement. La politique de l'entreprise les engage peu, et c'est leur propre liberté qui leur importe avant tout. De ce fait, leur entrée ou leur sortie de l'actionnariat ne doit pas mettre en péril l'existence de l'entreprise. Il faut donc une majorité ou au moins un important noyau d'actionnaires plus stables, intéressés par la politique de l'entreprise, désireux d'en débattre, et de la soutenir.

Les actionnaires qui participent à ce noyau stable sont de nature industrielle ou financière. Les partenaires industriels sont souhaitables et utiles, lorsque leur présence traduit en termes d'actionnariat des alliances industrielles ou commerciales correspondant à de véritables rapports de partenariat. Mais, s'ils sont présents comme en embuscade, et tirés par les effets ou le contrôle de l'entreprise, celle-ci voit s'ajouter à son combat sur les marchés un front intérieur qui accablent toute son attention, pour éviter le démantèlement ou le changement de contrôle.

Les régulateurs indispensables sont donc les actionnaires financiers, et parmi ceux-ci les « zinzins », c'est-à-dire les investisseurs institutionnels, qui placent dans les entreprises les produits d'une épargne longue, sont les seuls à même de jouer en France le rôle que jouent en Allemagne le système bancaire et dans les pays anglo-saxons les fonds d'investissement et les fonds

de pensions. Sur ce sujet, Jean Peyrelevade (1) a récemment émis des idées simples et de bon sens. La Caisse des dépôts est aujourd'hui le premier de ces « zinzins ». Ses investissements en actions dans les entreprises françaises - 60 milliards de francs environ - équivalent à environ deux années de financement en fonds propres des entreprises par le marché boursier français. C'est dire combien une modification incontestable du rôle de la Caisse des dépôts à l'égard des entreprises bouleverserait le marché financier auquel elles ont recours.

Au contraire, la réduction programmée du secteur public devrait s'accompagner d'un renforcement du rôle de la Caisse des dépôts comme partenaire financier des entreprises, en qualité d'investisseur institutionnel soutenant activement leur politique de développement, en particulier à l'international.

Stabilité et long terme

Aux côtés des 2 000 milliards de dollars des fonds de pensions américains, des 260 milliards de livres des fonds de pensions britanniques, les quelques dizaines de milliards de francs supplémentaires que les « zinzins » français pourraient placer en action si l'on développait leur rôle dans l'accumulation d'épargne longue sembleraient bien modestes. Si le portefeuille en actions de la Caisse des dépôts venait à doubler, cet accroissement ne représenterait guère que 2 % à 3 % du capital des entreprises cotées en Bourse... Cet actionnariat financier, même ainsi renforcé, serait donc loin de prendre un poids excessif dans les entreprises françaises.

Bien sûr, la Caisse des dépôts, comme partenaire financier chargé d'assurer la stabilité et le long terme, ne doit pas pouvoir développer un activisme hostile à telle ou telle entreprise. En clair, cela veut dire qu'un raid comme celui sur la Société générale doit être impossible à l'avenir.

Un nouveau statut, en dotant la Caisse des dépôts des régulateurs et des contrôles qui sont normalement ceux de toute entreprise, publique ou privée, et l'établissement d'un code de conduite qui engage ses dirigeants et ses collaborateurs sont de nature à permettre à la Caisse des dépôts de jouer un rôle d'actionnaire actif, sans crainte de dérives. Cette évolution, si elle s'accompagnait d'une nette limitation de ses activités d'opérateur industriel et d'une accentuation de son rôle de transformateur d'une partie de l'épargne à long terme au profit du partenariat financier des entreprises, permettrait à la Caisse des dépôts de mieux accompagner le développement de l'industrie française. En tout cas, il ne faudrait pas que des vues trop théoriques fassent jeter le bébé en même temps que l'eau du bain !

(1) Pour un capitalisme intelligent. Ed. Grasset.

(*) Vice-président exécutif d'Accor, président de la Compagnie internationale des wagons-lits et ancien président de la Caisse des dépôts-développement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CDME
Compagnie de Distribution de Matériel Electrique

Résultat net
part du Groupe + 7,9 %
Dividende + 9,3 %

Le Conseil d'Administration de CDME, réuni le 15 avril 1993, sous la présidence de M. Serge WEINBERG a arrêté les comptes sociaux et consolidés du groupe CDME.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève pour 1992 à 15,049 milliards de francs en progression de 8,3 %.

A structure comparable et taux de change identiques, l'évolution a été de -1,4 %.

Le chiffre d'affaires économique, qui inclut les ventes des filiales détenues minoritairement en Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada), s'est établi à 19,135 milliards de francs en progression de 15 %.

L'évolution des résultats consolidés est la suivante : (en millions de francs)

Chiffre d'affaires	15.049.274	+ 8,3 %
Résultat courant	501.781	+ 1,6 %
Résultat exceptionnel	- 58.099	-
Résultat net des sociétés intégrées	293.931	+ 5,7 %
Résultat des sociétés consolidées	291.300	+ 7,2 %
Résultat net part CDME	275.630	+ 7,9 %

Les filiales de CDME ont subi durant 1992 le ralentissement des économies occidentales. Elles ont poursuivi leurs efforts de gestion et de réduction des coûts, tout en veillant à préserver, voire à développer leurs parts de marché. La réduction active des besoins en fonds de roulement et une politique d'investissement sélective ont permis d'améliorer significativement la structure financière du groupe dont le ratio d'endettement sur fonds propres diminue de 1,83 à 1,49. L'endettement financier net est ainsi passé de 3.256 MF à 2.930 MF.

Comptes sociaux

Le résultat de l'exercice s'établit à 56 millions de francs, s'ajoutant aux 169 millions de report à nouveau.

Dividende

Il sera proposé à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 8 juin 1993 à 9 h 30 à Paris, le versement d'un dividende total de 12,30 F par action dont 4,10 F d'avoir fiscal, contre 11,25 F précédemment.

Développements récents

Les trois premiers mois de l'exercice ont enregistré la poursuite de la baisse de la plupart des marchés, à l'exception du continent nord-américain où WILLCOX & GIBBS vient de racheter SACKS ELECTRICAL (Ohio) dont le chiffre d'affaires de 1992 a atteint 54 millions de dollars. Par ailleurs le groupe a poursuivi son développement en Allemagne avec l'ouverture de trois nouveaux points de vente dans les Länder de l'est.

GRUPE PINAULT - PRINTEMPS

bilan économique
ANNÉES MITTERRAND
(1981-1991)
la direction d'Alain Gélard

CONJONCTURE

INDICATEUR • Le commerce extérieur

Données manquantes

échanges de la Communauté, au lieu de 50 % en 1980. Dans le même temps, les flux commerciaux avec les États-Unis et le Japon ont en tendance à s'intensifier (1), de sorte que le « recentrage » sur la CEE s'est opéré essentiellement au détriment des échanges avec les pays moins développés : ceux de l'Afrique, notamment, qui représentent 7,5 % du commerce de

la Communauté, dépassant à peine 3 % aujourd'hui. Chacun des pays de la CEE a participé à l'essor des relations commerciales avec les autres. Les plus réticents se rapprochent. Ainsi la Grande-Bretagne, bien que toujours à la traîne, réalise aujourd'hui près de 55 % de ses échanges avec ses onze partenaires européens, contre 45 % en 1980.

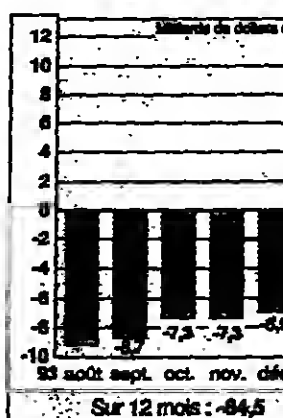
Elle importe de chez eux les deux tiers de ses produits alimentaires et plus de la moitié de ses produits manufacturés. Bien qu'elle soit un des derniers fournisseurs du reste de la Communauté, elle exporte cependant 50 % de ses marchandises vers la CEE.

Les nouveaux adhérents, Grèce, Espagne et Portugal, qui, de tradition, entretiennent des liens prioritaires avec les pays de la Communauté, réalisent en moyenne près des deux tiers de leur commerce extérieur avec eux. Mais c'est l'Allemagne qui détient la palme, avec 67 % de ses ventes dans le « grand marché » et 65 % de ses importations. Bien qu'elle soit le premier fournisseur de produits manufacturés à l'Europe, elle tire de celle-ci 55 % de ses importations de ces mêmes produits, tandis que 65 % des produits alimentaires qu'elle importe proviennent de la CEE.

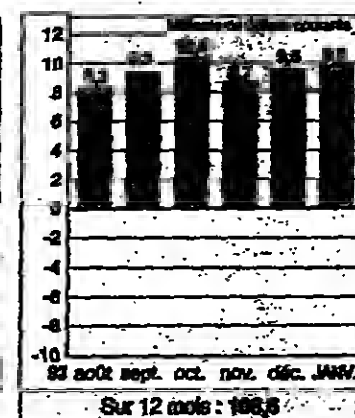
Quant à la France, derrière l'Allemagne, elle trouve 63 % de ses débouchés et 60 % de ses approvisionnements extérieurs chez ses onze partenaires. Les quatre cinquièmes de ses achats sont formés par des produits manufacturés — une proportion supérieure à celle des autres pays européens —, alors que ces mêmes produits manufacturés ne représentent que 75 % de ses ventes aux pays de la Communauté, contre 80 % pour la Grande-Bretagne, 88 % pour l'Allemagne et l'Italie. Elle fait en revanche 72 % de ses ventes de produits alimentaires dans la CEE : elle détient ainsi le quart du marché européen et occupe la première place en ce domaine parmi les quatre grands pays de la Communauté.

(1) Ils représentent respectivement 8 % et 5 % des importations en 1992, au lieu de 8,5 % et 2,5 % en 1980, et 7 % et 2 % des exportations au lieu de 6 % et 1 %.

ÉTATS-UNIS



JAPON



Soldes commerciaux, exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB pour les États-Unis, FOB-CAF pour le Japon) en dollars. Sources nationales

RÉGION • Asie du Sud-Est et Pacifique

L'enjeu de l'environnement

À la conférence de Rio sur l'environnement (juin 1992), le premier ministre malaisien Mahathir, au nom des pays du Sud, appelait à résister aux « pressions impériales » du Nord, en subordonnant la préoccupation écologique aux nécessités du développement, et à utiliser les craintes des pays avancés comme un « levier qui n'existerait pas auparavant » pour en obtenir des concessions. Il régalait ainsi ses comptes avec les actifs « Verts » malaisiens, et accusait implicitement de trahison les Punans de Bornéo, qui, avec l'aide du Suisse Bruno Manser, avaient résisté à la déforestation.

Par la rapidité même de son essor, l'Asie du Sud-Est impose la recherche de compromis entre préservation de l'environnement et développement : les pays les plus pauvres ne sont pas les plus protégés des dégradations ; la revalorisation des cours des produits primaires peut pousser à mieux ménager les ressources ; l'ouverture des marchés des pays avancés assure une stabilité contribuant plus efficacement que les croisades environnementalistes à l'acceptation et au respect de règles communes sur la préservation de la biosphère.

Les forêts d'Asie du Sud-Est en constituent un excellent exemple. Enjeu majeur — elles fournissent 70 % des exportations mondiales de bois tropicaux —, à la fois sur les plans intérieur et international, en raison de leur valeur économique et du risque de leur disparition rapide. Suivant les sources, la forêt indonésienne fluctue de 98 millions à 144 millions d'hectares (1), la thaïlandaise de 10 % à 28 % du territoire national (2) ; mais le rythme d'abattage, officiellement jamais supérieur à 2 % par an, n'inclut ni les « dépassements » des puissantes compagnies forestières, souvent très proches du pouvoir politique, ni une partie des défrichements « spontanés » pratiqués par des populations en croissance rapide.

Si la situation n'est sans doute pas globalement aussi alarmante que le prétendent certains écologistes occidentaux, la Thaïlande, à la suite d'inondations catastrophiques, a interdit en janvier 1989 toute exportation de bois, mesure imitée par le Vietnam en mars 1992.

Les Philippines sont également en passe de devenir importatrices nettes de produits forestiers.

Mais la préservation des dernières jungles thaïlandaises a immédiatement entraîné la mise en coupe réglée par des groupes liés à l'armée de Bangkok des ressources de pays voisins plus pauvres, où l'opinion publique est sans influence. Les précieuses forêts de teck birmanes, les zones tenues par les Khmers rouges (entre autres) au Cambodge sont dévastées sans précaution : la seule exigence est celle des royalties qui serviront à acheter des armes, ou à s'ingérer lors des élections cambodgiennes de mai prochain. La situation est à peine meilleure au Laos.

Les deux premiers exportateurs de bois, la Malaisie et l'In-

donésie (qui tire de la filière quelque 4 milliards de dollars et y emploie 2,5 millions de personnes), s'efforcent de pérenniser cette ressource. Kuala Lumpur entend ramener les coupes de 23 millions de mètres cubes en 1990 à 15 millions en 1994. Djakarta tente d'imposer une exploitation plus légère des concessions et les contrôle mieux. Mais, par ailleurs, les cycles de l'agriculture sur brûlis se raccourcissent, les plantations s'étendent, tout comme les défrichements aux abords des villes et des routes.

Barrages et terrains de golf (plusieurs dizaines ont été ouverts autour de Bangkok en quelques années) portent atteinte à la fois à la forêt (avec ses populations) et à certaines des meilleures terres agricoles ; les complexes hydro-électriques géants en construction sur la Pégau (au nord de la Malaisie) et à Bakun (sur le Rajang, dans l'État malaisien de Sarawak) sont également contestés pour leur coût et leur efficacité discutables. De son côté, le Vietnam refuse ceux envisagés par la Thaïlande dans le bassin du Mékong, pour préserver l'irrigation de son delta et empêcher les invasions d'eau de mer.

La pollution accompagne trop systématiquement (sauf à Singapour) les nouvelles implantations industrielles : la chimie lourde, la sidérurgie, les aciéries et les papeteries, comme l'urbanisation souvent anarchique, entraînent la « mort » biologique des rivières et des zones côtières, où les pêcheurs se heurtent par ailleurs à l'élevage intensif des crevettes pour l'exportation. Les fumées ont fortement accru les maladies respiratoires.

En Thaïlande, trois accidents industriels majeurs ont provoqué en deux ans la mort d'environ trois cents personnes. La rapidité du développement de ce pays et le laxisme de son administration ont fait de Bangkok un monstre, mais Djakarta et Manille ne sont pas très différentes. La mer enfin — véritable cœur de cette région — est menacée : en septembre 1992, une grave collision (43 morts) dans le détroit de Malacca et le passage de l'*Akatsuki-Maru* chargé de plutonium ont réveillé la crainte d'une catastrophe.

Au total, les chances d'un développement durable et un tant soit peu harmonieux paraissent liées à la volonté politique de faire appliquer des lois généralement convenables, à l'intéressement des agents économiques (par exemple en accroissant la durée et le prix des concessions forestières) et à une attitude moins égoïste des pays développés : ainsi, le Japon devrait cesser de décourager l'importation de bois indonésiens travaillés, fortement valorisés.

Jean-Louis Margolin
Université Strasbourg-II

(1) Far Eastern Economic Review, 4 juin 1992.
(2) Ubonrat Siriyavarak, « The environment and popular culture in Thailand », in Southeast Asian Affairs, 1991, Singapour, ISEAS, p. 301.



PAYS • Le Vietnam

Ombres et lumières

L'IMAGE du Vietnam a complètement changé en quelques années : du bastion stalinien fermé, boycotté depuis son invasion du Cambodge en 1979, on est passé au « bébé tigre » alimenté par les investisseurs des pays tiers les plus hostiles : États-Unis, Corée du Sud. La réalité est plus nuancée.

L'ouverture internationale est le plus visible. Elle se traduit par une progression du commerce extérieur (+16 % en 1992), effectué désormais en devises convertibles et où l'ex-URSS, hier premier partenaire, n'entre plus que pour 13 % ; la disparition de l'aide de l'ancien « grand frère » a été étonnamment bien surmontée, puisqu'un excédent de 70 millions de dollars a même été dégagé. Fin 1992, 535 contrats d'investissement avaient été conclus, pour 4,6 milliards de dollars (dont un quart venant de Taïwan). Six banques étrangères (dont quatre françaises) ont été autorisées. Le Vietnam, devenu membre observateur de l'ASEAN, jure la réintégration dans sa région : la moitié de ses échanges sont effectués avec Singapour (premier partenaire commercial aujourd'hui), Hongkong et le Japon.

Le pays a été remis au travail : hausse de 15 % de la production industrielle en 1992, après trois ans de baisse ; récolte record de grains (24 millions de tonnes), confirmant le Vietnam comme le troisième exportateur de riz ; dynamisme des centaines de milliers de PME privées récemment créées. L'assainissement gagne les prix, la monnaie

(le dong), revalorisée de 15 % face au dollar en 1992, et le budget (déficit réduit malgré une baisse des prélèvements obligatoires).

Le développement est cependant encore loin. L'administration est peu fiable et de plus en plus corrompue. Le crédit « officiel », nationalisé, très insuffisant, contraignait les entrepreneurs privés à recourir aux fondations et à l'étranger. La base productive reste trop étroite : le riz et le pétrole forment 72 % des exportations. Les investissements étrangers eux-mêmes s'élargissent peu : fin 1991, 12 % seulement allaient à l'industrie.

De plus, l'invasion de produits chinois bon marché conduit à la ruine nombre d'entreprises d'État, au point que l'importation de certains produits a été interdite, ce qui n'a fait que développer la contrebande. Les tentatives d'entente avec la Thaïlande sur les eaux du Mékong et sur l'accord de droits de pêche se heurtent aux ambitions piliers de Bangkok. L'exploration pétrolière en mer de Chine du Sud aggrave le contentieux maritime avec Pékin. La concentration des investissements sur Hô-Chi-Minh-Ville renforce les disparités entre Nord et Sud. Le sous-emploi et le chômage sont dramatiques (sept à huit millions de personnes), alors que la main-d'œuvre s'accroît de 3,2 % par an, que 600 000 soldats sont démobilisés, que les émigrés d'Europe de l'Est et du Cambodge sont contraints de revenir au pays.

J.-L. M.

SECTEUR • L'acier

L'oxygène chinois

DES sidérurgistes allemands qui défient par dizaines de milliers dans les rues de Bonn. Des régions espagnoles — le Pays basque et les Asturies — qui, s'apprêtant à subir un traitement de choc semblable à celui autrefois appliqué en Lorraine, sont entrées en conflit ouvert avec Bruxelles. Un groupe public italien, Ilva, qui ne pourra s'épargner de douloureuses restructurations. Un producteur d'acier luxembourgeois, Arbed, pratiquement à vendre.

Le cadre était fixé dès le deuxième semestre 1992. Avec des prix qui ont chuté de plus de 30 % en dix-huit mois, dont 20 % sur la seule année 1992, la sidérurgie européenne n'avait pas grand-chose à espérer du début 1993. Si ce n'est de massives restructurations. Les surcapacités, rendues criantes par l'atonie de la demande, ont été tout récemment évaluées à 30 millions de tonnes par Fernand Brau, un ancien haut fonctionnaire européen, mandaté par la Commission de Bruxelles. Cinquante mille emplois devraient disparaître, d'ici à 1995, sur les 380 000 que compte encore l'industrie.

Mais qui fournira l'effort nécessaire ? D'accord sur le diagnostic, les sidérurgistes européens le sont moins sur les moyens à mettre en œuvre. Lorsqu'on évoque la répartition des sacrifices, la belle cohésion du monde de l'acier communautaire vole en éclats.

Pour avoir opéré des restructurations plus précoces et plus abouties que leurs concurrents, les Anglais British Steel et les Français Usinor Sacilor adoptent aujourd'hui une position très ferme par rapport à leurs confrères plus vulnérables.

Pas question d'aider les sidérurgistes espagnols et italiens à se moderniser si, au préalable, ils ne procèdent pas à des fermetures « conséquentes ».

Les maîtres de forges d'Allemagne occidentale, de leur côté, dénoncent le sauvetage par Bonn du conglomérat de l'Est Ekostahl. Avec d'autres, ils montrent du doigt leur compatriote Klockner Werke, accusé de profiter de sa cessation de paiement pour continuer son activité à l'abri des créanciers. La commission

de Bruxelles, enfin, redoute une course aux aides publiques entre autorités nationales et s'efforce d'organiser le repli. Tâche délicate ! Ennemi politique, le dossier sera l'un des grands thèmes du conseil des ministres de l'industrie convoqué pour le 4 mai prochain.

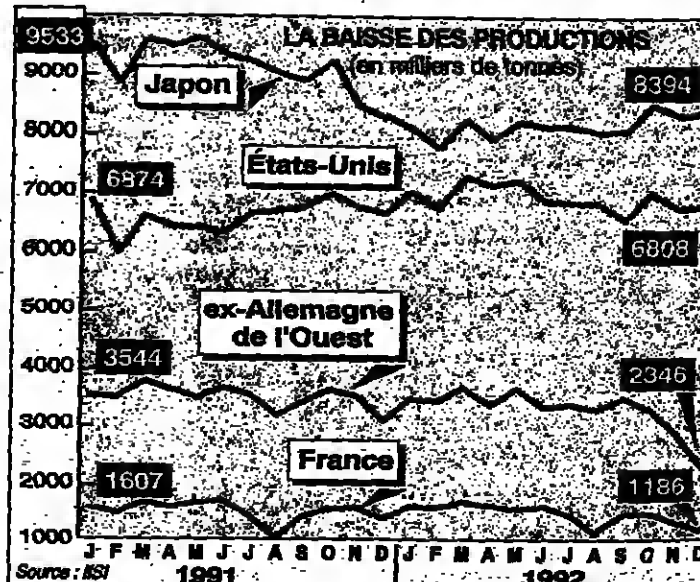
La récente décision américaine de surtaxer certains types d'aciers en provenance de la CEE n'arrange rien : les livraisons de produits fins provenant du Vieux Continent sont au point mort. Et les discussions engagées avec Washington par Sir Leon Brittan, le commissaire chargé des relations extérieures, ne laissent pas envisager de rapide déblocage. Les sidérurgistes européens ne peuvent, dans l'immédiat, espérer tirer parti de la reprise américaine.

Dès lors, le sujet des importations d'acier en provenance des pays de l'Est devient de plus en plus sensible. Les livraisons tchèques, hongroises ou polonaises ont progressé de 40 % en volume en 1992. Mais ce sont moins les tonnages que les prix pratiqués qui posent problème. Facturés à des tarifs très bas, « bien en deçà des conditions normales de rentabilité », affirment les sidérurgistes, ces ventes ajoutent à la désattribution.

Aujourd'hui, la plupart des usines européennes tournent à perte. Certains producteurs ont décidé de réagir, en tentant d'imposer des hausses de prix contre le marché. Usinor-Sacilor et British Steel ont annoncé des relèvements de tarifs de l'ordre de 15 %, à compter du deuxième trimestre 1993. Il est encore impossible d'en mesurer l'impact. D'après Usinor-Sacilor, cette décision aurait été relativement bien acceptée par les grands utilisateurs.

Dans ce tableau plutôt morose, la seule bonne nouvelle est venue de Chine : ce pays importe désormais à tour de bras. Et au grand profit, semble-t-il, des sidérurgistes communautaires. Les quantités ainsi vendues ne compensent pas la perte du marché américain, mais cette bouffée d'oxygène reste la bienvenue, quand même !

Caroline Monnot



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

مكتبة الأصل